



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

«Lycéesreform»
Cours «vie et société»
Reprise des enseignants de religion

p. 603
p. 621
p. 627

Sommaire des séances publiques n°44 à 46
Sommaire des questions parlementaires

p. 631
p. Q270

44^e séance
45^e séance
46^e séance

Mercredi 5 juillet 2017
Jeudi 6 juillet 2017
Mardi 11 juillet 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Kommemoratioun vum 75. Joresdag vum Generalstreik vun 1942



© Wältzer Gemeng



Un der Gedenkeremonie beim Monument national de la grève zu Woltz hunn ënner anerem de Grand-Duc Henri, de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo, de Premierminister Xavier Bettel an de Wältzer Buergermeeschter Frank Arndt deelgeholl.

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo bei senger Usprooch

„D'Erënnerung ass immens wichteg! Mir sinn all deene Mënsche schëlleg, déi hiert Liewe fir eis Fräiheet geaffert hunn, datt mir deenen Evenementer net nëmmen eng Plaz an de Geschichtsbicher ginn, mä och an eisen Härerzer, an eise Käpp.“ Dëst si Wierder aus

dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo senger Usprooch zu Woltz bei Geleeënheet vun der Kommemoratioun vum 75. Joresdag vum Generalstreik, den 31. August 1942.

D'Ukënnegung duerch d'Nazien, fir jonk Lëtzebuerger ze zwangsrekrutéieren, hat 1942 zu

deem Streik gefouert. D'Evenementer vun 1942 a vun de Krichsjoren insgesamt sinn en Deel vun eiser Mémoire collective, sot nach de Chamberspresident.

„Mir müssen eis Grundwäerter wéi Demokratie a Fräiheet an d'Mënscherechter mat aller

Kraaft verteidegen a géint all Form vun Ënnerdréckung, Rassismus, Antisemitismus, Haassverbrechen, Friemenhaass an Terror kämpfen, hei bei eis an dobaussen“, huet hie geschlussfolgert.

Une délégation parlementaire d'Ukraine accueillie à la Chambre

Excuses et remerciements à l'adresse du Luxembourg



La délégation parlementaire luxembourgeoise

À l'occasion de son passage à la Chambre des Députés le 18 septembre 2017, le groupe d'amitié Ukraine-Luxembourg du Parlement ukrainien («Verkhovna Rada») a présenté ses excuses pour un «malentendu» qui avait fait en sorte que le Luxembourg figurait toujours en Ukraine sur une liste noire de places financières «offshore», alors qu'il avait depuis longtemps

disparu de ce genre de relevés établis par des organisations internationales comme l'OCDE. Ce n'est que suite à une visite du Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Jean Asselborn, en mars de cette année à Kiev que le Grand-Duché avait été rayé de cette liste. «Dorénavant rien ne pourra plus nous freiner pour renforcer notre coopération», a dit M. Vitalii



Les représentants du Parlement ukrainien

Korchyk, Président du groupe d'amitié. Les parlementaires ukrainiens ont ensuite remercié les autorités luxembourgeoises pour leur soutien.

Ils ont souligné les ambitions européennes de leur pays, sachant qu'il leur reste «beaucoup de travail pour éradiquer ce fléau» qu'est la corruption. La mise en œuvre de la grande ré-

forme judiciaire serait un pas dans la bonne direction. Finalement, la délégation ukrainienne a remis au Président de la Chambre toute une documentation sur une grande famine qui a frappé l'Ukraine dans les années 1932 et 1933, qui a fait plusieurs millions de victimes et qui est entrée dans l'histoire sous le nom de «Holodomor».

La République des Fidji présidera la COP23

Pour la première fois un pays insulaire, en l'occurrence la République des Fidji, présidera la COP23 qui, pour des raisons logistiques, aura lieu à Bonn et non en plein milieu du Pacifique fin 2017.

«Nos priorités seront de maintenir la cohésion au sein de la COP et de défendre une politique inclusive», a expliqué l'Ambassadeur des Fidji, S.E. M. Deo Saran, lors de son entrevue avec M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Il a également exprimé le souhait de renforcer les liens bilatéraux entre le Grand-Duché et les Fidji. Cet ensemble d'îles situé dans l'océan Pacifique sud offre au Grand-Duché une porte d'entrée vers des opportunités de coopération dans la région.

En effet, le changement climatique a affecté avant tout les zones côtières des îles Fidji dont de nombreux villages ont dû être relocalisés. Le récif corallien est également atteint, ce qui risque d'avoir des répercussions négatives non seulement sur le milieu océanique mais aussi sur le tourisme.



S.E. M. Deo Saran reçu par M. Marc Angel.



Eng gëlle Luucht fir kriibskrank Kanner

D'Chamber ennerstëtz d'Campagne „Lëtzt Go Gold“, déi fir d'Situatioun vu kriibskranke Kanner sensibiliséiert. Wärend zwou Wochen ass d'Fassad vun der Chamber dofir owes gëlle belicht.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



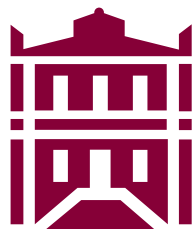
...S.E. M. Louis-Alkiviadis Abatis, Ambassadeur de la République hellénique



...S.E. M. Urs Hammer, Ambassadeur de la Confédération suisse (visite d'adieu)



...le Général Romain Mancinelli, Chef d'état-major de l'Armée (visite d'adieu)



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°16 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Cours «vie et société»

7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Après l'introduction du cours «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique pour la rentrée scolaire 2016-2017,

le projet de loi sous rubrique a comme objet d'introduire ce cours commun également dans l'enseignement fondamental. Le cours «vie et société» remplacera dès lors les cours qui sont actuellement y enseignés, notamment le cours d'instruction religieuse et morale ainsi que le cours d'éducation morale et sociale.

La création d'un cours commun, dénommé «vie et société», reflète l'obligation de neutralité de l'école publique par rapport aux questions concernant la conception du monde et le fait religieux. L'introduction d'un tel cours devient d'autant plus importante dans une société qui est marquée depuis maintes années par une diversité croissante de sa population scolaire, et, par conséquent, par une diversité des convictions confessionnelles et philosophiques.

Le nouveau cours commun en tient compte et offre à tous les élèves un apprentissage consacré aux différentes visions du monde et aux différents courants religieux, et ceci indépendamment de leurs convictions personnelles. L'objectif de l'introduction de ce cours est de présenter d'une manière objective les grands courants philosophiques et religieux et d'éduquer les élèves aux valeurs qui fondent le «vivre

ensemble» de la société, tout en formant un rempart important contre l'intolérance, les préjugés et le racisme.

En vue de l'introduction du cours commun pour la rentrée scolaire 2017-2018, il y a lieu de procéder à un certain nombre d'adaptations au niveau des dispositions légales relatives à l'enseignement fondamental.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):



03.05.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

28.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°695, page 1

Éducation plurilingue

7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves

Le projet de loi introduit un programme d'éducation plurilingue dans les services d'éducation et d'accueil. Ce programme vise à profiter de la petite enfance en tant qu'âge particulièrement propice à l'apprentissage des langues, pour préparer les enfants au contexte multilingue de l'école et de la société du Luxembourg en général. La mise en place d'un tel dispositif a comme ambition de soutenir l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale, de renforcer la cohésion sociale et d'offrir aux enfants dès le plus jeune âge les meilleures chances de départ et de réussite, indépendamment de leur milieu d'origine ou de leur situation socio-économique.

Le programme d'éducation plurilingue repose sur quatre piliers, à savoir:

- l'initiation aux langues luxembourgeoise et française: la familiarisation avec le luxembourgeois représente pour les enfants dont la langue d'origine est une autre un surplus de temps pour acquérir des bases solides sur lesquelles l'apprentissage de l'allemand pourra se fonder ultérieurement à l'entrée du cycle 2. La mise en contact avec le français permettra un

accès plus naturel et décontracté à cette langue, avant même que des barrières linguistiques puissent se développer. En parallèle, une attention particulière est accordée au soutien et à la valorisation des langues d'origine des enfants;

- un partenariat avec les parents qui sont appelés à participer plus activement à la vie des structures d'éducation et d'accueil et qui sont impliqués plus systématiquement dans les questions relatives à la mise en œuvre du concept pédagogique de la structure d'éducation et d'accueil;

- une mise en réseau et la collaboration avec les services scolaires luxembourgeois: chaque structure d'éducation et d'accueil devra prendre des initiatives de coopération et de mise en réseau avec l'école fondamentale et les organismes nationaux d'aide et d'assistance;

- un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires, pendant 46 semaines par an. Sont visés les services d'éducation et d'accueil du secteur public ou privé dûment agréés et reconnus comme prestataires de chèque-service accueil.

Parallèlement à la mise en place du programme d'éducation plurilingue, le dispositif du chèque-service accueil est revu. Des modifications au niveau de la tarification s'imposent non seulement pour soutenir davantage les familles qui en ont le plus besoin, mais aussi pour mieux l'adapter aux réalités des différentes situations familiales.

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Le projet de loi sous rubrique se fonde sur le projet de loi 6573 portant sur l'enseignement secondaire, déposé le 14 mai 2013 par Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en fonction à l'époque. Ainsi, un certain nombre de dispositions dudit projet de loi 6573 ont été intégrées dans le texte sous rubrique. Il s'agit, en l'espèce, des éléments suivants:

- la nouvelle dénomination des ordres d'enseignement (enseignement secondaire classique et enseignement secondaire général), la numérotation (7^e à 1^{re}) et la dénomination des classes, les programmes d'études aux classes inférieures et supérieures, le conseil de classe restreint dans les classes inférieures, les sections dans les classes supérieures, la certification en classe de 1^{re}, les classes d'initiation professionnelle;

- les équivalences des diplômes;

- la création de classes à objectifs spéciaux ou classes spécialisées;

- les objectifs et des mesures pour l'élève en difficulté;

- la commission d'inclusion scolaire à l'enseignement secondaire et le plan de formation individualisé pour l'élève en difficulté;

- les activités périscolaires dans les lycées, les règles de conduite et des mesures disciplinaires;

- les structures de représentation;

- le service socio-éducatif dans les lycées;

- l'organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue.

Le projet de loi sous rubrique vise notamment à accorder aux lycées une plus grande marge de manœuvre au niveau de la pédagogie, du personnel et des finances leur permettant d'apporter des réponses adaptées aux besoins de leurs populations scolaires respectives.

Alors que le Ministère fixe le cadre et les objectifs et fournit les ressources qui permettent aux lycées de se développer, il revient aux lycées de choisir les démarches qu'ils jugent les mieux adaptées pour atteindre les objectifs fixés en matière d'organisation de l'appui scolaire, de l'encadrement des enfants ou jeunes à besoins éducatifs spécifiques, de l'assistance psychologique et sociale, de l'orientation des élèves, de la coopération avec les parents d'élèves, de l'intégration des technologies de l'information et de communication et de l'offre périscolaire.

L'offre scolaire ainsi que les démarches dans les sept domaines susmentionnés sont documentées dans un plan de développement de l'établissement scolaire (ci-après «PDS»). Chaque lycée doit se doter d'un tel PDS qui fixe les objectifs à atteindre, les moyens à engager et les modalités d'évaluation. Il porte sur trois années scolaires et est élaboré par la cellule de développement scolaire en concertation avec le conseil d'éducation, pour enfin être soumis pour avis à la conférence du lycée. Cette approche ascendante et participative implique tous les acteurs intervenant dans le lycée, du directeur jusqu'au représentant du comité d'élèves.

Le projet de loi sous rubrique a par ailleurs comme objectif d'assouplir la rigidité actuelle du système scolaire. Dans l'enseignement secondaire classique, le système des sections A, B, C, D, E, F, G ne permet plus de répondre aux attentes d'une société du 21^e siècle qui se caractérise par une population toujours plus hétérogène aux talents de plus en plus diversifiés. En offrant la possibilité de nouvelles combinaisons de disciplines, on permet aux lycées au niveau local d'adapter les sections en fonction des besoins et aspirations de leurs élèves, tout en contribuant à la diversification de l'offre scolaire au niveau national.

Dans l'enseignement secondaire général, les potentialités des élèves sont davantage stimulées. Grâce à l'organisation des cours de langues et de mathématiques en cours de base et en cours avancés, les élèves des classes inférieures ont la possibilité de suivre un parcours plus ciblé et adapté à leur profil individuel.

De plus, afin d'aider l'élève à faire des choix pertinents et le mieux adaptés à son projet professionnel, la démarche d'orientation de l'enseignement secondaire général est revue.

Le présent projet de loi accorde une importance particulière à l'appui et à l'encadrement des élèves. Le texte prévoit un ensemble de mesures d'appui et d'encadrement pour soutenir les élèves en difficulté. Avec l'élaboration d'un PDS portant sur l'appui et l'encadrement des élèves, l'école se dote d'une démarche propre et adaptée aux besoins de sa population scolaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.09.2016

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

27.07.2016 Présentation du projet de loi

31.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

05.07.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 29 août 2017

Mémorial A: 2017, n°791, page 1

Réforme de l'enseignement secondaire

7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établisse-

ments d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

10.05.2017 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

17.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Continuation des travaux

24.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

28.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

29.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2017

Loi du 29 août 2017

Mémorial A: 2017, n°789, page 1

Reprise des enseignants de religion

7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de régler les modalités de reprise par l'État du personnel des enseignants et des chargés de cours qui dispensent actuellement les cours d'instruction morale et religieuse dans des classes de l'enseignement fondamental.

À partir de la rentrée scolaire 2017-2018, les cours de l'instruction religieuse et de la formation morale et sociale de l'enseignement fondamental seront remplacés par le cours commun «vie et société». Afin de répondre à l'obligation de neutralité confessionnelle et philosophique de l'école publique, le nouveau cours «vie et société» ne peut être dispensé que par du personnel jouissant du statut du fonctionnaire ou d'employé de l'État.



Or, aux termes de la Convention du 31 octobre 1997 entre l'Archevêché et le Gouvernement, coulés dans la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire, l'État s'est obligé à protéger les intérêts professionnels des enseignants et chargés de cours désignés par l'Archevêché au-delà de la cession de ses engagements pris notamment avec leur rémunération. L'État s'est donc engagé à créer une offre de reprise qui:

- garantit la rémunération et la carrière actuelle des enseignants et chargés de cours;

- crée des perspectives professionnelles grâce aux procédures de validation des acquis de l'expérience et grâce à une offre de formation continue;

- permet d'aboutir à un emploi dans le domaine de l'éducation nationale.

Conformément à cet engagement, l'introduction du nouveau cours commun «vie et société», consignée dans une convention entre l'État et l'Eglise catholique, s'accompagne d'une offre de reprise du personnel des enseignants de religion et des chargés de cours de religion qui interviennent actuellement dans des classes de l'enseignement fondamental. Ces derniers auront accès soit à la réserve de suppléants, créée par la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'ensei-

gnement fondamental, soit à la réserve des auxiliaires éducatifs nouvellement créée.

La réserve de suppléants est réservée aux agents qui sont au moins détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires et qui peuvent se prévaloir d'une connaissance adéquate des trois langues administratives. L'agent doit également suivre une formation théorique de 120 heures, répartie sur sept modules différents, ainsi qu'une formation pratique portant sur 30 leçons d'enseignement au sein des quatre cycles de l'enseignement fondamental ou d'une classe du Centre ou institut de l'éducation différenciée ou du Centre de logopédie.

Les agents ne disposant pas du niveau de qualification minimal requis pour intervenir dans la réserve de suppléants peuvent accéder à la réserve des auxiliaires éducatifs, nouvellement créée. Cette réserve donne accès à des tâches non enseignantes, essentiellement dans les domaines de l'aide, de l'assistance et de la surveillance. Pour y accéder, l'agent devra suivre une formation théorique de 90 heures ainsi qu'un module de spécialisation de 40 heures. La formation pratique se fera sous forme d'un stage d'observation de 30 heures.

Il est évident que cette offre de reprise devra impérativement respecter les dispositions légales régissant l'accès à durée indéterminée aux emplois de la Fonction publique.

L'offre de reprise dure trois ans à compter de la date d'introduction du nouveau cours «vie et société».

Émissions industrielles

7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles

Le projet de loi a pour objet d'assurer une transposition correcte de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, par le biais de modifications ponctuelles à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et à la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

La directive 2010/75/UE a été transposée en droit national par la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux établissements classés. Les services de la Commission européenne ont formulé une série d'interrogations quant à la transposition en droit national et la mise en œuvre de la directive précitée.

Les autorités luxembourgeoises ont notifié une prise de position à ce propos, dans laquelle des propositions d'adaptations législatives ont été soumises, avec l'indication qu'un projet de loi serait introduit dans la procédure à court terme. Le présent projet de loi contient les modifications en question.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.11.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

17.05.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

05.07.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°713, page 1

Surcharge de véhicules

7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi porte modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ceci dans l'objectif de transposer en droit national la directive (UE) 2015/719 du 29 avril 2015 modifiant la directive 96/53/CE fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans l'Union européenne, les dimensions maxi-

males autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Ladite directive prévoit la mise en place de mesures appropriées en ce qui concerne les infractions liées à la surcharge. Le projet de loi prévoit les sanctions en cas d'infractions contre ces dispositions.

Étant donné que le Code de la route prévoit déjà des sanctions en matière de surcharge, le projet de loi n'entend qu'introduire de nouvelles sanctions pour le chargeur et le transporteur dans le cadre d'un transport d'un conteneur ou d'une caisse mobile.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.02.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

01.06.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°755, page 1

Commissions des loyers cantonales

7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le projet de loi 7127 a comme objet de modifier l'article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil afin de procéder à une simplification de la procédure de nomination des membres des commissions des loyers cantonales.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 25.04.2017

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

05.07.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du texte

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des avis des chambres professionnelles

06.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°734, page 1

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

24.05.2017 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

05.07.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°696, page 1

Convention sur le mercure

7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013. L'objectif de la Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les émissions anthropiques de mercure et de composés du mercure. La Convention aborde ainsi tous les aspects liés à l'utilisation du mercure et prévoit notamment des mesures destinées à:

- interdire les nouvelles mines de mercure et abandonner progressivement les mines existantes;

- réduire l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure provenant de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or et des grandes activités industrielles;

- abandonner progressivement et réduire l'utili-

sation de mercure dans un certain nombre de produits et de procédés contenant du mercure ajouté, en particulier son utilisation dans les amalgames dentaires;

- restreindre le commerce et interdire la fabrication, l'importation et l'exportation de mercure et d'une large gamme de produits contenant du mercure ajouté, comme les piles ou les ampoules;

- contrôler et réduire les émissions atmosphériques et les rejets dans le sol et l'eau;

- garantir un stockage plus sûr et une gestion appropriée des déchets de mercure.

Au niveau européen, le Conseil a adopté un nouveau règlement sur le mercure, qui assure l'alignement de la législation de l'UE sur les dispositions internationales figurant dans la convention de Minamata, le 25 avril 2017. La décision du Conseil relative à la conclusion de la Convention a été approuvée par le Parlement européen le 27 avril 2017. Cette décision a approuvé la Convention au nom de l'UE, ouvrant ainsi la voie à sa ratification définitive.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 08.11.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

05.07.2017 Désignation d'un rapporteur

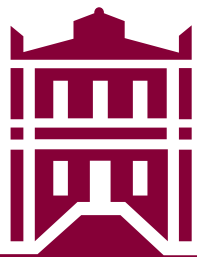
Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 28 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°703, page 1



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

- 1.** Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - 2.** Message de M. le Président
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - 3.** Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - 4.** 6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel
- Rapport complémentaire de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten
- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur
- Second vote constitutionnel sur l'ensemble du projet de loi
 - 5.** 7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 6.** 7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016)
- Rapport de la Commission des Pétitions: Mme Martine Hansen
- Débat: M. Marco Schank, Mme Cécile Hemmen, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. David Wagner
- Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, wann der lech Plaz géift huelen, da maachen ech d'Sitzung op - e gudde Mëtteg - a stellen d'Fro direkt un d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall.

2. Message de M. le Président

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn haut déi traureg Nouvelle kritt, dass ee vun eise fréiere Kollegen, de Jeannot Belling, ee vun eisen Eierendeputéierten, eis leider verlooss huet. Eis Gedanke sinn an dësem Moment bei senger Famill. An ech wollt lech proposéieren, dass mer muer an eiser éffentlecher Sitzung op sai Liewen a Wierken zrëckkommen. Wann Der wëllt, géife mer dann elo just eng Minutt vu Recueillement maachen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Ordre du jour

Da wollt ech d'Chamber froen, ob se dermat d'accord ass, esou wéi eisen Nohaltegkeetsminister am Accord mat der Conférence des Présidents dat gefrot huet, fir de Projet de loi 7117, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier, deen als leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut virgesi war, direkt nom Projet de loi 6932 ze huelen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Et ass eng weider Demande komm, mä do wollt mer nach eng Kéier zesummen driwwer schwätzen, fir muer d'Motioun direkt no der

Froestonn ze huelen. Mä et ass ee vun de Kollegen aus der Conférence des Présidents, deen elo am Moment net hei ass. Mir maachen dat dann herno a mir präziséieren dat am Laf vum Dag.

Voilà, dat gesot, géife mer dann direkt zu eiselem normalen Ordre du jour kommen. De Projet de loi 6932 ass dat Gesetz, wat mer an zweeter Liesung mussen traitéieren, an et geet em de Statut vun de Gemengebeamten. An den Här Rapporteur, den Yves Cruchten, ass prett, fir e klengen Zousazrapport ze maachen.

4. 6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel

Rapport complémentaire de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir hutt elo scho bal alles gesot.

(Hilarité)

Et ass esou, dass mer, wéi Der wësst, den 23. Mäerz dëst Joer hei déi Reform am Gemenge-secteur fir d'Gemengebeamte gestëmmt hunn, och eestëmme. An Dir wësst och, dass ech deemools, wéi ech de Rapport gemaach hat, gesot hat, dass de Statsrot op engem Punkt net eens war mat der Kommissioun. Mir hate gehofft, dass eis Argumenter géifen duergoen, fir de Statsrot vun eiser Vue ze iwwerzeegen. En ass awer du bei senger Positioun bliwwen, soudass dunn déi Prozedur gespilt huet, dass mer elo nach eng Kéier mussen iwwert déi Reform ofstëmme.

Ech wëllt mech dann och elo drop beschränken, op deen ee Punkt anzegoen an net méi

déi ganz Reform ze diskutéieren, well mat der Reform insgesamt war de Statsrot natierlech averstanen.

De Statsrot huet eis ebe refuséiert, eng Dispens ze ginn op engem Punkt, op engem ganz präzise Punkt, an dat ass dee vum Detachement vum Gemengebeamten. Dir wësst, dass mer beim Stat, bei der Reform vun de Statsbeamten agefouert hunn, dass ee kann detachéiert gi vun enger Administratioun an déi aner. An natierlech hu mer och probéiert, well mer jo probéieren, déi zwee Secteuren esou no wéi méiglech uneneezehalen, dat am Gesetz vun de Gemengebeamten ze maachen. Dat hu mer och do gemaach.

Mir gesinn allerdéngs en Ënnerscheid doranner beim Stat, an dat ass eben esou bei de Gemengen, mir hunn heiansdo Ënnerscheeder, déi et tëschen deenen zwee Secteuren ginn, déi dann och mat der Spezifisitéit vun de Gemengen ze dinn hunn. Mir hu fonnt, dass et awer en Ënnerscheid wär, wann een de Patron géif wiesselen. Wann ee beim Stat vun där enger Verwaltung an déi aner wiesselt, dann huet een nach ëmmer deeselwechte Patron, mä wann ee bei der Gemeng detachéiert gëtt, da wiesselt een automatesch och de Patron.

Dofir ware mir der Meenung, dass mer dat sollten ausschléissen. Mir hunn nach eng Kéier de 27. Juni an der Kommissioun doriwwer diskutéiert. D'Partei ware sech alleguerten eens a mir si bei eiser Iddi bliwwen.

Mir hunn natierlech och, dat gehéiert och zur Richtegkeet derzou, dervu profitéiert, fir zwee kleng materiell Feeler ze behiewen, déi sech an den Artikel 52 vum Gesetz ageschlach haten: Dat eent ass eng Terminologiesgeschichte, dat anert war e Renvoi, deen net ganz richtig war. Mir hunn do zum Beispill vun engem Paragraf geschwat, wat awer, wann een d'Gesetz genau kuckt, en Alinea war. Mir hunn dervu profitéiert als Kommissioun, fir dat ze redresséieren. A mir géifen dat dann och haut mat dem Vott vun haut alles richtegstellen.

Da géif ech vläicht awer eng Informatioun ginn, déi kéint interessant si fir alleguerten déi Leit dobaussen, déi mat deem Gesetz hei mussen schaffen. Dat sinn natierlech d'Personal-servicer aus deene ville Gemengen a Gemengesyndikater. Wann alles richteg leeft mat der Publikatioun, da wäert dëst Gesetz mat grousser Wahrscheinlechkeet den 1. September a Kraaft trieden, a wann ech och richtig verstanen hunn, sinn dann och d'Reglementer, déi derzougehéieren, bis da prett, soudass sech d'Servicer an de Gemenge kënnen drop astellen, fir den 1. September déi Reform ëmzesetzen.

Domadder hätt ech elo alles gesot a géif just nach den Accord vu menger Partei ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Da wär et um Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci fir sai Bericht. Zwou Saachen: Ech mengen, hei gesäit een, dass de Statsrot eigentlech eng ganz strikt Lektür mécht, wat de Gläichstellungsprinzip ubelaangt tëschen Gemengebeamten a Statsbeamten. Ech mengen, dat muss een och am Hannerkapp hale fir zukünfteg Reformen, déi an deene Secteuren wäerte gemaach ginn.

En zweete Punkt ass deen, dass de Rapporteur drop opmierksam gemaach huet, dass dat Gesetz hei da sollt den 1. September a Kraaft trieden. Dat hei ass jo reng de Statut, mä doriwwer eraus si jo nach alleguerten déi aner Bestëmmungen, wat d'Gehälter ubelaangt oder déi Adaptatiounen an de Carrière vun den eenzelne Gemengebeamten, wou der effektiv vill drop waarden a wou d'Gemengen eng gewëss Onsécherheet hunn, och elo iwwert d'Vakanz, an duerno eventuell Echeancen, déi am Oktober ustinn. Do wier et gutt, wann de Minister sech awer haut géif festleeën, wéini dass déi Reglementer wéi och déi Gehaltsuppassungen oder Carrièresuppassungen géifen a Kraaft trieden, ob dat och op den 1. September vun dësem Joer ass.

Fir de Rescht ginn ech selbsterständlech nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. Den Här Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Bon, Merci un de Rapporteur. A mir bleift och näischt anescht,

wéi den Accord ze ginn, nach eng Kéier den Accord, well virun dräi Méint hu mer e jo scho ginn, vun der Demokratescher Partei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den Här Claude Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Och mir soen dem Rapporteur Merci a mir hunn eis Meenung och net changéiert. Dat heescht, déi gréng Fraktioun stëmmt d'Gesetz och haut.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och e Merci vun eis un de Rapporteur. Et ass selbsterständlech, dass mir och dese Projet stëmme. Ech wollt just eng Fro opwerfen, vu dass mer zwou redaktionell Korrektur gemaach hunn am Gesetz: Ass dat elo kloer, dass dat net erëm als en éischte Vott ugesi gëtt? Ass dat kloergestallt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass ganz kloer, Här Gibéryen.

Mir hunn dat an engem Bréifwiessel mam Conseil d'État gekläert an et ass ganz kloer, dass dat als technesch Adaptatioun ugesi gëtt. Also kréie mer kee Problem. Ech kann dat direkt clarifiéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hätte mer nach den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, ech ginn dann och fir déi zweete Kéier den Accord vun déi Lénk zu dësem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Innenminister, den Dan Kersch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, ech mengen, et ass alles gesot. Jiddweree waart drop, dass mer alles kënnen ëmsetzen, wat an der Fonctioun publique schonn am Oktober 2015 ëmgesat ginn ass. Et huet 23 Méint gedauert. Vill Leit sinn ongedëlleg ginn. Dofir waarde se och mat ganz grousser Ongedold, dass mer dat endlech kënnen am Gemengesecteur maachen.

Fir den Här Roth ze berouegen, wëll ech soen, dass mer déi begleetend Règlement-grand-du-callen och alleguerten zu deem Datum wäerten a Kraaft stellen. Et gëtt nach eng kleng Diskussioun iwwert d'Employéen, mä ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat och nach bis dohinner hikkriieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kënnen direkt zum Vott iwwer-goen.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble du projet de loi 6932

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo...

(Interruption)

Jo, mir droen deem Rechnung.

...eriwwer, mat där Präzisioun, dass ee Vott net fonctiounéiert huet oder net gegruff huet. Dann hätte mer Unanimitéit beim Vott. Ech hunn hei 59, mä da gëtt et wahrscheinlech 60 Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6932 est adopté en second vote constitutionnel à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Claude Wiseler), Mme Martine Mergen (par M. Gilles Roth), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat ass de Projet dann definitiv ugeholl. An ech brauch hei d'Fro net ze stellen, ob mer eng Dispens ginn, well hei hu mer keng Dispens kritt a mir hunn eis Hausaufgab elo gemaach.

Voilà, dat gesot, géif ech dann, konform zu där Decisioun, déi mer elo just geholl hunn, de Projet de loi 7117, eng Ofännerung vum Code de la route, virzéien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et zimlech technesch zou. Et geet ëm d'Gewiicht, ëm d'Gréisst, ëm d'Mass an ëm aner technesch Eegeschaften vun de Camionen, déi an der Europäescher Unioun ënnerwee sinn. Schonn zanter 1984 gëllen an deem Beräich maximal Normen, déi am Laf vun de Jore modifizéiert gi sinn, fir der technescher Entwécklung an deem Beräich Rechnung ze droen, dëst op Basis vun zwou EU-Direktiven, déi eng aus dem Joer 1984 an déi zweet aus dem Joer 2002, wou och de Personentransport u Regele gebonne ginn ass, wat d'Gréisst vun de Bussen a vun den Autocaren ubelaangt.

Mam Projet de loi vun haut setze mer eng drëtt Direktiv ëm mam Zil, dat maximaalt Gewiicht, déi maximal Gréisst an déi maximal Mass vun de Gefierer aus ëmweltpolitesche Grënn eropzesetzen. Ganz einfach well Hybrid- an Elektromotoren zum Deel méi schwéier a méi grouss si wéi déi klassesch Motore vun de Camionen a mat Recht awer mussen zougelooos ginn, well se CO₂-Emissionen reduzéieren a well se insgesamt och méi ëmweltfrëndlech funktionéieren.

Aus Sécherheetsgrënn gëtt och duerch déi nei Direktiv de maximale Volume vun de Chauffeurskabinen erweidert, well eng grouss Kabin eng besser Vue op d'Strooss erlaabt. Eropgesat gëtt dernieft och d'Capacitéit vun den Autobussen an den Autocaren, fir den ëffentleche Personentransport an Europa ze férdere. An zu gudder Lescht gëtt och nach d'Längt vun de Container am Beräich vum Transport multimodal minimal no uewen ugepasst, fir dee System ze harmoniséieren an d'Verlagerung vun de Gidder op d'Schinn ze vereinfachen.

Hei muss ee wëssen, dass déi maximal Mass vun de Camionen, déi an der Benelux ënnerwee sinn, schon 1989 an engem deem-entsprechende Benelux-Accord vun deenen dräi Länner festgehalen ginn ass. Deen Accord huet zum Deel méi héich Norme festgehalen wéi d'Direktiv et virschreift. Dat heescht, dass mat dësem Projet de loi nach just mussen déi Normen no uewe revidéiert ginn, déi momentan ënner dem Seuil vun der Direktiv leien. Dës Upassung geschitt net iwwer d'Gesetz, mä iwwer d'Modifikatioun vum Règlement grand-ducal, an deem d'Norme festgeschriwwen sinn.

Doriwwer eraus schreift d'Direktiv de Memberstate vir, e Sanktionsregime op d'Been ze setze fir de Fall, wou den Transporter sech net un d'Normen hält. Wat déi Sanktiounen ugeet, esou stinn der schon eng ganz Rei an eisem Code de la route an haut geet et eis nach just drëms, déi Sanktiounen derbäizesetzen, déi nach feelen. Dat sinn notamment Sanktiounen, déi applizéiert mussen ginn, wann d'Mass vun engem Gefier 10% iwwer der erlaabter Norm läit.

Fir déi Lëtzebuurger Transporteure bedeit dat e Verloscht vu véier Punkten um Führerschäin a generell eng Amende tëschent 25 an 250 Euro, egal wou d'Gefier immatrikuléiert ass. Déiselwech Sanktioun zielt fir d'Transporteuren an d'Chargeure vu Container, déi déi maximal erlaabte Mass och ëm 10% iwwerschreiden, mä och fir d'Transporteuren an d'Chargeuren, déi eng gefälscht oder guer keng Deklaratioun vum Gewiicht virleeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, weder de Statsrot nach d'Chambre de Commerce nach d'Chambre des Métiers hate mat dësem ganz technesche Gesetz oder besser gesot Projet de loi e Problem. An ech denken, dass och d'Chambre hei keng weider Problemer gesäit an den Accord wäert ginn.

An deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Här President. Ech mengen, eis Rapportrice war extrem detailléiert a komplett. Duerfir eriwweget et sech, nach eng Kéier am Detail op dee Projet anzegeen. Ech géif villmools Merci soe fir de Rapport, schréfflech a mëndlech, a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. Da wär et un dem Här Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Jo, Merci, Här Präsident. An och Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché fir dee gudden Rapport. A mir ginn och domadder den Accord. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi hei huet u sech zwee interessant Aspekter, engersäits wat d'Sécherheet op de Stroossen ubelaangt, anerersäits awer och wat den Ëmweltschutz ubelaangt, soudatt mir selbstverständlech deem kënnen zoustëmmen. An ech ginn och natierlech der Madamm Lorsché eise Respekt, well se esou gutt Rapporten gemaach huet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Och ech soe vun eiser Säit aus der Rapportrice villmools Merci a ginn och d'Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dat mécht den Här Wagner mat Sécherheet och.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Här President, jo, dat maachen ech ganz gären. Mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann huet den Här Transportminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Här President, ech wëll déi Harmonie net méi laang stéieren. Ech soen der Rapportrice Merci an och all den Deputéierte Merci fir d'Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. An da gi mer direkt zur Ofstëmmung iwwer de Projet 7117 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7117 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

59-mol ass ofgestëmmt ginn an d'Resultat ass unanime fir de Projet. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7117 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marcel Oberweis), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Aehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chambre och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

Mir géifen dann zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass den Orientierungsdebat iwwer den Aktivitéitsbericht vun dem Ombudsmann. Et ass dee leschte Rapport, wou d'Madamm Lydie Err responsabel war. An ech begrësse bei dëser Geleeënheet op der Tribün déi nei Ombudsfra - ech kréien dat ni eriwwer: den Ombudsmann -, d'Madamm Claudia Monti, a géif dann direkt de Rapporteur op d'Tribün bieden, den Här Marco Schank.

(Brouhaha et hilarité)

Ah, entschëllegt! D'Madamm Martine Hansen! Ech war an déi falsch Zeil geroden.

6. 7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016)

Rapport de la Commission des Pétitions

► **Mme Martine Hansen** (CSV), rapportrice.- Merci. Den Här Schank kënn nach.

Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech gären e grouse Merci un d'Madamm Vera Haas, eis Sekretärin vun der Petitiounskommission, ofgi fir wierklech all hir Hëllef, déi se eis ginn huet.

Ech hunn déi grouss Eier, lech kënnen de Rapport - et ass mäin éischten - vun der Petitiounskommission iwwer de Rapport d'activité 2016 vum Ombudsmann virstellen. Et ass, wéi Der alleguer wësst - den Här President huet et gesot -, dee leschte Rapport gewiescht vun der Madamm Err, där ech am Numm vun der ganzer Chamber elo schon e grouse Merci ausdrécke fir hir geleschten Aarbecht als Mediateure an deene leschte fënnef Joer.

D'Madamm Err huet de Bilan vun hiren Aktivitéite vum leschte Joer den 2. März an der Chamber presentéiert. Doropshin huet déi zoustänneg Petitiounskommission all eenzel parlamentaresch Kommissiounen invitéiert, fir an deene Beräicher, wou si concernéiert waren, zum Rapport u sech hiren Avis ofzeginn. An d'Petitiounskommission ass dräimol zesummekomme, fir iwwer de Rapport ze diskutéieren, an huet schlussendlech dëse Rapport mat senger Konklusiounen, op déi ech dann nach méi am Detail wäert agoen, den 28. Juni an der Kommission adoptéiert.

Als Alleréischten wëll ech ervirsträchen, dass d'Verhältnis tëschent der Mediateure an der Chamber allgemeng souwéi och speziell mat der Petitiounskommission ganz gutt war, esou wéi dat eben och an deene leschte Jore de Fall war.

Wéi gewinnt kucke mer als Éischt op d'Statistike vun 2016. Tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember huet den Ombudsmann insgesamt 857 Reklamatiounen erakritt. Et fält engem direkt op, dass dat der e gutt Stéck méi si wéi d'lescht Joer, do waren et der ganz genau 743, an och wéi déi Jore virdrun. Dat heescht, dass een zumindest emol dovunner kann ausgoen, dass d'Institutioun nach ëmmer gutt funktionéiert an och dobaussen ëmmer méi Visibilitéit a Gehéier kritt.

Den Taux de correction global louch nach ni esou héich wéi 2016, an zwar bei 84,1%, d'Joer virdrun am Verglach bei 80,1%. Vun deenen 857 Reklamatiounen, déi d'lescht Joer erakomm sinn, sinn der 625 clôturiert ginn, 15 provisoersch an 217 sinn nach amgaangen ofgeschloss ze ginn. Vun dëse 625 clôturierte Reklamatiounen sinn der 548 als recevabel erkläert ginn. Dat entsprécht bal 88%. 77 waren der dogéint irrecevable oder goufen aus verschiddene Grënn refuséiert.

Ech weisen dann op de schréffleche Rapport fir Detailer zu de verschiddene Ministären, wat do d'Zuele vu Reklamatiounen an den Taux de correction ugeet. Fir de statistesche Volet ofzeschlëssen, wollt ech nach derbäifügen, dass déi meescht Reklamatiounen an de Beräicher Immigration - déi wéi och schon dat Joer virdrun bei Wäitem vir leien -, da Sécurité sociale, Famill an Integratioun - dat ass nei - a Finanze leien.

Ech kommen da bei d'Reklamatiounen u sech. Hei ginn ech nëmme ganz kuerz drop an, schlisslech si se alleguer am Bericht vum Ombudsmann ze fannen, deen d'Madamm Err jo schonns hei virgestallt hat. Ech hunn et schon ugedeit, och d'lescht Joer koume vill Reklamatiounen, bei Wäitem déi meeschten, déi den Ausseministère betreffen. An zwar ass et hei oft ëm Demandeurs de protection internationale gaangen, déi entweder schonns méintelaang, bis zu engem Joer, op eng Antwort op hir Demande de protection internationale gewaart hunn, oder wéinst laange Waardezäiten, fir eng éischt Auditatioun opgrond vun der Demande ze kréien.

Dat ass natierlech fir den Demandeur, dee schon an engem verzweifelter Situatioun ass,

alles aneschtens wéi optimal. Mä d'Ausmooss vun deem Phänomeen, dass esou vill Mënschen op der Flucht sinn, hu mer bis ewell esou net kennt. D'Capacités hunn nun emol och hir Limiten an d'Formalitäten, déi virgi sinn, mussen natierlech och agehale ginn.

D'Mediatrice sträicht dann och ervir, dass d'Kollaboratioun mat der Direction de l'immigration, besonnesch och mam Service des réfugiés u sech exzellent wär, a begrëisst och, dass ab dësem Joer hiren Effektiv soll eropgesat ginn, soudatt mer kënnen hoffen, dass dës Statistike, wat de Beräich Immigration ugeet, am nächste Rapport vum Ombudsmann daitlech besser ausgesäit.

Dann d'Reklamatiounen, déi de Familjenministère concernéieren: Déi hunn och en direkte Lien mat der Flüchtlingsproblematik, an zwar wat de Volet Integratioun ugeet. Vill Reklamatiounen hunn den OLAI betraff. Et hu sech vill Leit iwwer d'Konditiounen an de Foyeren an d'Ernährung an esou weider beklot. Hei ginn ech spéider nach eemol drop an, well d'Madamm Err och eng Recommendatioun zu dësem Punkt gemaach hat. Aner Reklamatiounen sinn zum Beispill iwwer d'Transferten an aner Foyere gaangen oder iwwer laang Waardezäiten, fir e Rendez-vous mat engem Assistant social ze kréien an esou weider.

Hei ass et gréisstendeels de Problem vun Ënnerbesetzung vum Personal. D'Madamm Minister hat eis an der Kommissioun gesot, dass eelef Assitant-socialen zoustänneg wäer fir 3.000 DPlen. Och dat misst also an Zukunft ugepaakt ginn.

Op déi aner Reklamatiounen ginn ech net an. Wéi gesot, si sinn alleguer am schréffleche Bericht vum Ombudsmann ze fannen.

Een drëtten Punkt nennen ech „Vivre ensemble“, genausou wéi d'Madamm Err dat an hirem Rapport gemaach huet. D'Madamm Err war näamlech am Joer 2016 mat 235 Reklamatiounen am Beräich vun der Immigration befaasst, am Verglach zu nëmme 78 am Joer virdrun, dat heescht, eng Verdräifachung vun de Reklamatiounen innerhalb vun engem Joer. Et kënn also net vun ongeféier, dass d'Madamm Err an hirem Rapport e gréissert Kapitel iwwer d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg agebaut huet. Ganz Europa ass zënter 2015 mat enger enormer Immigrationswell aus dem Noen Osten an Afrika konfrontéiert.

Och hei zu Lëtzebuerg, a sengem dach beschränkten Territoire, ass d'Zuel vun den Immigranten extrem an d'Luucht gaangen, wat natierlech e groussen Impakt notament op d'Ophuelstrukturen an op eis Gesellschaft a villen Hisiichten huet. Et ass en enormen Challenge fir eist Land, awer och speziell fir eis Gemengen. Bal all Ministère ass gefuerdert, sech där Problematik unzuhuelen. Et ass zwar net esou, dass zu Lëtzebuerg de Phänomeen Immigration ganz nei wär. Am Géigendeel. Eist Land huet eng gréisser Erfahrung mat Immigrationswellen an et kann een duerch aus mat Stolz festhalen, dass Lëtzebuerg als klengt Land et fäerdegbruecht huet, esou vill Leit aus anere Länner opzehuelen, déi sech relativ séier an och gutt integréiert hunn. Trotzdeem ass et awer nun emol esou, dass d'Mediateure an deem Beräich relativ vill Reklamatiounen d'lescht Joer erakritt huet.

Zum Beispill si leider net all Mineurs non accompagnés ënner gudden Bedingungen ënnerbruecht. Eenzeler mussen a schwierigen an net ideale Bedingungen liewen. Och bei kranken an handicapéierte Leit wär et hei éischter problematesch. E grouse Problem wär, laut der Madamm Err, den Zoustand vu verschiddenen Opnamstrukturen, virun allem, wat de Sanitär ugeet. Si hat do och eng Partie Visite gemaach. An deem Kontext huet och den Ombudsmann eng Recommendatioun ginn, op déi ech spéider wäert zrëckkommen.

D'Ernährung ass e weidere Punkt. Vill Leit sinn onzefridde mat der Qualitéit vun de Liewensmëttel, och well et hire Bräich a Gewunnechten net entsprécht. D'Madamm Mediatrice sträicht ervir, dass et wichteg wär, wann d'Strukture géifen iwwer Kiche verfügen, wou d'Leit selwer hiert lesse kéinte preparéieren. Dëst hätt net nëmme de Virdeel, dass si esou kéinte kachen, wéi si et wëilten, mä et hätt nach en anere grouse Virdeel, dass si zumindest esou eng Beschäftigung hätten. An engem allgemeng Aféierung vun de Bons alimentaires, déi hinnen en Akafen a Supermarché géifen erlaben, wär begrëssenswäert.

Ee groust Thema ass awer och den Aarbechtsmarché. Obschonn e gudden Deel vun Immigranten e Studium oder soss eng Ausbildung gemaach hunn, hu si et schwéier, um Aar-

bechtsmaart unzekommen. A firwat? Ma virun allem, well si keng vun eisen dräi Landesprooch schwätzen. Dofir gëtt och d'Méiglechkeet ugebueden, fir, soubal eng Demande de protection internationale gestallt ass, dës Sproochen ze léieren. Et wär awer laut Ombudsmann net ëmmer evident fir jiddwereen, jee nodeems wou en ënnerbruecht ass, fir op déi Plazen ze kommen, wou déi Coursé proposéiert ginn. Hei muss also no Léisunge gesicht ginn.

De Logement zu Lëtzebuerg ass e weidert Thema, wat all d'Bierger oder vill a virun allem déi méi Jonk ganz staark concernéiert a be- lascht hei zu Lëtzebuerg. Och vill Flüchtlingen, déi hire Statut accordéiert kritt hunn, fanne keng géiegent Wunneng oder si gezwongen, zu puer e Logement ze deelen. Dann ass awer allerdéngs eng finanziell Barrière do. Colocataire ginn dann als Communauté de vie considéiert, wouduerch da bei hinnen den RMG ganz oder zum Deel wäert fortfalen. Hei suggeréiert dofir d'Mediateure, dass eng Geset- zesännerung misst kommen, zum Beispill kéint een eng Ausnam accordéieren, wann all Colo- cataire bewiese kann, dass en zu de Loyers- käschte bäidréit.

Natierlech misst een och hei déi néideg Moyene virgesinn, fir dass hei keng Abuse kënne bedriwwen ginn. Méi generell an deem Kontext mécht den Ombudsmann zwou Re- marquens. Éischtens: E seet, all Gemeng misst bei den Accueil an der Integratioun vun de Flüchtlingen op déi eng oder aner Manéier matmaachen, virun allem, well déi staatlech finan- ziell Hëllef net ëmmer duergeet, fir all déi ufalend Käschten ze decken.

Eng zweet Remarque: Vu dass bal all Minis- tère bei dëser Problematik involvéiert ass, wär e Comité interministériel begrëssenswäert, esou den Ombudsmann weider, fir ebe méiglech- st effizient a séier kënnen op déi verschidde Pro- blemer, déi sech am Kader vun dem Accueil an der Integratioun vun de Flüchtlinge stellen, ze reagieren.

D'Petitiounskommissioun huet heizou an hire Konklusioun festgehalen, dass si géif esou ee Comité begrëssen a proposéiert dofir, déi schonns besteend Zesummenaarbecht tésch- ent de Ministèren am Kader vun esou engem Comité interministériel ze formaliséieren.

Eng aner Suggestioun betrëfft d'Akteuren am Accueil an der Integratioun vu Flüchtlinge souwéi d'Flüchtlinge selwer. Als Aledung zum Kapitel „Vivre ensemble“ huet d'Madamm Err en Zitat vum Schrëftsteller Amin Maalouf an hirem Rapport integréiert. Ech zitieren: «Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre.» An: «Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil.»

D'Petitiounskommissioun hält an deem Sënn an hire Konklusioun fest, dass een déi be- steeend Formatioun vu Personal a Benevole konsequent weiderféiere soll, dass een déi Ef- forte begrësst, déi hei schonns gemaach gi sinn, an dass och eng Formation spécifique à l'interculturalité, esou wéi den Ombudsmann se freet, och fir d'DPlen an d'BPle wichteg wär fir d'Integratioun an d'Versteesdemech vun de verschiddene Kulturen.

Da géif ech nach e Kapitel iwwert d'Recom- mandatiounen vun der Mediateur opmaachen. Mir si frou, dass d'Recommandatioun N°49 iwwert de Guide de bonnes pratiques adminis- tratives ëmgesat konnt ginn. An zwar ass deen am Januar dëst Joer vum Regierungsrot guttge- heescht ginn. D'Kommissioun besteet dann och drop, dass dee Guide an der Praxis soll konsequent ëmgesat ginn, dass d'Administra- tiounen weider konsequent Efforte maachen, fir eng méiglech einfach Ausdröckweis ze be- nöten, fir dass den Echange téschent der Ad- ministratioun an den Administréierten esou einfach an zougänglech wéi méiglech ass.

Dann huet d'Madamm Mediatrice dëst Joer zwou Recommendatiounen gemaach. Ech fänke vun hannen no vir un. Ech fänke mat där leschter un: D'Recommandatioun 52 hat ech a menger Ried scho ganz kuerz ugeschwat, et geet em dee laut Ombudsmann schlechten Zoustand vu verschiddenen Opnamstrukturen hei am Land. Besonnesch d'Sanitäre wäeren ebe laut Ombudsmann op ville Plaze problema- tesch. Dofir recommendéiert si dann och en externt Kontrollorgan, fir dës Strukturen op d'Been ze stellen. Déi Instanz misst neutral an onofhängeg si vun der Regierung.

An deemselwechte Kontext schléit d'Media- teure och vir, dass d'Notioun „privation de li- berté“ am Kader vun den internationalen Nor-

men iwwer Mënscherechter soll ganz large in- terpretéiert ginn, soudatt se net nëmme uwendbar wär fir déi Leit, déi tatsächlech an enger Struktur agespaart sinn, sief dat aus juris- teschen oder administrative Grënn, mä och fir Leit, déi aus anere Grënn a Strukture sinn, wou se net ganz fräiwëlleg sinn, wéi dat bei de Flüchtlingen de Fall ass.

D'Petitiounskommissioun invitéiert an deem Kontext, dass all déi concernéiert Kommissioun- en - an hei wäerten et virun allem d'Familie an d'Juridique sinn - sech sollen zesummeset- zen, fir dese Sujet unzschwätzen, fir ze kucken, ob mer en externt Kontrollorgan brauchen, a wa jo, wien dass déi Aufgab kéint iwwerhuelen.

Dann déi lescht Recommendatioun, dass ass d'Recommandatioun 51. Déi betrëfft eng Revi- sion vum Gesetz iwwert de Mediateur vun 2003. Hei sinn eng ganz Rei vu Propose säitens der Madamm Err gemaach ginn an déi sinn och an der zoustänneger Institutiounskommissi- on eenzel duergeluecht ginn an duergeluecht- kutéiert ginn. An d'Petitiounskommissioun ralli- éiert sech u sech den Aussoen an de Schluss- folgerunge vun der Institutiounskommissioun.

Hei verschidde Punkten, déi via punktuell Amendementen da solle geännert ginn:

Dat Éischt ass: De Begrëff „Médiateur“ soll er- sat ginn duergesetzelt vum Begrëff „Ombudsman“. Iwwerregens steet dee Begrëff „Ombudsman“ och schonn an der Proposition de révision vun der Verfassung dran.

En zweete Punkt: En „droit d'autosaisine li- mité“ soll an Zukunft agefouert ginn. D'Auto- saisine kann nëmme punktuell fir en indivi- duelle Problem gemaach ginn, an dat och nëmme dann, wann déi concernéiert Persoun informéiert ginn ass a wa se hiren Accord ginn huet.

En drëtten Punkt: Et soll eng Frist agefouert ginn, bannent där d'Regierung Stellung zu enger Recommendatioun vum Ombudsmann muss huelen. Dat heescht awer net, dass déi och bannent engem bestëmmten Delai muss ëmgesat ginn. An deem Punkt wollt d'Kommissi- on net matgoen.

Och soll eng Administratioun an engem Delai vu maximal engem Mount op eng Reklama- tioun an Zukunft äntworten.

E weidert Punkt ass: Wann den Ombudsmann net präsent ass, däerf hien enger anerer Per- soun eng Délégation de signature ginn, aller- déngs awer just fir intern administrativ Deci- sionen. D'Kommissioun war net derfir, engem anerem d'Méiglechkeet ze ginn, den Ombuds- mann komplett ze representéieren.

Da soll d'Personal beim Mediateur enger For- matioun an der Mediation noogen. Dës For- matioun kann awer u sech wärend hirem Engage- ment gemaach ginn. Et soll also keng Condi- tion d'entrée sinn.

An d'Gesetz kënn och d'Méiglechkeet dra- stoen, dass den Ombudsmann am Kader vu senger Missioun sech ka vun engem Expert as- sistéieren loosse.

A schlussendlech, wat d'Verankerung vum Om- budsmann an d'Verfassung ugeet, gëtt dat am Artikel 84 vun der Proposition de révision vun der Constitution schonns virgesinn. Hei steet, dass d'Chamber dem Grand-Duc d'Person- num Ombudsmann virschléit. D'Kompetenze ginn allerdéngs net an d'Verfassung ageschri- wen.

Ech wär dann och um Schluss vum Rapport ukomm a wollt awer nach eemol dovunner profitéieren, fir der Madamm Err, vläicht lauschtert se eis no, am Numm vun der Cham- ber e grouse Merci auszudrécke fir déi ge- leeschten Aarbecht an hiert Engagement als Vermittler ärbecht de Bierger an den Administra- tiounen an deene leschte fënnf Joer. Also e grouse Merci un d'Madamm Err, awer och un dat ganz Team, wat derhannertsteet. An na- tierlech wënschen ech där neier Mediatrice, der Madamm Monti, en oppent Ouer an eng ganz glécklech Hand.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An elo ass den Här Marco Schank drun.

Débat

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt e grouse Merci un eis honorabel Kollegein Martine Han- sen fir hiren detailléierte mëndlechen a schrëft- leche Rapport.

A menger Interventioun am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt ech mech mat där enger oder anerer Suggestioun respektiv Recomman- datioun vum Ombudsmann beschäftegen. Ech wëll och nach eng kéier betounen: „Ombuds-

man“ ass en neutrale Begrëff, an „Man“ kënn aus dem Schwedeschen an dat heescht „Leit“, „Vollek“, soudatt een dee Begrëff och fir männ- lech a weiblech Biergerbeoptragte ka verwen- den.

Ech wëll ufänke mat der Recommendatioun 49, déi d'Madamm Err am leschte Rapport - net an deem vun 2016, mä deem vun 2015 - spezi- fesch gemaach huet. An ech soen och gläich firwat. Dat ass e Sujet, deen an eisen Aen ee ganz, ganz wesentlechen ass; an enger moder- ner Demokratie souwisou.

An da kënn derbäi, dass de Regierungsrot elo am Januar - de 27. Januar - déi sougenannt „Lignes de bonne conduite administrative“ ugeholl huet, en Erfolleg, deen d'Madamm Err och fir sech verbuche kann an däerf. An trotz där Adoptioun elo am Januar duergesetzelt d'Regie- rung oder grad dowéinst ass dese Sujet fir eis nach ëmmer vun enger grousser Aktualitéit an enger grousser Wichtigkeet, an dofir wëll ech och e bësselchen Zäit drop verwenden.

Déi „Lignes de bonne conduite administra- tive“, dat sinn 19 Zeilen op enger gudder Säit, wou expressis verbis gesot gëtt: „Dat sinn 19 Rechter, déi d'Biergerinnen an d'Bierger vis-à- vis vu staatlechen Administratiounen zegutt hunn.“

Drei Beispiller: ënner anerem d'Recht, e frënd- lechen, respektvollen an opmierksamen Accueil vun enger Verwaltung ze kréien, d'Recht op eng detailléiert Äntwert op e Breif an enger klo- rer, einfacher Sprooch oder och d'Recht, sech kënnen sur place ze explizéieren a säin Dossier ze konsultéieren.

Am Communiqué vun der Regierung steet do- zou, wéi se dat ugeholl huet am Januar, dass dës Regeln dem Code de bonne conduite ad- ministrative européien géifen entsprechen. An et steet awer och do, dass elo dës Regele keng Valeur réglementaire hätten, mä als „ligne de conduite informelle“ fir staatlech Verwaltunge géifen déngen. An da kann een och nach do noliesen, ech zitieren: «Ces lignes de conduite seront activement promues au sein du secteur public étatique et feront partie du programme de formation initiale et continue des agents de l'État.»

Doduerch stelle sech elo eng Partie Froen, näamlech déi, wéi et mat deem Guide do elo weidergeet. Flëssen dann elo systematesch déi 19 Regeln an d'Formation initiale et continue vun de Statsbeamten? Zweetens, ginn hei och nei Inhalter ausgeschafft fir dës Coursen? Huet dat, drëtzens, direkt e Lien mat deenen neie Lignes de bonne conduite? Véiertens, sinn déi Coursen obligatoresch, deelweis oder all? Fën- nefens, gëllen dës Regeln och fir d'Gemenge- verwaltungen?

Dat heescht, eng Partie Froen, déi ech och wollt un d'Regierung adresséieren. De Fonc- tion-publiques-Minister ass elo net hei, mä ech kéint da vläicht déi Froe schrëftlech stellen, wann ech herno keng Äntwert ka kréien.

Här President, ech wollt awer nach zum Sujet „einfach a verständlech Sprooch“ am Émgang mat de Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vun de Verwaltungen e puer Iwwerleeunge weider- ginn. An dës Iwwerleeungen, déi sinn ënner anerem och vun der Madamm Err am Editorial vun hirem Rapport 2015 gemaach ginn.

Stéchwuert „Kommunikatioun“: Dat ass net nëmme d'Schlüsselwuert fir eng gutt fonc- tionnéierend modern an oppe Gesellschaft, mä och fir e gerechten, transparenten an, ech hunn et virdru gesot, en demokratesche Stat.

Eis Demokratie ass net fir d'Lescht um Prinzip vum Kontakt téschent dem Stat a senger Bierge- rinnen a Bierger opgebaut. Et berout sécher net nëmme op deene periodesche Wahlgäng, mä besonnesch op enger bal aldeeglecher Kommunikatioun téschent der Administratioun an dem Administré. Ma onglécklecherweis muss een haut vill ze dacks vu gewëssene Kom- munikationsbarrière schwätzen téschent den Administratiounen respektiv den Administrés. An dëst läit net fir d'Lescht un där dacks vill ze komplizéierter Sprooch, engem, wann een esou wëllt, elitäre Langage, deen d'Verwal- tung benotzen a wouduerch villes méi schwéier gëtt.

D'Administratioun huet eng fundamental Auf- gab. Déi Aufgab ass et, a Kontakt mam Bierger ze trieden an Informatiounen kloer a korrekt ze iwwermittelen. All Bierger, ob Lëtzebuurger oder Netlëtzebuurger, huet d'Recht op dës Informatiounen. An dofir soll d'Administratioun hir Kommunikatioun net gebrauchen, fir, ech soen emol, no bannen ze glänzen oder e méiglech eloquente Vocabulaire virzeweisen, mä fir no bausse verstanen ze ginn.

De Stat soll eng Bezéiung mam Bierger op- bauen, déi op géigesäitegem Vertrauen a Ver- steesdemech baséiert. An d'Administratioun soll sech an dësem Fall un de Bierger upassen an net ëmgekiert. Déi zwee Akteure mussen

um selwechten Niveau kënnen kommunizéieren. An d'administrativ Informatiounen mussen kloer verständlech an eben ouni Mëssverständnisse iwwermittelt ginn.

Dat heescht awer och op där anerer Säit, dass och de Bierger muss matschaffen an der Ver- waltung déi néideg Renseignementen an den Delaien, wéi se nun eemol fixéiert sinn, an der Wouerecht entsprechend muss erareeche.

Eng schlecht Kommunikatioun ass duerfir net nëmme ineffikass a mécht de Bierger onze- fridden, mä ass och dacks e Catalyseur fir Kon- flikter. Den Ombudsmann huet eng Partie Prin- zipien a Solutiounen fir e bessert Mateneen an deem Kontext virgeschloen.

Just dräi wesentlech Aspekter:

Éischtens de Vocabulaire: Fir eng gutt mënd- lech a schrëftlech Sprooch muss de Wuert- schatz ugepasst ginn. Ouni adaptéierten a ver- ständleche Langage ka keng positiv Relatioun entstoen. An d'Administratiounen mussen en Ef- fort maachen, fir hire Vocabulaire un de Bierger an eben och un déi heiteg Zäit unzepassen an domadder ze weisen, dass se sech reell fir d'Fra respektiv de Mann vun der Strooss interesséieren. An dat ass sécher e richtegen Defi, well eng einfach Sprooch ze gebrauchen, ass sécher méi séier gesot wéi gemaach.

Deen zweete Punkt gëllt speziell der schrëft- lecher Kommunikatioun. Den Ombudsmann recommendéiert duerfir de Verwaltungen, éischtens, hir Lettres types ze limitéieren, gene- relle Formulationen ze evitéieren, legal oder re- glementaire Referenzen ouni Erklärungen wa méiglech ze evitéieren, kuerz Sätz ze maachen an iwwerhaupt Bréiwer esou verständlech wéi méiglech ze formuléieren an e strukturéierte Message ze iwwermittelen.

An dann drëtzens ass et wichteg, sech bewosst ze ginn, dass mir an engem Land liewen, wou een Deel vun eiser Populatioun mat ongeféier 170 verschiddenen Nationalitéite keng vun ei- sen dräi offizielle Sproochen versteet.

Dëst ass sécher eng grouss Erausforderung an dëser Problematik. An d'Madamm Err schreift duerfir, dass Länner wéi Kanada, Frankräich oder och d'Belsch ganz grouss Ustrengunge gemaach hunn, fir verständlech Courrieren ze formuléieren. A si gëtt eis och ee Beispill, wou et heescht, dass d'Beamte vun den Administra- tiounen an deene Länner mat spezieller Dic- tionnairesoftware equipéiert goufen, an dëst och a Verbindung mat eben de besonnesche Formatiounen, fir Wieder an Expressiounen ze evitéieren, déi definitiv onverständlech sinn.

Si schreift och, dass d'Membere vum Sekreta- riat vum Ombudsmann am Januar 2016 esou eng éischt Formatioun um INAP matgemaach hunn a selwer realiséiert hunn, dass den „lan- gage clair et simple“ eng séier komplex Ma- tière ass.

All dës wichteg Suggestiounen fir eng besser Kommunikatioun an en doduerch däitlech bes- seren Accès zu méi Demokratie vun deem fréie- ren Ombudsmann, der Madamm Lydie Err, wollt ech op dëser Plaz nach eemol däitlech er- virsträichen, well se esou wichteg sinn.

Här President, am Rapport vum Ombudsmann steet dann och fir 2016, dass vill Reklamatiounen koumen - a bei Wäitem déi meescht -, déi den Ausseministère betraff hunn. Dat ass virdrun am Rapport gesot gi vun der Madamm Han- sen. An zwar ass et hei dacks em Demandeurs respektiv Bénéficiaires de protection internatio- nale gaangen. D'Madamm Err huet an hirem Rapport op net manner wéi eelef Säiten d'Pro- blematik vun dem Accueil an der Integratioun vun den Demandeurs a Bénéficiaires de protec- tion internationale zu Lëtzebuerg belicht.

«Justifiée tant par l'actualité luxembourgeoise et internationale que par le nombre croissant de réclamations introduites auprès de la média- teure en matière d'immigration (...)», schreift duerfir och d'Madamm Err. An ëmmerhi krut hire Service - och déi Zuel konnt Der noliesen - net manner wéi 235 Reklamatiounen, géint 78 am Joer virdrun.

Här President, an dësem Kontext hunn ech mer déi Prises de position vun deene fir dës Thema- tik zoustännige Kommissiounen e bësse méi genee ugekuckt. An ech moosse mer och elo net un, déi Problematik am Fong ze kennen, an och net, d'Appreciatiounen vum Ombudsmann korrekt kënnen ze evaluéieren.

Meng Meenung ass awer déi, dass een um Fong - vis-à-vis vun den Doleancé vum Om- budsmann mat sengen eelef Säiten - an iwwer méiglech Solutiounen séier wéineg an de Reak- tiounen vun de Kommissiounen erëmféint. An der Stellungnam vun der Familie an Integra- tioun geet am Kader vun engem massiven Afluv vun Demandeurs d'asile vun der Kom- plexitéit vun der aldeeglecher Situatioun rieds, an dass et keng Solution toute faite géif an dass verschidde Mesuren einfach Zäit brächten.

Dann nach dee Saz, wou, ech fannen, eng gewësse Resignation an matkléngt, datt den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, den OLAI, eelef Assistants sociaux zur Verfügung hätt, fir 3.000 DPI ze encadréieren, an dann dee Saz, datt d'Kandidaten, fir d'Personal vum Office ze verstärken, ech zitieren: «ne se bousculent pas à ses portillons».

Dann an der Prise de position vun den Affaires étrangères gëtt een an zwee kuerze Sätz gewuer, datt d'Direction de l'immigration zougëtt, datt, éischtens, d'Prozedur an der Vergaangenheet lues war, mä datt et amgaang ass besser ze ginn, an datt, zweetens, d'Direktioun der Meenung ass, datt et sech am Kontext vun deenen am Rapport zitéierte Beispiller vun der Madamm Err ëm Beispiller géif handelen, wou, Zitat: «l'exception confirme la règle».

An da froen ech mech nach, ob net och eng Stellungnam vun der Juridique sännvoll gewiescht wier. Eiser Meenung no wier d'Recommandatioun vum Ombudsmann fir d'Mise en place vun engem Contrôle externe et neutre fir d'Structures d'hébergement oder och d'Notioun vun der „privation de liberté“ wichteg genuch gewiescht, fir eng Prise de position ze rechtfertigen.

Stéchwuert „Logement“: Och hei ënnersträicht den Ombudsmann, datt eng Solutioun kéint sinn, datt sech e puer Persounen ee Logement géifen deelen. Dëst hätt awer, wéi och am Rapport scho virdru gesot, en Impakt op den RMG, deen da verschidde Leit géife verléieren, well se an engem Stot géife wunnen. Hei géif den Ombudsmann no eng Gesetzsännerung Hëllef bréngen, zum Beispill eng Ausnam am Gesetz virgesinn, wann all Colocataire bewiese kann, datt hien de maniere équitable zu de Loyerskäschte bäidréit. Eng aner Méiglechkeet, soen ech, wier och déi, datt kéint eng Kooperativ gegrennt ginn. Dës Ureegung ass elo awer net vun de Kommissioun Logement respektiv Famille via Avis thematiséiert ginn.

Här President, mir hoffen duerfir, datt d'Regierung déi eelef Säiten aus dem Rapport vun der Madamm Err am Kontext vun der Problematik vun den Demandeurs a Bénéficiaires de protection internationale zu Lëtzebuerg net nëmmen zur Kenntnis geholl huet, mä mir wënschen eis, datt mat där viller Aarbecht nach eppes Sënnvolles wäert passéieren an entsprechend Solutiounen an deser Problematik ëmgesat ginn.

Dann nach e kuerzt Wuert zur Recommendation N°52 fir d'Mise en place vun engem Contrôle externe vun de Structures d'hébergement fir DPI. Do huet d'Petitionskommissioun unanime suggeréiert, datt d'Ressortkommissioun sech méiglechst geschwéi solle begéien, fir d'Situatioun ze klären.

An dann och just ee Saz zur Recommendation N°51. Do mengen ech, datt mer no deene gemeinsame Reunione vun eiser Petitionskommissioun mat der Institutionskommissioun am Moment eigentlech alles gesot hunn. An d'CSV-Fraktioun raliéiert sech de Konklusionen aus dem Rapport fir d'Upasse vum Gesetz vum 22. August 2003 fir d'Schafe vun engem Mediateur/Ombudsmann zu Lëtzebuerg.

Ganz zum Schluss mäi Merci un eist Sekretariat, un d'Madamm Vera Haas, fir déi sëllegen Aarbecht, déi geleescht gouf. An dann awer och vun der CSV-Fraktioun e ganz groussen, éierleche Merci un d'Madamm Lydie Err fir hire laangen Engagement mat hirer ganzer Equip, déi vill Aarbecht, déi se geleescht hunn.

An da wollt ech awer och, ech hunn et scho gemaach an der leschter Petitionskommissiounssëtzung, am Numm vun der Petitionskommissioun deem neien Ombudsmann, der Madamm Claudia Monti, all Guddes, vill Erfolleg wënsche bei hirer Tache. A mir wäerte si och als Chamber, ech mengen, virun allem och als Petitionskommissioun dobäi ënnerstëtzen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, fir d'Éischt wéilt ech och der Madamm Martine Hansen e grouesse Merci soe fir hire schréffleche Rapport a virun allem hire gutt detailléierte mëndleche Rapport. Ech wéilt och elo schonn ervirsträichen, dass ech am Numm vun der LSAP natierlech och eis Unerkennung ausdrécke fir der Madamm Err hiert Engagement an och hir excellent Aarbecht, déi se geleescht huet.

D'Chiffere vun hirem leschte Rapport weisen, dass d'Institution Ombudsmann hir Plaz an awer och hir Wichtigkeet an eiser Gesellschaft huet. Erënnere mer vläicht op deser Plaz nach emol drun, dass den Ombudsmann jo d'Funktionshuet vun der Mediation, vun der Concertation, vum Schutz a vun der Promo-

tion vun de Rechter an och vun der Incitation vun der Gläichstellung an der Applikation vun den Texten.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass eis nei Ombudsmann, d'Madamm Claudia Monti, net nëmmen op der Héicht wäert sinn, wat hir Aufgaben ugeet, mä dass och duerch si an duerch hir Aktiounen a Recommendationen derzou bäigedroe gëtt, dass d'Funktionshuet vun eisen Administrationen sech nach verbessere wäert.

D'Madamm Hansen ass op ganz vill Sujeten an hirem Rapport am Detail agaangen, wéi ech scho gesot hunn, dofir wéilt ech mech eigentlech op zwou Recommendationen beschränken, déi och schonn hei zitéiert goufen, d'Recommandatioun 51 an och d'Recommandatioun 52.

An der Recommendation 51 proposéiert d'Madamm Err eng Partie Modifikatiounen zum Gesetz vum 22. August 2003, wou souwuel d'Verassungskommissioun wéi och d'Petitionskommissioun domat averstane sinn, dass Propositionen vun dese Modifikatiounen och kéinten ugeholl ginn. Och d'LSAP-Fraktioun dréit dës Konklusionen mat, a mir ënnerstëtzen och eng Proposition de loi, déi an deem Sënn ausgeschafft gëtt.

Am Kader vun der Verfassungsreform wäert d'Institution vum Ombudsmann och hir Plaz an der Verfassung hunn. Doriwwer si sech d'Memberen an der Kommissioun mëttlerweil eens.

Mä kucke mer eis den Text un, deen d'Madamm Err proposéiert huet, a kucke mer eis dee vläicht e bëssle méi genee ënnert der Lupp un. An hei ass et grad den Artikel 1, deen ee besonnesch misst an Evidence setzen, wou et heescht: «Institution et mission de l'Ombudsmann». Hei misst een ausweiden an e weideren Abschnitt bäifügen, wou et drëms geet, dass den Ombudsmann all aner Missiounen kéint uvertraut kréien opgrond vun engem spezielle Gesetz. Dësen Abschnitt, deen och un den Artikel 1 géif ugeknäppt ginn, mécht och Sënn am Hibleck op d'Recommandatioun 52, déi am Rapport vun der Madamm Err formuléiert gouf.

Effektiv, duerch d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, dat sech op d'Approbation bezitt vum fakultative Protokoll iwwert d'Konvention géint d'Tortur an aner «peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants», ass de Mediateur designéiert ginn, fir d'extern Kontroll ze iwwerhuele vun de sougenannten «lieux privés de liberté». Dese Service huet als Missioun, fir ze iwwerwaachen, ob déi international Normen an och dat nationaalt Recht a puncto Mënscherechter op eise Territoire respektéiert ginn, iwwerall do, wou Leit agesaart sinn oder awer sech net fräi an der Gesellschaft bewege kënnen.

Och wann ursprénglech d'Missioun vum Ombudsmann jo déi war, déi vum Gesetz 2003 definéiert war, esou kann een awer soen, dass d'Missioun vum Service de contrôle, iwwert deen ech elo grad geschwat hunn, e grouesse Succès war. An hirem Recommendation 52, déi a Relatioun mat deser Missioun steet, freet d'Mediateur, dass d'Notioun vun der „privation de liberté“ esou breet ewéi méiglech interpretéiert gëtt.

Et gëtt gefrot, dass dës Notioun sech op all verletzlech an ofgeschwächte Persounen bezitt, déi sech an enger Situatioun befannen, wou si sech wuel theoretesch an och rechtlech fräi kéinte bewegen, mä wou et am Praktischen awer net de Fall ass. An deem Sënn hätt den Ombudsmann och d'Kompetenz, fir d'Structures d'accueil et d'hébergement vun den DPI respektiv de BPI ze kontrolléieren, fir och hei ze kucken, awéiwäit dass d'Minimalstandarde respektéiert sinn, déi vun den internationalen Normen virgesi sinn.

D'Sozialiste sti fir d'Fräiheet. Et ass ee vun eisen éischte fundamentale Wäerter, zesumme mat der Gläichstellung, der Solidaritéit an och der Sécherheet. An där Optik gëtt d'Recommandatioun N°52, déi den DPI an de BPI zeguttkënn, natierlech vun der LSAP gedroen. Eng aner Usicht vun der Fräiheitsaschränkung baséiert fir d'Mediateur op der Interpretation vum Artikel 5 vun der Europäescher Konvention fir d'Mënscherechter, déi seet: „D'Privation de liberté limitéiert sech net nëmmen op déi klasesch Form vun Detention opgrond vun enger Festnam oder vun enger Verurteilung. Et ginn nach eng sëllegen aner Formen.“

Den Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff weist drop hin, dass een do nach ganz oder nach vill méi wäit ka goen, esou zum Beispill a Fäll, wou Leit a psychiatresche Strukturen ënnerbruecht sinn, vu Leit, déi a soziale Foyere sinn, Leit, déi an den Transitzone vu Flughäfen festgehale ginn, Leit, déi eng sougenannt „assignation à domicile“ hunn, an esou weider.

Et ass allerdéngs och net oninteressant ze wësen, dass an eise Nopeschland Frankräich de

Contrôleur général des lieux de privation de liberté souguer nach méi wäit wéilt goen, an en huet proposéiert, dass och d'Altersheimer, bei eis CIPA genannt, sollten engem externe Contrôle ënnerleien. Et soll garantéiert bleiwen, dass eng vulnerabel Populatioun vun eiser Gesellschaft a Sécherheet an am Respekt vun de fundamentale Mënscherechter leeft. Och wann een elo net esou wäit muss goen, esou schéngt et awer wichteg an noutwendeg, dass mer am Kader vun der Diskussion iwwert déi envisagéiert Annerung vum Mediateursgesetz eng Definitioun vum Term „lieu de privation de liberté“ brauchen, fir kloerheet ze schafen, wat an de Kompetenzberäich vum Ombudsmann fällt a wat net.

Här President, erlaabt mer zum Schluss awer nach eng Kéier, op d'Aarbecht en général vun der Mediateur Lydie Err zréckzuekommen. Iwwer hir Rapporten déi lescht Joren ass ville vun eis richtig bewosst ginn, dass ganz dacks de Wee vun der Administration bei de Bierger net ëmmer deen einfachsten an dee lichtersten ass. Steierverwaltung, ADEM, Gesondheetskeess, an an an, hu mat Legislatioun a Reglementatiounen ze dinn, déi an hiren Terminologien dacks zimlech indigeste si fir de Bierger, an dee kengste Litige ka ganz séier beim Ombudsmann landen.

D'Lydie Err huet während hirem Mandat an der Institution vum Mediateur grad an deem Domän hirer Aarbecht e bëssen eng aner Nues géi hire Vorgänger. Der Lydie Err ass et net nëmmen drëms gaangen, eng administrativ-juridique Antwort op all Eenzelfall ze ginn, mä sech doriwwer eraus och méi global mat der Approche vun de Verwaltungen vis-à-vis vun Bierger ze beschäftegen. D'Verwaltung stinn am Déngscht vun Bierger, net ëmgedréit. D'Verwaltungen sollen dem Bierger hëlfe, zu sengem Recht ze kommen, an net en Hindernis, en Obstacle op deem Wee sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Dofir huet d'Lydie Err och Wäert drop geluecht, dass iwwert den Eenzelfall eraus d'Verwaltungen hir Prozeduren, hir Formulieren, hir Texte, hir Informatiounen, hir Kommunikatioun a Fro stellen an och verbessere, wa sech erausstellt, dass bestëmmte Problemer recurrent, also ëmmer erëm, optrieden.

D'Madamm Err huet wuel hir Mediation am Eenzelfall gemaach, awer och Mediation op engem méi generellen, strukturellen Niveau. An dat ass hir och gelongen. Haut kann ee soen, dass si dem Amt domat hire Stempel opgedréckt huet. Dofir verdéngt si eis vollsten Unerkennung, an als LSAP wënsche mer eis, dass déi nei Mediateur natierlech och an deem Esprit weiderfiert. Mir wënschen hir eng glécklech Hand do derbäi.

Merci fir Är Opmierksamkeet, an ech ginn och den Accord vun der LSAP fir d'Approbation vun de Konklusionen vum Rapport.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och d'Wuert wuel elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Um Niveau vun der EU gouf jo den Ombudsmann schonn 1992 agefouert. Bei eis huet dat e bësse méi laang gedauert, an zwar bis d'Joer 2003. Déi, déi deemools derbäi waren, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, déi kënnen sech bestëmmt nach erënnere, datt net onbedéngt déi ganz grouss Euphorie op alle Bänke war. Mä entre-temps, mengen ech, si mer eis awer eens, datt dee Service sech haut zu engem, jo, et kann ee soen, wichtige Pilier vun eise Rechtsstat entwéckelt huet.

Ech wéilt hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Madamm Lydie Err och Merci ze soen am Numm vun der Demokratescher Partei fir déi Aarbecht, déi si an de leschte Jore geleescht huet. Et war net ëmmer einfach. Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir hirem Successeurin, der Madamm Claudia Monti, nach eng Kéier nodréiglech och meng Felicitatiounen hei auszesprechen an och, wéi gesot, hir all Guddes fir d'Zukunft ze wënschen.

Datt am Joer 2016 den Ombudsmann mat net manner wéi 857 Reklamatiounen befaast gouf, beweist jo u sech, datt jo awer, ech wéilt net vun engem Malaise schwätzen, mä awer trotzdem gewësse Problemer mat dem administrativen Öflaf a verschidde Domäne bestinn. Allerdéngs soll een net doraus d'Konklusionen zéien, datt dese Statsapparat net géif gutt funktionéieren, ganz au contraire, och dat soll emol nach eng Kéier hei daitlech gesot ginn, datt mer awer kënnen houfreg sinn op eise Statsapparat. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Gemengen. Datt 85% vun deenen Doleancen, vun deene Kritiken, herno konnte positiv diskutéiert ginn, och dat schwätzt jo da fir de Service vun dem Ombudsmann.

Et ass och keng gréisser Iwwerraschung, datt déi meescht Doleancen, déi meescht Froen am Kontext mat der Migration stoungen. Ech mengen, dat ass e Problem, deen eis net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ëmmer méi beschäftegt huet, mä och op europäeschem Plang. Et dierf een net vergiessen, datt 2016 ëmmerhi 660 Leit de Statut vum Refugie hei kruten.

Ech wéll awer och drop hiweisen, datt mer och op deser Plaz schonn eng Rei gesetzlech Adaptatiounen virgeholl hunn, zum Beispill den 10. Dezember 2015, wou mer jo awer och wichteg Verbesserungen am Interêt vun den DPlen hei gestëmmt hunn. Wa bis ufanks den 1990er Joren éischer d'Leit aus wirtschaftleche Grënn op Lëtzebuerg koumen, huet dat natierlech elo am Laf vun de leschte Joren trotzdeem immens geännert. Déi rezente Migration huet natierlech och e gewëssen, jo, Bouleversement, kann ee scho bal soen, vun der Lëtzeburger typescher Situatioun mat sech bruecht. Mä ech mengen, dës Vermeschung soll een net negativ gesinn, mä au contraire positiv, a glécklecherweis si mir jiddfalls bis haut dervu verschont bliwwen, datt déi staark Migration, déi op Lëtzebuerg koum ass, zu iergendwelleche Problemer gefouert hätt. An ech hoffen och an ech sinn och iwwerzeegt, datt dat an Zukunft net wäert aneschtens sinn.

Op europäeschem Plang gesäit dat leider net ëmmer esou gutt aus. Mir wëssen, datt d'Europäer sech schwéierdinn, eng gemeinsam Position an där ganzer Problematik anzehuelen. Italien a virun allem Griichenland fille sech net zu Onrecht oft eleng gelooss. Wann een d'Situatioun op de griicheschen Inseln Lesbos, Chios oder Kos kuckt, dann ass dat alles aneschtens wéi flott do. An net méi spéit wéi muer komme jo dann och déi 27 EU-Innenministeren zu Tallinn zesummen, fir iwwert dee ganze Problem nach eng Kéier am Fong ze diskutéieren. Da wäre mer och ganz séier bei der Tierkei, wou een natierlech och villes kéint soen. Ech wéll datt awer elo selbstverständlech net hei verdéien, just drun erënnere, datt d'Tierkei bis elo schonn zwou Milliarde vun der Europäescher Unioun krut, fir an där ganzer Problematik dann och aktiv ze ginn.

D'Situatioun huet sech net entspaant, och net hei zu Lëtzebuerg. Eng Rei Kritiken, déi am Rapport vum Ombudsmann formuléiert goufen, bezéie sech natierlech och op d'Strukturen. Sécher gëtt et eng Rei Defiziter, mä hei soll een allerdéngs och net pauschaliséieren an och net e Bild eriwerginn, wéi wa mer net genuch Effort geife maachen am Interêt vun den DPlen. Hei wéll ech drop hiweisen, datt an de leschte Wochen a Méint ganz vill Engagement gewise ginn ass vun eenzelne Gemengen. An net méi spéit wéi an deene leschten Deeg ass jo och zu Beetebuerg eng nei Struktur faerdeggestallt ginn, wou da kënnen an deenen nächste Wochen elo 60 nei Leit opgeholl ginn.

Wa mer scho bei de Gemenge sinn, soll awer net verheemlecht ginn, datt et awer och do eng gewëssen Differenz gëtt am Engagement. Dir hutt Gemengen, déi sech wierklech gutt engagéieren, déi sech hirer Aufgab bewosst sinn, bei anere Gemenge vermësst een heiansdo awer trotzdem eng gewësse Solidaritéit.

Wichteg, an dat ass jo aus dem Rapport méi ewéi eemol erauskomm, ass den Encadrement vun deene Leit. Et ass kloer, datt een deene Leit muss eng Perspektiv ginn. Et ass kloer, datt déi Leit beschtméiglech musse betreit ginn. Dat kéint zum Beispill och iwwert de Wee vun de Veräiner geschéien. Dat kéint och zum Beispill iwwert de Wee vun engem sougenannte Coaching geschéien. Et gëtt do Iddien, mir sollen also do ouni Zweifel eng offensiv Haltung anhuelen.

En anere Problem, deen ëmmer erëm hei soulevéiert ginn ass, ass dee vun de Sproochen. Jo! Obwuel een awer och do muss kloer soen: Wann ee Land do vläicht e gewëssenen Avantage huet, dann ass et awer grad Lëtzebuerg. Net nëmmen, datt mer méisproocheg sinn, mä et sinn och grouss Effort gemaach ginn, datt hei awer och aner Sproochen kënnen dee Moment mat den DPlen benotzt ginn. Ech denken zum Beispill u Serbokroatesch, ech denken virun allem natierlech un Arabesch.

Ee ganz grouesse Problem ass natierlech dee vun de Mineuren. Mir wëssen, datt dat eis ganz vill Problemer duerstellt. Virun allem ass et esou, datt natierlech eng Rei Mineuren och op eemol verschwannen. Dat héiert sech elo e bësslechen dramatesch un, mä mir kruten datt awer ganz kloer erkläert, et ginn och eng Rei Ursaachen duerfir, well einzelner hiren Alter wëlle verstopp. Mä Tatsaach ass, déi Mineu-



ren, déi onbegleet bei eis an d'Land kommen, muss besser encadréiert ginn. A fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer, dass et do muss eng méi kannergerecht Retentioun virgesinn, an do kéint een zum Beispill och u sougenannte Kannerheemer denken.

Da si mer och ganz séier beim Logement, eng vun den Haaptkriticken, déi vun der Madamm Err och hei definéiert ginn ass. Si beriff sech do op 16 Visitten, déi si duerch d'Land gemaach huet. Si huet och de Volet vun der Colocatioun hei opgeworf. Sécher, 16 Visitten, dat ass vill, mä och do, wéi gesot, loosse mer awer net de Feeler maachen an ze vill pauschaliséieren, well et sinn awer do ganz vill Efforten déi lescht Jore gemaach ginn.

Datt de Règlement d'ordre intérieur net iwwerall géif respektéiert ginn, kann ee vläicht éischter mat engem Niewesaz ofhaken, op där anerer Säit kann een awer och soen, dass et eng elementar Regel wär, déi awer ëmmer misst respektéiert ginn. Si huet sech dann och ganz vill mat de feelende Kichen a mat der Alimentatioun auserneegesat. Och do muss ee Verständnis hunn, wann déi Leit bei eis kommen. Si kommen aus engem ganz anere Kulturkrees an hu ganz aner Alimentatiouns-gewunnechten. Op där anerer Säit muss een awer och hei soen, dass mat der Zäit ee sech awer och vläicht muss un nei Gegebenheeten upassen. An och do si jo awer grouss Efforte gemaach ginn, ech weisen zum Beispill op d'weilerbaach hin.

Da gëtt och proposéiert, fir den RMG vläicht aneschters ze gestalten, méi large ze interpretéieren. Jo, mä et muss een awer och oppassen, dass dat net zu neien Abuse féiert. Ech wëll och drop hiweisen, dass awer do an deene leschte Méint eng gewëssen Ouverture gemaach ginn ass, wa Leit kënnen noweisen, dass se ënnert deemselwechten Daach, awer an zwee verschiddene Stéit oder dräi verschiddene Stéit liewen. Datselwecht géllt och, wa se vu baussen eng gewëssen Hëllef kréien, iwwert de Wee vu gewëssen Associatiounen, sief dat d'Caritas oder sief dat d' Croix-Rouge.

Datt Personaldefiziter um Niveau vum OLAI bestinn, och dat ass näischt Neits, och dat ass schonn an deene leschte Joren e puermol hei monéiert ginn. Obwuel een nach eng Kéier muss hei ënnersträchen, dass de Moment eng ronn eefel Assistants sociaux fir 3.000 DPlen zoustänneg sinn, kann een also ënnert dem Strich soen, dass déi Leit ouni Zweifel eng ganz gutt an eng enorm Leeschtung hei vollbréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Rapport duerchliest, da geet et natierlech net nëmmen ëm de Volet DPI a BPI, op déi ech nach eng Kéier kuerz wäert zrëckkommen, wann et ëm d'Recommandatioun geet. Et sinn natierlech och eng Rei aner Kriticken, Suggestiounen, déi formuléiert ginn, wat och richtig a wat och gutt ass. Ech wëll net am Detail drop agoen, siefen dat Subsiden, siefen dat Allocatiounen, siefen dat um Niveau vun der Sécurité sociale, ënner anerem och, wat de Remboursement vu Fraisen am Ausland ubelaangt, wann do emol en DOKTER vergiess hatt, am Virfeld déi néideg Autorisatioun ausstellen, dass da Leit duerno net méi an de Genoss vun deem Remboursement kéimen. Och dat, mengen ech, ass awer nozevollzéien, an dass och do vläicht eng Lösung fonnt ginn, ass jiddefalls verständlech.

Da gëtt den Internetsite, ënner anerem, vun der ADEM hei kritiséiert. Ech mengen, dass soll een och net punktuell ze vill isoléiert gesinn. Eppes ass ganz kloer, an dat géllt net nëmme fir all Administratioun, dass gëllt fir all éffentlech Institutioun: dass se Soin mussen drop leeën, dass den Internetsite permanent ugepasst gëtt. Well dat ass nun ebe praktesch elo schonn déi éischt Informatiounsquell, wou d'Leit sech drop referéieren, an dowéinst soll dat en Appell un all déi sinn, déi do Verantwortung droen.

Als Gemengepolitiker ass ee jo och gewinnt, dass ee vill Reklamatiounen kritt, wat zum Beispill d'Ausstellung vu Baugeneemegungen ubelaangt. Datt och do den Ombudsmann regelméisseg ageschalt gëtt, iwwerrascht jiddefalls net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll selbstverständlech dann awer och op déi Recommendatiounen ze schwätzen kommen. Ech mengen, dass ass e bëssen d'Substanz vun dem ganze Rapport hei. Ech wëll awer direkt hei ënnersträchen, dass dat jo awer och näischt Neies ass, do si jo eng ganz Rei Recommendatiounen dran, iwwert déi mer hei scho jorelaang diskutéieren.

Do geet et u mat der Ännerung vum Numm. Sécher, wann een „Ombudsmann“ seet an et

kuckt een dat vum reng Lëtzebuergeschen hier, dann huet een d'Tendenz ze méngen, dass wär masculin, ass et awer mat Sécherheet net. Wann een d'Etymologie vun deem Wuert méi genee analyséiert, da weess ee jo awer, dass dat eppes aneschters duerstellt. Et ass scho virduun hei gesot ginn, et kéint aus dem Schwedeschen. Op Franséisch ass dat den „hommes des doléances“. Et ass iwwregens och keng nei Fonctioun, dass ass et schonn ënnert de Réimer ginn. Mir jiddefalls als Demokratesch Partei sinn natierlech der Meenung, dass ee scho soll den Numm änneren. Firwat? Wa mer vun „Mediateur“ schwätzen, da benotze mer e Sammelbegrëff, an d'Fonctioun vum Mediateur gëtt et op ganz villen Niveauen an eisem Stat, soudatt dat kann zu gewëssene Konfusiounen féieren.

Dann ass ëmmer erëm och d'Demande gestallt ginn, dass soll de Mediateur respektiv den Ombudsmann an d'Konstitutioun ageschriwwen ginn. Dat geschitt jo u sech elo implizitt. Verständnis hu mer och, dass d'Fro gestallt gëtt: „Majo, kéint ech net méi Kompetenzen um Niveau vun dem Schutz vun de Mënscherechter kréien?“ Datt elo eng zousätzlech Ausweidung soll komme vun dem Kompetenzberäich op Etablissements de droit privé, do si mer allerdéngs e bësselche méi reservéiert. Mir mussen oppassen, dass mer do d'Dieren net ze vill opmaachen.

Datselwecht géllt fir den Droit d'autosaisine limité a verschiddene Fäll. Ech schwätzen hei zum Beispill u systemeschen Dysfonctionnementen, do kéint et ouni Zweifel utile sinn. A ganz limitéierte Fäll kënnen mer eis et och virstellen um Niveau vu verschiddene Verwaltungen, Administratiounen, allerdéngs no Ofsprouch mat deenen zoustänneg Responsable vum deenen Administratiounen.

De Kärpunkt ass natierlech - an dat ass näischt Neits, dass ass eng Fuerderung, déi scho vum fréieren Ombudsmann gestallt ginn ass -, fir de Kompetenzberäich insgesamt auszeweiden, an zwar, dass och soll d'allgemengt Recht op Investigatiounen agefouert ginn. Mir mussen allerdéngs och do oppassen, dass mer eis dann net ze vill no un e juridictionnelle Charakter bewegen. Duerfir, och hei si mir a priori net direkt dergéint, mä awer mat ganz kloer Limiten.

D'Propos, dass d'Regierung elo soll no engem gewëssenen Delai Positioun zu enger Recommendatioun bezéien, ass eng Normalitéit, géif ech soen. Et ass net ëmmer flott, an dat erliewe mer jo op villen anere Pläng, wann ee laang, ze laang, op eng Äntwert vun enger Administratioun vun der Regierung waart. Dowéinst si mer och der Meenung, dass hei eng Kéier soll en Delai ouni Zweifel fixéiert ginn. Datselwecht géllt fir eenzel Verwaltungen, déi sech munchmol exzessiv Zäit huelen. Dat kann an där et net ginn. En Administré huet d'Recht, no engem rasonablen Delai - ech betounen: rasonablen Delai - eng Äntwert ze kréien.

Delikat ass natierlech och d'Fro vum Délai de suspension de recours. Och do si mer als Demokratesch Partei trotzdem e bësse méi reservéiert, well et där et net vergiessen, dass een hei am Fong geholl och direkt an e juridictionnelle Ofplaf agräift.

Wat d'Nominatioun ubelaangt: Sécher muss eng Nominatioun kloer vu parteipoliteschen Iwwerleeungen getrennt ginn. Hei gëtt eng Majoritéit qualifizéiert gefrot. Awer och do si mer éischter der Meenung, dass dat zu deem Zäitpunkt net opportun ass.

Et geet vill rieds hei iwwert d'Formatioun, engersäits iwwert d'Formatioun vum Ombudsmann selwer, dee soll eng zousätzlech Ausbildung an der Mediation hunn. Jo, awer dat kann net eng Condition préalable sinn. Mir sinn domat d'accord, dass déi no enger Nominatioun vläicht kann imposéiert ginn. Wat d'Personal ubelaangt, ass et, géif ech soen, och evident, dass d'Personal och permanent soll gewëssen zousätzlech Formatiounen kréien.

De Remplacement: Et gëtt ëmmer erëm hei gefrot, dass ee quasi misst e Vizeombudsmann nennen. Do soen ech awer ganz éierlech am Numm vun der Demokratescher Partei, dass mer net där Meenung sinn. Mir bleibe ganz kloer bei eiser Positioun: Et soll een Ombudsmann ginn! Wat allerdéngs net ausschléisst, dass gewësse Fonctiounen vläicht kënnen delegéiert ginn, zum Beispill wat eng Délégation de signature ubelaangt, awer och nëmme fir limitéiert Aktivitéiten.

Vläicht dann nach e Wuert zur Recommendatioun 49 iwwert de Guide de bonnes pratiques administratives, dee jo elo vun der Regierung ugeholl ginn ass. Och do soll ee ganz éierlech sinn, ech mengen, do stinn awer, ech wëll net dat Wuert „platitude“ hei benotzen, mä et stinn awer eng Rei Saachen dran, déi elementar sinn. Mir brauchen net an e Guide ze schreiw, dass e Beamten, wann den Telefon schellt, soll frëndlech sinn, dass e Brëif soll an

engem gewëssenen Delai beäntwert ginn. Dat sinn elementar Saachen. Mä et ass awer trotzdem gutt, dass dat do elo zrëckbehale ginn ass, dass soll a muss dozou bäidroen, dass de Service um Bierger soll verbessert ginn, well am Zentrum steet nach ëmmer de Bierger. An de Bierger huet e gewëssent Recht, och op en anstännege Service kënnen zrëckzegräifen. Op där anerer Säit muss een awer och esou éierlech sinn ze soen, dass de Bierger net ëmmer eppes Onméiglech verlangen dierf.

Vläicht dann nach e lescht Wuert iwwert d'Sprouch. Jo, et ass alles ëmmer méi komplex ginn déi lescht Jorzéngten, et ass net ëmmer esou evident, sech an den Texter erëmzefanzen. Och mir, also zumindest schwätzen ech do emol fir mech, sollen esou éierlech sinn ze soen, dass mir munchmol och eppes mussen zweemol liesen, dräimol liesen, bis mer eppes verstinn. Duerfir kann een also novollzéien, dass d'Leit dobaussen oft Schwierigkeeten hunn, Bréiwer ze identifizéieren, nozevollzéien, wat domadder gemengt ass. Datt elo gesot gëtt, mir solle méi eng einfach Sprouch gebrauchen, ass vum Prinzip hier ganz kloer richtig, ech wëll awer och do virdu warnen: Dass soll elo net heeschen, dass mer d'Sprouch u sech solle vernoléisseg an mengen, wann zwee, dräi grammatesch Feeler an engem Brëif vu fénnef Zeile wäeren, dass dat esou e Kavaliersdelikt wär. Also, mir dierfen hei net d'Dier opmaachen an d'Sprouch op eemol als eppes duerstellen, wat net méi déi Bedeitung hatt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Mir sollen an enger kloer, einfacher Sprouch communiquéieren, awer an enger soignéierter Sprouch, och an Zukunft. Et si jo och do schonn eng Rei Efforten am Rapport gemaach ginn, e sougenannten „Lexique“ huet een do erëmfonnt, wou dann och bei der Annex am drëtten Deel iwwert den Accueil an d'Integratioun verschidden Terme scho präziséiert ginn. Ech fannen dat e gudden Ufank. Et soll een d'Leit wierklech esou vill wéi méiglech, beschtméiglech informéieren, awer ëmmer, wéi gesot, mat engem gewëssenen Soin, wat d'Sprouch ubelaangt.

D'Recommandatioun 52, dass ass dann déi, déi schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass, do geet et jo ëm de Contrôle vun de Strukture fir Flüchtlingen. Och do si mir als Demokratesch Partei trotzdem e bësselche méi zrëckhalend, wat d'Fuerderungen ubelaangt. Et där et net vergiessen, et geet hei nach ëmmer ëm d'Dignitéit vu Leit, et geet ëm d'Dignitéit vun DPlen, et geet ëm d'Dignitéit vu BPlen. En iwwerméissege Contrôle ka sech och kontra-produktiv auswirken. Dowéinst menge mir, dass déi Struktur vum OLAI de Moment awer genuch Contrôle hiergëtt, fir u sech alles anstännege ze iwwerwaachen.

De Comité interministériel, jo. Awer et där et net vergiessen, dass mer jo schonn den HCPN hunn, deen ënnert der Tutelle vum Statsminister steet an deen awer scho gewësse Méiglechkeeten huet, fir de Rôle dovunner ze iwwerhuelen. Also och do besteet vläicht net eng absolutt Necessitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss nach eng Kéier: Ech gi ganz gären zou, dass meng Partei, wéi mer d'Gesetz hei gestëmmt hunn, och net vun Euphorie an d'Luucht gespronge war, mä et erkennt een awer ganz gären un, dass de Service Ombudsmann, déi Institutioun, kann ee scho bal soen, sech an deene leschte Jore ganz positiv entwéckelt huet. Et ass e wichtege Piler vun engem Rechtsstat. Et gëtt dem Bierger, dem Administré, vill méi Méiglechkeeten, géint Onzoulanglechkeete virzegoen, an dat ass dat, wat eng Demokratie virun allem auszezeichnet. Dowéinst gesi mir an, dass et als Demokratesch Partei wichtege ass, dass een déi Institutioun, déi Fonctioun do nach wie vor staark respektéiert, mat gewëssene Limitatiounen selbstverständlech. Datt mir eis awer net verschléissen, fir gewëssene Adaptatiounen vum Gesetz virzehuelen, ass evident.

Ech wëll awer ofschléissend och nach dem Martine Hansen Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie, Presidente.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Léif Kolleegen a Kolleeginnen, nodeems de President Italiensches hei geschwat huet, hunn ech mech dat dann och haut getraut.

(**Interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da sot elo, wat Der ze soen hut!

(**Hilarité**)

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Oh, ech wollt vum Nidderkuerer Match vu geschter schwätzen, mä ech maachen dat net.

(**Hilarité**)

Fir d'Éischt e Merci un d'Martine Hansen fir de Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Dat war e ganz gudder Rapport. Nach net oft hunn ech esou e gudder Rapport hei héieren. Als Éischt e kuerze Rappel vun der Recommendatioun, déi all Joer op en Neits hire Wee an de Rapport vum Ombudsmann féint. An déi gréng Fraktioun mécht och all Joer - et ass op alle Fall scho fir d'Veiert, wou ech dat hei maachen - de Virschlag vun enger breeder Definitioun vun der Missioun vum Ombudsmann.

déi gréng si weiderhin der Meenung, dass den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng „mission de service public“ assureiert gëtt. Dass ass meeschtens do, wou éffentlech Gelder fléissen, fir de Financement vun esou engem Service ze ënnerstëtzen, awer net nëmmen. Dass kann am Beräich éffentlechen Transport sinn, mä och an de Maisons-relais, a private Schoulen, an de Lycéien an esou weider.

Mir mengen och nach ëmmer, dass et eng kloer Ongerechtegkeet ass, wann en Deel vun de Bierger a Biergerinnen am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kann op den Ombudsmann zrëckgräifen, an deen aneren net. Et ass net relevant, ob engem säi Kand zum Beispill an engem éffentlechen oder engem privaten agreéierte Foyer de jour versuergt gëtt. Wann eppes schifgeet, wann eppes net an der Rei ass, muss ee kënnen op de Service vum Ombudsmann zrëckgräifen.

Wat an deemem Kontext wichtege ass, dass et eng kloer Definitioun vum Begrëff „service public“ gëtt. Schonn an der Orientatiounsdebatt 2012 war gesot ginn, dass d'Institutionskommission den Optrag sollt kréien, fir eng genee Definitioun vun dieser Notion ze liwweren. An där Definitioun sollt zum enge fir d'Éischt d'Natur vum Service berücksichtegt ginn an op där anerer Säit de Prozentsaz vun den éffentlechen Finanzen gekuckt ginn. Bis ewell gouf nach keng Lösung fonnt, déi dese Problem zefriddestellend kéint lösen. Mä déi gréng Fraktioun wäert des Iddi weiderhin nach ëmmer ënnerstëtzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Da géif ech gären e puer Wieder iwwert d'Statistiken aus dem Rapport verléieren. Och déi si schonn hei kommentéiert ginn. Et kann een alles souwuel an der Madamm Hansen hirem Rapport wéi och an der Madamm Err hirem Rapport noliesen. Och dës Joer läit den Taux de correction global vun eisem Ombudsmann iwwer 80%, wéi gesot ginn ass, 84,1%, fir ganz genau ze sinn. Fir desen héijen Taux, dee beandrockt, ass mengen ech der Madamm Err an hirer Equipé e grouse Merci auszedrecken. Vun 857 Dossieren, déi si erakuten, sinn der 625 ofgeschloss ginn. Den héijen Taux de correction global schwätzt also ouni Zweifel fir déi gutt Aarbecht vun eiser Mediateur, déi säitdem si hirt Amt ugetrueden huet, sech dorëms beméit huet, bei Fäll vu Litigé béid Säiten un den Dësch ze bréngen, perséinlech Kontakter ze schafen a Mëssverständnisse, déi méiglecherweis am Virfeld tëschen deenen zwou Parteien entstanen sinn, aus dem Wee ze raumen.

Och der Madamm Err hir onkomplizéiert Aart a Weis, fir mat hire Clienten ze schwätzen an hinnen d'Sachlag oder komplizéiert Texter a Reglementer ze erklären, dréit sécherlech zu deem imposanten Taux de correction bäi. D'Institutioun vum Ombudsmann ass un éischter Stell fir d'Bierger do a soll och op eng Aart a Weis fonctionnéieren, déi fir d'Bierger novollzéierbar ass, ouni ofzeschrecken. D'Madamm Err huet dat a mengen Aen extrem gutt gemaach.

Datt sech hannert all deenen Zuelen a Statistiken am Rapport awer all Kéiers reell Leit mat reele Problemer a Schicksaler verstoppen, dass solle mer net vergiessen. An d'Madamm Err huet och derfir gesuergt, dass dat net geschitt. E groussen Deel vum Rapport vun deem Joer huet si enger besonnesch vulnerabler Populatioun vun eisem Land gewidmet: de Refugiéien.

Et ass engersäits eng gutt Noriicht, dass vill Demandeurs de protection internationale de Wee bis bei den Ombudsmann fannen, wa se Problemer mat Administratiounen hunn. Dass weist, dass d'Institutioun vum Ombudsmann bekannt ass bei deser Populatioun, wou d'Informatiounen aus verschiddene Grënn, dorëner d'Sprochebarrière, potenziell méi lues fléissen, an awer och, dass d'Akteuren um Terrain, souwuel déi staatlech wéi och d'ONGen,



eng gutt begleedend a berodend Aarbecht leeschten.

Op där anerer Säit ass et natierlech net ganz esou positiv, datt vill Dossieren, déi den Ombudsmann an de leschte Joren ze traitéieren hat, vun DPlen agereecht goufen. Dat weist dann awer och, datt do insgesamt e gewëssene Malaise besteet, deem mir eis sollten unhuelen. Émmerhin handelt et sech jo do besonnesch ëm prekariséiert Leit, déi dacks Grujeleges an hirer Heemecht an op der Flucht erlieft hunn an déi hei am Fong geholl ausgeliwert sinn, fir dat emol esou krass hei ze soen, fir hirt Liewen nach eng kéier frësch opzebauen. Mir sollten doriwwer nimools vergiessen, datt Lëtzebuerg selwer e Migrationsland ass an datt et grad deen andauernden Hin an Hier vu verschiddene Bevëlkerunge war an ëmmer nach ass, deen eis iwwert d'Jorhonnerten zu deem gemaach huet, wat mer haut sinn.

Souguer den iwwerzeegtste Stacklëtzebuerg muss feststellen, datt esou Konzepter wéi Grenzen an Natiounen zu enger impressionanter Bedeutungslosegkeet zréckbréckelen, wann een e puer Generatiounen no hanner a seng Familljegeschicht wulle geet. Mir sinn alleguerte Migranten a Kanner vu Migranten. An et verbënnt eis vill méi mat deene Mënschen, déi haut am Mariendall, an der Weilerbaach oder am Pafendall op eng besser Zukunft hoffen, wéi mer am éischten Ablack mengen.

Dofir sollte mer eis déi siwe Säite Recommendationen aus dem Rapport wierklech zu Häerzen huelen an esou wäit, wéi et nëmme méiglech ass, ënnerstëtzen an ëmsetzen.

D'Madamm Err war dann och selwer an e puer Opfangstrukture fir Refugiéen, fir sech e Bild vun de Liewensbedingungen dobannen ze maachen. Et gëtt jo bekanntlech Problemer mam lessen, déi duerch d'Berichterstattung an der Press scho vill kommentéiert gi sinn. Et ass haaptsächlech e kulinarische Kulturschock, dee sech do ofspillt, an et kéint een da mat relativ einfache Mëtzel och do Léisunge fannen, entweder doduerch, datt een a Buffetsform zerweiert oder andeems een d'Méiglechkeet gëtt, selwer anzekafen a selwer ze kachen. Iwwregens gëtt dat och schonn an deene leschte Méint a ganz ville Strukturen gemaach an doriwwer sinn och extrem frou.

Wann een dat gescheit stellt, kéint een dorauer souguer e flotte Projet maachen, bei deem d'Refugié sech éischtens emol kënnen iwwert d'Kache besser kennelieren, si kënnen sech zesummen organisieren, si kënnen zesummen akafen, dat heescht, déi verschidde Kompetenze kënnen se matenee verbannen.

Eng aner Recommendation vum Ombudsmann betrëfft déi personaliséiert Begleedung duerch d'Assistant-socialen. Déi ass am Moment extrem schwierig, well all Assistant social sech ëm e puer Honnert, wann net méi, muss këmmen. Et feelt u Personal an et wier flott - an ech weess, datt d'Familljeministesch amgängen ass mam OLAI -, nach Leit anzustellen. Et wier op alle Fall gutt, wann dat ganz schnell géif geschéien. Ech weess och, datt et net einfach ass, esou Leit ze fannen.

D'Wunnengssich ass, grad wéi bei den Duerchschnittslëtzebuerg och, fir de Refugié eng riseg Erausforderung. Ganz zu Recht gëtt dann am Rapport kritiséiert, datt déi aktuell Regel, no där eng Communauté de vie am Zesummenhang mam RMG gerechent gëtt, just kann derzou féieren, datt d'Leit net op de Wee vun enger Wunnengsgemeinschaft an engem gedeelte Loyer ginn.

Eng Ännerung vun där Regel géif iwwregens net nëmme de Refugiéen zeguttkommen, mä och aneren Deeler vun eiser Populatioun. Ech denken do zum Beispill un d'monoparental Familljen, déi Problemer hunn, eng Wunneng ze fannen, oder déi duerch hir héich Wunnengskäschte risikieren, wéi Der all wësst, an d'Aarmut ze falen.

Och ganz zu Recht, wéi ech fannen, kënt d'Madamm Err dann nach eemol op déi Diskussioun vum Verdeelerschlüssel vun de Refugiéen op déi verschidde Gemengen zréck. Et gi Gemengen, déi vill a gutt Aarbecht leeschten, fir d'Refugiéen ze logieren, ze encadréieren a se op hirt neit Liewen an der Mëtt vun eiser Gesellschaft virzereeden. An et ginn déi, déi manner solidaresch sinn, souwuel mat de be-treffene Leit selwer wéi och mat deenen anere Gemengen.

Mir als Gréng hunn eis nach ëmmer fir eng gerecht Verdeelung vun där Aufgab op all d'Gemengen ausgeschwat. An datt dës schwéier Aufgab och eng Chance mat sech bréngt fir eng Gemeng an hirt Zesummeliewen, do ginn ech gäre kuerz Beispiller aus menger Gemeng. Mir versiche wierklech, do all Organisatioun, déi mer hu vun de Veräiner, mat de Refugiéen zesummen ze maachen, sief dat d'Buergbrennen oder aner flott Manifestatiounen. An ech

muss soen, datt et wierklech e flotten Austausch ass, dee mer hunn.

Mir hunn och als Gemeng e Service gegrënt, dee sech haaptsächlech ëm Refugiéen a Benevoller këmmert, well de gréisste Feeler ass et, wann ee Benevoller huet a si wëssen net, wou se gebraucht ginn. Dat heescht, et wier e Service, wou eng Gemeng dann einfach déi Verbindung maache kann, wat e Benevole ka maachen a wat am Fong geholl vun där anerer Säit verlaangt gëtt. Wann dann déi Benevoll sech mellen a si kréie keng Äntwert op dat, wat se wëllen hëllefen, da bleiwe se net laang benevoll an déi nächste kéier, wou se gebraucht ginn, da si se net do. Vu Sport guer net ze schwätzen. Ech mengen, datt dat och eng ganz flott Saach ass.

Et ass fir déi leschte kéier, datt mir an der Chamber e Rapport vun der Madamm Err an hirer Funktioun als Ombudsmann analysieren an debattieren. Dofir géif ech gären e puer Wierder als Merci u si riichten. D'Madamm Err huet sech an deene leschte fënnf Joer onermiddlech agesat, fir als Vermëttler tëschent dem Bierger an dem Stat derzou bäizedroen, datt d'Bierger méi einfach zu hire Rechter kommen. Si huet an all hire Rapports annuels Verbesserung vum den administrative Prozesser oder der Gesetzgebung virgeschloen. Si huet derzou bäizedroen, datt d'Inegalitéite konnt besäitert ginn. An ech mengen, mir sinn eis all eens - hoffen ech emol -, datt si der Institution vum Ombudsmann an eise Land zu enger Visibilitéit an zu engem positive Bild bei der Bevëlkerung verhollef huet, déi dës awer nach relativ jonk Struktur bis ewell nach net hat.

Des Weidere kann ech feststellen, datt sech d'Reaktivitéit vun den Administratiounen an de Gemengen, déi vum Ombudsmann mat Reklamatiounen vu Bierger konfrontéiert goufen, iwwert d'Joren extrem verbessert huet. Déi ufänglech Skepsis vun de Servicer, vläicht och Ängscht, datt do een Externe sech amëschen an deen interne Fonctionnement a Fro stelle kéint, spieren ech haut bal net méi. An et spiert ee méi eng Bereitschaft, fir matzeshaffe mat dem Ombudsmann a mat senger ganzer Equip.

Den Ombudsmann ass elo e Partner. E gëtt als Partner ugesinn. Och dëst ass eng extrem positiv Entwécklung a weist alt nees, datt den Ombudsmann eng immens wäertvoll Institution ass, net zulescht dowéinst, well hei de Bierger an enger aktiver Roll an aus Eegeninitiative eraus dozou ugehale gëtt, eis demokratesch Institutionen ze verbesseren an domadder ze stäerken.

Fir hiren onermiddlechen Asaz während deene leschte fënnf Joer am Déngscht vun de Bierger a vum Land wëll ech der Madamm Err an natierlech och hirer motivierter Equip e grouse Merci am Numm vun der grénger Fraktioun ausschwätzen.

Zu gudder Lescht wëll ech awer och deem neien Ombudsmann, der Madamm Claudia Monti - e schéinen Numm op alle Fall -, vill Freed an eng glécklech Hand mat hirer Aufgab wënschen.

Ech hoffen och, datt dat exzellent Aarbechtsverhältnis tëschent dem Service vum Ombudsmann an der Chamber weiderhi seng Friichte wäert droen. An um Enn dann e spezielle Merci un d'Vera Haas, déi administrativ Mataar-bechterin vun der Petitiounskommissioun, fir hir exzellent Aarbecht. Merci dem Marion a Merci, datt Der mer nogelauschert hutt. A Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ar-rivederci!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Ar-rivederci!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ech maachen dat awer och nach eng kéier, well dat heiten ass dee leschte Bericht, dee mer unhuelen, deen ënnert der Madamm Lydie Err als Ombudsmann redigéiert gouf. An dofir och vu menger Säit a vun der Säit vun déi Lénk wierklech all eis Remerciementer un d'Madamm Err, déi wierklech eng ganz gutt Aarbecht während hirer Mandatsperiod gemaach huet.

A selbstverständlech wäerte mir och nach der Madamm Monti an och hire Mataarbechter vill Gléck wënschen an och vill Ausdauer. Mä ech mengen, jiddereen, deen d'Madamm Monti kennt, weess jo och, datt si dat alles huet. Op jidde Fall Ausdauer a Gléck, dat wënsche mer hir.

Den Ombudsmann ass an der Tëschenzäit als Institution an der Bevëlkerung ukomm. Dat

ass gutt, well et och eng wichteg Ulaftell ass. A well et esou eng wichteg Ulaftell ass, bleiwen ech weiderhin der Meenung, datt mer awer och - et sinn e puer Wierder doriwwer verluer ginn - mussen iwwer e puer Detailler vum Selektiounsmodus diskutieren an e vläicht och reformieren.

Mir haten och viru Kuerzem nach, wéi deen neien Ombudsmann selektionéiert gouf, proposéiert, datt ee sech kéint virstellen, datt déi verschidde Kandidaten, déi sech gemellt haten, sech och der Chamber kéinte virstellen. Et koom dunn och zu enger Minireform: Déi verschidde Kandidatinnen a Kandidate si vun der Conférence des Présidents gehéiert ginn.

D'Conférence des Présidents sinn d'Fraktiounschefen, d'Representanté vum de Sensibilitäten an natierlech och de Chamberspräsident selwer. Dat ass natierlech e Fortschritt, deen ee muss begreifen. Ech mengen, datt et weiderhin néideg wier, datt ee sech awer trotzdem iwwerleest - elo hu mer e bësse méi Zäit, e puer Joer op jidde Fall -, ob een dat net awer vläicht e bësse méi ausweit. Et kéint en Hearing sinn. Et muss net onbedéngt déi ganz Chamber sinn. Et kéint een dat och begrenzen op déi eng oder aner Kommissioun: d'Petitiounskommissioun, d'Institutionskommissioun, zesumme mat der Presidentekonferenz. Why not? Also et kéint ee sech dat awer och scho virstellen, datt een déi Prozedur e bësse méi opmécht, well schlussendlech muss och all eenzelnen Deputierten hei seng Stëmm ofginn.

D'Iddi, fir dat esou e bësse méi transparent ze maachen, ass a mengen Aen u sech och eng Aart a Weis, fir den Ombudsmann a seng Institution u sech ze stäerken, fir op kee Fall den Doute planieren ze loossen, datt bei dësem wichtige Amt iergendwéi eng Person selektionéiert gëtt, net onbedéngt wéinst hire Kompetenzen. Ech mengen, dat war bis elo nach net de Fall, mä de Problem ass jo ëmmer, datt et kéint op jidde Fall esou opgeholl ginn. An ech mengen, dat wier net onbedéngt gutt.

Ech wëll awer och ënnersträichen, fir datt een awer ganz kloer ass, datt zum Beispill d'Partei-zugehéiregkeet vun engem Ombudsmann net onbedéngt heescht, datt déi Person duerno hir Aarbecht net en toute indépendance géif maachen. An ech mengen, dat kann ee souguer gesinn: Souwuel den Här Fischbach, den éischten Ombudsmann, wéi och d'Madamm Lydie Err ware prominent Parteipolitiker an hunn trotzdem wierklech an totaler Onofhängegkeet gehandelt. An ech mengen, dat huet wahrscheinlech och domadder ze dinn, datt, wann ee grad och nach aus enger Partei kéint, ee vläicht e bësse méi Efforten och mécht, fir méi iwwert d'Parteilinnen an d'Parteigrenzen eraus an iwwerhaapt fir méi onofhängeg kënnen ze schaffen. Also dat muss een awer och natierlech nuancieren.

D'Propos, déi zwar net zréckbehalde gouf, fir d'Wahl op Zweedrittelmajoritéit eropzesetzen, doriwwer kann een diskutieren. Ech mengen, bis elo ware mer der Meenung, am Rapport op jidde Fall, datt een dat net zréckbehalde kann. Mä ech menge vläicht awer, datt et eng Diskussioun wäert ass.

Ee vun de Problemer, dee mer awer och seriö mussen ugoen, ass de Kompetenzberäich selwer vum Ombudsmann. Zurzäit ass e limitéiert op staatlech Administratiounen, op Gemengen, op Établissement-publicken. De Problem ass awer deen, datt et aner Strukturen ginn, déi am Kader vum private Recht fonctionnéieren, mä déi eng Mission de service public erfüllen. Dat kënnen Schoule sinn, dat kënnen Crèche sinn, dat kënnen Altersheemer sinn an esou weider an esou virun.

Wa scho privat Strukturen Missiounen erfüllen, déi een am Kader vun enger Mission de service public versteet, da sinn ech awer och der Meenung, datt een dës Strukturen net wéi normal Privatentreprisë soll behandelen. An dat si se jo och net, vu datt se awer trotzdem zum Deel, heiansdo och zum groussen Deel, vun der öffentlecher Hand, also vun de Steiergelder och matfinanziert ginn, direkt iwwert d'Subventionen oder awer och indirekt, wéi mat de Chèque-servicen, wat eng öffentlech Ënnerstëtzung ass vu private Firmaen. Dat gesi mer bei de Crèchen. Et kéint een nach dorobber zréckkommen, ob dat och ganz effikass ass.

Wie vu Steiergelder finanziert gëtt, dee soll och de Steierzueler Rechenschaft ofleeën. A wann een e Service public leescht, da muss een och dem Public Rechenschaft ofleeën. Mir hunn am Bericht festgehalten, datt d'Notioun vun der Mission de service public misst klarifiziert ginn. An ech mengen, dat wäert eng wäertvoll Diskussioun sinn.

Zum Schluss wollt ech nach op dee Punkt agoen, deen an dësem Rapport och méi am Fokus steet: näamlech all déi Plazen, wou Fräiheitsentzuch besteet, vum classesche Prisong elo ofgesinn. Eng interessant Saach ass, datt den Ombudsmann eng ganz breet Definitioun

vum Fräiheitsentzuch virschléit. Dat heescht, datt Fräiheitsentzuch och bedeite kann, datt ee sech an enger Struktur befënt, wou een zwar theoretesch eraus kann, awer an der Praxis net eraus kann, wéi zum Beispill e Spidol. An anere Länner ginn et schonn Organismen, déi sech ëm esou Situatiounen bekëmmen, a mir sollen eis och dorunner inspiréieren.

Da kommen ech schlussendlech op e méi sensible Punkt ze schwätzen, deen och schonn hei all kéier ugeschwat ginn ass an dee jo och am Zentrum ebe steet vum Rapport. Dat sinn déi Ophuelstrukture fir Asylbewerber. D'Madamm Err huet der am Ganze 16 visitéiert an déi si vu ganz ënnerschiddlecher Qualitéit. Ee vun den Haaptproblemer ass, datt gewësse Strukturen iwwerbeluecht sinn, soudatt heiansdo souguer zwou Famille sech een Zëmmer deele mussen. Dovunner ofgesinn, mengen ech, ginn et och ganz seriö Probemer, wat d'Formatioun ugeet vun de Sécherheitsagenten, déi och vu private Firmae kommen.

An enger Question parlementaire, déi ech zesumme mam Marc Baum gestalt hat un d'Madamm Integrationsministesch, gouf verséichert, datt dës Agenten och eng Formatioun géife kréien, déi och geschlechtsspezifesch wier an un dës speziell Situatioun adaptéiert wier.

Ech zweifelen, muss ech awer soen. Ech zweifelen awer drun, datt dat esou einfach geet. Ech zweifelen drun, datt dës Leit, also déi Agenten - ech wëll hinnen dat net virwerfen, déi sinn net onbedéngt dofir forméiert gewiescht -, mä ech zweifelen drun, datt dës Leit eng seriö Formatioun kréien, aus deem ganz einfache Grund, datt een och eng aner Klack héiert an deemno wéi och grad vun deenen Agente selwer. An dofir misst een awer weiderhi kucken, ob déi Agente wierklech seriö ausgebilt ginn, étant donné, datt se dat par nature net si vun Ufank un.

Här President, et ass keng Fro vu Luxus, wann een derfir suergt, datt d'Ophuelstrukture fir Flüchtlinge korrekt fonctionnéieren. Propser Sanitären, wou d'Intimitéit och geschützt ass, Méiglechkeeten, selwer ze kachen, Raimlechkeeten, wou net onbedéngt bis zwou Familien zesummeliewe mussen op enkem Raum, wéi dat och am Bericht belicht gëtt.

De Problem ass deen, datt sech esou Frustréiert de Leit accumuliert, zemoos bei deene méi jonken a vläicht och bei deene méi männlechen. An dat hëlleft kengem. D'Flüchtlinge kréien och oft nogeluecht, si misste sech gefällegst integréieren an dat géif dann och iwwert d'Sprooch lafen. Jo selbstverständlech. Dat géif dann och iwwer Lëtzebuergesch lafen oder Franséisch oder Däitsch. A wa méiglech och nach schnell, och wann déi Leit selwer heiansdo deemno wéi och net dat laténgesch Alphabet iwwerhaapt beherrschen.

Mat wat fir enger Sprooch soll een ufänken? Lëtzebuergesch ass natierlech ganz wichteg a ganz nützlich, mä Franséisch ass och ganz wichteg a ganz nützlich hei, zemoos wann ee muss mat der Administratioun eens ginn. Dat heescht, esou einfach ass dat jo och net hei zu Lëtzebuerg, wann ee vu Leit fuerdert, einfach esou ganz schnell Sproochen ze léieren, zemoos wa se e risegen Trauma hannert sech hunn, en Deel vun hirer Famill voire d'ganz Famill verluer hunn oder hirt Émfeld verluer hunn, eng Stad verluer hunn, déi net méi steet an esou weider an esou virun, a wa se duerno an enger ganz friemer Gégend mussen ukommen, wou se keng Repère méi hunn.

Dofir muss mir natierlech och derfir suergen, datt d'Flüchtlingen och d'Méiglechkeeten ausnotze kënnen, fir d'Sprooch kënnen ze léieren, well deemno wou si grad ënnerbruecht sinn, op méi isoléierte Plazen, wou d'Infrastrukturen inexistéieren sinn an d'Transportmëtzen ënnerentwéckelt sinn, do muss een derhannert goen.

Et ass och interessant ze gesinn, wéi déi ganz Fro vun de Flüchtlingen u sech Froen opwerft, déi déi ganz Lëtzebuergesche Gesellschaft betreffen. Ech hunn elo grad vun der Ubannung un den öffentlechen Transport geschwat, dee problematesch ass fir jiddereen, deemno wou ee leeft, mä do kann een och nach iwwert de Logement schwätzen. Dat ass och hei ugeschwat ginn, well wann ee vun engem DPI, also engem Demandeur de protection internationale, zu engem Beneficiaire gëtt, da kann een och eng regléiert Aarbecht fannen. Dat ass scho guer net einfach. Et ass schonn net einfach fir Leit, déi iwwerhaapt hei gebuer sinn, dann ass et ganz schwéier fir déi Leit do. Et kritt een RMG, et muss een eng Wunneng fannen. Mat engem RMG fënns de keng Wunneng! Iwwerhaapt souwisou, mat engem Mindestloun ass et och scho ganz schwéier.



Mat engem RMG kanns de natierlech och dann net an enger Wunnngemeinschaft, an enger Colocation wunnen. Et gouf och scho gesot: Dat muss wierklech reforméiert ginn!

Dat heescht, unhand vun dësem Rapport hei ginn awer wierklech erëm Problemer beliicht unhand vun der Situatioun vu Flüchtlingen, déi awer déi ganz Bevëlkerung betreffen. An ech mengen, dofir ass et wichteg, datt mer och regelméisseg iwwer de Bericht vum Ombudsmann diskutéieren.

Voilà. Ech mengen, ech si schon 30 Sekonnen iwwer meng Limitt. Ech soen lech Merci fir nogelasschert ze hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir kënnen elo net op déi Punkten agoen, déi net direkt an onsem Ressort sinn. Ech wëll awer vun der Geleeënheet haaptsächlech och profitéieren, fir der Madamm Err Merci ze soe wierklech. Ech hat mat hir eng ganz Rei, ech géif emol soen „stimuléierend“ Reuniounen.

(Interruption)

An am Endeffekt si mer ëmmer zu engem gudde positive Resultat komm fir d'Leit. An ech mengen, dat ass och absolut wichteg. Ech wëll och nach eemol soen, datt si deen Job vum Ombudsmann mat extremem Engagement ausgefëllt huet. Haut gétt net méi diskutéiert, ob deen Job wichteg oder net wichteg ass, en

ass Deel vun onsem demokratesche System. Ech ka mech gutt erënnere, wéi mer op anere Plazen déi Diskussiounen haten. An et ass eigentlech déi Dier, déi de Bierger sech heiansdo erëm an Erënnung ruffe soll, wann en a Konflikt ass oder Problemer huet mat den Autoritéiten oder haaptsächlech mat der Administratioun. Et ass also e wichtige Bestanddeel vun onser Demokratie.

Wat déi Punkten ugeet, déi vläicht elo net esou ugeschwat gi sinn, mä déi awer am Rapport stinn, wëll ech emol éischtens soen: Et ass keng geziilt Recommandatioun do. De Punkt vun dem Reclassement, e schwieregt Gesetz, wat ech hei mat mengem Kolleg vun der Sécurité sociale deelen, ass ugeschwat. Mä ech stellen awer och hei fest, datt mer an deene meeschte Fäll, iwwer 78% vun de Fäll, déi ons ugedroe gi sinn, eng positiv Léisung fir d'Leit fonnt hunn. Dat weist éischtens emol d'Utilitéit vun der Institutioun Ombudsmann, well d'Leit ouni déi Institutioun wahrscheinlech net onbedéngt recht kritt hätten.

An dat anert ass d'Fro vun den Aarbechtsdoktere bei der Aptitude aux postes à risques. Bon, d'Aarbechtsdokteren ënnerst mir net direkt, mä ech muss soen, do si mer konfrontéiert mat engem ganz komplizéiert Problem, well mir hunn einfach net genuch Aarbechtsdokteren am Land. An och all Demandé beim Ombudsmann änneren dat net esou séier, wann ee ganz einfach déi Aarbechtsdokteren net féint.

Mä ech verstinn awer, datt mer mussen eng Léisung fannen, wann duerch de Fait, datt een net dee Certificat vun Aarbechtsdokter fir d'Aptitude aux postes à risques huet, dann eng ganz Rei Problemer op eemol kënnen entstoen, notamment beim Reclassement. An do muss mer eng pragmatesch Léisung fannen, well och

ganz oft Leit net bei den Aarbechtsdokter geschéckt gi vun hirem Employeur respektiv ganz laang mussen drop waarden, bis si iwwerhaapt e Rendez-vous kréien.

Voilà, dat als e puer Remarquen zu deene Punkten, déi am Rapport iwwer meng Kompetenzen ugeschwat gi sinn. An ech wëll natierlech och vun där heite Plaz der Successeur vun der Madamm Err alles Guddes wënschen an ech freeë mech elo schon op eng äänlech positiv Kollaboratioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister. An den Här Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Vu mir aus och e puer Wieder. Fir d'Éischt och e Merci un d'Lydie Err fir déi Zesummenaarbecht, déi ech iwwer all déi Joren hat. Ech hat d'Chance jo, ewell an der viregter Regierung och am Kader vun deene ganze Kompetenzen am Beräich vun der Agriculture a vun der Viticulture mat hir zesummeschaffen, wou mer ëmmer probéiert hunn, aktiv d'Problemer ze léisen. An dat war och an deene Beräicher elo de Fall, a virun allem an der Sécurité sociale. Dofir e grouse Merci, och un d'Rapportrice fir dee flotte Rapport.

Ech mengen, mir hate jo als Ministeren d'Geleeënheet, och eis Punkten anzeginn op déi Recommandatiounen respektiv déi Suggestiounen, déi koume säitens vum Ombudsmann zu deenen einzelnen Theme respektiv och zu de Kaderausriichtungen. Ech mengen, et si Recommandatiounen, et si Suggestiounen, déi ee ganz seriö hëlt. Dat maache mir op jidde Fall. Ech maachen et op jidde Fall a menge Ministeren dauernd.

An ech muss soen, an deem Volet, dee jo eigentlech dee gréisste betrëfft, dee vun dem Beräich vun der Sécurité sociale, deen ëmmerhin iwwer 800.000 Assuréen huet, wou also jiddwereen dermat ka betraff sinn, deen iergendee Fall huet, deen en net ka geregelt kréien oder net esou positiv geregelt ka kréien, wéi e mengt, ass et evident, datt een ëmmer erëm muss um Ball bleiwen, fir ze kucken - an ech mengen, de Marco Schank huet et gesot -, fir och einfach de Leit ze erklären, wat et heescht, wat d'Decisiounen heeschen.

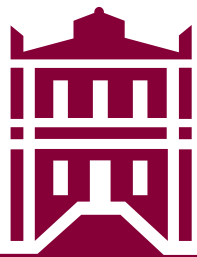
Et muss een natierlech dobäi oppassen, datt een och all Kéiers, dee juristesche Kader mat beliicht, well eng Äntwert, déi einfach ass, ass net ëmmer déi aner Ofdeckung. Dofir hunn ech meng Leit beoptragt, datt mer probéieren, dat dote mateneen ze verbannen: méi no beim Bierger, méi einfach fir de Bierger, ouni awer ze vergiessen, datt hannendrun natierlech och Recoursméiglechkeete sinn, déi ee muss ofgedeckt hunn.

An ech mengen, datt mer grad an dësem Beräich, wann d'Agence eSanté eng Kéier komplett steet, eng ganz Rei vu Vereinfachunge wäerte kréien an och nach méi e geziilt a konstruktivt Schaffen hannendru ka sinn.

Op jidde Fall, och vu menger Säit nach eng Kéier der Lydie Err e grouse Merci an och der Madamm Monti vill Erfolleg an e gutt Zesummeschaffen an deenen nächste Joren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. An ech ginn lech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Fortsetzung vun eisem Ordre du jour. Merci.

(Fin de la séance publique à 15.52 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marco Schank, Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der öffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

5. Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b

- Exposé: M. Gast Gibéryen

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Gusty Graas), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (dépôt d'une documentation)

- Vote sur la motion (rejetée)

6. 7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

- la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;
- la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;
- la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;
- la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;
- la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;
- la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lambert

- Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion), M. Lex Delles (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler), M. Claude Haagen, M. Claude Adam (interventions de M. Marcel Oberweis et M. le Ministre Claude Meisch), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. André Bauler)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1: M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Hansen
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Am Moment net.

2. Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire

Da komme mer op déi manner gutt Nouvelle zréck, déi mer gëschter kruten. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun eisem fréiere Kolleeg, dem Här Jean-Nicolas, genannt Jeannot Belling matzedeele, dee gëschter am Alter vu 65 Joer vun eis gaangen ass.

De Jeannot Belling war eis all als jovialen a weltoppene Miseler bekannt, och wann hien 1952 an der Stad op d'Welt komm ass a seng Kandheet an der Alstad ronderëm de Palais verbruecht huet, wou seng Elteren d'Wirtschaft „Am Tram“ haten.

Nodeems seng Aarbecht als Douanier hien op d'Musel gefouert huet an hie sech 1975 mam Maisy Schumacher, déi gebierteg vun der Musel war, bestuet huet, huet hie sech hei am wuelste gefüllt an ass ni méi vun do fortgaangen.

1978 ass hien der Demokratescher Partei bäigetruden. Hien ass ganz séier aktiv an der Partei ginn, an d'est ganz besonnesch um Gemengniveau, wou hien 1982 Conseiller ginn ass, 1994 Schäffen an dräi Joer duerno, also 1997, Buergermeeschter vun der Gemeng Réimech.

Hien huet sech um Niveau vun der Gemengpolitik ganz staark fir d'Liewensqualität, d'Moderniséieren an d'Verschéinere vu Réimech agasat, well d'Potenzial vun Tourismus fir seng Stad him kloer war. Esou huet hien d'Haaptplaz autofrâi gemaach, en neie Camping geschaaft, d'Schlittschongspist an als fréiere Schwëmmer an der Nationalequipp natierlech och d'Schwämm renovéiere gelooss.

Esou war hie schonns Enn de 50er Joren Héichleeschtungsportler a war sechs Joer laang an der Schwamm-Nationalequipp. Hie war iwwrengs deemools och Landesrekordmann op 1.500 an op 800 Meter Crawl.

De Jeannot Belling hat och Talent fir Musek, souwuel wat d'Instrumenter ugeet; sou huet hien Akkordeon, also Harmonika, Querflüt, klasesch Gittar an och Piano gespilt. Mä säi wuel bekanntest Instrument war seng Stëmm, vun där vill Leit sech bei den Optrëtter vun Réimecher Cécilië-Chouer konnten erfreen.

1999 huet hie fir d'Éischt bei Chamberwahl matgemaach an ass, nodeems de Carlo Wagner an d'Regierung geruff ginn ass, an d'Chamber komm. Hie war Deputéierte bis 2004 a war Member vun deene parlamentaresche Kommissiounen, déi sengen Interessen a sengem Engagement entsprach hunn. E war och Member an der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire Benelux.

Dem Jeannot Belling louchen d'Problemer vun sougenannten „drëten a véierten“ Alter um Häerz. Esou ass hien net nëmme während 20 Joer President a Sekretär vun der Lokalsektioun gewiescht, mä säit 2014 och Nationalpresident vun der Amiperas.

Hie war och am Verwaltungsrôt vu Protransplant a während ville Joren am Syndicat d'initiative vu Réimech aktiv an huet och ëmmer vill Freed beim Keelen am Veräin «Réimech 78» gehat.

D'Liesen, a ganz besonnesch déi Lëtzebuurger Literatur, hunn hie passionéiert. Bicher hu säin Aarbechtzëmmer gefüllt an hien huet mat vill Enthusiasmus an Talent bei Sangspiller an Theaterstécker matgemaach.

Mat dem Jeannot Belling ass e frëndlechen an engagéierte fréiere Kolleeg vun eis gaangen, un dee mer eis nach ganz gären erënneren. Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken.

An ech géif lech bieden, obwuel mer dat gëschter scho gemaach hunn, nach an Erënerung un de Jeannot Belling fir eng Minutt un hien ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Ordre du jour

Dann eng kleng Modifikatioun zum Ordre du jour. Op Ufro vum Här Nohaltegkeetsminister mam Accord vun der Conférence des Présidents gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Gibéryen direkt no der Froestonn ze behandelen.

Ass d'Chamber mat där Propositoun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

A mer géifen dann zum éischte Punkt vun eisem eigentlechen Ordre du jour iwwergoen: d'Froestonn un d'Regierung. D'Regele kennt Der. An ech géif lech och bieden, lech un d'Riedezäit ze halen.

Déi éischt Fro kënt vum Här André Bauler un den Aarbechtsminister iwwert d'Roll vun der ITM bei der Präventioun vun Aarbechtskrankheeten, professionnelle Krankheeten. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoco-nioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. D'Funktoun vun der ITM, der Gewerbeinspektioun, ass net nëmme d'Virbeugung vun Accidenter, mä och d'Präventioun vun de professionelle Krankheeten, dat heescht d'Expositioun op Schied zum Beispill chemescher a biologescher Natur. D'Expositioun kann iwwert d'Haut goen oder, méi geféierlech nach, iwwert d'Longen an d'Bronchen. Ech war e puermol selwer Zeie vun esou Situatiounen, wou Aarbechter Verbundsteng geschnidden hunn ouni Waasser an ouni Mondschtz.

Dofir wollt ech dem Här Aarbechtsminister just folgend Fro stellen: Éischstens, mécht d'ITM Kontrollen an deem Sënn op de Schantercher? Zweetens, wat ass d'Verantwortung vun de Patronen? Drëttens, wësst Der ongeféier, wiwilt där Fäll am Joer Usproch op eng Indemnitéit umellen am Kader vun enger Maladie professionnelle? A véiertens, ass den Här Minister gewëllt, d'Roll vun der ITM an der Präventioun ze stäerken?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler.

An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat den honorabelen Deputéierten uschwätzt, dat nennt een am medezinnesche Fachjargon - mä, ech mengen, Dir hutt jo en Noper, deen lech doriwwer ka vill Explikatiounen ginn - Pneumoconiose. An dat ass eng Longekrankheet, déi effektiv eng ganz Rei vun Ursache kann hunn.

An dozou gehéiert notament déi berüümte Silicose, wou mer wëssen, dat haaptsächlech

d'Biergaarbechter an der fréierer Zäit, wou mer Minnen haten, ganz oft betraff waren. Dozou gehéiert awer och déi Longekrankheet, déi een duerch Asbest kritt. An dozou gehéieren och aner Longekrankheeten, wéi Fibrose, déi een duerch Graphite - an dat ass zum Beispill eng Saach, déi hei ugeschwat ginn ass - ka kréien. Ech wëll elo net déi Lëschit weiderféieren. Dat fënnt een alles, wat fir eng Krankheetssituatiounen a -fäll do concernéiert sinn.

Ech mengen, wat hei ugeschwat ass, dat ass effektiv haaptsächlech d'Präventioun. Dat heescht ze kucken, datt déi dote Krankheeten, déi elo haaptsächlech och um Bau entstinn... - wa mer dervun ausginn, datt den Asbest relativ gutt erfaasst ass an och do all grouss Präventiounen geholl ginn -, mä an deenen dote Fäll, déi sech besonnesch um Bau erëmfannen, géllt et präventiv virzegoen.

An do ass natierlech d'ITM concernéiert, mä net nëmme. Dat do ass och besonnesch eng Saach, déi direkt d'Assurance accident ugeet wéi och d'Aarbechtsmedezinn. Déi Leit, déi op eemol esou Symptomer hunn, déi mussen jo am Prinzip och bei den Aarbechtsdokter goen, deen da feststellt.

Ech kann lech awer elo haut net soen, wiwilt Fäll datt do en cause sinn. Ech hunn dat och nach ni esou a Statistike fonnt. Ech kéint probéieren nozekucken, souwuel bei der Assurance accident wéi och an der Aarbechtsmedezinn, wiwilt Fäll eventuell do bekannt sinn. Dat kann ech lech haut net soen.

Wichtig ass natierlech, datt mer déi Reglementatioun, déi jo an enger Rei vu Reglementer drasteet, wat d'Sécurité et santé au lieu de travail ubelaangt, an och besonnesch dat Gesetz vun '99 applizéieren. An do huet d'ITM natierlech e Rôle. An ech ginn och dervun aus, an ech hunn och dem Direkter vun der ITM un d'Häerz geluecht, och déi doten Aspekter mat eranzehuelen, fir ze kucken, datt, wann een op engem Chantier Situatiounen gesäit, wou effektiv esou Stëbs entsteet, wat herno ka schlëmm Konsequenze fir d'Gesondheet vun de Leit hunn, een effektiv dann och probéiert, dat ze änneren.

Moyene gëtt et. D'Moyene sinn eigentlech technesch Moyenen haaptsächlech. Ech weess och net, ob e Mondschtz ëmmer dat Besch ass, mä et gehéiert zerou. Dozou gehéieren natierlech och Apparater, déi maachen, datt wéineg Stëbs entsteet. Déi si vläicht e bësse méi deier, mä et ass awer haut wierklech keng gréisser Problematik, fir esou Apparater anzusetzen, déi mat Waasser funktionéieren an duerfir och dann empéchéieren, datt Stëbs entsteet.

D'Präventioun ass den Zentrum vun deem Thema. Dir wësst, et ass op Honnerte Chantieren, wou esou Situatiounen geschéien. Dat heescht, mir kënnen net elo op all Chantier ee schécken a kucken, ob elo dee Steen do esou geschnidde gëtt mat där Maschinn, wou mer wëllen, mä mir wäerten dann elo un d'Entreprises eng Circulaire schécke vun der ITM, zesumme mat der Assurance accident eventuell, fir ze soen: „Passt op déi do Problematik op! Maaht, datt d'Leit net deem Stëbs exposéiert sinn, deen effektiv déi do Risiken - nach eemol, Pneumoconiose - ka provozéieren!“

Merçi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat war eng Punktlandung! Merci, Här Minister.

Da si mer saiséiert mat zwou Froen, déi eng iwwert de Carsharing an déi aner iwwert de Carpooling. Ech géif proposéieren, dass déi zwou Froesteller hir Froe kéinten noenee stellen an den Här Minister dann op déi zwou zesummen äntwert.

(Interruption)

Dir hutt dann eng gewëssen Indulgence. Ech mengen zwar, dass et mat véier Minutten duergeet, och wann et zwou Froen zu engem äänleche Sujet sinn.

Den Här Schank huet d'Wuert.

- **Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'auto-partage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

- **Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Voilà. Merci, Här President. Meng Froen dréien em de geplangte Carsharing-Projet vun den CFL. An enger Antwort op eng Question parlementaire am Februar d'est Joer sot den Nohaltegkeetsminister, datt an enger éischer Phas op deenen 20 am meeschte frequentéierte Gare zu Lëtzebuerg fir d'CFL-Clienten eng 100 Autoe géife prett stoen. Duerno soll de Projet och op Gare an noen Ausland ausgedeeent ginn.

Ech hunn elo gelies, datt «CFL Mobility», eng privat Sociéitéit, déi der CFL gehéiert, deen nationale Carsharing soll bedriewen. An hire Geschäftsführer, den Här Jürgen Berg, huet an der Press gesot, de Projet géif elo am richtege Moment kommen - ech zitieren - «(...) car tous les éléments sont réunis pour que cela fonctionne».

Mech géif interesséieren, wat dat heescht a wéini et soll tatsächlech ugoen. Ass et richtig, datt déi Sociéitéit amgaangen ass, Leit anzustellen? Et ass vu 15 bis 20 Persounen rieds gaangen an deem Artikel.

Den Här Berg sot an der Press sënngemeiss, datt am Hierscht - «à l'automne» - net nëmme den nationale Reseau fir Carsharing vun den CFL an deene wichtegste Gare am Land prett wier, mä och an deene wichtegste Pôles d'échanges mat de Zones d'activités. Ben, den Hierscht, dat ass geschwënn, dat ass an dräi Méint. Ass dat esou mat där Date limite?

Et huet och vum Här Berg geheescht, déi zwee aner Operateuren am Carsharing zu Lëtzebuerg, den „Carloh“ fir d'Stad Lëtzebuerg an den „City Mov“ fir d'Nordstad, wiere keng Konkurrenz fir d'CFL. A bei där Ausso däerf d'Fro erlaabt sinn, ob d'Offer dann openeen ofgestëmmt ginn ass vun deenen dräi Operateuren, well jo net all Operateur déiselwech Virussetzunge respektiv Zilsetzungen huet.

Ech hu mer och soe gelooss, datt d'Moyenne de trajet bei „City Mov“ bei 20,5 Kilometer läit, dergéint bei „Carloh“ bei 170 bis 200 Kilometer, wat jo scho méi op een „Rent a car“ erausleeft. Duerfir och meng lescht Fro: d'Fro nom Public cible vun dem Carsharing.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Schank. An d'Madamm Lorsché ass als Nächst un der Rei. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi grëng).** - Merci, Här President. Meng Fro geet an déiselwech Richtung wéi déi vum Kolleeg Marco Schank, mä se ass méi allgemenger Natur. Ech mengen, ech muss d'Virdeeler um Carpooling net laang opzielen. Se si bekannt. Se besti jo, éischstens, an der Reduktioun vun de Käscht fir deen Einzelnen, well d'Käscht opgedeelt kënnen ginn, an zweetens awer och doran, datt d'Zuel vun den Autoen op de Stroosse massiv reduzéiert ka ginn. Dat féiert jo natierlech net nëmme zu manner Stau, mä och zu enger massiver Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen an zu der Verbesserung vun der Loftqualität.

Vu datt zu Lëtzebuerg nach ëmmer 82% vun alle Strecken am Privatauto zréckgeluecht ginn

an datt duerchschnëttlech an eisem Land net méi wéi 1,2 oder 1,1 Persounen an engem Privatauto fueren, hutt Dir decidéiert, Här Minister, de Carpooling konsequent auszebauen an och d'Grenzregioun mat anzebeziehen, nieft allen anere Moosnamen, déi Der schonn ergraff hutt, fir d'Mobilitéit an eisem Land ze verbesseren.

Meng Fro ass an deem Kontext globaler Natur, méi generell ebe wéi déi vum Här Schank. Ech wëllt en allgemenge Bilan kréien iwwert dat, wat schonn en place ass, an dann awer och, wat Dir nach alles wëllt hutt, fir méi Leit derzou ze bewegen, hire Privatauto am Alldag mat anere Leit ze deelen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. A Merci och deenen zwee Deputéierte fir déi Froen. Carsharing a Carpooling, och wann et d'nämlecht kléngt, ass net dat nämlecht. Dat eent ass: „Ech lounen en Auto“, an dat anert ass: „Ech lounen eng Plaz, fir matzefuere mat engem aneren am Auto.“

Vläicht fir d'Éischt zum Carsharing. De Projet ass um Lafen. D'Gesellschaft ass gegrennt ginn den 21. März dëst Joer. Entre-temps gëtt et och en Numm fir déi Gesellschaft, wéi se soll heeschen. Ech wëll deen dann hei exklusiv der Chamber als Éischt matdeelen. E wäert „Flex“ heeschen, wéi Flexibility, „Flex“. Et si scho siwe Leit agestallt gi bei der Gesellschaft.

Si sinn och baséiert zu Waasserbëlleg. Do ass eng Filial gegrennt gi vun den CFL, déi zu Waasserbëlleg an der Gare Waasserbëlleg hire Siège huet. De System wäert ufänke mat 20 Statiounen a 85 Gefierer, dovunner 15% Elektrofierer. A bis 2026 gëtt ugestriift, fir 100% Elektrofierer ze hunn.

D'Zilpublikum ass kloer: e Complément zu dem Zuch. Dat heescht, et ass am Fong, fir datt den Zuch e verlängerten Aarm kritt, wann een et esou wëllt huelen. Dat heescht, datt d'Zuchnotzer eng Sécherheet hunn, datt jee nodeem, wuer se fueren, se och op enger Gare kënnen op en Auto zrëckgräifen. Dat heescht, dat gëtt hinne gewësse Garantien, datt se méi flexibel sinn, wa se den Zuch och kënnen huelen.

Also, et ass am Fong en Zilpublikum, wat e bëssen anescht ass, géif ech soen, wéi bei deenen anere Systemer. Duerfir ass d'Tarifikaatioun och ganz sécher net grad d'nämlecht. Dat ass awer net dramatesch.

Op wat soll opgepasst ginn? Dat hat ech der Eisebunn un d'Häerz geluecht, dat ass, datt déi Systemer, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, elektronesch matenee kompatibel sinn, datt mer herno alles op d'mKaart dropkréien an de Client de Choix huet ze wielen, wat e wëllt notzen.

Et ass och esou, datt de Projet am September wäert am Detail virgestallt ginn. Da wäerte mer et och anhalen, wéi mer et versprach hunn, datt Enn November, géif ech soen, de System operationell ass. An och d'Zilsetzung, iwwert d'Grenzen eraus ze goen, déi bleift an der Optik bestoen, mä et geet elo mat 20 Statiounen lass. Déi befanne sech op deene wichtege Plazen, laanscht Garen, Pôle-d'échangen, awer duerch d'ganz Land verspree, vun Norden, Süden, Oste bis Westen. Jiddweree kritt seng Statioun.

De Carpooling, wat d'Madamm Lorsché freet, dat ass och e Projet. Do si mer schonn eng länger Zäit oder e gutt Joer amgaangen, drun ze schaffen. Mir haten en europäesche Marché négocié lancéiert, fir eng Firma ze sichen, déi eis déi Service-Plattform soll schafen. Dat heescht, dat ass jo am Fong eng Service-Plattform, déi ganz staark op d'digital Technik opbaut, mat Geolocalisatioun an esou weider, déi ganz innovativ wäert sinn.

Elef Firmen hate matgemaach. Am zweeten Tour sinn der dräi zrëckbehale ginn. An net méi spéit wéi haut de Moien hunn ech ënnerschriwwen, wien den Zuschlag kritt huet. Ech kann lech dat awer nach net matdeelen, well zwou Wochen Delai sinn - dat ass den Delai -, déi aner kréie jo elo matgedeelt, datt se net geholl gi sinn, wou se kënnen Asproch huelen.

Et ass awer esou, datt och do de Projet wäert genau am Timing agefouert ginn, wéi mer et virgesinn haten, an zwar Enn des Joers. Oktober/November wäert e fir de grand Public lancéiert ginn. Et ass och eng grouss Konferenz

den 20. November an der Chambre des Métiérs iwwer Mobility Management. An déi wäerte mer notzen, fir dat ganz grouss virstellen.

Mir hunn och hei zum Zil, fir... An et si scho ganz vill Firmen, mat deene mer Kontakt hunn, fir direkt mat Firmen zesummeschaffen, datt mer eng Masse critique kréien, déi ganz grouss ass am Ufank, datt d'Angebot och, fir matzefuere, gutt ass. An och do kann ech lech awer den Numm soen, well deen ass och do erausgewielt ginn, och exklusiv, well deen ass eréischt och gëschter decidéiert ginn. Dat wäert heeschen „Copilote“. Dat heescht: „Ech fuere mat, ech sinn e Kopilot.“ An et ass och e Wuert, wat sech an alle Sproocher relativ gutt eegent, wat jiddweree versteet.

Also déi zwou Neierungen, souwuel de Carsharing wéi de Carpooling, wäerte bis Enn des Joers a Betrib goen, niewent enger ganzer Rei anere Saachen am Eisebunnssecteur, ech mengen, déi Der entre-temps kennt an déi mer och nach genuch wäerte bekannt ginn an deenen nächste Méint.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister.

A mer kommen zu der nächster Fro, gestallt vum Här Roger Negri a betreffend déi nei Kräizung an de Bypass beim haitege Rond-point Gluck.

- **Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President. Mir haten den 30. Juni, quasi virun engem Joer, de Projet gestëmmt vun der neier Nationalstrooss iwwer Bouneweg, den Houwald. An do war och déi nei Configuratioun vum Rond-point Gluck, deen ëmgebaut gëtt an eng Kräizung mat Luuchten.

Wann een elo e bëssen awer kuckt, wat alles do geschitt um Ban de Gasperich an esou weider iwwer e Joer, an och, wou een elo gesäit, dass d'Rue Gluck och zou ass - do wollt ech direkt d'Fro drunhänken, ob déi erëm eng Kéier sollt opgoen -, do wollt ech de Minister awer vläicht nach eng Kéier froen an deem Sënn, dass ee sech awer e bësse Gedanke mécht, an Dir kennt lech erënneren, Här Minister, dass sengerzäit eise Sprächer, de Georges Engel, sech och schonn e bëssen déi Froe gestallt huet...

Well, wat mer immens gutt fannen: Mir baue jo en Tunnel elo ënnert der Kräizung Richtung vun der Stad, Richtung Süden, ob een dann net awer kéint an déi Richtung goen, wou een elo plangt... Ech kann lech dat soe vu Mamer, wou och am Rond-point Tassebiereg en Tunnel gebaut ginn ass, ënner schwéiere Konditiounen, wat am Fong geholl e bësse schued ass, dass een net profitéiert aus pragmatesche Grënn, fir an déi aner Richtung datselwecht ze maachen.

Dofir geet meng Fro an déi Richtung. Compte tenu vun där Situatioun, dass do elo wierklech vill gebaut gëtt, dass et och elo schwierig gëtt, zemoos wou Der, mengen ech, och elo déi gutt Decisioun geholl hutt, fir d'Autobunn vun Diddeleng vun der Grenz op dräi Spuren ze maache bis an d'Stad eran, bis an d'Croix de Gasperich an d'Croix de Cessange, déi ganz Geschicht, ass et e bësse vläicht eng Fro, ob een net kéint pragmatesch virgoen.

Well ech wëll just am Argument dat heite soen: Sengerzäit... An ech ka mech nach aus mengem fréiere Beruff dorunner erënneren, wéi schwierig et war, d'Rocade de Bonnevoie mat der Penetrante do ze bauen, wou et jo awer normal viruegt an d'Stad, wou e quasi kann, wéi mer alleguerter wëssen, iwwert déi al Bréck zweespureg an den Tunnel do fueren erëm vum Saint-Esprit. Ob dann net aus där Consideratioun awer wierklech en onnëtz Fläschchen do gebaut gëtt, fir dass déi Leit aus dem Süden awer tant soit peu eng Chance hunn, nach normal an d'Stad ze kommen. Si gi jo séier elo erausdrainéiert. Dat wär am Fong meng Fro.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An den Här Nohaltegkeetsminister ass erëm um Tour.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci och dem Här Negri fir déi Fro. Déi ass net nei. Mir haten déi och, wéi e selwer seet, laang diskutéiert an der Kommissioun, wéi mer deemoos de Gesetzesprojet gestëmmt hunn. An et gëtt am Fong och keen neie Moment zënter der Kommissioun, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn, an haut.

Et muss een oppassen: Weder de Rond-point Gluck haut, nach an Zukunft d'Kräizung, déi do op der Plaz wäert amplatz kommen, si jo eppes Isoléiert. An et kann ee sech vläicht Saache virstelle mat Sous-terrain, datt een elo a priori mengt, dat kéint Sënn maachen, mä et muss een déi Kräizung do gesi mat anere Kräizungen a Verbindung. An duerfir si jo och Simulatione gemaach gi vun de CMT respektiv et si ganz genau Analyse gemaach gi vun enger ganzer Rei Büroen, wéi een déi Kräizung am Zesummespill mat all deenen anere Saache soll kucken.

Mir muss se jo ëmbauen, fir datt se méi Capacitéit kritt. A mir muss kucken, datt mer se awer och esou regléiert kréien, datt se net ze vill duerchlasseg ass op béide Säiten, well dat soss Inzidenze kann hunn op aner Kräizungen. Dat heescht, wa mer elo hei zwee Sous-terraine bauen, virun allem deen, deen elo verlaangt gëtt, dann huet dat natierlech eng immens Inzidenz op aner Luuchtekräizungen. An dat ass an de Simulationen hei erauskomm. An duerfir gëtt och nëmmen deen ee gebaut.

An déi Kräizung wäert och fonctionnéieren. Dat ass jo och net souwisou dat Eenzegt, wat mer maachen an deem Raum, fir datt de Verkéier soll besser goen. Dir musst jo wëssen, datt mer och souwisou... Den Tram wäert gebaut ginn, déi nei N3 wäert nach aner Fonctionnalités hunn, soudatt een dat am Zesummespill muss gesinn.

An dann hoffe mer jo och an Zukunft, datt duerch déi vill Investissementer mat der Gare Houwald an esou weider... D'Fluxe vun den Autoe muss mer och kucken, datt mer déi, wann net zrëckgedréckt kréien, mindestens dierfe se net nach weider wuesse par rapport zu den Aarbechtsplazen, déi mer do an deem Eck schafen.

Also, wéi gesot, et gëtt keen neie Moment. An aus deene Grënn, wou ech gesot hunn, vun dem Oppassen op den Impakt op aner Kräizungen, loosse mer de Projet esou, wéi en elo gestëmmt ginn ass vun der Chamber. An esou wäert en dann och ëmgesat ginn.

Merci.

(**Interruption**)

Jo, d'Rue Gluck, dat ass natierlech keng Statsstrooss. Also, dat ass eng Gemengestrooss. Da musst Der eng Ufro am Stater Gemengerot maachen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister.

An déi nächst Fro kennt vum Här Gibéryen un den Nohaltegkeetsminister, deen direkt kann heibleiwen, a se dréit sech ëm eng eventuell Vergrëisserung vun der N7 vum Fridhaff un. Här Gibéryen!

- **Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, et ass regelméisseg, datt mer heibannen iwwert den Ausbau vun der Nordstrooss schwätzen. Eng Kéier vum Fridhaff an d'Éislek, déi aner Kéier vum Fridhaff Richtung Colmer-Bierg. Ech wëll mech haut méi beschäftege mat der Fro vum Ausbau vum Colmer-Bierg op de Fridhaff.

De Minister huet de 6. Januar d'lescht Joer op eng Question parlementaire vun de Kollegen Hansen, Schank, Kaes an Eicher geäntwert, datt d'Regierung decidéiert hätt, deem Stéck vun deem Tronçon Prioritéit ze ginn, fir déi ze sécheren, a se op zweemol zwou Spuren auszebauen. An darselwechter Äntwert huet de Minister gesot, datt do e wichtige Site archéologique wier, wou nach géie Fouillé gemaach ginn. An déi géifen dann nach bis 2016 weidergoen. An en huet gesot, laut dem aktuelle Stand, wéi gesot Januar 2016, kéint een dermat rechnen, datt en Avant-projet détaillé bis Hierscht 2016 kéint virleien.

Duerfir meng Froen un den Här Minister, wéini datt ee mat deem Avant-projet, dee fir den Hierscht 2016 virgesi war, rechnen kann; zweetens, ob déi Etüden, wat de Site archéologique ubelaangt, an der Zwëschenzäit fäerdeg sinn; a wéini datt ee kéint mat engem Avant-projet détaillé rechnen.

An déi véiert Fro: Wéini datt ee kéint, méi mëttel- oder laangfristeg gesinn, eng Kéier mat engem Projet de loi rechnen. Fir wéini datt d'Regierung den Ausbau vum Colmer-Bierg Richtung Norden/Fridhaff programméiert huet, wéini datt ee kéint dermat rechnen, datt dee Projet hei an der Chamber kéint zum Vott kommen, vu datt mer jo wëssen, datt all déi Projeten do vun der Etüd bis de Projet, bis se ugefaange ginn, bis se fäerdeg sinn, e Jorzéngt dierften daueren. An duerfir meng Fro, wéini

datt mer konkret mat deem Projet kéinten ukommen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An den Här François Bausch huet erëm eng Kéier d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President, an och Merci dem Här Gibéryen fir déi Fro. Ech mengen, bei deem Stéck, wat en do freet, gëtt et am Fong zwou Sektioenen. Déi éischt Sektioen, dat ass déi vu Colmer-Bierg op Ettelbréck, also déi sougenannte B7, déi dann eng Kéier eng A7 gëtt, wa se bis fäerdeg ass. An dat Zweet ass den Accès ZANO um Fridhaff, also d'N27A mat der B7.

D'Léisung a puncto Kaméidi; et ass jo och e grouse Problem vu Kaméidi gewiescht an deem Eck bei Colmer-Bierg. Do ass eng Etüd gemaach gi mam Environnement zesummen, déi läit och elo vir, wou och festgehal gëtt, wat muss an den APD vum Gesetzesprojet ageschriwwen ginn, fir datt mer do keng Problemer kréien a puncto Kaméidi.

Den Tracet ass och ëmgeännert gi wéinst den archäologesche Fouillen, also wéinst deem Site, dee mer do fonnt hunn. Deen ass och elo definiert. Mir komme laanscht déi Ausgruewungen. Also dat, wou mer nach virun, ech géif soen, engem hallwe Joer e bësse Bauchweihen, wéi mer dat géifen hikeréien, ass awer elo erreecht ginn, soudatt d'Administratioun, also d'Stroossebauverwaltung elo amgaangen ass, en detailléierte Plang, also den APD, auszeschaffen, esou séier wéi méiglech. A wann den APD bis fäerdeg ass, dat ass jo am Fong och d'Gesetz, dat geet dann duerch de Regierungrot a wäert an der Chamber deposéiert ginn.

Ech kann elo hei nach net e genauen Datum soen. Ech ginn awer dervun aus, datt et nach an deenen nächste Méint ass. Also bis Enn des Joers misst den APD, géif ech soen, fäerdeg sinn. An da kennt en och duerno als Gesetz an d'Chamber.

Zu dem Tronçon B, do hunn ech den Arrêté ënnerschriwwen, wat d'Ausschreiwung ubelaangt, dat heescht, dee ganzen Embau vum Fridhaff mat de Bypassen. Do fänken d'Entreprises elo gläich u mat schaffen a si prett. Si wäerte wahrscheinlech direkt nom Congé collectif ufänke mat schaffen. Also, datt heescht, déi zwou Sektioenen. Déi eng geet wahrscheinlech elo relativ séier, an déi aner Sektioen, soubal mer d'Gesetz, den APD fäerdeg hunn, deposéieren ech en. An do wäerte mer och kucken, esou séier wéi méiglech do unzekomme mat den Aarbechten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

An déi nächst Fro kennt vum Här Marc Spautz an dréit ronderëm d'Famillienzoulagen. Se riicht sech un d'Familljeministesche. Här Spautz!

- **Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, Madamm Minister, ech wollt d'Fro stellen: De Juli 2016 huet d'Regierung e Projet de loi deposéiert, wou et ëm d'Uppassung a Geldleeschungen oder a Saachleeschungen un de Salaire médian geet, wat d'Evolutioun vun de Kannerzoulagen ubelaangt.

Am Oktober 2016 huet de Conseil de... net de Conseil de Gouvernement, mä de Conseil d'État gesot, si géifen an deem Projet d'Demande de plus-value normative vermessen. Si hu fonnt, datt wier «tributaire de la volonté politique» an dann en «manque de cohérence». An dat war am Oktober 2016.

Opgrond vun aneren Dossiere war et bis elo nach net méiglech, dass mer an der Kommissioun konnten doriwuer schwätzen. Dofir meng Fro un d'Regierung, wéi et elo domadder ausgesäit, wat do ënnerwee ass. Kennt do en neie Projet? Gëtt dee Projet amendéiert?

Well vum Oktober bis elo sinn awer e puer Méint vergangen. Net dass een herno ënner Zuchzwang kennt, wann dat soll an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Familljeministesche, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Villmools Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Marc Spautz fir seng Fro.

Et ass effektiv en Text, deen op engem Accord baséiert, deen d'Regierung den 28. November

2014 mat de Gewerkschaften ënnerschriwwen huet. Doropshin hu mer mat de Gewerkschaften zesummen deen Text ausgeschafft. A wéi Der richteg gesot hutt, ass den Avis vum Statsrot elo schonn eng Zäitchen do. D'Diskussionen dorëms sinn awer nach net definitiv ofgeschloss. D'Regierung wäert natierlech en temps utile doriwwer kommunikéieren. Ech erënneren drun: Et geet drëms, d'Préstations en nature et en espèces ze analyséieren par rapport zu der Evoloutioun vum Salaire médian. A wann een dann do en Ecart feststellt dee Moment, da soll eng Adaptatioun kommen.

Ech mengen, Dir hutt schonn zitëiert, wat am Avis vum Statsrot steet. Mä onofhängeg vun deem Mechanismus, dee jo en technesch Instrument ass, wëll ech nach emol drun erënneren, dass d'Regierung weider massiv an d'Familljen an an d'Kanner investéiert. D'nächst Woch wäert Der hei an der Chamber iwwer e Gesetzesprojet ofstëmme, dee vu September un d'gratis Kannerbetreuung wäert aféieren. Och wäerten d'Chèque-servicé méi génschteg ginn. Dat heescht, dass d'Eltere manner wäerte bezuele fir d'Chèque-servicen, wann hir Kanner an eng Maison relais ginn zum Beispill. Domadder entlaaschte mer d'Familljen nach emol extrem. Do wäert d'Regierung ganz, ganz vill dran investéieren.

An da wëll ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Regierung am Moment dru schafft, fir d'Schoulbicher fir all Kanner an all déi Jugendlechen an de Lycée gratis ze maachen. Do schafft mer am Moment drun, an ech sinn och sécher, dass mer dat och nach wäerten an dëser Legislaturperiod maachen. Dat heescht, et brauch ee sech am Fong keng Suergen ze maachen ëm d'Préstationen en nature et en espèces, well do investéiere mer massiv dran, soudass déi souwisou vill, vill méi séier evoluéiere wéi de Salaire médian. Mä mir schaffen awer och natierlech weider un deem Text a virun allem um Avis vum Statsrot, deen Dir ganz richteg och zitëiert hutt.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Minister.

An déi nächst Fro kënn vum Här David Wagner, riicht sech un den Nohaltegeektsminister an dréit ronderëm d'Vegrëisserung vum Lycée vu Bouneweg.

- **Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo. Merci, Här President. Den Här Lamberty huet et scho verstanen. Ech wollt déi Fro stellen opgrond vun enger Question parlementaire, déi den Här Lamberty gestallt hat, mä ech hätt awer nach weider Froen, déi souwisou dat net ausschléissen, wat justement d'Vegrëisserung ugeet vum Lycée technique de Bonnevoie a wou en zweeten Appel de candidatures gestallt ginn ass am Kader vun enger PPP, enger „public private partnership“.

Den Här Minister huet e Méinden op d'Fro vum Här Lamberty geäntwert no zwee Méint. Dofir hu mer eis och d'Fro gestallt, firwat et esou laang gedauert huet, fir einfach nëmmen ze äntwerfen, u sech hätt de Chantier nach net ugefaangen. Et wier net esou gewiescht, dass en éischte Prestataire ugefaangen hätt an dat duerno näischt gi wier an esou weider.

Meng Fro wier awer trotzdeem, well, wéi de Mierscher Lycée zum Beispill gebaut ginn ass an dat hei votéiert ginn ass an hei an der Chamber diskutéiert gouf, gouf och zu Recht, och vum Här Kox mengen ech, an der Debatt gesot, et misst ee kucken, well et eng PPP war, dat heescht, schonn eng Form vu Privatiséierung, wéi een dat duerno evaluéiert, also dass een eng Evaluatioun misst maachen, ier een eng nei PPP géif ënnerhuelen. Wat richteg ass! Den Här Minister hat och a senger Äntwert op d'Fro vum Här Lamberty gesot, mir hätt gutt Erfahrung mam Mierscher Lycée gemaach. Gëtt et do eng Evaluatioun? Ass do iwwerhaapt eng Evaluatioun gemaach gi vun der PPP vum Mierscher Lycée? Dat wier interessant, fir ze wëssen, awéifern déi gutt Erfahrung gemaach gi sinn.

An als Zweet awer prinzipiell d'Fro: Mengt den Här Minister, dass eng „public private partnership“ wierklech eng gutt Saach ass, fir e ganzen Deel vun enger Schoul an deem Fall ze geréieren oder fir prinzipiell Schoulen ze bauen an duerno och nach ze geréieren? Wuel wëssend, dass d'effentlech Hand do elo villes verléiert an dass mer dann och net innerhalb vun der Chamber doriwwer diskutéiere fir esou gréisser Projeten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Der hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Och dem Här Wagner Merci fir déi Fro.

Éischtens emol, et ass net eng Vergrëisserung vum Lycée technique Bouneweg, mä e gëtt komplett nei gebaut. Dat heescht, dat Gebai, wat do besteet, verschwënnt a gëtt ersat duerch e komplett neit Gebai. Et ass also schonn eng opwendeg Geschicht, déi mer do maachen.

Zweetens, dee Lancement, also mir hate jo d'Ausschreiwung vun där PPP scho lancéiert, deen huet missen annulléiert ginn aus engem ganz banale Grund, well déi sechs Offeren, déi virulouchen, alle sechs net d'Konditiounen erfëllt oder net all d'Konditiounen erfëllt hätten, wéi se am Cahier des charges virgesi waren. Also duerfir ass eis näischt aneschtens iwwreg bliwwen, wéi e Relancement ze maachen. Also dat heescht, et war net komplett, d'Dossiere waren net komplett.

Et geet awer elo schnell weider. D'Ausschreiwung ass lancéiert. Mir verléieren am Ganzen duerch de Fait, dass mer am éischte Worf kee fonnt hunn, dräi Méint, soudatt mer am gesamten Timing wäerten awer à peu près do bleiwen, dass mer Enn 2020, Ufank 2021 déi Schoul kënnen opmaachen.

Ass eng Evaluatioun gemaach ginn? Natierlech ass eng gemaach gi vu Miersch an déi ass einfach positiv gewiescht. Ech wëll net behaupten, dass eng PPP méi bëlleg gëtt, wéi wann ech en effentlech normal finanzéieren. Et gëtt och net onbedéngt méi deier, dat hânt dervun of, wéi d'Marchéskonditioun grad sinn. Mä wat awer sécher ass: Et geet méi séier, wéi wa mer iwwert deen anere Wee fueren. An hei ass e groussen Drock do bei der Schoul, fir déi ebe relativ séier gebaut ze kréien.

Mir kommen an de Prozedure méi séier weider a mir hu vun Ufank un - dat dierf een awer och net ënnerschätzen - e kloren Iwwerbléck iwwert d'Fonctionnementskäschten. Dat heescht, et ass jo net de Stat, deen déi herno dréit, mä den Exploitant, also net deen, deen d'Schoul hält - d'Schoul fonctionnéiert als effentlech normal -, mä et ass deen, dee fir d'Botzen zoustänneg ass a kuckt, dass d'Heizungen an alles an der Rei sinn a fonctionnéieren, wéi et beim Mierscher Lycée och ass.

An do ass kloer eng Evaluatioun gemaach gi vun dem Mierscher Projet an déi ass u sech ganz positiv. An duerfir ass d'Konklusioun och net, dass mer an Zukunft e lauter PPPe maachen, mä dass mir gezielt kucken, jee nodeem wat fir ee Projet mer wëlle maachen, wou dat Sënn mécht, wéi zum Beispill hei, wou mer gäre ganz schnell weiderkommen, an dass mer dann dat Instrument zéien. An ech mengen, Dir wësst jo och, dass mer nach x Projeten an der Chamber lafen hunn oder wäerte lafen hunn an den nächste Méint vun neie Schoulen, déi mer wäerte bauen, déi dee ganz normale Wee gebaut ginn, iwwer en normaalt Gesetz, wéi dat an der Vergaangenheet bis elo de Fall war. Also et bleiwen éischter Ausnahmefäll an et gëtt net zur Regel.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Hetto-Gaasch, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Prise en charge vum Traitement vum Lipödém.

- **Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipodème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lipödém ass eng chronesch Krankheet, déi just d'Frae betrëfft. Eng vun zéng Fraen ass hei concernéiert. Et ass eng Stéierung vun der Fettverdeelung, wouduerch d'Fettzellen am Kierper am Gewebe vun der Ënnerhaut am Fong geholl krankhaft vergrëssert sinn.

Derbäi kënn och, dass d'Lymph net méi gutt offléisse kann an d'Flëssegkeet sammelt sech dann an den Zellwëscheraim. Et bilde sech Ödém. Déi Fraen hunn extrem vill Péng a si kréien och ganz séier blo Plazen, ouni dass se sech misse fest gestouss hunn.

Et gëtt verschidden Therapien. D'Kompressionstherapie, wou d'Patientin flaachgestreckt, op Mooss gemaachte Kompressionsstrémp de ganzen Dag muss undoen. De Käschtepräis läit hei tëschent 350 an 800 Euro. A wou et wichteg ass, dass si op d'mannst en zweet Puer huet, fir ze wiesselen, an all sechs Méint muss si och neier kréien, well dann déi aner ausgeleiert an och ouni Wierkung sinn.

Zweetens, déi manuell Lymphdrainage, déi de Lymphsystem stimuléiert. Hei sinn zwou bis

fënnf Behandlungen d'Woch noutwendeg. Hei mussen d'Patientinnen awer mëttlerweil, zanter sechs Méint, selwer 30% vun de Käschten iwwerhuelen, wat zu enger Eegebedelegung vun tëschent 750 an 2.500 Euro pro Joer ka féieren.

An drëtens dann d'Operatiounen, déi dat krankt Fettgewebe eraussaugen.

Et ass kloer, dass d'Leit och hiren Deel selwer misse bäidroen duerch noutwendeg Bewegung, duerch adaptéiert Ernährung, mä dat eleng geet awer net duer. An duerfir wollt ech de Minister froen, ob en net dach awer bereet wier, de Leit eng Grëtz méi entgéintzekommen, wat déi finanziell Entlaaschtung ubelaangt. Duerfir misst fir d'Éischt de Lipödém als Pathologie lourde unerkannt ginn.

Zanter dem 01.01.2017, also vun dësem Joer un, iwwerhëlt d'CNS jo d'Lymphdrainage net méi zu 100%, mä nach just zu 70%. Do wollt ech froen, ob de Minister gewëllt ass, de Patienten nees en 100%ege Remboursement vun der Lymphdrainage zouzesoen an och d'Zuel vun de Sitzungen net just op acht ze begrenzen, well d'Leit mussen alt véiermol d'Woch dohigoen, an domadder gëtt de Patient jo am Fong geholl quasi forcéiert, dass en all zweet Woch muss eng nei Ordonnance bei den Dokter siche goen, wat dann och erëm mat Käschten verbonnen ass.

Ass de Minister gewëllt, d'Käschten vun deenen deiere Kompressionsstrémp do bis zu 80% ze iwwerhuele bei zum Beispill véier Puer pro Joer? An ass de Minister bereet, och de Stadium véier kloer ze definéieren, ab deem d'CNS bereet kéint sinn, fir Operatiounen ze rembourséieren? Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President, fir kënnen op déi Fro ze äntwerfen. Merci der Madamm Deputéiert fir d'Frostellung. Ech mengen, ech ginn de Mëtteg eng Kéier ee Supplement eigentlech zu där schrëftlecher Äntwert, déi ech lech an dem Här Halsdorf scho ginn hat am Februar 2017 (veuillez lire: Mäerz 2017), wou ech genau op eng Rei vun eenzelne Punkten agaange war.

Et ass awer richteg, dass d'Fro gestallt ginn ass, a vläicht vu mir aus eng perséinlech Bemierkung derzou: Ech kann dës Fraen an dës Meedercher ganz gutt verstoen, vun deenen ech an deene leschte Méint héieren hunn, an dat scho virun där Problematik, déi elo dobaussen och diskutéiert gëtt, déi jo richtegerweis diskutéiert gëtt; ech kann déi ganz gutt verstoen! Well niewent deene moralesche Problemer, déi do sinn, niewent deenen ästheteschen, ass och ee Volet vu Péng do. An ech mengen, et ass ganz kloer esou, dass ee selbstverständlech dorobber muss reagéieren.

Et ass och esou, dass, am Géigesaz zu deem, wat een héiert oder liest, et ganz wuel véier Niveaue gëtt a fënnf Typen vu Lipödém. A beim Niveau véier kënn ee Lymphödém derbäi. An ech mengen, wann Der d'Fachliteratur kuckt, gesitt Der, dass déi Niveauen do ganz kloer opgeléicht sinn. An ech mengen, et ass och op Basis vun deem, wou mer och schonn eng éischt Decisioun geholl hunn an engem vun deenen dräi Felder, déi jo ugeschwat gi sinn - et ginn der jo dräi -, fir entgéintzewirken.

Dat Éischt ass deen operative Volet. Dat heescht do, wou eigentlech eng operativ Therapie gemaach gëtt. Dat ass e Volet, deen net all Fra an net all Meedche wëllt maachen, well effektiv hannendrun de Succès och net zu 100% ka garantiéiert ginn. Mir hunn do awer direkt reagiert an ab dem 1. Januar 2017 rembourséiert d'CNS dës Fraise bei enger Operatioun am Kader ebe vum Niveau véier. Dat ass en éischte Volet, wou mer d'CNS scho beoptragt hunn, an ech kommen herno och bei där zweeter a bei där drëtter Partie dorop zrëck, bei der Kompressionsversuergung respektiv och bei der manueller Lymphdrainage, fir ze kucken am Kader vun deenen neie Mesuren, déi mer maachen an déi mer an der Quadrupartite mat de Sozialpartner wäerten diskutéieren, fir och déi auszewirken.

Dir wësst, dass mer virun allem - dat, wat Der zitëiert hat - vun der sougenannter manueller Lymphdrainage gesot hunn - an dat steet och an der Äntwert op Är Fro -, dass mer géifen am zweete Semester 2017 ee Bilan dovunner maachen. An dass mer dann och gewëllt sinn, effektiv déi Participatioun och nach eng Kéier ze erweideren, déi jo de Moment effektiv op 70% reduzéiert ass, wann et net eng Pathologie lourde ass, wéi Der gesot hutt. Dir wësst awer och, dass Ausname kënnen gemaach ginn, wa Rapport-médicale beweisen, dass effektiv dës Versuergung respektiv dës manuell Lymphdrainage och muss gemaach ginn. Och do kann et ausgeweit ginn.

Wat dee ganze Volet vun der Kompressionsversuergung - déi Strémp, déi Der zitëiert hutt - ugeet, hunn ech mat ganz ville Meedercher a Frae geschwat. Do sinn et se net alleguerten, déi dat doten effektiv och verdroen oder déi et wëllen, dass ass net ëmmer eppes ganz Agreabele. Mir kennen et zum Deel dohier, wa mer emol länger am Fliger eng Kéier fléien an esou eng nëmmen e puer Stonnen undinn. Mä dat doten ass och eng ganz schwéier Belaaschtung, och wann et selbstverständlech eng aner Zort vu Kompressioun sinn. Mä och hei si mer gewëllt, ganz einfach am Kader vun der Quadrupartite mat de Sozialpartner driwwer ze diskutéieren, fir am Kader vun all deene Mesuren, déi geholl ginn, och Schrëtt ze maachen.

Mä ech mengen, Lëtzebuerg ass ab dem 1. Januar 2017 dat eenzegt Land an Europa, dat effektiv e Remboursement mécht. An ech mengen, dass ass en éischte Virdeel. Dat ass do, wou et eng gesetzlech Krankekeess ass. Ech schwätze vun enger gesetzlecher Krankekeess, dass ass aneschtens wéi d'DKV et cetera, selbstverständlech ginn et do aner Méiglechkeeten. Mä am Moment ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, wat ee Remboursement mécht. A mir si gewëllt (veuillez lire: dat weiderzeféieren), virun allem och am Interêt vun all deene Meedercher a Fraen, déi dat doten hunn, wou een, wann een déi Biller gesäit, effektiv och gesäit, wat fir eng Péng, wat fir eng moralesch Péng a virun allem och wat fir en ästheteschen Ausbléck dat ka sinn.

Voilà. An deem Sënn, mengen ech, hoffe mer, dass an deenen nächste Wochen och déi Leit kënnen Satisfaktioun kréien. Et muss een awer och, mengen ech, ganz kloer soen, dass dat doten een Thema ass, dass scho länger Zäit besteet an dat effektiv elo an deene leschte Méint méi thematiséiert gëtt, an dass mir eigentlech direkt reagiert hunn an an där nächster Zäit och wäerten drop reagéieren. Merci bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

An déi lescht Fro fir de Mëtte kënn vum der Madamm Martine Hansen an dréit ronderëm d'Promotioun vu Lëtzebuenger Produkter an der effentlecher Restauratioun. Madamm Hansen!

- **Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuenger Produkter an der effentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 13. Januar hate mer hei an der Chamber een effentlechen Debat zur Petitioun „Lëtzebuenger Produkter an der effentlecher Restauratioun“. Als Konklusioun war festgehalde ginn, dass an der Landwirtschaftskammer soll eng Plattform gegrënt ginn, wou Responsabeler aus der Landwirtschaft, Veraarbeitung, Vermarktung an der kollektiver Restauratioun sollen zesummen no Léisunge siche, fir ebe méi regional Produkter an der kollektiver Restauratioun anzusetzen. Dëst ass wichteg fir eis Landwirtschaft.

Dofir meng zwou Froen un den Här Minister. Déi éischt Fro: Firwat gëtt et dës Plattform, déi viru sechs Méint esou festgehalde ginn ass mam Här Minister, nach net? An zweetens: Wéini gëtt dës Plattform bei der Landwirtschaftskammer gegrënt? Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. Ech wollt awer just drop hiweisen, dass eng Fro mat bal deemselwechten Inhalt gestallt gi war an de Minister och drop geäntwert hat,...

(Exclamations)

...ouni allerdéngs de geneeën Datum ze nennen. Ech wollt dat just soen. Dir wësst, dass mer am Prinzip Froen, déi scho gestallt a beäntwert sinn, net nach eng Kéier an darselwechter Sessioun kënnen stellen. Mä ech gesinn, de Minister ass awer bereet, fir drop ze äntwerfen. Dann ass dat esou.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Dir hutt recht. Ech wäert am Fong dat widderhuelen, wat ech an der Question parlementaire N°2803 (veuillez lire: 2802) vun der Madamm Martine Hansen zesumme mam Här Marco Schank schonn am Mäerz vun dësem Joer ënnerstrach hat: Datt de Ministère amgaangen ass, zwee Dossieren ze finaliséieren, nämlech dee vum

Agreement vun de Labelen an duerno dee vun der Plattform d'échange.

Wat deen éischte Punkt betrëfft, also dee vum Agreement vun de Labelen, sinn d'Texte esou wäit fäerdeg, dass ech se nach virun der Summerkank dem Regierungsrat ka presentéieren. Et handelt sech dobäi ëm legislativ Texter iwwert d'Afféierung vun engem offiziellen Agreement vun Labelen an déi öffentlech Hëllef, déi ee Label an deem Kontext ka kréien. Dës Texte gesinn ënner anerem eng Rei Nohaltegkeets- a Qualitéitskritäre vir, déi och kënnen am Kader vum Marché-publics-Gesetz an engem Cahier des charges bei der öffentlecher Ausschreibung agesat ginn.

D'Regierung huet och wëlle, am Kader vum Marché-publics-Gesetz een elektronischen Tool zur Verfügung ze stellen, deen NoA - nohalteg akafen - heescht an deen engem op eng kloer an einfach Manéier soll weisen, wat vu Kritären an ee Cahier des charges kënnen afléissen, jee nodeen, wéi eng Kategorie vu Produkter viséiert sinn.

An där Kategorie „Alimentation“ kënnen de Logo, den Agreement mat sengem Stäresystem oder och nach déi eenzel Nohaltegkeets- a Qualitéitskritären, déi mäi Ministère ausgeschafft huet, opgeléicht ginn.

Wat elo d'Plattform d'échange betrëfft, esou si mer de Moment amgaangen, ze préieren, ob ee „Groupement d'intérêt économique – GIE“ eng méiglech juristesche Form kéint sinn, fir de Lëtzebuurger Liwensmëttelproduzenten an den öffentleche Kantinen esou eng Plattform unzebidden, an där si sech kënnen iwwer eng méi intensiv Benotzung vu regionale Produkter an eisen öffentleche Kantinen austauschen. Mir mussen dat awer nach op seng Akzeptanz a Praktikabilitéit ënnersichen.

Jiddefalls muss dese GIE eng equilibréiert Repräsentativitéit vun alle concernéierten Akteuren, souwuel vu staatlecher wéi och vu privater Säit, garantéieren. Dese GIE misst vun engem „Matchmaker“ dirigéiert ginn, deen zum Beispill bei der Landwirtschaftskammer kéint ugesidelt ginn an deen an aller Souveränitéit an Onofhängegkeet mat de concernéierten Akteuren a mat der Hëllef vun der Plattform d'échange Solutiounen zu eventuellen Hürde proposéieren an ausschaffe kann.

Ech wëll awer an deem Kontext och nach eng Kéier hei ervirsträchen, dass schonns eng gutt Viraarbecht gemaach ginn ass, a wëll allen Akteure vun deser Plaz aus ee grouse Merci aussprieche fir hiren Engagement an deem Dossier. Merci villmools!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mer géifen, wéi mer dat viru proposéiert an decidéiert hunn, zu der Motioun vum Här Gibéryen iwwert déi nei Zuchhorären an Emännerunge bei den Zuchlinne 60a a 60b iwwerzoen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

5. Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b

(Motion déposée en séance publique n°42 du 28 juin 2017 - à consulter au compte rendu n°15/2016-2017 en page 566)

Exposé

► **M. Gast Gibéryen (ADR), auteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, déi Motioun, déi haut hei zur Diskussioun an zum Vott kéint, huet am Fong, wéi de President et gesot huet, am Zusammenhang mat deenen neie Fahrpläng ze din, méi spezifesch wat d'Zuchverbindunge vu Wuelmereng a Frankräich respektiv Etteng an d'Stad ubelaangt.

Et ass net fir d'Éischt, dass mer doriwwer heibannen diskutéieren. De Kolleg Gusty Graas huet an deem Zusammenhang de 16. März eng parlamentaresch Fro gestallt. De Minister huet den 28. Abrëll doropshi geäntwert. Den 3. Mee huet den ADR-Conseiller Vic Haas zu Diddeleng am Gemengerot eng schrëftlech Fro gestallt, wou dann och de 5. Mee de Buergermeeschter an der Gemengerotssitzung drop geäntwert huet.

Den 22. Mee huet de Rëmelenger Gemengerot, de 24. Mee de Käler Gemengerot an de 26. Mee den Diddelenger Gemengerot all Kéiers eestëmmeg eng Resolutioun oder eng Motioun ugeholl, wou se eng Rei vu Fuerderungen un d'Regierung gestallt hunn. Datt do dräi Gemengeréit eestëmmeg eng Decisioun geholl hunn, eng Motioun gestëmmt hunn,

beweist, dass d'Suerger an deenen dräi Gemenge grouss sinn, an dass do och all d'Parteien, all d'Parteien, déi hei an der Chamber si plus d'KPL, deene Resolutiounen oder Motiounen zougestëmmt hunn, beweist dat ëmsou méi.

Déi Motioun, déi ech hei deponéiert hunn, dréit den Text erëm, deen am Gemengerot vun Diddeleng ofgestëmmt ginn ass, eestëmmeg ofgestëmmt ginn ass. An den Zweck vun der Motioun ass, dass mer mengen, dass et e staarkt Zeeche wier, wann d'Chamber heibanen och hir Solidaritéit an hir Ennerstëtzung zu den Ängschten an zu de Fuerderungen, déi déi dräi Gemengeréit am Interessi vun hire Bierger hunn, duerch e Vott ënnersträiche géif an, wéi gesot, Solidaritéit an Ennerstëtzung zu deenen dräi Gemengeréit géif weisen.

Ech erënnere nach eng Kéier drun, dass all d'Parteien, déi hei an der Chamber sinn, an deenen dräi Gemengeréit déi Motioun matgedroen hunn. Dat hei ass textlech genau deiselwech Motioun, wéi se am Gemengerot vun Diddeleng gestëmmt ginn ass.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Neen, Här Minister, fir d'Éischt emol den Här Negri an den Här Wagner. Wie wëllt d'Wuert nach ergräifen? Den Här Zeimet.

Bon, ech géif proposéieren, dass mer dann deen normale Wee huele wéi ëmmer. Da wär et um Här Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Mir deelen och d'Suerger, déi zum Ausdrock bruecht goufen an deene Gemengen. Mä éischtens emol maache mer eng Feststellung, dass awer, wa mer eis elo an enger Motioun vun der Chamber op Aussoe vun enger ADR-Sektioun beruffen, muss ech soen: Dat kënne mer elo esou net matdroen an enger éischer Phas, dat fanne mer e bësse komesch vun der Prozedur hier.

Wat awer elo den Inhalt ugeet: Wéi gesot, mir deele schon déi Suerger, dass d'Leit wëlle gutt Verbindungen hunn. Mä den Här Gibéryen huet selwer gesot: Déi Fro ass schon e puermol hei ugeschwat ginn an de Minister huet schon e puermol dorobber geäntwert. An zanterdem déi Resolutiounen ugeholl goufen, oder déi Motioun, ass jo och scho munches gesot ginn an opgekläert ginn, wat déi nei Horären elo mat sech bréngen.

An Dir fuerdert jo eigentlech an där Motioun och eng Verbesserung vum Service. Dat ass jo u sech de But, deen Der wëllt erreechen. Mir sinn awer éischer der Meenung vum Minister, dass dat, wat proposéiert gëtt am neien Horaire, genau just dat do wäert mat sech bréngen, nämlech eng Verbesserung vum Service, andeems mer d'Retarden, déi d'Zich am Moment hunn an déi d'Leit eben dervun ofhalen, vläicht méi op den Zuch eriwuerzeklappen, ofbauen. An dat géife mer nawell ganz gären ennerstëtzten.

D'Gare vu Beetebuerg, déi jo och an deem Zusammenhang awer ze nennen ass, muss moderniséiert an emgebaut ginn. Wat méi séier, wat besser. De Minister huet viru Kuerzem ugekënnegt, dass en dee Projet virgezunn huet. Dat ass eppes, wat mer begrëssen an och ennerstëtzten. An dofir si mir der Meenung, dass dat u sech eng Kontradiktioun ass an deser Motioun, wat d'Feststellung ass a wat d'Fuerderung ugeet, an dofir géife mer déi Motioun net wëlle matdroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Zeimet. Den Här Negri huet d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President, an och Merci dem Här Gast Gibéryen fir déi Fro.

Bon, ech mengen, ech kann déi Leit gutt verstoen, well ech och aus deem Eck kommen, vu Käl respektiv Diddeleng aus dem Källdall, dass déi sech elo dofir Suerge maachen, well elo eben déi Zich do ewechfalen a virun allem well de Problem do ass mam Ëmklappen.

Et muss een awer soen, dass ech mech ganz schlecht kann erënnere, a wann ech de fréiere Verkéiersminister, den Här Claude Wiseler kucken, mengen ech, hu mer awer selten an der Chamber schon esou laang virun engem Fahrplanwiessel iwwert d'Fahrpläng vun der Eisebunn diskutéiert. An et ass mer awer och e bësse kuriéis.

(Interruption)

Ech mengen, de Problem geet awer e bësse méi wäit. Ech mengen, et muss een hei e bësse méi wäit kucken. Et ass effektiv de Problem, an ech kann dat aus menger eegener Erfahrung soen. Viru 40 Joer hunn ech jo an deem Eck do gewunnt an du sinn ech dann heiansdo vun

Diddeleng oder vu Käl an d'Stad gefuer an et war ëmmer de Problem, dass een zu Beetebuerg huet missen Ëmklappen, an dat huet sech nach net vill verbessert.

Ech mengen, do sinn déi héich Quaien a wann ech elo un eeler Leit denken, dann ass dat immens schwéier, do de Quai ze wiesselen. An et sinn och keng Lifter do an esou weider. An ech mengen, et wär ganz wichtig, dass do eppes geschitt. A wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet e jo och gesot, dass dee Projet zu Beetebuerg do géif virgezu ginn, dass dat méi einfach gëtt.

Dat schéngt mer awer den Haaptproblem ze sinn. Dee Wiessel, souwuel aus dem Källdall wéi vun Diddeleng, ass virun allem de Problem, dass een net um selwechte Quai ka wiesselen a virun allem, dass déi Quaien nach net surelevéiert sinn, wéi se an der Stad sinn. Ech mengen, dat wär e ganz wichtige Problem, ouni dee wär dat nëmme hallef esou schlëmm.

Well, wëll ech dem Här Gibéryen soen, firwat gëtt déi Measure do geholl? An ech mengen, ech kann do aus eegener Erfahrung schwätze vu mengem fréiere Beruf: Firwat gëtt dat do gemaach? Ech mengen, Dir wësst hoerengau, dass op där Streck do vu Beetebuerg an d'Stad eng nei Streck gebaut gëtt. Do gëtt elo den neie Quai Houwald gebaut. Do muss den Uschluss vun dem Norddeel vun der Gare Lëtzebuerg komplett emgebaut ginn, d'Zich mussen do devéiert ginn op där besteeënder Streck, éier déi nei Streck fäerdeg ass. An da muss awer och de Süddel vun der Gare Beetebuerg emgebaut ginn.

An do kann ech lech nëmme aus eegener Erfahrung soen, dass, wann elo näischt sech géif änneren, wann den Här Minister François Bausch elo d'Eisebunn géif zwéngen, opgrond vun deem, wat mer hei schwätzen, dass de Fahrplan dee bleift, deen en ass, d'Verspéidungen déi bleiwen, déi et sinn, mä da soen ech lech, dass während deenen Aarbechten d'Verspéidungen nach vill méi grouss ginn.

An dofir kann ech mech och erënnere, dass ee bei esou Saache besser huet, et léisst een einfach e bësse manner Zich fueren an et gëtt een och Contrainten op, well déi Gemengen, déi elo zu Recht reklaméieren, dat sinn och déi, déi herno, wann déi nei Streck fäerdeg ass, genau vun där Saach do profitéieren. An dofir géif ech lech als LSAP proposéieren, dass mer géint déi Motioun stëmmen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Graas huet sech d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Jo. Kee Problem. Den Här Graas.

► **Plusieurs voix.** - Neen, neen!

(Concertation interne)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. Doru wäerte mer net hänkebleiwen. Et ass esou bei de Gesetzesprojeten.

Madamm Lorsché! Deen ee Beetebuurger virun deem aneren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Entschëllegt, Här President, ech hat viru bei der Madamm Barra nogefrot a si huet zu mir gesot, ech géif nom Här Negri schwätzen an dorop hunn ech mech du verlooss. Ech hunn dat elo net gemaach, fir mech hei virzedrécken, mä ech hu mech un déi offiziell Prozedur gehalen, wéi se mir viru erkläert ginn ass.

Wéi Dir wësst, kommen ech och aus dem Raum Diddeleng-Beetebuerg a kennen d'Situatioun och doduerch zimlech gutt. Et ass ganz richteg, dass d'Zuchverbindungen tëschent Frankräich, Diddeleng an der Stad mat deenen neie Fahrpläng net optimal funktionéieren, an et ass och richteg, dass d'Direktverbindunge vun Diddeleng aus vill méi attraktiv si wéi Verbindungen, an deenen d'Passagéier, déi vun Diddeleng a Wuelmereng kommen, forcéiert ginn, op der Beetebuurger Gare ëmzesteigen.

Dat ëmsou méi, an et ass scho gesot ginn, well déi Gare net behënnertegerecht amenagéiert ass, well vill Leit Problemer hunn, well keng Lifter do installéiert sinn, an datt och Leit mat Kanner ëmmer Problemer hunn, fir mat de Kutschen an de Poussetten do duerch d'Unterführung ze goen.

Derbäi kënt dann och nach, dass déi Zich, déi zu Beetebuerg stoe bleiwen a vun Diddeleng kommen, net ëmmer ganz gutt ofgestëmmt si mat deenen aneren Zich, déi an d'Stad fueren, an dowéinst weider Waardezäiten op d'Passagéier zoukommen.

D'Roserei vun de betraffene Bierger kënne mer duerfir verstoen. Derbäi kënt awer, dass mer munches wëssen. Mir wëssen, dass d'Zuchstreck tëschent Beetebuerg an der Stad méi wéi saturéiert ass; och dat ass scho gesot ginn. Dat

féiert zu Retarden, endlose Retarden, soudatt kee Mënsch sech méi kann op de Fahrpläng verloossen.

A mir wëssen och, dass den Här Minister mat der ganzer Regierung zesummen all Hiewel a Bewegung setzt, fir den Eisebunntransport an Zukunft optimal ze organiséieren am ganze Land a fir besonnesch op deser Streck d'Capacités auszubauen an déi Retarden, déi net méi akzeptabel sinn, ze verhënnere.

Aus deem Grond ginn ebe grad enorm Zommen an den Ausbau vun der Beetebuurger Streck investéiert an dernieft och an den Ausbau vun de Quaien an der Stad. An dernieft kënt nach, dass de Minister ugekënnegt huet - dat war bei der Aweigung vun der Rue de la Gare zu Beetebuerg -, dass en d'Renovatioun vun der Beetebuurger Gare ëm dräi Joer virzitt, fir ebe just dee Problem vun der mangelhafter Accessibilitéit esou schnell wéi méiglech ze léisen.

An net zulescht huet en eng ganz Rei Kompenséierung virgesinn, fir den Diddelenger Biergerinnen a Bierger entgéintzekommen. Ech denken, Dir wäert drop zrëckkommen, Här Minister.

An deem Kontext sidd Dir am Gespréich mat der Diddelenger Gemeng, an Dir hutt och, wéi gesot, schon eng Rei Question-parlementaire beäntwert an öffentlech communiquéert, fir déi Iwwergangsmoosnamen ze erklären an och déi zukünfte Strategie vun den CFL ze presentéieren.

Aus all deene Grënn sinn och mir als Gréng der Meenung, dass dese Motioun net méi aktuell ass, mä éischer superfétatoire, well d'Antworten an d'Leisungsvirschlëi schon um Dëscht leien, fir mëttel- a laangfristeg en optimalt Netz hinze kréien. An dowéinst wëlle mir dés Motioun net ennerstëtzten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Lorsché. Den Här Graas hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Et ass natierlech kee frou, wann e gutt Zuchverbindunge respektiv Busverbindungen ewechgeholl kritt. Duerfir, an deem Sënn kann ee schon novollzéien, dass d'Bierger respektiv déi politesch Autoritéiten, virun allem vun Diddeleng, an enger zweeter Phas och vu Käl a vu Rëmeleng, sech opgeleent hu géint déi Decisiounen, déi elo geholl gi sinn.

Wéi hei scho richteg bemierkt ginn ass, och vum Gast Gibéryen, sinn dat do u sech Decisiounen, déi iwwert de Wee vun enger Rei vu Question-parlementaire scho matgedeelt goufen. Et ass u sech keen neie Moment. Et sinn och vill Explikatiounen matgedeelt ginn.

Ech mengen, mir wëssen och, firwat dass et leider huet missen zu deenen Decisiounen do kommen. Een, dee regelméisseg mam Zuch an d'Stad fiert, haaptsächlech d'Streck Beetebuerg - Lëtzebuerg, dee weess, dass haut praktesch keen Zuch méi ukënt zu där Zäit, wou en ugekënnegt ass. Déi meescht Zich mussen am Agang vun der Gare Lëtzebuerg stoe bleiwen, well eben de Reseau iwwerlaascht ass a well den Agang an d'Stad Lëtzebuerg oft zou ass. An dowéinst ass dat och ze erklären, firwat hu missen Decisiounen geholl ginn, fir dass déi Situatioun sech net nach méi verschlechtert.

Duerfir kënne mir awer op déi aner Manéier verstoen, dass virun allem déi Leit vun Diddeleng doriwwer net ganz frou sinn. Et dierf een allerdéngs net vergiessen, an et ass hei schon e puermol ugeschnidde ginn, dass jo an deene leschte Wochen a Méint awer och en eeschthafter Dialog gefouert ginn ass, an datt een enner kengen Emstänn hei kann direkt engem Minister oder enger Regierung e Virwurf maachen. Datt déi Situatioun esou ass, ass awer bestëmmt och net d'Schuld vun deser Regierung!

Ech wëll och iwwerhaupt net engem direkt eng Schold hei ginn, mä d'Entwécklung huet dat mat sech bruecht. Engersäits ass et ganz positiv, dass den öffentlechen Transport vill méi genotzt gëtt wéi fréier, anersäits si mer natierlech mat dem Ausbau vum Reseau net schnell genuch virukomm.

Dat ännert sech elo. Et sinn eng ganz Rei grouss Chantieren, déi amgaange sinn. An een, deen, wéi gesot, den Zuch regelméisseg hält, dee gesäit och, mat wat fir enger Rapiditéit, kann ee scho bal soen, deen enorm grouse Chantier vun där drëtter Streck, déi elo tëschent Beetebuerg an der Stad amenagéiert gëtt, virugeet. Dat léisst hoffen.

Op där anerer Säit sinn eng Rei aner punktuell Moosnamen, déi elo geholl gi sinn. Déi missten u sech derzou féieren, dass dat heiten éischer eng temporär Decisioun ass, dass vläicht an e puer Joer awer och déi Frequenz tëschent Diddeleng a Beetebuerg respektiv der



Stad verbessert ka ginn, andeems datt och déi Diddelenger an de Genoss komme vun enger Direktlinn.

Soumat ass déi Motiou, déi hei vun de Kollege vun der ADR virgeluecht ginn ass, inhaltlech novollzéierbar, ech mengen awer, datt se zu engem falsche Moment kënn, well eben all Donnéeën um Dësch leien. A well de Minister ebe ganz kloer schonn an deene leschte Wochen derzou Positioun bezunn huet, menge mir och, datt se superfétatoire ass. Mir wäerte se als Demokratesch Partei och net stëmmen.

Ech hunn awer vläicht eng lescht Fro nach un de Minister, wat elo d'Streck tëschent Diddeleng a Beetebuerg ubelaangt. Do war emol eng Kéier ugeduecht ginn, fir zäitweis en De-doublement vun där Linn virzehuelen, fir datt och kënnen zwee Zich sech kräizen. Dat heescht, datt am Fong geholl och d'Frequenz kann erhéicht ginn. Dat géif de Problem zu deem Zäitpunkt net léisen, mä en vue vun enger méiglecher Verbesserung tëschent Beetebuerg an der Stad, wa bis déi nei Streck amenagéiert ass, wier et awer vläicht net schlecht, och schonn zu deem Zäitpunkt sech doriwuer Gedanken ze maachen.

An, wéi gesot, ofschléissend nach därer een net vergiessen, datt de Minister awer och elo zougestanden huet, datt eng Rei Busverbindungen zousätzlech virgesi sinn, haaptsächlech tëschent Diddeleng an der Stad.

An e lescht Wuert nach kuerz iwwert de Problem vun Rëmeleng - Käl. Och deen ass bekannt. Mä d'Statistiken hu jo bewisen, datt „nëmmen“ - ech soen dat zwar elo zwësche Guillemeten - 90 Leit u sech direkt dovou betraff sinn. Ech mengen, heiansdo muss een awer och, wann een Decisiounen hëlt, dat Ratio-naalt, dat Ekonomesch matconsideréieren.

Wéi gesot ofschléissend, mir wäerten als Demokratesch Partei där Motiou hei net zoustëmmen. Ech wëll den Här Gibéryen an engem Punkt hei korrigéieren. En huet behaupt, zu Diddeleng hätt all Partei, déi hei vertruede wär, dergéint gestëmmt (veuillez lire: derfir gestëmmt). D'Demokratesch Partei huet zu Diddeleng am Gemengerot net des Motiou matgestëmmt.

► **Plusieurs voix.** - Firwat net?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Firwat net? Well se net do vertrueden ass.

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - An an deem nächste Gemengerot wahrscheinlech och net.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, just fir ze soen: Ech hunn net gesot, am Diddelenger Gemengerot hätten all hei an der Chamber vertruede Parteien derfir gestëmmt, mä ech sot, an deenen dräi Gemengeréit. A Käl a Rëmeleng, mengen ech, do ass d'DP och iergendwéi anzousch matvertrueden.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Zu Rëmeleng hu mer se och net matgestëmmt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Här Gibéryen, Dir musst oppasse mat méi kluge Parteien am Minett; deemno wéi weess een net onbedéngt, ob se vertruede sinn oder net.

Här President, bon, wem seng Schold ass et, datt mer an esou enger Situatioun sinn?

Ech mengen, mir wëssen dat all: Iwwer Jorzéngten ass keng uerdentlech ëffentlech Transportpolitik gemaach ginn zu Lëtzebuerg! Dat war inkompetent, et ass katastrofal. Et misst ee sech heiansdo d'Fro stellen, wéi Lëtzebuerg vläicht géif funktionéieren, wa mer souguer nach manner Suen hätte wéi dat, wat mer hunn. Well heiansdo - do sinn essenziell Saachen, déi wierklech net funktionéieren hei zu Lëtzebuerg - muss ee sech d'Fro stellen, wien a wéi regéiert gouf.

Mä anerersäits gëtt et awer trotzdem weiderhin och e Konsensus, fir ze soen, datt mer e Wuesstum brauche vu 5% oder 6%, datt mer massiv Aarbechtsplaze mussen unzéien, zemoos an der Hauptstadt. Aarbechtsplazen, déi meeschtens net besat gi vu Leit, déi iwwerhaapt hei liewen. An d'Leit, déi hei liewen, déi musse souwisou d'Land verloossen, well et ze deier gëtt. Soit! Dat ass déi Situatioun, an där mer sinn.

Dat heescht, et gëtt awer e richtige Konsensus hei am Land, fir e Wuesstum ze hunn, dee kee Sënn mécht, an anerersäits ass dann, bis viru Kuerzem, guer keen Effort gemaach ginn am Transportberäich.

Mir wëllen net als déi Lénk behaupten, datt déi heite Regierung am Transportberäich guer nääsch mécht. Mä et muss een awer bedenken, datt d'Sträichung vun eefle direkte Linne

vun Diddeleng an d'Stad wierklech e Problem ass, besonnesch well Diddeleng eng Stadgare ass, wou d'Leit och zu Fouss oder mam Vélo kënnen kommen an esou defekt Mobilitéitskette keng Roll spillen.

Mir mengen, datt duerch d'Sträichung vun deesen Direktverbindungen d'Leit elo mussen op enger schlecht amenagéierter - dat ass schonn e puermol gesot ginn - Gare zu Beetebuerg ëmklammen, an dat hëlt hinnen natierlech och Zäit an Usproch.

Mir stëmmen déi Motiou awer mat, well mer net mengen, datt se superfétatoire ass, well an engem Land, dat am Verkéierschaos riskéiert ënnerzegoen, ass et zudéifst ongerecht an och e fataalt Zeechen, fir d'Zuchverbindung tëschent der Hauptstadt an der véierter Stad am Land einfach ze suppriméieren, ouni datt eng attraktiv a klimafreundlech Alternativ ugebuedé gëtt.

Also et gëtt gesot, datt Alternativen do sinn, dofir bräichte mer déi Motiou net ze stëmmen. Et sinn e puer Saachen, wou mer kéinte soen, wat d'ADR hei seet, zum Beispill: Et dierf net manner Zuch gefuer ginn. Mir sinn der Meinung, datt nach méi Zuch misst gefuer ginn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir och.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Voilà. Bon. Mä trotzdem wäerte mer...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir och. Jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Trotzdem wäerte mer déi Motiou matstëmmen.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, an och Merci fir d'Bäitrag vun den Deputéierten.

Och ech respektiv d'Regierung deelt d'Suerge sougutt vun de Leit wéi vun de Gemengen. An et ass och net, well mer déi Suergen net gesinn oder net verstinn, firwat mer eng Rei Saachen decidéiert hunn, mä et ass aus deene Grënn, déi ech schonn an e puer Question-parlementaire méi wéi eng Kéier ënnerstrach hunn, firwat mer dat maachen.

Et ass och net ganz richtig, wann een et hei duerstellt, wéi wann d'Verbinding suppriméiert wär. Eischtens emol gëtt et eng Verbindung vun Diddeleng iwwer Beetebuerg an d'Stad. Et bleiwen och zwou Direktverbindungen bestoen. Dat gëtt ëmmer esou gär vergiess, wa mer doriwuer diskutéieren, Här Wagner. An zwar hu mer souguer déi Verbindung, déi bestoe bleift, och nach verstärkt.

Dat hunn ech och gesot, dat war op Basis vun Diskussiounen, déi ech mat der Diddelenger Gemeng hat - well et lafen och Gespréicher, et ass net esou, datt ech mat de Gemenge keng Gespréicher hätt -, do hu mer decidéiert, datt deen Zuch, dee virgesi war fir ze bleiwen als Direktlinn vun Dudelange-Usines, eischtens géif verlängert gi bis Volmerange-les-Mines, an datt mer dee verstärken, soudatt ganz vill Leit, déi dann eng Direktverbindung e bëssen duerno verléieren, kënnen zréckgräifen op déi Direktverbindung, déi besteet, well déi da méi Capacitéit huet.

Et ass och esou, datt an deem Gespréich mat deene Gemenge mer eng ganz Rei Saache proposéiert hu fir d'Iwwergangszäit, well hei geet et net ëm eng Suppressioun, et geet ëm eng Transitionphas vun engem Fahrplang, deen, wéi ech awer soen, am Dezember, wann en a Kraaft wäert trieden, wesentlech Verbesserung wäert mat sech bréngen, generell fir allegueren d'Utilisateuren, duerch nei Garen, déi opginn, duerch de Funiculaire, dee mam Tram am Zesammenhang steet, awer och duerch de Réseau, dee méi stabill gëtt.

Well et huet jo kee Wäert, datt mer Verbindungen oprecht halen, an d'Verbindingen funktionéieren net. Wann d'Zich Verspéidung hunn, wéi se se hater an deem leschte Joer, dann notzt mech d'Verbinding nääsch, da maachen ech d'Leit just rosen. A mir kréien duerch deen neie Fahrplang vill méi Stabilitéit. An et komme ganz grouss Neierungen, déi wäerte vill Verbesserung mat sech bréngen; do wäerte mer nach zum gegebenen Zäitpunkt hei genuch ze diskutéieren hunn.

Ech hunn och mat de betraffene Gemengen diskutéiert an hinnen eng ganz Rei Saache proposéiert. Zum Beispill der Gemeng Diddeleng hunn ech eng Propos gemaach - déi gëtt och ëmgesat am September -, datt mer eng nei Buslinn oder eng Buslinn, déi besteet, déi haut just op Beetebuerg geet, verlängeren, an datt

mer am Fong all d'Aktivitéitszonen, déi tëschent Beetebuerg an Diddeleng leien, mat enger Buslinn verbannen.

Dat war e grouse Schwaachpunkt bis elo, deen zu vill Verkéier gefouert huet. An da kënnen d'Leit sech decidéieren, zum Beispill mam Zuch op Beetebuerg ze kommen an do de Bus ze huelen an déi Aktivitéitszon, wou se hir Aarbechtsplazen hunn, wat menger Meinung no vill Verkéier wäert ewechhuelen aus den Uertschaften Diddeleng a Beetebuerg. An déi kritt och e ganz gudden Takt, déi Linn. Dat ass och nach eng zousätzlech Méiglechkeet - well et kënn een och nach weider an d'Stad - fir d'Diddelenger Leit aus alle méigleche Quartieren, fir an d'Stad ze kommen.

Déi zweet Saach ass, ech hunn der Gemeng Diddeleng gesot, an der Iwwergangszäit géife mer eng Expressbuslinn aféieren, esou wéi mer eng hunn tëschent Réimech an der Stad Lëtzebuerg de Moment, an déi Expressbuslinn hält just op e puer Plazen am Zentrum vun Diddeleng a fiert da riichtduerch op de Kierchberg bei de Pôle d'échange vum Tram, dee jo och am Dezember opgeet. An dee geet souguer net nëmmen, wéi et ausgesäit, bis bei de Rond-point, also bis bei d'Gare Pafendall, mä bis op de Glacis, soudatt ee vun do och an den Zentrum eng bequem Verbindung huet.

An ech si souguer bal iwwerzeegt, haaptsächlech fir Leit, déi am Dag fueren, zum Beispill eeler Leit, ass dat méi bequem, dee Bus ze huelen op de Kierchberg, wa se an d'Stad wëlle goen, wéi haut den Zuch. Well wann Der haut mam Zuch kommt, och mat enger Direktlinn, da musst Der op d'Gare fueren an da musst Der mam Bus vun der Gare zum Beispill nach op de Kierchberg fueren oder an den Zentrum. An esou wéi d'Busstauen an der Stad de Moment sinn - ech hu jo den „temps réel“ entre-temps bei de Bussen, duerfir weess ech dat -, braucht Der duerfir heiansdo eng Stonn, bis iwwer eng Stonn, wat verréckt ass. Dir braucht méi laang Zäit vun der Gare op de Kierchberg mam Bus wéi vun Diddeleng an d'Stad mam Zuch.

Fir d'Gare Beetebuerg, et ass scho gesot ginn, datt hunn ech och de Gemenge versprach, datt mer déi baulech Mesuren, Quaien a Sous-terrains, wäerte virzéien an datt mer dat relativ séier wëlle maachen, fir datt d'Ëmsteige méi bequem ass. An ech wëll lech awer och soen, datt et och vill Leit gëtt, déi dat haut scho maachen. Et gëtt zum Beispill en Zuch um Véierel op siwe vun Diddeleng op Beetebuerg, wou Leit weiderfueren an d'Stad; do sinn der méi dra wéi am Zuch um hallwer aacht oder eppes op hallwer aacht, deen haut direkt geet. Also et ass net esou, datt dat net genotzt gëtt.

Natierlech, ech verstinn dat, d'Zil soll sécher sinn, eischer déi Direktverbindung ze hunn. An dat ass och d'Zil, an dat hunn ech och der Gemeng Diddeleng gesot: „Wann déi Beetebuurger Streck fäerdeg ass, hu mer d'Zil, fir vu Volmerange iwwer Diddeleng en 30-Minuten-Takt anzeféieren, direkt an d'Stad.“ Mä dat kënnen mer awer natierlech eréischt maachen, wa mer déi Capacitéite geschafen hunn, déi mer brauchen.

Här President, ech hunn och hei e ganze Koup Grafiken.

(**M. François Bausch montre une documentation à l'audience.**)

Ech wär frou, wann d'Deputéierten déi alleguerte kriterien. Do ass dee ganze Resumé dran, sougutt wat mäi Virgänger gemaach huet vun Zich, déi bäigesat goufen, wéi och, wat ënner menger Period gemaach ginn ass. Do si vill Zich bäigesat ginn a Material kauft ginn, mä leider effektiv ass den Netzausbau net séier genuch gaangen.

An ech hunn och en Tableau derbäigemaach, do gesäit ee schéin iwwert déi lescht 20 Joer, wivill investéiert ginn ass. Also an där Period, wou ech elo d'Responsabilitéit hunn, 2013, wann ech da bis 2023 huele vun dem Investissement pluriannuel, do steet: 3,8 Milliarden. Mä virdru waren et och nach eng Kéier 1,3 Milliarden. Dat heescht, mir hunn iwwer en Zäitraum vun 20 Joer an d'Eisebunn fënnf, jo iwwer fënnf Milliarden investéiert!

Ech deféiere jiddwereen, och lech, Här Wagner: Kuckt iergendwou an Europa, ob Dir, proportional gesinn, ee Land fannt, wat esou vill an d'Schinn investéiert wéi Lëtzebuerg! Et gëtt keent!

An duerfir gëtt et och kee Land, wat esou eng Croissance huet wéi mir zu Lëtzebuerg. Mir hu während 25 Joer, bis 2010, null Croissance gehat bei den CFL, an ab 2010 hu mer 60% Croissance vun de Reesender gehat. Och dat ass e Rekord an Europa, do kënn Dir gär vergläichen. Mä, wéi gesot, déi Gespréicher lafen. Vill Mesurë si getraff, et wäerten der nach getraff ginn. Et ass just eng Transitionphas. An duerno wäert et vill besser goen, da wäert d'Offer fir jiddwereen vill besser ginn, wéi se haut ass.

An, Här President, ech géif lech heimadder déi Tableauen iwwerrechen.

(**M. François Bausch dépose une documentation sur le bureau de la présidence.**)

Ech wär frou, wann och d'Press se kéint kréien. Da ka jiddwereen sech dat eng Kéier ukucken.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

A mer géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motiou iwwergoen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwuer: 5-mol Jo, 54-mol Neen. Domat ass d'Motiou ofgeleent. Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: d'Reform vum Enseignement secondaire. An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Claude Lamberty, steet prett. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

6. 7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de forma-

tion et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Claude Lamberty (DP)**, rapporteur. Merci, Hâr President. Hâr President, léif Kolleginnen a Kollegen, et gëtt kaum Plazen an eise Land, wou esou ennerschiddlech Talenter, Interessen, Potenzial a Perspektiven openeentreffen ewéi an eise Lycéeën. Eis Klasesäll spigelen d'Villfältgheet vun eiser Gesellschaft erëm. Eng Gesellschaft, an där jiddwer eenzelne Schüler d'Méiglechkeet soll kréien, sâin eegene Wee ze fannen an och ze goen.

A genee dat soll mat dëser Reform passéieren: no Méiglechkeet all Schüler d'Chance ginn, fir seng Perspektiv kënnen ze verwierklechen. Chancéglichheete schafen ass nieft der Wëssensvermittlung eng vun deenen zentralen Aufgabe vun der éffentlecher Schoul. Eege Weeër goen, souwuel als Schoul, als Gebai, wéi och als Schüler, ass eng vun de Grondiddie bei dëser Modernisatioun vun eiser Lycéeslandshaft. Dëst féiert zu dätlech méi Chancéglichheet an eise Schoule fir déi jonk Generatioun.

De Modell vu fréier ass haut net méi akzeptabel, well d'Welt vun haut ass eng aner wéi virun 10, 20 oder 30 Joer, dat souwuel, wat d'Schoulpopulatioun an d'Heterogenitéit vun de Klasseverbänn ubelaangt, wéi och, wat d'Erausforderungen an, an och baussent, de Schoulen ubelaangt.

Fréier war d'Schoulpolitik quasi eng Schoul-schabloun, déi vum Ministère iwwert d'Land gestülpt gouf a wou all Schüler huet missen dra passen. Hues de als Schüler net an dat Schema gepasst, dann has de e Problem; hues de gutt dragepasst, dann ass alles sai Wee gelaf.

De Modell vun där enger Schoul steet dem Dynamismus an dem Innovatiounsgeescht vun eise Schoule vun haut am Wee a kennt den Erausforderunge vum 21. Jorhonnert och einfach net méi no. Ech erlabe mer an deem Kontext drop ze verweisen, dass déi legal Basis vun eise Lycéeën zu engem ganz groussen Deel aus dem Joer 1968 staamt, eng Zäit, an där vum éischte Mann um Mound geschwat a gedreemt ginn ass, während mer haut vum éischte Mann um Mars schwätzen an dreemen.

Mir brauche Schoulen, déi sech kënnen fräi entfalten, déi an hiren innovative Projeten ennerstëtzt ginn an net ausgebremst ginn. Mir brauche Schoulen, déi eege Konzepter ausschaffen, fir déi villfältg Talenter vun hire Schüler gezielt kënnen ze férdere. Mir brauchen ennerschiddlech Schoulen, déi de Schüler ennerschiddlech Weeër zu hirem Zil opweisen. Mir brauche Schoulen, déi et duerch déi gezielten Talentférdere de jonke Leit erméiglecht, eise Schoulsystem mat enger ofgeschlossener Qualifikatioun ze verloossen. Et sinn déi jonk Generatiounen, déi gestärkt aus eise Schoulsystem erauskomme mussen, fir hir eegen Zukunft, mä och fir d'Zukunft vun eise Land. An anere Wieder, Hâr President: Mir brauchen ennerschiddlech Schoule fir ennerschiddlech Schüler.

ler ech op d'Kärpunkte vun der Modernisatioun ze schwätze kommen, hei nach e puer Wuert zum Historique. Déi viereg Regierung hat am Mee 2013 nach e Gesetzestext deposéiert, deen den Enseignement secondaire reforméiere sollt. Dat hat deemools allerdéngs fir e bëssen Opreegung gesuert. An och de Statsrot hat mat ron 40 Oppositions formelles sai Wiertche matgeschwat. Et sief gesot, dass d'Oppositions formelles vun deemools haapt-sächlich op e Paradigmewiessel an der Interpretatioun vum Artikel 32 vun der Verfassung zréckzeféiere waren.

Esou wéi de Koalitionsaccord vun dëser Regierung et virgesäit, fousst d'Modernisatioun vum Lycée op deem ale Projet de loi. D'Punkten, déi vum ale Projet de loi iwwerholl goufen, sinn zum Beispill d'Klassen, déi emgedeert ginn, d'Schafe vun der Commission d'inclusion scolaire, de Conseil de classe restreint an d'Stärkung vun der Representatioun téschent Direktioun, Schüler an Elteren.

De Projet de loi, dee mir elo hei virun eis leien hunn, geet a Punkte manner wäit wéi de Projet de loi vun 2013. E setzt doriwwer eraus awer ganz nei Akzente. E geet och heiansdo méi wäit, mä ganz besonnesch dréit e gezielt u Schrauben, déi eis gutt Schoulen ab Septem-ber nach besser maachen, an dat fir all d'Schüler. Fir et kloer ze soen: Mat dëser Reform gëtt näischt ofgeschaaft, wat haut gutt funktionnéiert! Et ass éischer esou, dass d'Offerer méi grouss gëtt, wat opgrond vun der Villfältgheet vun eiser Schoulpopulatioun och absolut néideg ass.

Eng vun den Haaptprioritéiten ass déi pädagogesch Autonomie, déi elo gestärkt gëtt. D'Lycéeën sollen an Zukunft selwer hir Konzepter ausschaffen, déi un hir spezifesch Schoulpopulatioun ugepasst sinn. D'Schüler solle sech also an Zukunft net méi un d'Schoulen upassen, mä d'Schoule sollen den Interessen an Talenter vun de Schüler an awer och de regionale Berufsbouchéé Rechnung droen an deementsprechend agéieren.

D'Ziler, wat déi national Schoulpolitik ugeet, gi ganz kloer vum Ministère definéiert a ginn an engem nationale Referenzkader festgehalten. D'Schoul entscheet da selwer, mat wéi enge Moyenen, Offeren a Konzepter een des Ziler wëllt erreechen. Déi eenzel Demarché ginn am PDS, also am Plan de développement de l'établissement scolaire dokumentéiert a gëlle fir jeeweils dräi Joer. No desen dräi Joer féint eng Evaluatioun statt an et gëtt gekuckt, wat gutt funktionnéiert huet an op wéi engem Punkt eventuell och Adaptatiounen néideg sinn.

Wat d'Ausschaffe vun deem Plan de développement de l'établissement scolaire ugeet, fannen ech et ganz wichteg ze betounen, dass, äänlech wéi dat am Fondamental ass, vun ennen erop geschafft gëtt an net vun uewen erof diktéiert gëtt. De PDS kennt näamlech zustanen nodeems d'Besoinen vun der jeeweileger Schoulpopulatioun analyséiert goufen an nodeems déi existéierend Offre scolaire a parascolaire gekuckt gouf. An all Lycée ass eng Cellule de développement scolaire chargéiert, de PDS zesumme mam Conseil d'éducation auszuschaffen. Et sinn also all d'Akteuren aus der Schoul do vertruuden: d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren.

De PDS gëtt dann der Lycéeskonferenz virgestallt a vum Direkter approvéiert. Mat dëser Approche kréien d'Lycéeën also op där enger Sait eng méi grouss Marge de manoeuvre, ma ginn op där aner Sait gläichermooßen och responsabiliséiert. Responsabiliséiert, fir d'Schouloffer weider ze diversifiéieren a fir a verschiddene wichtige Beräicher, wéi zum Beispill der Inklusioun vu Schüler mat spezifesch Besoinen oder dem Abanne vun de Schüler, Efforten ze maachen.

Hâr President, ech kommen zu engem weidere Kärpunkt vun dësem Projet de loi an zwar deene méi flexibel Sektionen am Secondaire classique respektiv deene méi differenzierten Niveaun am Secondaire technique oder, wéi eno no der Reform wäert heeschen, am Secondaire général.

De System vun de Sektionen am Classique wäert deene meeschten heibanne bekannt sinn. Ausser, dass déi al A2 an eng G emgedeert gouf, huet sech zënter 1968 net ganz vill bei de Sektione geden. Ab der Rentrée kennt elo net nëmme eng nei Sektion derbäi, mä si kënnen zudeem och nach méi flexibel a jee no Besoin ausgerichtet ginn.

Fir eng gewësse Kohärenz bei de Premièresklassen ze behalen a verschidde Kombinatiounen ze erméiglechen, ginn déi eenzel Fächer a véier Voleten agedeelt. An zwar: e Volet «langues et mathématiques», e Volet «spécialisation», e Volet «formation générale» an e Volet «optionnel». Soumat gëtt déi schoulesch Offer iwwert d'Land weider diversifiéiert an d'Lycéeën kënnen eege pädagogesch Profiler ausschaffen, déi den emmer méi spezifesch Studien- a Berufsbiller Rechnung droen.

Och am Secondaire général, also am geschwenn alen Technique, deet sech mat dëser Reform esou munches. Déi gëtt verstärkt Wäert geluecht op differenziert Schaffen, fir besser op déi eenzel Stärkten a Schwächte vun den eenzelne Schüler kënnen ze reagéieren an anzegoen.

Off ass et näamlech esou, dass e Schüler am haitegen Technique duerch eng Schwächt an engem Fach, huele mer zum Beispill Mathé, keen Zougang huet zu engem méi héijen Niveau an engem anere Fach, wéi zum Beispill Franséisch. De Schüler ka sech also am Franséischen net wierklech weiterentwéckelen, aus deem eenzege Grund, well e Schwierigkeeten an der Mathé huet. Fir dat an Zukunft ze vermeiden, gi sougenannt «Cours de base» an «Cours avancés» op den enneschte Klassen am Général agefouert. Dat gëllt op der neier Sxième - där aler Huitième -, wou esou Coursen am Däitschen, Franséischen a Mathé ugebuede ginn. An op Cinquième - där aler Neuvième - kennt dann och nach Englesch derbäi.

Et gëllt also, an Zukunft méi op d'Stärkte vun den eenzelne Schüler ze kucken, amplatz se wéinst de verschiddene Schwächten op der ganzer Linn ze bestrofen. Eng differenziert Approche ass, wéi gesot, hei d'Zauberwuert.

Resüméiert kéint ee bei deem heite Punkt soen: Fir do, wou d'Schülerpopulatioun relativ heterogen ass, am Enseignement secondaire général also, mat ville verschiddenen Talenter an Erausforderungen op Saiten vun de Schüler, fir do eng beschtméiglech Perspektiv fir déi Jonk ubidden ze kënnen, gëtt am Secondaire général alles vill méi flexibel. Et geet hei em eng individuell Profilstärkung vun deem jeeweilege jonke Mënsch. Dem Schüler hëllef, wou et néideg ass, an eno do férdere, wou e scho gutt ass: Dat ass de Wee, deen hei ageschloe gëtt, zum Wuel vum Jonken.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E Wuert och zur Orientatioun. All Lycée muss eng eege Cellule d'orientation hunn. Déi Cellule ass responsabel fir d'Demarches d'orientation, déi am PDS festgehalde gi sinn. D'Iddi hannendrun ass, dass d'Schüler besser kënnen begleet ginn an der Orientatioun, wéi dat bis elo de Fall war.

Op Septième a Huitième gëtt et en Avis provisoire. Enn der Huitième gëtt den Dialog mat den Eltere verdéift. An um Enn vun der Neuvième decidéiert dann de Conseil iwwert d'Fräigab fir d'Sektionen, déi duerno opginn. Et gëtt eng Orientatioun unhand vun de Resultater vum Schüler, mä natierlech och unhand vun sengem Profil, senger Entwécklung an unhand vun deem, wat op der jeeweileger Sektion duerno gefrot ass.

Madamm Presidentin, eng weider Prioritéit vun dësem Projet de loi ass den Appui, also d'No-hëllef an d'Hëllef fir de Schüler. D'Schüler léieren näamlech net alleguer gläich séier a verschiddener brauche verstärkt Hëllefstellung, fir zum Zil ze kommen. Duerch eng méi kohärent Approche vun de Lycéeën sollen d'Schüler besser betreit ginn a jiddwereen do ofgeholl ginn, wou e grad steet.

Net nëmme, dass dëst ee vun deene siwe wichtige Kärdomäner ass, fir d'Qualitéit vun der Schoul ze bewäerten, de Projet gesäit och Mesur vir, fir den Appui an den Encadrement vun de Schüler ze verbessere. Ech denken dobäi un d'Méiglechkeet vun obligatoreschen Appuien oder un d'Méiglechkeet vun engem sougenannte Parrainage téschent engem Schüler aus enger ieweschter Klass an engem Schüler aus enger enneschter Klass.

Net zulescht wäert och d'Commission d'inclusion d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoinen assuréieren an a bestëmmte Fäll en individualiséierte Formatiounsplang fir déi concernéiert Schüler proposéieren.

Dem Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, SPAS genannt, fällt och an Zukunft eng immens wichteg Roll zou. De SPAS hëllef Schüler, déi Problemer hunn doheem, psychologesch oder och schoulesch, mä hëllef och den Enseignanten, déi déi Schüler an de Klassen hunn, mat de Besoinen spécifiques.

Madamm Presidentin, léif Kollegen a Kolleginnen, d'Schouloffer un d'21. Jorhonnert upassen, heescht och, op Beräicher setzen, déi vläicht keng laang Traditioun hunn, mä dofir eng grouss Zukunft. Eppes ass gewëss: Den digitale Beräich huet net nëmme Zukunft, en ass d'Zukunft!

Déi Jonk solle fréi d'Méiglechkeet kréien, sech un d'Welt vum Numérique erunzetaaschten. Hei entstinn d'Aarbeitsplaze vun haut a vu muer. Dat geschitt am Lycée, enner anerem mat deene versprachene Tabletten, déi ee kann zu besonnesche Konditiounen kréien, fir se am Schoulalldag dann och ze benotzen. Den iPad ass hei keen „nice to have“, mä de Schoulsak vu muer. Mä dat geschitt virun allem awer och mat der Aféierung vun enger neier Sek-

tioun, d'Sektion I, «informatique-communication».

Den Akzent gëtt kloer op dee ganze Secteur vum TIC, dat sinn d'Technologies de l'information et de la communication, geluecht, dat heescht, op alles, wat mat Programmation, Bases de données, Informatik, Physik a Mathé ze dinn huet. Ab der Rentrée gëtt dës Sektion, déi sougenannt „e-Skills“ férdert, an de Future Hubs am LTE zu Esch an am Lycée des Arts et Métiers an der Stad ugebueden. Am Norde soll de Lycée zu Clief nozéien, soubal d'Diere fir déi iwwernächst Rentrée opginn.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried vun Zukunftschancen a Perspektive geschwat. Wa mer eise Jonken dës wëlle bidden, da mussen mer eis schoulesch Offer och deementsprechend upassen. A Beruffer, an deenen nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien dra sinn, dat sinn nun emol Zukunftsberruffer.

E weidere Schwéierpunkt an dësem Projet de loi läit ganz kloer an der neier Partici-pationskultur/-struktur. D'Lycéeën sollen den Echange téschent Elteren an de Schüler férdere. Dat geschitt engersäits duerch Demarchen, déi am PDS opgeléicht sinn, anersäits sollen duerch d'Conférence nationale des élèves déi néideg Ressourcen zur Sait gestallt ginn, fir autonom an onofhängeg kënnen ze schaffen.

D'Schüler sinn déi éischt Betraffen an domat am beschl. Platzéiert, fir iwwer hir Schoulen ze schwätze respektiv Verbesserung virzeschloen. An och d'Eltere sollen an Zukunft méi mat age-bonne ginn. De Projet de loi iwwert d'Schafe vun enger nationaler Eltereverwertung ass de Moment jo nach um Instanzwee.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Hären, ech hoffen, ech konnt lech a menger kuerzer Zäit en Abléck an dës Modernisatioun vum Lycée verschafen. Ech denken, et ass e groussen a wichtige Projet, deen eis Schoullandschaft moderniséiert an no vir bréngt an deen eise Schüler am Land zeguttkënt. Am Vierder-grund steet, wéi gesot, déi vergréissert Autonomie, déi eis Schoullandschaft wäert diversifiéieren, se un d'21. Jorhonnert upasst an aus eise gudder Schoule besser Schoule fir jiddweree wäert maachen.

Wéi gewinnt, fannt Der den Detail vun allen Adaptatiounen grad wéi och déi eenzel Avise vu Statsrot a Berufschamberen a mengem schréfleche Rapport.

Zum Schluss wëll ech awer nach e puer Mercie lassginn. Merci de Kolleginnen a Kollegen aus der Educatiounskommissioun fir hir konstruktiv an zum Deel och kritisches Mataarbecht. Merci besonnesch och dem Joëlle Merges, der Kommissiounsssekretärin, fir d'Ennerstëtzung beim Rapport. Merci dem Minister Claude Meisch a senge Beamten, déi emmer en oppent Ouer bei Froen haten. A schlussendlech Merci lech alleguer fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Rapporteur Claude Lamberty. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Delvaux hat beim Projet de loi 6573 iwwert d'Reform vum Secondaire breet Consultatiounen gefouert.

An ier ech elo virfueren, wëll ech awer fir d'Éischt nach dem Rapporteur, dem Hâr Lamberty, Merci soen, well soss hunn ech dat herno vergiess. Also, villmools Merci!

(Hilarité)

Sou! D'Madamm Delvaux hat och ganz vill Avise gefrot. All Lycée war zum Beispill opgefuerdert ginn, fir een Avis ofzeginn. Et ass natierlech dunn och ganz vill kontrovers diskutéiert ginn - ech ka mech nach ganz gutt dorun erënneren -, an dat och, well d'Reform eng Partie grondleend Annerunge mat sech bruecht hat. Ech gi just e puer Beispiller.

De Sprochenunterricht am Secondaire général sollt méi flexibiliséiert ginn. Am Général wäeren d'Sektionen u sech nei definéiert ginn. Am Général an am Classique wär op Deuxième en Travail personnel encadré agefouert ginn. Dat ware ganz vill Diskussiounen ginn. Do wär et em eng Aarbecht gaangen, wou eemol eng Kéier net nëmme Wëssen an de Kapp u sech eragestoppt gi wär, mä wou definitiv kompetenzorientéiert hätt misse geschaff ginn, geplangt ginn, Informatiounen siche goen, Outils siche goen, réalisieren, evaluieren an esou weider. D'Schoulentwécklung wär méi kohärent definéiert ginn an esou weider. Et war liichte Sprengstoff dran.

D'Madamm Delvaux hat och net deen einfache Wee gesicht, mä si war sech bewusst - ech ginn

emol zumindest dovunner aus, mä vläicht kënnen d'LSAP-Kollege mer dat nach bestätegen -, datt et wichteg wär, bei esou enger déif gräifender Reform mat den Akteure vum Terrain ze diskutéieren, si mat an d'Boot ze huelen.

Iwwert dese Projet de loi 7074 vum Här Meisch ass, au contraire, net vill diskutéiert ginn. Et ass u sech schonns e bësse komesch, et ass verdammend roueg a mir schwätzen awer iwwer eng Lycéesreform. Firwat? Do gëtt et a mengen Aen e puer Ursachen.

Eng éischt: Am Verglach zur geplangter Reform Delvaux ass dat heiten - ech iwwerhuelen dem Här Meisch seng Wierder - sécherlech „keng Makroreform“, esou wéi hien dat d'lescht Joer op dëser Plaz u sech fir d'Berufsausbildung annoncéiert hat, mä et ass éischter „eng Mikroreform“.

A wann d'Madamm Delvaux hei ënner anerem nach all Schoul opgefuerdert hat, een Avis ofzeginn, esou si bei dësem Projet de loi emol net d'Direkteren als Collège des directeurs gefrot ginn, fir een Avis ofzeginn. Ass dat normal? Neen! Et ass u sech katastrophal. Esou eng Reforme muss mat de Leit vum Terrain gemaach ginn, Stéchwuert: Participatioun. An d'FEDUSE huet dee Mangel u Kommunikatioun de Moie jo nach eng Kéier bekräftegt.

An dréttens: Hei huet de Courage gefeelt, fir de Sproochenunterrecht unzepakten. Dat ass schued. Et ass eng verpasste Chance, awer wahrscheinlech och ee Grond, firwat net vill kontrovers iwwert dese Projet de loi diskutéiert ginn ass.

Allgemeng: Als CSV hate mer zwielef Amendementer gemaach. Zweek sinn der ugeholl ginn. Ech géif bal mengen, déi hätte missen ugeholl ginn, well soss wäeren - ënner Gänsefäisschen - „Feeler“ am Gesetz gewiescht. Déi aner zéng si refuséiert ginn. Ech wäert nach op eenzelner agoen.

A just eng kleng Klammer: Den Här Minister hat et net fir absolutt noutwendeg fonnt, fir an d'Kommissioun ze kommen, wéi mer d'Amendementer virgestallt hunn. Dat seet och schonns eppes aus, wéi erwünschenswäert konstruktiv Oppositionsaarbecht ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wat ännert dann elo mat dësem Gesetz?

De Rapporteur ass definitiv am Detail op déi meeschte Punkten agang. Ech gi just op sechs Punkten an: éischtens, den Opbau vum Enseignement secondaire, déi nei Etiketten; zweetens, d'Participatioun; d'Matsproocherecht, d'Schoulentwécklung; dréttens, d'Classes inférieures; véiertens, d'Classes supérieures an déi domadder verbonnen Autonomie; fënneftens, de Sproochenunterrecht; a sechstens ginn ech awer och nach op de Premièresexamen an.

Sou! Ech fänke beim Opbau vum Enseignement secondaire un, déi nei Etiketten. Den Här Lamberty huet gesot: „eng Ëmdeefung“. De Secondaire classique bleift de Classique. Den Technique gëtt elo de Général. D'Berufsausbildung bleift d'Berufsausbildung, mä déi gëtt aus dem Général erausgeholl.

Ech weess, datt do heroesch Diskussione gefouert gi sinn, well am Ufank sollt u sech de Classique de Général ginn, wat vläicht och e bësse méi logesch gewiescht wär. Mä de Classique wollt awer de Classique bleiwen. Dunn huet den Technique gesot: „Ma wann Dir wëllt de Classique bleiwen, da gi mir de Moderne.“ An dat ass awer och näischt ginn. Dunn ass den Technique dann eben de Général ginn.

D'Etiket ännert also. Dat wäert awer kee grossen Afloss op d'Schoul, d'Schoulhalen, d'schoulesch Resultater um Terrain hunn. A fir méi Kloerheet suert dës Etikettewiessel sécherlech net. Ech hat den Enseignement général gegoogelt. Da féint een: «(...) est le parcours le plus classique, amenant les élèves vers les études supérieures.» Entsprecht dat eise Technique? Op jidde Fall misste mer de Google emol informéieren, datt hei zu Lëtzebuerg dann alles e bëssen anescht ass, well wann de Général den «parcours le plus classique» ass, dann hu mer een hei, deen nach plus que plus classique ass, nämlech eise Classique!

Wéi gesot: Et bréngt näischt! Et ass just eng Etikettenännerung, déi awer net onbedéngt fir méi Kloerheet suert. Mä et mécht der Kaz kee Bockel.

Deen zweete Punkt: d'Participatioun, d'Matsproocherecht, d'Schoulentwécklung am Allgemengen. Dräi Begrëffer, déi fir d'Schoul wichteg sinn an déi am Prinzip eppes Positives bedeiten. Ech wëll hei fir d'Éischt betounen, datt d'Schoulentwécklung definitiv ganz wichteg ass, datt se awer nëmme mat de Leit vum Terrain an net iwwer hir Käpp ewech ka funktionéieren, datt eng participativ Leedung den A an O vum der Schoulentwécklung an och vun engem gudder Schoulleedung ass.

A gleeft mer et: Wann ee gären Neierungen an d'Schoul bréngt, dann ass et wichteg, d'Enseignanten, dat educatiiv Personal, déi ganz Schoulcommunitéit dovunner ze iwwerzeegen a si mat anzubannen! Wa si mat decidéieren, wa si derhannert stinn, wa si mat Verantwortung iwwerhuelen, da kënn een als Schoul weider. Dat geet awer nëmme, wann zumindest eng gewëssen Demokratie, ee gewëssent Matsproocherecht an der Schoul garantéiert ass.

Dat alles dierft ech u sech engem Politiker aus der Demokratescher Partei net musse soen, mä verschidden Annerungen an dësem Projet de loi ginn awer definitiv géint all demokratesch Versteedsdemech. Ech ginn lech zwee Beispiller.

De Proffecomité als Verriedung vun den Enseignanten ass ofgeschaaft ginn. Deen ass ersat ginn duerch de Comité de la conférence du lycée, eng Verriedung also vum gesamte Personal vun der Schoul. Dat ass prinzipiell net schlecht. Just eng kleng Klammer: Hei hätt een och kënnen d'Aufgaben e bëssen upassen, well do war just Copy-and-paste gemaach gi vum Comité des enseignants.

Dëse Comité de la conférence du lycée huet ënner anerem als Aufgab, d'Personel bei der Direktioun ze verrieden. Dat ass och gutt. Mä laut Gesetz kann d'Direktioun och Member vun dësem Comité sinn. Dat heescht, d'Direktioun ka mat dësem Gesetz als Member vum Comité Doleancé bei sech selwer virbréngen. Logesch fanne mir dat net. D'Majoritéitsparteien hunn awer eisen Amendement, wou mer virgeschloen haten, fir dat ze präzisieren, datt d'Direktioun net dierft Member vum Comité vun der Konferenz sinn, eestëmme ofgeleent. D'CSV wollt hei Klorheet. D'Majoritéit huet dës Klorheit eben ofgeleent, wou ech wierklech net verstinn, firwat, well den normale Mënshverstand seet engem jo awer, datt, wann esou ee Comité soll funktionéieren, dann d'Direktioun net kann dra sinn.

An dann, wat an eisen Ae vill méi schlëmm ass, dat ass de Fonctionnement vum Conseil d'éducation, esou wéi et hei am Projet de loi elo virgesinn ass. De Conseil d'éducation ass deen offiziell Gremium an der Schoul, wou Elteren dra sinn, wou Schüler dra sinn, wou Enseignanten dra sinn an d'Direktioun dran ass. Dëse Gremium hätt u sech iwwert d'Charte scolaire ze decidéieren, misst u sech déi autonom Aktiounen vun der Schoul guttheeschen, zum Beispill nei Schoulofferen, misst u sech den Accord iwwert d'Verdeelung vum Budget ginn an esou weider.

Firwat soen ech „hätt“, „misst“, an net „mécht“ an „decidéiert“? Mä ganz einfach, dëse Gremium riskéiert, mam Här Meisch sengem Gesetz elo just nach Schänkaufgaben ze kréien. Well kennt Der de Sproch: Paragraf 1: De Chef huet ëmmer recht. Paragraf 2: Wann de Chef eng Kéier net recht huet, dann trëtt erëm Paragraf 1 a Kraaft. A genau esou riskéiert et elo beim Conseil d'éducation ofzelafen! An dat huet u sech kee gefrot. Wann den Direkter näamlech elo eng aner Meenung huet wéi d'Majoritéit vum Conseil d'éducation, dann decidéiert wien elo, nom Gesetz? Ma den Direkter!

Dat heescht, just den Direkter huet ze decidéieren. Déi aner riskéieren, zu Blummestäck ze mutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dach absolutt demotivierend fir jiddwereen, dee wëllt matschaffen! A mir brauche Leit, déi wëlle matschaffen a matdenken. Dat hei ass net gutt esou. Mat dësem Gesetz riskéieren déi Gremien, déi kéinten ebe matschwätzen a matdiskutéieren, zu engem Pro-forma-Gremium ze degradéieren. Als CSV si mer hei dergéint.

Mir haten och an deementsprechenden Amendement gemaach, mä Dir kënn lech et jo denken: D'Majoritéitspartei ware sech eens, fir dës natierlech net unzehuelen. A wat war d'Erklärung? D'Autonomie ass eng éischt. Dës u sech positive Begrëff vun Autonomie gëtt hei komplett detournéiert an dat ass schlecht fir d'Schoulentwécklung.

Eng zweet Erklärung war: Et wär «dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'établissement». Dir Dammen an Dir Hären, dës ass genau de Contraire! Dës ass kontraproduktiv fir ee gudder Fonctionnement vun der Schoul. Ech soen et nach eemol: Et ass komplett demotivéierend, wann een de Leit, déi solle matschaffen, matdiskutéieren, matdenken, vun Ufank u seet: „Dir kënn dat zwar maachen, mä wa mer eis net eens ginn, dann decidéiert awer den Direkter.“

An zweetens, gleeft mer et, wann den Direkter sech net eens gëtt mam Conseil d'éducation, wat bestëmmt net dacks virkënn, mä wann et virkënn, dann ass ee Problem do. An da muss derno gekuckt ginn an et dierft net einfach de Paragraf 2 vu mengem Sproch virdrun anrieden. Da muss een Drëtten ee Bléck drop werfen an tranchéieren. Do huet de Minister ganz einfach eng Verantwortung ze iwwerhuelen. Autonomie heescht net, datt de Ministère keng

Verantwortung méi soll oder dierft iwwerhuelen.

D'Majoritéitspartei wëllen op där enger Säit an der Grondschoul kee Supérieur hiérarchique an der Schoul, soss géif näischt méi funktionéieren. Se pochen do op déi an hiren Aen absolutt noutwendeg Basisdemokratie. An am Lycée poche se genau op de Contraire! Wou ass do d'Kohärenz? Wéi eng Logik stécht do derhannert?

Als CSV hu mer eng kohärent Vue. Mir si fir een Direkter mat klarem hierarcheschem Pouvoir, net fir eng absolutt Basisdemokratie, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée. Mir si fir een Direkter, deen awer mat de Leit schafft. Eng participativ Leedung vun enger Schoul ass wichteg a muss erméiglecht ginn a gefuerdert ginn.

Just nach eng kleng Remarque zum Schülercomité: Dëse kritt elo ee Sall an dat noutwendeg Material. Dat ass gutt esou. Mä duerch dës Bestëmmung vum Conseil d'éducation gi si an och d'Elterverrieder mat dësem Gesetz, wat d'Matsproocherecht ugeet, sécherlech net gestärkt.

Dann, d'Schoulentwécklung mam Schoulentwécklungsplan, PDS, der Cellule de développement scolaire, der Charte scolaire mam Profil, Projet d'établissement, Projet d'innovation pédagogique an esou virun ass an dësem Gesetz alles aneschtens wéi kloer an iwwersichtlech definéiert a beschriwwen an och alles aneschtens wéi kohärent zur Grondschoul. Dat Ganz ass kee Ganz.

Esou sinn zum Beispill fir de PDS hei siwe Punkte virgeschriwwen, zum Beispill den Appui, d'Zesummenaarbecht mat den Elteren, d'Orientatioun, nei Technologien an esou weider, déi mussen dran enthalen sinn. Mä et gëtt zum Beispill weder d'Verbesserung vun der Unterrichtsqualität - den Enseignement ass awer den „core business“ vun de Schoulen an dat ass beim Grondschulgesetz esou beim PDS virgesinn - nach gëtt d'Wuelbefanne vun de Schüler, wat ee wichtige Facteur ass fir d'Réussite scolaire, hei behandelt. A wann déi Saache géife behandelt ginn, da wär et u sech eng Grundvoraussetzung, datt eng intern Evaluatioun och iwwert déi zwee Punkte gemaach gëtt. An dat wär immens wichteg, wann ech de Qualitätskreeslaf vun enger Schoul, wann ech där... Wann ech eng Schoul gäre wëll verbessen, wär dat immens wichteg.

Mir haten als CSV hei e puer Amendementer proposéiert. Déi sinn alleguer - wéi kéint et anescht sinn? - refuséiert ginn.

Erlaabt mer just nach eng kleng Remarque zu de spezifische Regeln d'ordre intérieur, déi an der Schoulcharta festgehale ginn an déi méi wäit kënnen goe wéi dat, wat am Règlement grand-ducal iwwert d'Règles de conduite festgehale ass. Als CSV si mer och hei der Meenung, an dat ass praktesche Grënn, datt de Ministère eng Verantwortung huet, fir sécherstellen, datt hei näischt festgehale gëtt, wat onsënneg ass oder souguer géint verschidden aner Regele verstéist. Dir kënn elo soen: Dat do ass net esou wichteg. Mä et ass awer wichteg an der Praxis.

Ech ginn lech e Beispill: A menger fréierer Schoul hate mer zu där Zäit schon eng Charte scolaire, dat heescht, datt ass elo näischt extrem Neies. Do war an der Charte scolaire zesumme mat der Schoulcommunitéit festgehale ginn an deene spezifische Regeln, well mer geféierlech Berufter ausüben, datt mer bei Verdachtsfall kéinten Drogen- an Alkoholkontrolle maachen. An ech kann lech soen, déi Charte scolaire war vum Ministère approuvéiert ginn. An ech kann och soen, datt ech frou war, well ech war tëschenduerch eng Kéier an d'Schoulkommissioun hei geruff ginn, well ech anscheinend an d'Fräiheet vun de Schüler géif agräifen. Ech mengen, dorop wëll ech net agoen. Mä dat géif awer eng Approbatioun vum Minister ginn, eng Ofsécherung vun der Schoul-direktioun, der Schoulcommunitéit bedeiten. D'Schoulen hu keng Juristen an et si keng Juristen. Natierlech bedeit dat awer och Matverantwortung vum Ministère, mä ech mengen, dat ass säin Job.

An op där anerer Säit géif dat awer och u sech eng Garantie bedeiten, datt d'Kierch am Duerf bleift. Dat ass vläicht elo e schlechten Ausdruck bei dëser Regierung. Loosse mer soen, fir datt alles an de Limite bleift. An och do, mengen ech, huet de Minister eng Verantwortung. Och dat ass säin Job.

Dofir hate mer och per Amendement proposéiert, fir den Text esou bäizebehalen, wéi en am ale Gesetz war, nämlech datt dës Regele misste vum Minister approuvéiert ginn. Dat war vum der Majoritéit refuséiert ginn. Eng éischt Erklärung war, aus dem Bauch eraus, géif ech elo emol soen: „Da misst de Minister alleguer d'Regelen duerchkucken.“ Also, mir hu keng Honnerte vu Lycéëen, an déi Regele ginn och net all Dag geännert. Dat ass ze packen!

Déi zweet Erklärung war d'Autonomie. Ech soen: D'Autonomie gëtt heiansdo méssbraucht, fir datt de Ministère manner Verantwortung muss iwwerhuelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, eng kleng Klammer hei opzemaachen. Mir haten nieft dësem Amendement nach e puer anerer gemaach, fir eng Partie praktesch Problemer um Terrain ze verhënnere respektiv fir juristesche Onsécherheeten aus dem Wee ze schafen. Zum Beispill wat d'Surveillance bei Deplacemeter vun de Schüler innerhalb vun der Schoulzäit ugeet. Ech ginn hei net op den Detail an, mä ech wëll just soen, datt mir, d'Opposition, dës Amendementer net maachen, fir d'Majoritéit rosen ze maachen - heiansdo hunn ech dat Gefill, datt d'Majoritéit dat géif unhuelen -, mä mir maache se, well mer u sech konstruktiv gäre wëlle matschaffen a well mer gäre wëlle probéieren, déi praktesch Problemer u sech ze verhënnere. Well Onsécherheeten erschwéieren d'Aarbecht um Terrain onnëtz, an dofir kann ech u sech net verstoen, datt déi automatesch ëmmer refuséiert ginn.

Sou! Da kommen ech bei mäin drëtten Punkt: Classes inférieures. Hei ännert sech mat dësem Gesetz am Classique am Prinzip näischt. Am Secondaire général ginn elo, den Här Lamberty huet dat gesot, op de Sixième- a Cinquième-Klasse fir d'Sproochen a fir d'Mathé jeeeweils ee Cours de base an ee Cours renforcé organiséiert. Dat ass u sech näischt dramatesch Neies. Dat ass de PROCI-System. An ech si frou, datt de PROCI-System an deem Punkt elo verallgemengert gëtt. Dat ass an eisen Ae gutt esou. Ee Schüler soll net wéinst enger Schwächt an engem Fach automatesch an alle Fächer mussen op ee méi niddregen Niveau wiesselen. Do, wou e staark ass, soll en op sengem méi héijen Niveau gefuerdert ginn, an do, wou e méi schwach ass, soll en op deem Niveau ënnerstëtzt ginn. Natierlech mam Zil, fir eventuell duerno och op dee méi héijen Niveau ze kommen.

Fir d'Orientatioun ze verbesseren, gi Stages d'orientation agefouert. Och dat begrësse mer als CSV. Mä haalt wann ech gelift déi praktesch Ersetzung am A! Op jidde Fall muss verhënnert ginn, an ech weess, datt do ee Problem besteet, datt déi Schüler aus dem ländleche Raum, well manner Betriber do sinn, well den öffentlechen Transport net esou gutt organisiert ass, do ee Stage maachen, wou se grad hikommen, an net onbedéngt do, wou se interesséiert wäeren, fir hinzugeen. Eng allgemeng Fro kéint een och stellen, ob Stagen net sënnvoll wäeren am Enseignement secondaire classique.

Da kommen ech bei d'Supérieursklassen. Do ännert sech am Enseignement secondaire général mat dësem Gesetz näischt. Am Classique kënn elo d'Sektioun Informatique-communication bäi. Dat begrësse mer als CSV. Mir sinn natierlech och frou, datt déi Sektioun op Clierf kënn, soubal wéi de Lycée opgeet. Mä allgemeng muss een awer soen, datt d'Informatik als een Outil de travail iwwerall, allgemeng an der Schoul an an all Fach misst méi agesat ginn an u sech och net nëmme op deenen iPad-Klassen. Iwwerall gëtt dagdeeglech mam Computer, mam Internet geschafft, just net an all Schoul.

Eppes, wat mech drun erënnert, wéi esou ech heiansdo drun zweifelen, datt mer am digitalen Zäitalter ukomm sinn, dat ass, wann ech d'Schüler gesinn, déi nach ëmmer mat deem uralen Klassebuch, wéi mir et schon haten, do an der Hand ronderëmlafen, déi et dann um Enn vum Schouljoer vläicht och nach verschwannen dinn. Mir hunn digital Klassebicher. Mir sinn am digitalen Zäitalter. Firwat férdere mer dat net méi?

A wa mer een digitaalt Klassebuch hätten, dann hätte mer schon en éischte Schratt an déi richteg Richtung gemaach, well dann hätte mer an all Klassen all op d'mannst ee Computer stoen.

Sou! Déi Klassen Lycéëe kréien elo, fräi laut dem Här Meisch sengem Sproch: „Verschidde Schoule fir verschidde Schüler“, méi Autonomie, fir Optionsfächer unzebidden a fir d'Sektiounen méi flexibel ze organiséieren. Dës ass net iwwert d'Gesetz, mä iwwer Règlement grand-ducal geregelt, mä ech wollt trotzdem kuerz heiral agoen.

D'CNEL an och d'FAPEL hunn an hirem Communiqué och op verschidde Problematiken higewisen. Fir d'Éischt wëll ech awer soen, datt viles vun deem, wat elo als nei an d'Fenster gesat gëtt, schonns besteet, nämlech de Projet d'innovation pédagogique, de Projet d'établissement, d'Margen, fir eng bestëmmte Stonnenzuel anescht ze organiséieren wéi den

übleche Stonneplang, d'Charte scolaire, de Profil vum Lycée. Och déi zwou Saache stoung schon am Gesetz vum 2004. De PDS, de CDS ass net komplett nei, stoung awer esou net am Gesetz. Et ass elo gutt, datt et an d'Gesetz kennt. Et war awer schon a verschiddene Schoulen. Dat, wat eben nei ass, sinn déi Optiounen, datt déi kënne méi flexibel organiséiert ginn.

Allgemeng soe mer als CSV: Méi Autonomie ass prinzipiell gutt, mä d'Qualitéit muss garantéiert ginn, de Wiessel tëschent de Schoule muss wederhi méiglech sinn, Chancerechtegkeet muss gi sinn. Mir brauche vergläichbar Ugebueder iwwehall am Land. Mir muss verhéieren, datt d'Schüler, déi zum Beispill hei an der Stad wunnen, ee grouse Choix hunn tëschent deene verschiddene Kiischen um Kuch, déi ugebuede ginn, well se ebe vill Schoulen hunn, an déi um Land dat muss maachen, wat de Lycée eben decidéiert. Dat heescht, déi Kiisch huelen, déi grad do ass. Op jidde Fall muss mer ee regionalen, lokalen an domadder och soziale Schoulclivage hei zu Lëtzebuerg verhéieren.

Bei där méi flexibler Organisatioun vun de Sektioneen hätt ee sech dofir och kënnen d'Fro stellen: Firwat net dem Schüler an der einzelner Schoul méi Choix loosse, anstatt datt d'Schoul de Choix hëlt? Et wär organiséierbar. Et wär natierlech e bësse méi Opwand.

D'Chancerechtegkeet queesch duerch d'Land géif awer doduerch verbessert ginn. Wann ech d'Metapher vum Här Meisch gëschter huelen, hien huet eise Lëtzebuurger Schoul-system verglach mat engem Restaurant mat engem Menü. Ech mengen, et war e Schnitzel a Fritten.

Den Här Meisch wëllt elo gäre mat dësem Gesetz u sech vill verschidde Restaurante mat jeeweils engem anere Menü schafen. Mir hätten u sech léiw, wann d'Schüler an hirem Restaurant ënnerschiddlech Menüen ugebuede krite. Dat heescht, wou de Schüler de Choix hätt, ouni datt en direkt misst de Restaurant wiesselen, wann em eppes net schmaacht.

Allgemeng Autonomie dierf ni zu engem onkontrolléierbaren, oniwwersiichtleche Wirrwarr vu Lycéeë féieren, wou kee méi d'Iwwersiicht huet. Well wa kee méi d'Iwwersiicht huet, dann hu mer vläicht fir all Schüler säi Lycée, mä ech weess net, ob all Schüler säi Lycée fénnt. Also do muss dru geschafft ginn. Et muss am Sënn vun der Chancerechtegkeet an der Qualitéitsgarantie koordinéiert an encadréiert ginn. An och do huet de Ministère eng Verantwortung.

Mäin zweeteschte Punkt: de Sproochenunterrecht. Ech hunn et schonns ufanks gesot, hei huet de Courage gefeelt. Dat wärend natierlech Diskussiounen ginn, mä dës Diskussiounen muss gefouert ginn. Dëse Projet de loi gesäit fir den Technique, de Général, deeswelchten Niveau C1 vir fir Däitsch a Franséisch wéi fir de Classique, an am Englesche gesäit en am Général de B2 vir, am Classique de B2+. Mä Däitsch a Franséisch um Niveau C1, am Technique gausou wéi am Général (veuillez lire: am Classique).

Den SEW schreift a sengem Avis, dat wär zwar ganz luewenswäert, dat wär awer leider onrealistes. Do kënne mer als CSV dem SEW nëmme recht ginn. Ee Gesetz soll sech awer realistesch Ziler setzen. Mir haten och an deem Sënn zwee Amendementer virgesinn, méi realistesch a méi flexibel fir de Schüler. Mir sinn näamlech der Meenung, datt mer net onbedéngt fir all Schüler seng Schoul muss schafen, mä datt eis öffentlech Schoule méi e flexibel Ugebuet muss schafen, fir besser op déi ënnerschiddlech Fäegkeeten an déi ënnerschiddlech Uspréich vun de Schüler kënnen anzegoen.

An an deem Sënn, wéi gesot, hate mer zwee Amendementer proposéiert. Mir hate proposéiert, fir déi dräi Sproochen, déi definitiv muss gemaach ginn - Däitsch, Franséisch an Englesch -, op zwee verschiddenen Niveauen unzebidden. Am Secondaire général, wou de Minister elo seet, Däitsch a Franséisch mussen um Niveau C1 sinn, d'selwecht wéi am Classique, géife mer proposéieren, eng Sprooch um C1 an de Choix de l'élève, awer mindestens eng Sprooch. Wann deen der gäre wëllt dräi maachen, da kann en der dräi maachen, mä e muss mindestens eng maachen. An am Classique hu mer proposéiert, datt e mindestens zwee Coursen um Niveau avancé muss huelen - hien huet awer de Choix - an deen anere Cours ass um Niveau B2+. Dat heescht, mir hunn un den Niveauen näischt geännert vis-à-vis vum Projet de loi vum Här Meisch.

Den Här Meisch sot elo de Moien - also mir hate schonns ee kleng Face-à-face de Moien -

hie wär erfieert, esou eng Propos vun eis ze héieren. Ech wëll hei just nach eemol betounen: Eischten, mir géife beim Classique, gausou wéi den Här Meisch, zwou Sproochen um Niveau C1 aféieren. A souguer mindestens zwou. Dat heescht, de Schüler, wann e wëllt, kéint der och dräi um Niveau C1 hunn an eng Sprooch um Niveau B2+. Just bei eis hätt de Schüler eben de Choix. Dat heescht, hie kéint Däitsch a Franséisch um C1 maachen oder hie kéint Däitsch an Englesch um C1 maachen. Oder hie kéint och Franséisch an Englesch maachen. Oder eben, wéi gesot, déi dräi. Do wär also definitiv keen Nivellement vers le bas. Et wär just méi flexibel fir d'Schüler a besser un d'Heterogenitéit ugepasst.

Den Här Meisch sot als Erklärung och nach: „Mir brauche Leit, déi, wa se Redakter ginn, héich Carrière beim Stat maachen, Enseignant an esou weider, da muss gutt am Däitschen an am Franséische sinn.“ Mä mat eiser Propos hu se jo nach all Méiglechkeeten. Een, dee wëllt Statsbeamte ginn, ma dee weess, datt e gutt muss Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch kënnen. Dee muss säi Choix upassen. Mä ech gi jo emol dovunner aus, datt eise Classique net nëmme do ass, fir Statsbeamten auszubilden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et ginn och nach aner Beruffer a wichteg Beruffer, wou mer gutt ausgebildete Leit brauchen. Statsbeamte si wichteg, wéi gesot, awer eis Economie leeft net nëmme vun hinnen.

Da sot den Här Meisch och nach - an ech mengen, den Här Lamberty sot dat och -, e wëllt näischt änneren, wat gutt funktionéiert. Do soen ech: Et funktionéiert net gutt. Well eis öffentlech Schoul hiert Ugebuet eben net flexibiliséiert, gëtt de Classique fir vill gutt Schüler zougemaach.

D'Amendementer sinn, dat brauch ech lech wahrscheinlech net ze soen, ouni vill Diskussiounen refuséiert gi mam Argument, doriwwer misst een diskutéieren. Et wär net esou einfach ze decidéieren. Et wär ee Paradigmewissel. Dir Dammen an Dir Hären, wéini diskutéiert een dann iwwer de Sproochenunterrecht, wann net bei der Reform vum Lycéesgesetz? Als CSV bedauere mer, ech soen et nach eemol, datt de Sproochenunterrecht net ugepaakt ginn ass.

Ech bleiwen da bei de Sproochen. Déi englesch Sprooch gewënnt lafend u Bedeutung. D'Regierung schéngt och där Meenung ze sinn, wann ech „Nation Branding“ héieren, wann ech „Let's make it happen“ héieren an esou weider. Englesch gëtt och um Aarbechtsmaart an op den Unien ëmmer méi wichteg an, dat ass ee grouse Virdeel, d'Schüler sinn un dëser Sprooch interesséiert. An dovunner misst een u sech profitéieren. Ech bedauern och, datt heiriwwer net diskutéiert ginn ass. An an deem Sënn deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuere, fir Englesch ab der Septième anzeféieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que selon le rapport actuel de la Commission européenne concernant «L'apprentissage des langues étrangères par les enfants européens», l'anglais est la langue-étrangère la plus enseignée (97,3%) dans les pays de l'Union européenne au niveau de l'enseignement secondaire inférieur;

- notant que selon le même rapport, la proportion d'élèves qui apprennent l'anglais au niveau primaire a connu une tendance à la hausse la plus forte de 18,7 points depuis 2005, atteignant un total de 79,4% en 2014;

- considérant que selon les chiffres récents d'Eurostat concernant l'apprentissage des langues au Luxembourg, 100% des élèves apprennent l'allemand et le français tandis que 59,7% des élèves apprennent l'anglais à l'enseignement secondaire inférieur;

- notant que dans le régime de l'enseignement secondaire supérieur, 85,8% des élèves apprennent le français, 81,3% l'allemand et 70,9% l'anglais;

- sachant que l'anglais a acquis dans le monde d'aujourd'hui une importance cruciale en tant que langue de communication internationale;

- considérant que face à la globalisation, et alors que le monde universitaire est de plus en plus concurrentiel, l'anglais est devenu la langue des chercheurs;

- considérant dans ce même contexte et suite notamment à l'internationalisation des étudiants, que de plus en plus d'universités offrent sinon des cursus entiers en anglais du moins certaines formations supérieures spécifiques, de sorte que la langue de Shakespeare a sa place dans les milieux universitaires européens non anglophones;

- notant que les futures générations seront encore davantage habituées à travailler dans un contexte international;

- constatant en effet que pour de nombreuses entreprises l'anglais est devenu la langue de travail par excellence, de sorte que sa maîtrise peut s'avérer un critère de sélection déterminant,

invite le Gouvernement

- à introduire l'apprentissage de l'anglais dès les classes de 7^{ème} de l'enseignement secondaire classique et secondaire général.

(s.) Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

Ofschléissend nach kuerz zum Examensreglement op Première. Manner Fächer am Secondaire classique ass am Prinzip gutt. Mä bleiwen d'Qualitéit an d'Gerechtegkeet garantéiert respektiv wéi mécht een dat? Ginn Epreuve-communes agefouert an deene Fächer, wou keen Examen ass, zum Beispill? Ginn et Double-correctionen, fir eben d'Vergläichbarkeet ze maachen? Et sinn nach vill Froen do.

Allgemeng muss een awer soen: Firwat ass dat esou kuerzfristeg annoncéiert ginn? Ech géif souguer soen: iwwer de Knéi gebrach ginn. Am Abréll huet de Minister an enger Pressekonferenz ënner anerem annoncéiert, datt am Complement vum Diplom géifen d'Notte vun deene Branché vun Deuixième drastoe kommen, déi de Kandidat op Première net méi hätt. Et war dunn eng gewëssen Onrou do. Firwat erëm retroaktiv? Dat do ass net fir d'Eischt. D'Schüler, déi betraff sinn, wou d'Notte vun der Deuixième sollten op de Complement kommen, wou bis zur Pressekonferenz nach net, datt dat awer esou wär. Du waren awer schon zwee Trimesteren eriwwer.

Ech hunn dunn och eng Question parlementaire an deem Sënn gestallt an ech krut virgëschter eng Antwort. An an där Antwort dementiert den Här Minister elo formell dës Informatiounen. Dat heescht, hien dementiert formell seng Affirmatiounen aus senger Pressekonferenz, aus sengem Pressedossier. Hien dementiert formell dat, wat am Projet vum Règlement grand-ducal steet, dee mir déi lescht Woch nach kritt hunn. Hien hätt sech et elo anescht iwwerluecht, nodeems e mat den Direkteren an der CNEL geschwat hätt. Mä do muss ee sech da froen: Firwat schwätzt een dann net am Virfeld mat de betraffene Leit? Stéchwuert: Participatioun. An net emol fir d'Alleréischte eng Pressekonferenz maachen.

Déi Fro, déi awer nach ëmmer opbleift: De Minister hat jo awer erkläert, firwat dës Notte vun Deuixième wichteg wärend, näamlech „fir eng méi komplett Zertifizierung kënnen ze kréien“. Dës Erklärung luecht mer och an. Dat géif dann awer elo fortalen. Firwat, wann et Virdeeler hätt, dann net einfach ee Joer waarden an d'Ännerung gemeinsam mam Général maachen? Heiansdo hunn ech d'Gefill, wéi wann den Technique, de Général vergiess gi wär bei deenen eischten Iwwerleeungen. Also firwat ginn esou Ännerungen net a Rou préparéiert?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetz begrësse mer eenzel Punkten, zum Beispill d'Neierungen am Cycle inférieur vum Enseignement secondaire général, d'Verallgemengung vum PROCI-System an deem Punkt.

Mir bedauern awer, datt bei der Ausschaffung vun dësem Gesetz keng grondleeënd Diskussioun mat de Leit vum Terrain gefouert gi sinn, Stéchwuert: Participatioun. Mir bedauern och, datt mat dësem Gesetz d'Participatioun an der Schoul, déi noutwendeg ass fir eng gutt Schoulentwécklung, d'Schoulleedung geschwächt gëtt. A mir bedauern, datt eenzel Punkten net praxisno am Gesetz behandelt ginn.

Et ass och extrem schued an och net ze verstoen, datt op ville Plazen de Courage gefeelt huet, wéi zum Beispill, fir de Sproochenunterrecht fundamental unzepaken. An dofir stëmme mer als CSV géint dëse Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Hansen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lex Delles (DP).** - Merci villmools. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mündleche Rapport.

D'Modernisatioun vum Lycée stellt d'Weichen, fir datt eis Schoulen am 21. Jorhonnt ukommen. Laang genuch hu mir schonn Zäit verluer, andeem mer versicht hunn, déi schoulesch Erausforderunge vu muer mat de Léisunge vu gëschter ze léisen, andeem mer versicht hunn, d'Schüler op eis Vergaangenheet amplaz op hir Zukunft virzebereeden. Mir

brauche vill méi eng modern Schoulloffer, déi un d'Realitéit vum eiser haiteger Gesellschaft ugepasst ass, déi differenziéiert ass an déi op d'Beruffer vu muer virbereet. Esou gesäit jiddefalls fir d'DP d'Schoulpolitik aus.

Wa mer virdrun héieren hunn, datt d'Kierch soll am Duerf bleiwen, datt sech Froen doriwwe gestallt gi sinn, wéi dat dann elo soll sinn: Majo dach, et soll esou sinn, a grad bei de Riedner vun der CSV. Ech mengen, wann hei gesot gëtt, datt de Minister an enger Kommissioun net derbäi war, muss ech awer soen, fir dat awer der Fairness halber hei richtegstellen, datt de Minister - ech sinn eréischt säit véier Joer hei an dëser Chamber -, et muss een awer soen, datt de Minister a praktesch all Kommissioun do ass an datt de Minister, ob mir eng, zwou oder dräi Kommissiounen hunn, all Kéiers sech wierklech Zäit hëlt, aner Saachen, aner Obligatiounen, déi en huet, ofseet, fir kënne wierklech hei an d'Kommissioun ze kommen! An ech mengen, datt den Här Meisch wierklech do eng exemplaresch Aarbecht mécht an datt e wierklech do...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Just hei waren d'Amendementer virgestallt ginn.

► **M. Lex Delles (DP).** - ...all Kéiers...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass wichteg, Här Delles,...

► **M. Lex Delles (DP).** - Jo, en ass awer a wierklech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ganz wichteg!

► **M. Lex Delles (DP).** - ...bal all Kommissioun do. Dat ass elo Oppositioun/Majoritéit. Do ass wierklech kee Spill. Hei ass et wierklech, datt den Här Minister all Kéiers do ass.

An et huet mech awer och am Virfeld vun dëser Debatt e bësse gewonnert, datt dëse Projet an eischten Linn dorunner gemooss gëtt, ob et dobause rumouert oder net. Et héiert een näischt méi, et héiert een iwwerhaupt näischt: Dann ass et och näischt!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Neen.

► **M. Lex Delles (DP).** - Dat hu mer haut de Mëtten nach bal esou...

Ma loosst mech dach ausschwätzen!

(Brouhaha)

Dat huet een...

(Interruption)

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Den Här Delles huet eleng d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Lex Delles (DP).** - „Et héiert een näischt, dann ass et och näischt“, héiert een, an haut de Mëtten waren déi Wieder erëm bal d'nämlech! Mir sollen eis vill méi driwwer freeën,...

(Brouhaha)

...datt mir elo - freeën, an ech betounen och „freeën!“ -, datt mir no jorelaangem Hin an Hier an no villen Diskussiounen iwwer eng Lycéesreform kënnen ofstëmme, an dat Ganz och, ouni datt jiddwereen op d'Barrikade klëmmt!

Et gouf dee gréisstméigleche Konsens gesicht an deen ass och fonnt ginn. Ech wëll drun erënneren, datt de Bildungsminister Claude Meisch dofir net manner wéi 45 Lycéeë besuche gaangen ass, fir perséinlech an am Dialog mat Direkteren a Schüler gewuer ze ginn, wou de Schong dréckt a wou ee kann Upassung maachen.

A wann ech de President vun der Proffgewerkschaft FEDUSE de Moien um Radio richteg verstanen hunn - well ech hunn näamlech och nogelasschert -, wier et eischtens emol wichteg gewiescht, datt no laangem Stëllstand iwwerhaupt emol e puer Verännerunge kommen, an zweetens, datt déi Akzenter gesat ginn, déi eis Schoule brauchen. D'Gesprécher hunn also zu eppes gefouert.

Doriwwer eraus gouf sech jo och op Avise baséiert, déi schonn zum eischte Projet virlouchen. An och de Collège des directeurs war vun Ufank un agebonnen. Si hu souguer an Aarbechtsgruppe mat un de Reglementer geschafft. Grad si hunn zum Beispill insistéiert, datt d'Regierung net mécht, wat elo vun der CSV gefrot gëtt, näamlech datt all Schüler seng Fächer op der Sektoun a sengem Lycée kéint eraussichen. Dat géif d'Schoule virun immens grouss Erausforderunge stellen a wier organisatoresch net ze meeschteren.

Déi eenzel Lycéeë misste jo och dann ënnerschiddlech Plage-horaien ubidden. Do stellt sech d'Fro, ob méi kleng Lycéeën ausserhalb der Stad dat iwwerhaupt géifen organisatoresch hikeréien. Ech denke besonnesch un déi kleng Lycéeën am ländleche Raum, wéi zum Beispill Clierf oder Réiden. Falls déi Schoulen dat net kéinte stämmen, géif dat net grad zu



enger Diskriminatioon féieren? An eisen Ae wiaer de Modell vun der CSV, den Effekt also kontraproduktiv.

A firwat soll een iwwerhaupt eppes iwwert de Koup geheien, wat gutt fonctionnéiert? D'Zil kann et jo net sinn, alles ze reforméieren, just fir duerno kënnen ze soen: „Majo, mir hunn eng Makroreform op den Instanzeweeg gesat.“ Eis Schoule si gutt, awer net gutt fir jiddwee. Dat gëtt mat dësem Gesetz op de Leescht geholl.

Kärpunkt vun der Modernisatioun vum Lycée ass sécherlech déi schoulesch Autonomie. Dat ass och gutt esou, well Eenheitsbräi schmaacht deene mannste Schüler. An Zukunft sollen d'Schoule besser kënnen op déi verschidden Talenter, Potenzial, mä och Besoine vun hire Schüler agoen an hir Konzepter a pädagogesch Approchen deemspriechend upassen. D'Schoule réckele soumat méi no bei hir Schüler, déi wéi gesot selwer Programmer kënnen ausschaffen, déi hirer Meenung no am beschten op hire Schülerprofil passen. Dëst ass ouni Zweifel en enorm wichtige Schratt a Richtung vun enger méi diversifizierter Schoullandschaft, déi jo vu ville Säite gefuerdert gëtt.

Ech verstinn dofir och net richtig d'Kritik, datt de Ministère sech domadder géif senger Verantwortung entzéien. Ech géif et am Géigendeel verantwortungslos fannen, wann een d'Schoule géif an hirem Dynamismus an am Innovatiounsgescht ausbremsen a wann een net géif op de Wee goe vun ënnerschiddleche Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Vergiesse mer jo och net, datt d'Schoulen dës Autonomie net fir nëischt kréien. Si ginn och responsabiliséiert a mussen a siwe Kärberäicher vun der schoulescher Entwécklung eegen Demarchen ausschaffen, déi dann am PDS dokumentéiert ginn. De Ministère leet kloer d'Ziler vun deenen eenzelne Beräicher fest an d'Schoule kréien d'Veantwortung an d'Fräiheet, mat hire Moyenen an eegenen Demarchen dës Ziler ze errechen.

Et ass an deem Kontext och immens wichtig, datt esou vill wéi méiglech Akteuren an deem Prozess kënnen deelhuele. De PDS soll d'Resultat vun engem konstruktive Matschaffe vun der ganzer Schoulcommunitéit sinn, eng Aart Roadmap, déi duerno vun esou vill wéi méiglech Leit soll gedroe ginn an déi d'Erfahrung an d'Kompetenze vun deene verschiddene Leit um Terrain soll erëmispigelen.

D'DP begréisst jiddefalls ausdrécklech dës Approche: eng Approche vun ennen erop anstatt vun uewen erof. Allgemeng mécht dës Regierung vill, fir d'Akteuren um Terrain mat anzubannen an datt d'Projete vun der Schoulcommunitéit gedroe ginn. „Bottom-up“ seet een an dësem Kontext.

Net nëmmen a Lycéeën, och an der Grondschoul hu mir kierzlech hei an der Chamber de gewielte Schoulpresident zum Chef d'orchestre vun enger Equipp gemaach, enger Equipp, déi zesummen hire PDS festleet. Fir d'DP huet dat basisdemokratescht Element seng fest Plaz an der Schoulbänk.

Madamm Presidentin, de Rapporteur huet et virdu gesot: Och kënnen a Zukunft d'Sektioneun am Classique méi flexibel gestalt ginn. Déi rigid Kastenbaustruktur ass eiser Gesellschaft an der Villfältigkeit vun hiren Talenter einfach net méi ugepasst. Zudeem erfüllt dëst och net méi d'Erwaardunge vu villen Universiteiten, déi sech ëmmer weider spezialiséieren an dat och vun hire Studente verlaangen. Mat ënnerschiddleche Kombinatiounen erlabe mer de Lycéeën och hei, sech e Profil ze ginn an d'Schüler geziilt a verschiddene Beräicher ze spezialiséieren, déi um Aarbechtsmarché awer och gefrot sinn. Jee no Region oder Demande wier et zum Beispill méiglech, eng Sektioon C op d'Spezifisitéit vun den Ingenieuren auszerichten oder der Biochemie oder nach enger ganz anerer Kombinatioun. Wéi gesot: ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Parallell dozou sinn am Moment och sougenannt Kompetenzpolen amgaangen ze Entstoen. Dozou ziele sécher d'Future Hubs mat de Lycéeën LTE, dem Arts et Métiers an dem zukünftige Lycée Edward Steichen zu Clierf oder Lycéeën, déi den Entrepreneursgescht féieren, wéi zum Beispill den ECG, de Lycée technique vu Lalleng oder de Lycée Privé Marie-Consolatrice. D'Autonomie vun de Schoulen ass net nëmmen eng enorm Chance fir d'Schoule selwer, mä virun allem fir d'Schüler. Si gi méi geziilt an hiren Interesse geféiert a kréie soumat d'Dier zu besserer Startchancen an Berufsliewen opgemaach.

Madamm Presidentin, d'Zäite vu Griffel a Schifertafel sinn eriwuer. Mir sinn am Zäitalter vu FinTech, Big Data, Robotik ukomm. Dat ass e Fait, deem sech och mussen d'Schoulen upassen. Den Zuch huet d'Regierung Gott sei Dank net verpasst, souguer am Géigendeel: Si sëtzt heibäi an der Lokomotiv!

Vu Klengem u sollen d'Kanner spilleresch un déi nei, intuitiv Léiermethoden eruefouert ginn. Si solle fréi ufänken, e Gespier fir dat D'gitaalt ze kréien. Dat ass de Fall am Fundament, wou zum Beispill d'App „MathemaTIC“ d'Course méi lieweg an innovativ mécht. Och déi versprochen iPade wäerten hiren Deel dozou bäidroen.

Virun allem wäert awer och déi nei Sektioon I fir déi néideg Kuelen an der Lokomotiv suergen. Si steet am Mëttelpunkt, wann et ëm d'Förderung vun de sougenannten „e-Skills“ geet. Mir gehéieren hei zu den „first mover“ an dësem Beräich, déi d'Potenzial vun dese Kompetenzen erkannt hunn an déi d'Schüler an d'Welt vum Numerique antauche loosse. Gläichzäitig schloer mer mat dëser Sektioon och eng Bréck zum zukünftigen Aarbechtsmarché, op deem informatesch Kenntniser ëmmer méi gefrot ginn. D'Schoule kommen also definitiv am 21. Jorhonnert un.

Madamm Presidentin, besser Startchancen an d'Berufsliewe kritt een nëmmen, wann een d'Chancen net scho fréi an der Schoulcarrière verbaut huet. Zwee Drëttel vun eise Schüler sinn am Général ageschriwwen. Am Verglach mam Classique treffen hei nach vill méi Schüler mat ënnerschiddlechen Hierkonften, Mammesproochen a sozialen Hantergrënn openeen. D'DP huet ëmmer betount, datt dës Diversitéit eng grouss Chance fir eis Gesellschaft wier, mä gläichzäitig och Ursprung vun enger ganzer Partie Differenzen an der Schoul.

Am Général soll dofir an Zukunft méi differenziert enseignéiert ginn. Mir kënnen eis et och einfach net leeschten, datt zum Beispill e frankofone Schüler wéinst enger Matheschwächt net ka sengem Niveau no Franséisch oder Däitsch léieren. Mam Aféiere vum sougenannten „cours de base“ an den „cours avancés“ gëtt de Problem un der Wuerzel ugepaakt. Op der Huitième sollen esou Coursen am Franséischen, Däitschen an an der Mathé ugebuede ginn, éier dann op Neuvième d'Englescht derbäikënn.

Fir d'DP ass dëst e wichtige Punkt, deen et de Schüler an Zukunft erlaabt, deen Niveau an der Schoul ze suivéieren, deen am beschten zu hire Stärkte passt, ouni awer hir Schwächen ze vernoléisegen. Dës differenziert Approche ass scho laang gefrot, ma elo gëtt se ëmgesat.

Madamm Presidentin, eppes, wat d'Schüler och dierft freeën, dat ass, datt d'Unzuel vu Premièrexamen op sechs erofgeet, an dat fir all Sektioon. Dat ass einfach eng Fro vu Chancégläichheet tëschent deenen ënnerschiddleche Sektioneun hei am Land, mä virun allem och par rapport zu de Schüler am Ausland. Hei zu Lëtzebuerg mussen d'Primaner näamlech bäi Wäitem am heefegste während den Exame schweessen. Mat dëser Verbesserung kréien d'Schüler ab der nächster Rentrée méi Zäit, fir sech op déi eenzel Examen ze preparéieren, wat sech dann och hoffentlech an den Notten erëmispigelt.

Eis Schüler kënnen awer souwiso méi wéi dat, wat op hirem Diplom steet. Vill Charakteristike vun eise Schoulsystem komme guer net richtig zum Virschäin: eisen héije Sproochenniveau, d'Engagement vun deenen eenzelne Schüler während hirer Schoulcarrière oder d'Fächer, déi si schon op Deuixième haten. All dës Saachen zeichnen de Schüler aus, ma stinn duerno net schwaarz op wäiss op hirem Ofschlossdiplom. Dat wäert sech an Zukunft mat engem sougenannten „complément au diplôme“ änneren. D'Universiteiten an d'Patrone solle wëssen, wat se un eise Schüler wierklech hunn.

Och gëtt d'Partenariat tëschent Schoulen, Elteren a Schüler gestärkt. Dëst ass e weidere Baustee vun enger neier Particiatiounskultur an och an eise Schoulen. Fir d'DP sinn d'Elteren an d'Schüler ouni Zweifel wichtig Partner an der Schoulentwécklung. Dofir begrësse mer och, datt d'Lycéeën sech an Zukunft mussen Gedanken maachen, wéi se d'Elteren an d'Schüler wëlle mateneen abannen. Zudeem gëtt jo och op nationalem Niveau eng Eltererepresentatioun geschafen, déi als Porte-parole beim Ministère op en oppent Ouer soll stoussen.

Madamm Presidentin, déi schoulesch Autonomie, déi méi diversifiéiert an differenziert Schouloffer, déi nei Particiatiounskultur an d'Upasse vun eise Schoulen un d'Erausfuereung vum 21. Jorhonnert, et sinn ënner anere dem dës Akzenter, déi eis gutt Schoule fir all Schüler besser a méi gerecht maachen. Mir sinn als Demokratesch Partei dovun iwwerzeegt, datt mir mat dësem Gesetz de Kader setzen, fir an Zukunft besser den ënnerschiddlechen Talenter, Potenzial an och Besoine vun eise Schüler kënnen nozekommen. Dat war d'Zil an dat gouf erreecht!

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Lex Delles. Als nächst ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. D'Reform vum Secondaire: Wann ech hei nolauschteren an och schonn an der Kommissioun, ech mengen, da fanne mer e Konsens hei am Haus an och dobaussen, datt mer eng Reform am Secondaire brauchen. A wat fir eng Richtung datt déi Reform geet, doriwuer gëtt diskutéiert. Mir constatéieren awer alleguerten zesummen, datt mer déi Reform am Secondaire brauchen, well ganz einfach eis Gesellschaft ännert, well eis Aarbechtswelt ännert a ganz einfach och, well d'Offer dobaussen, d'Unie ronderëm Lëtzebuerg, hei zu Lëtzebuerg och aner Kritäre wäerten opstellen, sou datt mir eis Studenten, eis Schüler, eis Kanner mussen fit maachen ebe fir déi nei Orientéierungen, déi do gefrot ginn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu der Geschicht vun der Demokratisatioun vun eise Land zënter senger offizieller Grënnung gehéiert och d'Demokratisatioun vun eise Schoulen. D'Lycéeën goufen opgemaach fir all Geschlechter. A mir hunn am Laf vun der Zäit d'Schoulpflicht ëmmer nees verlängert, fir méi Jonken eng gutt Formatioun mat op de Wee ze ginn.

Eist Land, an dat ass e puermol ugeschwat ginn, huet sech entwéckelt vun enger Agrarnatioun, duerno engem Industriestat bis zu engem Land mat engem performante Finanzsecteur. Eis Schoul huet déi dach awer radikal Transformatioun, déi dës Entwécklung och an eiser Gesellschaft mat sech bruecht huet, mussen begleeden. Mat der aktueller Digitaliséierung, iwwert déi vill geschwat gëtt, an der erwaarter Robotiséierung vu ganzen Deeler vun eiser Wirtschaft, vun eiser Ekonomie, wäert et och an Zukunft zu radikalen Transformatiounen kommen. Eis Schoule mussen eis Kanner also op dës Transformatiounen virbereeden.

Dat maache mer mat dëser Lycéesreform. Mir ginn deene Jonken eng héich Qualifikatioun mat op de Wee, déi et hinne erlaabt, en Universitätsstudium oder en Héichschoulstudium weiderzeféieren a spéider e Beruf ze hunn, an deem se sech als Mënsch an als Bierger entfale kënnen. Mir bekämpfen also an deem Sënn och direkt de Chômage a mir festegen och eis demokratesch Wäerter an eiser Gesellschaft.

Madamm Presidentin, déi vill kritiséiert Autonomie vun de Lycéeën ass beileiwe keen Trick vun engem midde Minister, wéi ech oft héieren hunn, dee sech aus senger Responsabilitéitë wëllt stelen, mä et ass eng Necessitéit, an ech sinn am Ufank drop agaangen, déi de Realitéiten an eise Land muss Rechnung droen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng ganz heterogen Schülerpopulatioun an de leschte Jorzénge bäikritt a mir hunn e Lycée, dee gréisstendeels nach op der Reform vun 1968 opbaut, enger anerer Zäit wéi haut.

Déi hei geplangt Autonomie erlaabt et de Lycéeën, d'Erausfuereungen, déi déi Heterogenitéit mat sech bréngt, ze meeschteren. Dëst andeems mer de Schoulen d'Méiglechkeet ginn, a verschiddene Beräicher méi eegestänneg Decisiounen ze huelen: bei der Organisatioun vun Appui scolaire, dem Encadrement vun de Jonke mat spezifische Besoinen, der psychologescher a sozialer Hëllef, der Orientatioun vun de Schüler, der Kooperatioun mat den Elteren - ech denken, e ganz wichtige Vollet vun enger participativer Schoul. An och déi dobausse parascolaire offéiert schoulesch Aktivitéitë kënnen en Deel dozou bäidroen.

Et sinn d'Lycéeën an hiert Personal, déi dagdeeglech mat deene Kanner, mat deene Studenten am Kontakt stinn, déi am beschte wëssen, wou de Schong dréckt a wéi se d'Talenter vun deem engen oder deem anerem an beschte féieren. Op de Schüler ugepasst Methoden hëlfele an deene Beräicher méi wéi eng generell Decisioun vum Ministère op nationalem Niveau. Dorëms geet et bei der Autonomie.

An dëst ass iwwereng och net komplett nei: Schon 1989 hu mer ugefaangen, de Schoulen et ze erméiglechen, verschidden Optiounen am Kader vun de Sektioneun unzebidden. Ech denken dobäi u verschidde franséisch Filiären oder de Bac international am Athénée an un déi rezent ugekënnegt chineesesch Coursen och am Athénée an am Lycée Aline Mayrisch. Och, an dat ass traditionell, sinn et hei zu Lëtzebuerg ëmmer verschidde Lycéeën ginn, déi verschidde Secteuren ugebueden hunn. Ech brauch nëmmen un d'Hotelschoul ze denken, un de Lycée technique agricole, un den ECG oder un d'paramedezinnesch Beruffer bei Lycéeën.

Et geet also och drëms, deene Lycéeën, déi dat wëllen - an ech insistéieren: déi et wëllen, et

gëtt hei kee forcéiert -, d'Méiglechkeet ze ginn, fir selwer iwwer bestëmmte Spezialisierungen decidéieren ze kënnen. De Ministère, an dat ass eis als LSAP ganz wichtig, muss natierlech weider derfir suergen, datt de System op nationalem Niveau kohärent bleift. Et daerf op där enger Säit net zur Konkurrenz tëschent de Lycéeën kommen an op där anerer Säit geet et awer drëms, och zum Beispill d'Landesplanung am A ze behalen. D'Proximitéilycéeën sollen an deem Sënn net komplett verschwannen a mussen sech ergänze bei der Offer vu verschiddene Coursen.

De Lycée wäert also säi Profil definéieren am Plan de développement scolaire, un deem senger Ausschaffung dat ganz Personal vun Lycée, mä och d'Schüler selwer an d'Eltere beedelegt sinn. Eis Sektioneun sinn den Ament ze vill rigid an erlaben et ganz einfach net, op där enger Säit eng wëssenschaftlech Sektioon ze suivéieren an awer eng méi poussiéiert humanistesche Formatioun unzetrieden. Mir schafen d'Sektioneun net of, mä mir maache se op, fir dem Schüler méi Choixen ze ginn a sech besser op d'Exigence vun den Universiteit un haut kënnen virzubereeden.

An deem Sënn begréisst d'LSAP och d'Aféierung, et ass e puermol ugeschwat ginn, vun der neier I-Sektioon: Informatik a Kommunikatioun. Bei den aktuellen Evolutiounen an der Aarbechtswelt, déi ech d'ënescht ugeschwat hunn, ass d'Wichtigkeet vun esou enger Sektioon natierlech och evident.

An deem Sënn kierz mir och d'Unzuel vun den Examensfächer, mä Virriedner ass dorobber agaangen, op Première.

Madamm Presidentin, déi grouss Erausfuereung vun eiser Schoul ass et haut, mat där grousser Sproochvillfalt ëmzegoen. Mir sinn der Meenung als LSAP, datt de Plurilinguisme eng Bereicherung an eng Chance fir Lëtzebuerg a seng Awunner ass. An der Interpellatioun, ech mengen, et war vum Här Adam, déi mer ongeféier viru sechs Méint haten iwwert de Plurilinguisme am educative Lëtzeburger System, hu mir als LSAP kloer Stellung bezunn. Mir sinn do zur Konkluosion komm, datt d'Meisproochegkeet ouni Zweifel déi gréissten Erausfuereung ass a bleift, mat där eise Schoulsystem konfrontéiert ass.

D'Schoul muss deene kommende Generatiounen genuch Sproochkenntnisser mat op de Wee ginn, fir an eiser meisproocheger Gesellschaft eens ze ginn a fir kënnen Fouss ze faassen, besonnesch op eise Aarbechtsmaart. An engem daerfen awer d'Kompetenzen, déi mir vun de Schüler verlaangen, net zu enger Barrière gi fir hir zukünftige Entwécklung. Et ass do, wou een de Spagat muss maachen.

An engem Land, an deem ëmmer méi divers Populatiounen liewen, ass dat natierlech net gradesou einfach a wäert och ëmmer erëm a Reforme vum Secondaire a vum Fondamental zu Diskussiounen féieren. Mir wëllen awer net - an ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens -, datt et dowéinst an der Schoul zu Echecke kënn, déi net ze rechtfertige sinn. Wéi ee Gefale maache mer näamlech engem Jonken, deen allgemeng talentéiert ass, mä Schwieeregkeeten huet an enger vun deene Sproochen: Däitsch, Franséisch oder Englesch, wa mer him dowéinst ee beruffleche Wee oder eng Ausbildung blockéieren? Wéi ee Gefale maache mir domadder am grouss Ganzen och eiser Gesellschaft als Ganz?

D'LSAP setzt weider op Innovatioun a Qualitéit am Lëtzeburger Schoulsystem. Bei de Sprooch brauche mir dofir eng differenziert Approche, fir dës Erausfuereung ze meeschteren.

Oft, an dëst wësse mer jo schon zënter verschiddene Joren opgrond vu verschiddenen Etüden, d'MAGRIP-Etüd oder opgrond vun de PISA-Resultater, sinn doduerch Schüler mat auslänneschen Originen an aus engem méi wéi sozial schwache Milieu vun deem Problem betraff. Ech wëll just drun erënneren, datt de generelle Reglement iwwert d'Schoulen nach ëmmer besteet an datt dee seet - ech mengen, en ass iwwer 100 Joer al -, datt souwuel déi däitsch ewéi déi franséisch Sprooch als Langues véhiculaires vum Enseignement sollte benotzt ginn. A wann een d'Realitéit kuckt, da mierkt ee ganz oft, wann ee Schüler an engem Fach net matkënn, bedéngt duerch seng Sprooch, muss ee fir d'Éischt d'Terminologie an där Sprooch maachen an dann e lues a lues un dat Fach eruféieren.

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob een dat op Däitsch soll maachen, ob een dat op Englesch soll maachen, ob een dat op Lëtzeburgergesch soll maachen oder op Franséisch. Fakt

ass, datt een an deem Fach de Schüler, de Student un dat Fach an un dat Wesse soll eru-fieren.

Mir begrëissen dofir och d' Aféierung vun normalen a vun avancéierte Sprooch- a Mathematikkursen op den niddrege Klassen am Général. Doduerch, datt mir de Schüler méi Choix ginn, versiche mer, dës Ongerechtegkeet esou wäit wéi et geet aus der Welt ze schafen. Sécher, domadder ass d' Problematik an der Schoul net ee fir alle Mol geléist.

Madamm Presidentin, mir kommen an Zukunft net derlaanscht, fir eise Sproochenunterrecht weider ze analyséieren a weider ze adaptéieren. Dat ass, wéi gesot, déi grouss Erausforderung vun eisem Schoulssystem. Ech war dofir och net iwwerrascht, an enger rezenten parlamentarescher Antwort vum Minister Meisch ze liesen, datt aktuell een Aarbechtsgrupp „Sproochen“ sech doriwwer Gedanken mécht, a begrëissen dat och am Numm vun eiser Fraktioun. Dësen Aarbechtsgrupp schafft un engem globale Konzept. Mir mussen eis mat där Problematik aus-erneesetzen an och no dëser Reform weider Pisten analyséieren, wéi mir eise Schoulssystem méi effizient a gläichzäitig och méi gerecht kënnen opbauen. Dëst mam Zil, fir eben déi sozial Ongläichheeten esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

Kolleginnen a Kollegen, déi Suerg louch och, an et ass schon ugeschwat ginn, am Kär vum Reformprojet vun der deemoleger LSAP-Ministesch Mady Delvaux. Ee Reformprojet, deen a grouse Linnen an dësem Gesetz vun der aktueller Koalitioun als Basis iwwerholl ginn ass. Schonn 2013, wéi den Text virgestallt gouf, huet et geheescht, et wëllt ee méi Flexibilitéit am Enseignement vun de Sproochen aféieren an och de Schüler méi Choix ginn, sech ze spezialiséieren.

Erlaabt mer dofir, am Numm vun der LSAP der Mady Delvaux nach eng Kéier Merci ze soe fir déi grouss Aarbecht an Efforten, déi si fir dës Reform gemaach huet. Jorelaang huet d' Mady Delvaux d' Consultatiounen mat den Akteuren um Terrain gefouert. An déi Consultatiounen, an dat wësse mer alleguerten, waren net einfach, waren och contestéiert. Eng Kéier muss een och eng Decision huelen. A wann ee Reformen uschreit, da wësse mer alleguerten, datt et ganz schwierig ass, bei sämtlechen Akteuren vum Terrain ee Konsens ze kréien. Ugeschwat op déi sëllege Opposition-formellen, waren déi alleguerten, an dat wësse mer och, historesch bedéngt duerch den Artikel 32.(3) vun der Constitutioun.

Fakt ass awer och, wann een elo d' Durée kuckt, wéi laang datt mer iwwer eng Reform am Secondaire schwätzen, denken ech - an do, mengen ech och, hu mer ee Konsens -, datt et héich Zäit gëtt, datt mer op jidde Fall och eng Reform ëmsetzen. Vill Akteure soen: Et ass besser, Dir gitt an déi dote Richtung! Gitt an déi Richtung! Ech denken, datt et am Interêt vun de Studenten a vun de Schüler ass, eng Reform unzekuerbelen an dann natierlech och dozou Ëmännerungen ze maachen. Et wäert beileiwen net déi lescht Reform sinn, déi mer am Fondamental oder wéi an dësem Fall am Secondaire wäerte maachen, well mer eis mussen dru winnen, datt d' Aarbechtswelt ännert an eben och eis Gesellschaft ännert.

Wann ech elo héieren, datt iwwert dës Reform net vill Gedäichs gemaach ginn ass, dann ass dat och vläicht opgrond vun deene Consultatiounen, déi virdu gefouert gi sinn, datt vläicht Gras iwwert déi initial Kritik gewuess ass oder och vläicht scho well Deeler vu Lycéeën een Deel vun deene Changementer anticipéiert hunn an haut scho méi Eegeninitiativen a verschiddene Beräicher huelen.

Dofir wëll ech och ganz kloer soen, datt d' Schoul an Zukunft nach evoluéiere muss a wäert, well och eis Gesellschaft net wäert stoe bleiwen. Dat ass, an dat hunn ech gesot, beileiwen net déi lescht Schoulreform, déi mer hei wäerten diskutéieren, presentéieren a och zur Ofstëmmung wäerte bréngen.

Madamm Presidentin, d' Wëssen, dat d' Schoul eise Kanner mat op de Wee gëtt, muss idealerweis wéi eng Zort Liichttuerm an engem Mier vun Ongewësseheit wierken. Erlaabt mer hei déi liicht pathetesche Metapher, mä ech wëll domadder eigentlech nëmmen den Eesch vun der Problematik, iwwert déi et haut geet, ënnersträchen. Wann eise Schoulssystem et net fäerdegbréngt, déi Jonk op d' Erausforderunge vu muer ze preparéieren, ma dann erleide se ganz einfach Schëffbroch.

Vergiesse mer net, datt d' Formation initiale als éischt Zil huet, fir ze enseignéieren, mä awer och eng Responsabilitéit dréit, fir déi Jonk zum

kritische Bierger an enger fräier an demokratischer Gesellschaft ze maachen. «L'École doit être l'endroit où on apprend à penser», sot de Marcel Gauchet. Et gëtt, Kolleginnen a Kollegen, an dat muss mer eis an dëser Diskussioun konstant virun Aen halen, en extrem enke Lien tëschent der Schoul an eiser Gesellschaft, eiser Demokratie. Eng schwach Schoul, déi Deeler vun der Gesellschaft ausschléisst, féiert deemno an eng schwach Demokratie, déi och Deeler vun eiser Gesellschaft wäert an Zukunft ausschléissen.

Madamm Presidentin, fir eis als LSAP ass d' Schoulpolitik de Grondsteen, op där d' Sozialpolitik muss opbauen. Eng gerecht an equitabel Schoul fir jiddwieren heescht net, datt jiddwieren dat nämlech muss léieren a kënnen, mä just, datt mer jiddweringem senge Kompetenzen a Choixen no et erméiglechen, eng qualitativ Educatioun ze kréien. Eng Educatioun, déi hinnen d' Chancen offréiert, net eng Educatioun, déi se hënnert.

Dofir géif ech, nodeem ech dem Rapporteur Merci gesot hu fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport, och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Claude Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. De Mëtte si vill Clauden am Asaz. Här Claude Adam, Dir hutt d' Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Madamm Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen, mam zweeten Ulaf a leider just mat de Stëmme vun der Majoritéit setze mer haut d' Reform vum Enseignement secondaire op d' Schinn. An effektiv, nodeems d' Madamm Delvaux mat ganz vill Opposition konfrontéiert war, ass dës Kéier de Projet zimlech schnell an och oui nennenswäert Opposition duerch d' Instanze gaangen. Opposition kréie mer der e bëssen hei an der Chamber, mä ech mengen, dat gehéiert zum demokratischen Spill.

Ech hunn et ganz interessant fonnt, och der Madamm Hansen nozelaschteren. Bei der Madamm Hansen, déi d' Schoulwelt gutt kennt an déi zum Beispill och schon eleng iwwert den Numm, wéi mer déi Enseignements sollen nennen, gewissen huet, wéi komplizéiert dat ass, fir iwwerhaapt eng Eenegung ze fannen, fannen ech et schon eigentlech erstaunlech, datt se net och méi unerkennt, wéi grouss de Konsens awer an de Schoulen ass fir déi hei Reform.

D' Madamm Hansen war och mat der Ausso: „Bei dëser Reform passéiert näischt, duerfir reegt sech keen driwwer op“ zitéiert ginn an der Press. A mir sinn der Meinung, grad och wéi den Här Haagen gesot huet, datt mer mat dëser Reform kee Schlusstréch ënnert d' Erneuerung vun eise Secondairesschoule kënnen zéien. Mä am Géigesaz zu der CSV si mir awer der Meinung, datt bei dëser Reform ganz vill passéiert.

An datt keng nennenswäert Opposition géint dee Projet entstanen ass, ass virun allem drop zréckzeféieren, datt de Minister sech gutt ugeleucht huet mat engem Tour duerch sämtlech Lycéeën an de Kontakt mat de Leit vum Terrain gesicht huet. Jo, en hat och vläicht d' Chance, datt mer keng brutal Ännerungen am Sproocheregimm virgesinn hunn. En hat och d' Chance, datt d' Apess méi mat sech selwer beschäftegt ass, wéi datt se Zäit huet fir aner Saachen.

(**Hilarité**)

Mir fannen dat awer gutt, datt de Minister de Konsens gesicht huet an och fonnt huet, well de Sproch kéint vun der CSV sinn: „Reforme mécht ee jo schlisslech mat den Enseignanten an net géint se.“ An duerfir ass dat, wat d' Madamm Hansen geiergt huet, datt et esou roueg ass, eppes, wat eis freet, datt dat awer roueg iwwert d' Bün gaangen ass.

Mir si sécher, datt mer an deenen nächste Jore nach méi Flexibilitéit am Émgang mat de Sprooch brauchen. Mir sinn awer och der Meinung, datt déi Mesuren an dësem Gesetz an déi richteg Richtung ginn. Mir kënnen wäertvoll Erfahrung sammelen a mat de Schoulen zesammen eise Sproocheregimm weiderentwéckelen.

Madamm Presidentin, mir sinn net der Meinung, datt mat dësem Projet de loi näischt an eise Schoule passéiert. Ganz am Géigendeel! Ech probéieren dann och all deenen, déi gudden Wëllen hunn, ze erklären, firwat datt mir zu där Meinung komm sinn. Ech kann och net op all Punkt agoen, mä ech gräifen déi Punkten op, déi fir eis déi wichtegst sinn, an ech erënnere bei där Gleeeinheit un de Rapport vum honorable Claude Lambert, deem ech och wëll Merci soe fir seng zwee, säi mündlechen a säi schrëftleche Rapport.

En éischt Punkt, an dee schénge esou banal ze sinn, datt bis elo nach keen deen opgegraff huet: Eng vun de gréissten Ännerunge mat, an eisen Aen, ganz nohalteger Wierkung ass d' Embenennung vun de Klassen. Et ass wierklech banal. Mir benennen d' Klassen aus dem fréiere Lycée technique haut Enseignement secondaire général, no deemselwechte Prinzip wéi déi aus dem fréieren Enseignement secondaire, haut Enseignement classique.

Nodeems ee Schüler seng Cyclen am Enseignement fondamental ofgeschloss huet, kënn en op eng Septième. Packt en déi Septième, kënn en op eng Sixième an da geet dat esou weider. A wann en all seng Klasse gepackt huet, dann huet en eng Première. An da muss mer duerno, wann dat eis dann interesséiert, hannendruschreiwien, a wéi engem Regimm datt en dat gemaach huet.

Den Här Oberweis wëllt mer eng Fro stellen.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Jo, Madamm Presidentin, ech wollt den Här Adam drun erënnere, am Joer 2007 an dësem Sall hunn ech deemools d' Madamm Delvaux gefrot gehat, dass et un der Zäit wier, dee System ze änneren. An ech ka mech erënnere, deemools, dat war just viru Chrëschttag, ass dat mat Applaus festgehal ginn, well ech deemools gesot hunn, dass ech jorelaang där jonker Leit viru mer hat an der Klass, fir déi et en Drama war, dass se eng Treizième haten. A mir hunn hinnen oft genuch missen als Enseignante Pabeiere matgi fir op d' Universitéit, dass dat gläichgesat wär. Op dee Punkt freeën ech mech awer och perséinlech.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Da stëmmt haut derfir!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci. Dann hu mer weinstens ee Punkt, wou mer ee Member vun der CSV hunn, deen eppes gutt féint, wat mer maachen.

(**Brouhaha**)

Déi eigentlech banal Neierung...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Lues! Den Här Adam huet eleng d' Wuert, wann ech gelift.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Déi eigentlech banal Neierung, déi näischt kascht huet ausser vläicht engem Beamte vum Ministère de l'Éducation nationale vill Nerven a schloflos Nuechten, well deen huet missen alleguerten déi nei Klassen an den informatische System eraffidderen, ass fir eis eng Mesure, déi d' Akzeptanz vum Secondaire général bei den Elteren a Schüler wäert nohalte beaflossen a vill méi wäert bewierken, wéi ganz vill iwwerluechte Sonndesriede vun deene leschten zéng Joer. An duerfir soen ech da fir d' Éischt dem Här Oberweis Merci fir déi Iddi, der Madamm Delvaux Merci an och dem Här Meisch Merci, datt en déi Iddi weider bestoe gelooss huet an datt mer déi haut kënnen ëmsetzen.

Eng zweet a wichteg Neierung betrëfft natierlech den Émgang mat de Sproochen. Am Enseignement secondaire général féiere mer d' Méiglechkeet an, souwuel an der Mathé wéi an de Sprooch Coursen op zwee Niveauen ze organiséieren: Cours de base a Cours avancés. Dat wäert et de Schüler erméiglechen, Lacunen opzeschaffen an net weinst engem Fach an hirer schoulescher Carrière stiechen ze bleiwen.

Natierlech kann ee kritiséieren, datt am Lycée classique an am Cycle supérieur praktesch näischt mat de Sprooch geschitt. Mä mir gesinn dësen éische Schrëtt emol positiv: Et kënn Bewegung an d' Spill, mir kënnen Erfahrung sammelen an doropshin eisen Émgang mat der Sproochewillfalt an eisem Land änneren a verbessern.

Ech hu schon hei an der Chamber gesot: Fir eis sinn d' Europeschoulen, wat den Émgang mat der Méisproochegkeet betrëfft, dat Beispill, wat mer mussen analyséieren, adaptéieren a fir eis éffentlech Schoule weiderentwéckelen. Erfahrung hu mer schon am Internationale Lycée zu Perl gesammelt. Mir sammelen der a verschiddenen éffentleche Schoulen, déi de Bac international ubidden. Mir sammele wäertvoll Erfahrung an der Internationaler éffentlecher Schoul zu Déifferdeng. An ech war frou, wéi ech virun enger Woch de Minister Meisch um Radio héieren hunn, wou hien annoncéiert huet, datt hien am Zentrum an am Norde wëllt speziell Sproocheprogrammer an zwee Lycéeën ubidden, déi sech un europäesche Programmer orientéieren. Vläicht, wann de Minister Zäit huet, kann en och hei op dëser Plaz e puer Detailer nach zu deenen Iddien ginn. Iddien, déi mir a priori positiv fannen an ënnerstëtzenswäert.

E weidere wichtige Punkt vun dëser Reform ass och, datt déi verschidde Schoule méi Auto-

nomie kréien. An dem Rapport vun der Schoulkommissioun steet souger, et wier e Paradigmewiessel: D' Leit an der Schoul géifen elo éischter agéieren an net méi just exekutéieren. D' Schoulautonomie huet Virdeeler, si huet awer och e puer Nodeeler. Prinzipiell si mir fir eng Schoulautonomie, déi sech an engem Kader, dee vum Ministère de l'Éducation nationale gesat gëtt, kann entwéckelen. Nationale Referenzkader heescht dat.

Wann een déi grouss Verschiddenheet vun de Kanner bei eis kennt, kann et net een Eenheitsmodell fir se all sinn. An awer, ech hunn dat och scho méi oft gesot, fanne mir de Motto „Vill verschidde Schoule fir vill verschidde Kanner“ net glécklech. Firwat? Majo, mat deem Sproch riskéiere mer, d' Acquis vun 20 Joer Inklusiounspolitik an eise Schoule liicht op d' Spill ze setzen. Mat e bësse schlechtem Wëllen, ech ënnerstelle kengem schlechte Wëllen, mä mat schlechtem Wëlle kann een dee Sproch weiderdeklinéieren: Mir brauchen eng Schoul fir Kanner mat Lernschwierigkeiten, mir brauchen eng Schoul fir Kanner mat Migratiounshannergrond, mir brauchen eng Schoul fir d' Surdouéen a mir brauchen eng Schoul fir d' Sousdouéen. Dat, mengen ech, ass net esou geduecht. Duerfir hu mer méi mat der sproochlecher Ausrichtung wéi mat der Ausrichtung vun der Reform e Problem.

Mir sinn och nach ëmmer der Meinung, datt de Lycée de proximité fir all Kanner, déi an der Noperschaft vum Lycée wunnen, net iwwerholl ass, mä schon eleng aus verkeertertechnische Grënn nach ëmmer richteg ass, besonnesch fir d' Schüler vum Cycle inférier.

Ech ginn dervun aus, datt mer datselwecht mengen, Här Minister: Mir brauchen eng éffentlech Schoul, déi esou flexibel ass, datt se mat der Heterogenitéit an eiser Gesellschaft an an eise Schoulen eens gëtt. Autonomie vun de Schoulen ass ee Moyen, fir ze hëllefen. Aner Moyene sinn de Plan d'étude, eng aner Approche zu de Sproochen, den Appui an den Encadrement vun eise Schüler.

Eng gewëss Autonomie vun de Lycéeën dréit de Beméiung vun den Direktiounen an den Enseignante Rechnung. Dat wäert d' Aarbecht vum Terrain op an dat ass gutt esou. Et ass schon e bëssen erstaunlech, datt den SEW dës Reform kritiséiert, well se den Enseignanten ze vill Mat-sproocherecht géif ginn. Fairerweis fir den SEW muss ee soen, datt en awer och a sengem Rapport kritiséiert a fäert, datt mer zu enger Situation «de pouvoir des directions des lycées» kéimen, déi erasant géif ginn. Also et ass awer schon och e Gläichgewicht beim SEW.

Eng gewëss Autonomie vun de Lycéeën ass gutt, well et nun emol esou ass, datt net all Lycée alles kann ubidden an datt et och haut scho Lycéeën gëtt, déi sech Schwéierpunkte ginn. Mir mengen och, datt d' Autonomie net op d' Käschte vun deene kleng Lycéeën muss goen, éischter am Géigendeel. Do muss een dat natierlech suivéieren, an ech mengen, de Minister mécht dat och. Mir brauchen déi Villfalt an déi ass net zu Laaschte vun deene Klengen oder deene Groussen.

D' Autonomie vun de Lycéeën, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, stéisst un hir Grenzen, wann et ëm d' Zertifizéiere geet. Mir gesinn zurzäit keng Alternativ zum nationalen Ofschlossexamen. Natierlech gëtt et och haut scho verschidde Premièresdiplomer. An Zukunft gëtt et der warscheinlech nach méi. Mir hunn eng Classiquespremière an eng Techniquespremière, oder eng Généralpremière, pardon, eng mat enger Rei Fächer, déi net bei jiddweringem d' selwecht sinn, e Premières-exame plus Notte vu Fächer vun Deuxième an esou weider an esou virun.

Mir begrëissen dat, erënnere awer drun, éischters, datt een Diplom engem Schüler nëmmen eppes zertifizéiere kann, wat en och kann, an zweetens, datt en Diplom vun enger Première XY muss deeselwechte Wäert hunn, ob en am Norden oder am Süden oder am Zentrum oder am Oste geschriwwen ginn ass.

D' Autonomie an de Lycéeën däerf och net esou wäit goen, datt een e Wiessel vun engem Lycée an deen aneren onheemlech schwéier mécht. Mir kënnen eis net engersäits drëm beméien, d' Passerellen tëschent dem Régime classique an dem Régime général opzebauen an duerch eng galoppéierend Schoulautonomie d' Passerellen anzeräissen. Mä duerfir hu mer jo den nationale Referenzkader, deen derfir wäert suergen, datt dat net geschitt.

Madamm Presidentin, mir begrëissen all déi Mesuren, déi an dësem Gesetz stinn an eng Verbesserung vum Appui a vum Encadrement fir d' Schüler bréngen. Mir fannen et och gutt, datt d' Lycéeën elo, d' selwecht wéi am Fondamental, eng Commission d' inclusion scolaire kréien.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mir begrëissen och, datt mer an Zukunft wëlen e weidere Schwéierpunkt Internet an Informatik setzen. Mir sinn der Meenung, datt et gutt ass, fir eng I-Sektioen ze schafen. Mir fanne awer virun allem och, datt d'Compétences numériques transversal Kompetenz sinn an duerfir an alle Klassen an alle Regimenter gefördert solle ginn. An et ass och wünschenswert, datt Open Data matabezu ginn an net just déck Virementen u Microsoft gemaach ginn.

An et schéngt an eisen Aen och ganz wichteg, de Support technique auszubauen, an zwar systematesch a massiv. Mir kréien ëmmer erëm nach erzielt, datt et engagéiert Enseignanté sinn, déi mat vill Asaz an am Weekend den technesch Support an hire Schoule musse maachen. Déi staatlech Hëllefsgéngschter sinn net ëmmer an der Lag, fir schnell ze reagieren, wann e System zesummebrécht. Et ass wichteg, datt, wa mer all Schoul mat Tabletten oder Aanlechem equipéieren, datt, wa mer ëmmer méi interaktiv Tafelen an eis Schoule kréien, mer dann och personell esou opgestallt sinn, datt schnell kann op technesch Panne reagiert ginn.

Här President, mir begrëissen et och, datt d'Eltere méi matabezu ginn an de Lycéén. Mir fannen et gutt, datt een Elterevertrieeder am Comité de discipline vertruuden ass. Wann et drëm geet, ob ee Schüler muss vun der Schoul verwise ginn, da concernéiert dat natierlech och d'Eltereschaft. A mer verstinn eigentlech net, firwat datt d'Chamber vun de Statsbeamte sech do dergéint ausschwätzt. Mir begrëissen och, datt d'Schülerkonferenz opgewäert gëtt. D'CNEL hat sech jo am Virfeld vun deem Gesetz och kompetent, géif ech mengen, zu Wuert gemellt.

D'Avise vun deenen anere Beruffskummere si jo duerchweegs positiv. An déi Punkten, déi si opwerfen, kënne mer ënnerstëtzen. D'Chambre des Salariés seet zum Beispill, datt et schued ass, datt déi zwee Ordre vum Secondaire no verschiddene Regele funktionéieren. Ech hu jo scho gesot, wéi wichteg datt mir d'Gläichbenennung vun de Klasse fannen. Dat ass an eisen Ae schon ee kleng Paradigmewissel an do hu bestëmmt schon eng ganz Rei Leit genuch drun ze knaen. Et ass Bewegung an d'Spill komm an d'Entwécklung ass jo nach eréischt am Ufank.

Et ass fir eis och net glécklech, datt mer am Secondaire classique d'Orientatioun no der Quatrième maachen, am Secondaire général awer schon no der Cinquième. An et wier och gutt, wann d'Schüler vum Secondaire classique och ee Kontakt mat der Aarbechtswelt kéinten hunn. Dat gëtt iwwregens och vun dese Schüler selwer esou empfongen. Dat wier och am Interessi vun enger besserer Orientatioun. Eng Orientatioun, wou mer déi Verbesserunge vun deser Regierung unerkennen a begrëissen, wou awer selbstverständlech ëmmer nach Sputt no uewen ass.

Mir sinn och zefridde mat enger Rei vun Ouverturen, déi dëst Gesetz am Secondaire mécht. Esou zum Beispill de méi grouse Choix, deen d'Schüler innerhalb vun de Sektioene kréien. Et ass och dervu geschwat ginn, scho vun de Kolleegen hei ernimmt ginn, datt de Premièresexame manner Fächer préift an duerfir awer complementaire Notte kënnen derbäi sinn. Dat sinn alles Entwécklungen, déi mer begrëissen.

Här President, mir si frou, datt mer des Lycéesreform, déi sech schon 2011 mat engem Avant-projet de loi ugekënnegt huet, schlussendlech esou schnell iwwert d'Bün kritt hunn an datt mer awer eng grouss Akzeptanz bei de Schoulpartner dobause fonnt hunn. Dat neit Gesetz trëtt also fir d'Rentrée 2017-2018 a Kraaft, wa mer dat dann haut stëmmen, wou ech dru gleewen. D'Gesetz stëmmen ass e ganz wichtige Akt, d'Gesetz ëmsetzen ass een net manner wichtige Akt. De Minister hat gesot, et géif eng Iwwergangszäit gi vu ronn engem Joer, bis all Bestëmmunge musse ëmgesat ginn.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz an ech wier frou, wann de Minister eis nach herno vlächent kéint e bëssen eppes iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun deem Gesetz soen. Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci u den Här Lambert, deen eis wéi ëmmer e komplizéiert Gesetz ganz kloer presentéiert huet.

Et ass interessant, hei de Rieden nozelauschteren. Ech wëll vlächent ufänke mat de Kommentaren, déi vu menger Nopeschpartei hei, der CSV

bruecht gi sinn an deser Diskussioun. Ech si jo och en Oppositionspolitiker, ech muss awer soen, datt ech Problemer hu mat där Argumentatioun, déi d'CSV hei bréngt. Et ass eigentlech net nozevollzéien, datt eng CSV, déi hei seet: „Et ass eng kleng Reform, eng Mikroreform“, nëmme ganz kleng Beanstandungen eigentlech virbréngt. Si stellt dee Gesetzesprojet vun der Regierung net grondsätzlech a Fro. Si mécht esou kleng..., wann dat do eng Mikroreform ass, da proposéiert d'CSV esou infinitesimal Verännerungen an dann ass se eigentlech net d'accord.

Et ass och fir mech erstaunlech, ze mierken, datt d'CSV wëllt esou d'Englescht promouvéieren, och an enger Motioun eis dat hei proposéiert, ouni ze soen, ob op Septième, wat se proposéiert, Englesch soll fakultativ oder obligatoresch agefouert ginn. Et ass awer e wichtige Ennerscheid. Dat steet net dran! A virun allem wonnert et mech, datt d'CSV net den Ennerscheid mécht tëschent Sproochen, déi hei am Land benotzt ginn, a Sproochen, déi en offizielle Statut hunn. Däitsch a Franséisch hunn en offizielle Statut, dat sinn Amtsproochen nient Lëtzebuergesch. An ech mengen, an der Diskussioun muss een deem awer an engem Parlament Rechnung droen. Dat si grondsätzlech Ennerscheeder.

D'CSV ass hei nach an enger Nostalgie vun där Regierung virun, vun den Delvaux-Reformen, mä d'Zäiten hu sech awer geännert. Wann och d'CSV hei seet: „D'Schüler misste méi Choix hunn“, da freet ee sech awer wierklech: Ass dat iwwerhaupt ëmsetzbar, mat deene komplizierten Erausforderungen, déi d'Schoulen elo souwiesou scho kréien, wa se hir Sektioene musse méi flexibel maachen?

Et ass fir eis net nozevollzéien. Mir sinn och net d'accord mat deem Gesetz, awer ech mengen, datt mer vill, vill besser Ursachen hunn. An et ass iwwregens, an elo kommen ech awer un eis Gambia-Parteien, wann ech héieren, datt dëst Gesetz justifiéiert gëtt vun der Säit vun der Regierungspartei mat esou Sätz wéi: „Mir brauchen dëst Gesetz, well d'Gesellschaft sech geännert huet“ oder „well d'Gesellschaft sech ännert“, dann ass dat natierlech eng Banalitéit. Dir kéint gradesou gutt soe wéi den Här Trudeau a Kanada: „Well mer am Joer 2017 sinn.“ Dat geet eleng net duer. Mir mussen kucken...

(Interruption)

Mir mussen kucken, wat elo hei genau proposéiert gëtt an dat bewäerten.

Et si gutt Punkten an deem Gesetz. Ech wëll dat soen: Et sinn eng Rei Punkten, déi eis och gutt gefalen. Zum Beispill méi Inklusioun ass eng gutt Saach fir déi Jonk an d'Kanner mat spezifische Besoinen. Och, an dat dierf een och net vergiessen, wéi déi Surdoués, dat ass jo och extra ernimmt ginn am Gesetz, och dat ass e wichtige Punkt.

Et ass och gutt, datt d'Schoule méi Autonomie kréien an en eegene Profill. Dat ass sécher gutt, mä dat ass net bis zu Enn geduecht. Well wie seet „eegene Profill“ - wat jo hei gewünscht ass, méi Autonomie -, dee seet och „Konkurrenz tëschent de Schoulen“. Et gëtt ëmmer esou gemaach als hätt dat eent mat deem aneren näischt ze dinn, als wär dat eent net eng logesch Konsequenz vun deem aneren. Dach! Wie seet „eegene Profill“, dat féiert zu enger gewësserer Konkurrenz, awer et ass net bis zu Enn geduecht.

Eng Konkurrenz tëschent de Schoulen, déi mer noutwendegerweis à moyen terme kréien, dat géif och heeschen, datt d'Schoule méi e groust Matsproocherecht hunn, wat déi Schüler ugeet, déi sollen dohikommen. Et bedéngt eng Rei vun Encadrementsmoosnamen, fir sozial Ongerechtegkeeten oder regional Ongläichgewiichter ze verhënnern.

Dat heescht, mir ginn op e Wee, dee mer prinzipiell begrëissen als ADR, mä deen hei net bis zu Enn geduecht ginn ass, mat all senger Konsequenzen. Autonomie vun de Schoulen, do soe mir däitlech: Jo! Konkurrenz schouger och: Jo! Awer et bedéngt Begleedungsmoosnamen, fir dat kënnen effikass ze steieren.

Mir hunn hei eng Rei vu Reflexiounen, déi mer nach musse féieren iwwert d'Ausrichtung vun der Schoul. Et ass gesot ginn - et ass jo de Slogan vun der Regierung -: „Ënnerschiddlech Schüler, ënnerschiddlech Schoulen.“ Mä wat d'Regierung... E Gedanken, deen an dem Gesetz net virkënt, dat ass eigentlech dee Gedanke vun der Integratioun. Dat ass den Androck, wéi mer en dacks hunn an Texter vun der Regierung, och an der Schoul, datt dat eigentlech en Domän ass, deen an de Vergies geroden ass. En Usproch, deem d'Schoul sech net méi wëllt stellen. Et gëtt gesot: „Jiddweree kritt seng Schoul“, awer den Integratiounswëllen, fir jiddweree an eng lëtzebuergesch Gesellschaft, fir dat esou ze ënnersträchen, kënnen ze integréieren, dee feelt.

Mir hunn eng heterogen Schoulpopulatioun - dat seet jiddweree -, mä wat ass d'Konsequenz dovunner, datt mer ëmmer méi international Filiären an eiser öffentlecher Schoul hunn? Wat ass d'Konsequenz dervun, datt mer och ëmmer méi international Schoulen zu Lëtzebuerg hunn? Mä dat féiert jo derzou, datt eng Rei op jidde Fall vu Schüler, déi net mat deem traditionelle lëtzebuergesch Modell, der Dräisproochegkeet, wéi mir se kennen an esou weider, d'accord sinn oder fir sech eppes anescht wënschen, an déi munch aner Angeboter eriwwerwiesselen, déi et ëmmer méi gëtt.

Dat heescht, u sech ass den Ëmkéierschloss dovunner, datt déi lëtzebuergesch Schoul erëm méi tendenziell homogener gëtt iwwert d'Zäit, well jo esou vill anerer dee Wee verloossen. Oder ass dat net de Fall? Kuckt d'Regierung dat doten? An dann hu mer et an eise traditionelle Schoultyp vlächent iwwert d'Zäit och erëm mat méi enger homogener Schoulpopulatioun ze dinn. Et ass eng soziologesch Fro, déi mer mussen am A behalen.

Dat Zweet ass d'Ausrichtung vun der Schoul. Et ass gesot ginn, datt d'Schoul sech de Schüler soll upassen. Dat ass sécher net falsch, mä och dat geet net duer. Als Land, als Politik hu mer och eng grondsätzlech Aufgab, an déi ass, fir ze kucken: D'Schoul als Agent an eiser Gesellschaft, wéi kann déi sech afügen? Wat ka si bäidroen, fir dëst Land a seng eegen Zukunft ze projézieren als Stat, als Gesellschaft, als Land? Net nëmme op de Schüler bezunn, mä och an eiser staatlecher Form. Wat kënne mer maachen, fir eis Gesellschaft, eis Lëtzebuergeschicht, eis Gesellschaft an d'Zukunft ze projézieren? Och do huet d'Schoul en Optrag. An och dee gëtt an deem Gesetz net ernimmt. En ass awer legitim, well all Land stellt sech déi Fro. An déi öffentlech Schoul huet den Optrag, och d'Gesellschaft an hir Zukunft ze projézieren.

Dozou gehéiert et och, datt mer déi traditionell Dräisproochegkeet vum Land bäibehalen. Et ass en Defizit vun deem Gesetz. An ee vun deene Grënn, firwat mir et net stëmmen, dat ass, datt deen Usproch, dee virun e puer Joer erfongen ginn ass an dee mer begrëisst hunn, nämmlech fir eng lëtzebuergesch Sektioen an de Lycéén anzeféieren, datt deen net erfëllt ginn ass.

Dat ass en Usproch, deen eng Ambitioun hat, deen och de Wäert vun der Lëtzebuergesch Sprooch ënnerstrach hätt. Hei ass en net erfëllt ginn. Eng Regierung, déi nach viru Kuerzem e 40-Punkte-Programm wollt presentéieren iwwert de Wäert vun der Lëtzebuergesch Sprooch, huet hei wierklech eng grouss Chance verpasst, fir kënnen hir Glafwierdegekeet mat deem Beweis ze ënnermauern. Dat huet se net gemaach. A jiddweree gesäit do, wéi eng Konklusioene sech imposéieren.

Och sinn do Nodeeler, e relativ liichtfankegen Émgang mat de Sproochen an de Schoulen awer feststellen. Wann et elo méiglech gëtt, den Technique oder de Général an enger Filière praktesch ganz op Franséisch ze maachen, stellt sech eben d'Fro vun der Integratioun an der Méisproochegkeet. An och wann een elo seet: „Mir kënnen d'Mathematik zum Deel op Däitsch maachen“, da muss ee warne virun engem Feelschluss. Mathematik op Däitsch ass net onbedéngt méi einfach wéi Mathematik op Franséisch. Et ass dacks e Feelschluss, fir dat esou unzuhuelen, zemoos wann da spéider d'Sprooch erëm muss geännert ginn. Alles dat si Falen oder Problemer, déi eventuell kënnen optauchen.

En anere Grond, firwat d'ADR géint dat Gesetz hei ass, ass, datt den Nivellement vers le bas net gestoppt gëtt. An et ass eis awer wichteg, datt mer eng Schoul mat Qualitéit a mat Leeschtungsusproch hunn, och well eist Land net eleng dosteet, mä an der Konkurrenz steet mam Ausland, mat der Groussregierung. An et wär wichteg, fir do Gesten ze setzen.

Déi Diskussioun iwwert de Premièresexamen ass symptomatesch. Ech wëll déi elo hei net féieren, mä hei gëtt gesot: „Et ass gutt, mir ginn op sechs Fächer erf.“ Esou als wär dat en Naturgesetz, als misste mer dat net hannerfroen oder net kënnen anescht iwwerleeën.

Mä wär et am Kader vun engem Nation Branding net och méiglech gewiescht alternativ, fir ze soen: „Eise Premièresexamen huet einfach méi Niveau wéi deen aneren“, deen ze valoriséieren an domadder eise Schüler, déi am Ausland wëllen op eng Universiteit goen, e Plus matzeginn? Dee Wee ass net gewielt ginn. Et ass direkt gesot ginn: „Mä mir essen eis dann un. Mir setzen den Niveau erf“, esou als wär dat en Naturgesetz. Ech mengen net, datt dat en Automatismus muss sinn.

D'Promotiounskritäre si relativ niddreg. D'Faiblesen an d'Lacune solle gekuckt ginn amplaz d'Talenter. Mä firwat net Feeler verbessern? Mir gesi jo am Statexamen an op

villen anere Plazen am private Secteur, wéi grous d'Onzefriddenheet ass mam Niveau vun de Schoulen duerch d'Kompensationsméiglechkeeten, duerch d'Opspléckung am Domaine de compétences, déi och hei am Gesetz virgesi sinn.

D'Grammaire gëtt net ernimmt. Wa vun de Sproochen hei an deem Gesetz geschwat gëtt, da gëtt geschwat vu Sprooch a Literatur, souguer vu Komparistik. Awer datt dat op Basis vun enger zolitter grammatikalescher Beherrschung vun der Sprooch soll sinn, och dat gëtt net méi ernimmt.

Mir hunn eis also d'Fro gestallt, ob et net nach zu méi enger grousser Flucht vu Kanner a Privatschoule kënnt. An dat ass eng grouss sozial Ongerechtegkeet. An et muss een der LSAP ëmmer erëm virun Aen halen, datt si et ass mat hirer Schoulpolitik, déi u sech eng sozial Ongerechtegkeet hierstellt. Well déi gréisste sozial Gerechtegkeet besteet dach doranner, datt een onofhängeg vun deem soziale Milieu, wou een hierkënt, eng gratis öffentlech Schoul huet, déi engem zu enger héijer Qualifikatioun verhëllt.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An dat ass hei net méi de Fall: d'Aféierung vun enger sozialer Ongerechtegkeet duerch d'Erofsetze vum Niveau vun der öffentlecher Schoul.

(Interruption)

Fir eis wieren nach aner Saachen dran. Ech gesinn, datt ech e bëssen ënner Zäitdruck sinn, dofir wëll ech just nach op ee Punkt agoen, deen awer ganz vill Leit hei am Land betrëfft. An dat ass d'Situatioun vun deenen Kanner, déi a Scheedungs- oder Trennungssituatiounen doheem musse liewen.

Et wär, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet gewiescht, datt an deem Gesetz festgeschriwwen gi wär, datt d'Schoul mat deenen zwee Elterendeeler muss - muss! - a Kommunikatioun sinn, datt déi zwee Elterendeeler mussen d'Zensure kréien, datt se mussen um Lafende gehale ginn, wat mat hirem Kand an der Schoul ass.

Dat wär eng Moderniséierung gewiescht, net d'Erofsetze vum Niveau. Dat ass keng Moderniséierung. Dat ass e Verloscht u Qualitéit. Awer d'Abesetzung vun deenen zwee Elterendeeler an hir Responsabiliséierung, hir Ermächtigung, och hir Autoritéit ze respekéieren, dat wier eng Moderniséierung gewiescht an eise Schoulssystem. An och déi Chance gouf leider verpasst.

An aus all deene Grënn wäert d'ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De leschten ageschriwwene Riedner fir dese Projet ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, wann ee mat engagéierten Enseignanté schwätzt, wann een och liest, wat se schreiwen, da kënnt ëmmer erëm datselwecht, net nëmme bei deser Reform, mä et ass scho bal symptomatesch, datt keen Dialog gefouert gëtt mat den Enseignanten, mat de Gewerkschaften.

Dat ass eppes, wat net den Här Meisch erfongen huet, dat ass scho virdu gemaach ginn. Ech hunn et selwer och als Schüler erlieft zemoos, als Schoulgewerkschaft. Ech hunn ëmmer den Androck, datt de Ministère de l'Éducation nationale, well et e komplizéiert Ministère ass a well en esou schwéier Reforme muss duerchsetzen, konfrontéiert ass och natierlech mat verschiddene Corpen - dat sinn d'Schüler natierlech, d'Proffen, d'Enseignanten, d'Elteren an esou weider -, a well et och eng wichtige Tache ass, datt oft de Choix gemaach gëtt, fir einfach emol derduerch ze goen a fir dann Decisiounen ze treffen, ça passe ou ça casse. A wuel wëssend, datt och den Engagement zu Lëtzebuerg, sief e politesch oder gewerkschaftlech, u sech ëmmer méi schwéier gëtt, well d'Leit ëmmer manner Zäit hunn, da kann een esou Saachen duerchziehen.

Ech mengen, et ass eng allgemeng Iwwerleeung, wann een driwwer diskutéiert: „Jo, et huet bal keen eppes gesot. Et ass net wouer.“ Mä hunn d'Leit och ëmmer d'Méiglechkeet, sech esou ze engagieren, wéi se et wëllen? Zemoos Enseignanten. Et ass net ëmmer esou evident, entgéint deem, wat ee kéint mengen.

Ech mengen, et sinn zwou Saachen, zwee Punkten, déi eis staark dru steieren an déi och

erklären, firwat mir wäerten dëse Projet de loi net matstëmmen.

Jo, mir ginn an eng Richtung vun der Kreatioun vun autonome Schoulen a Lycéeën, déi a Konkurrenz matenee sinn. D'ADR bemängelt, datt et net wäit genuch geet, mä de Fait nëmme, datt d'ADR, den Här Kartheiser, virdrun och gesot huet a saluéiert huet, datt et awer schonn e bëssen an déi Richtung vun der Konkurrenz geet, ass eng Bestätegung vun deem, wat och d'Gewerkschafte soen, an hir Ängschten, an d'CNEL d'ailleurs och, d'Schülerrepresentatioun.

Elo hu mer en anere Problem justement. Dat ass dee vun der Selbstbestëmmung vun den Akteuren an der Schoul, well trotz alledem hu mer an de Schoule weiderhin, och wann de Conseil d'éducation do ass... dat sinn alles schlussendlech konsultativ Organer, wou d'Direktioun duerno eppes ze soen huet. Dat heescht, a Wierklechkeet hu mer Konkurrenz an net Solidaritéit tëschent de Schoulen an eng solidaresch Schoulpolitik. An anerersäits hu mer u sech éischter managerial Methoden, awer keng richtig Selbstbestëmmungsmethoden, wou Schüler, wou Profen innerhalb vun engem Gebai wierklech kënnen gestalten.

Mä iergendwéi ass et jo och normal, wann de Projet de loi iergendwéi net demokratesch ausgeschafft ginn ass. Dat heescht, wann e mat weineg Diskussioun mat de betraffene Leit ausgeschafft ginn ass, dann ass et jo och kee Wonnner, datt mer schlussendlech och kee ganz demokratesche System hunn.

Iwwerhaupt, och wat d'Matsproocherecht vun de Schüler ugeet, do hätt ee sech awer kënnen nach iwwerleeën... Eng kleng Klammer; dat huet nach kee gesot, mengen ech, hei, ausser ech hätt et verpasst, mä: D'Matsproocherecht vun de Schüler kéint nach gestärkt ginn. Mir hunn e Gesetz iwwert... Also, mir hunn e Conseil national des élèves, mir hu Schülercomitéen. Déi gi gewielt. Virun 30 Joer war dat nach net esou systematesch.

Mä et kéint ee sech awer virstellen, datt déi Wahlen och e bësse méi systematesch gefouert ginn, datt heescht all zwee Joer zum Beispill oder all Joer, dat hänt dovunner of, national-wäit, datt do eng richtig Campagne gemaach gëtt, fir dat ze promovéieren, datt och Schüler, déi a Schülercomitéen sinn, ënnerstëtzt ginn an esou weider an esou virun.

Ech mengen, do ass och d'CNEL, déi Saache mécht, mä déi hunn och net ëmmer d'Mëttele, fir dat alles ze maachen. Ech mengen, dat ass eppes, wat een och hätt kënnen betruuechten, fir justement och de Schüler déi Méiglechkeeten ze ginn, fir sech kënnen ze engagieren an hinnen och de Goût ze ginn, fir sech ze engagieren.

Ech mengen awer och, de Problem mat Educationprojeten an och mat dësem Projet de loi ass, datt net alles drasteet, mä datt een u sech a Wierklechkeet e bëssen den Androck kritt ze wëssen, a wat fir eng Richtung e geet. A wa mer soen, datt et wierklech an eng Richtung geet vu Konkurrenz a vun Deelprivatisierung vun de Schoulen, lues a lues, scheinchenweise, da kann een dat natierlech net am Text esou direkt erëmfinden. Mä an de Fakte wäert dat awer an déi Richtung goen.

An ech mengen, datt all déi Ängschten, déi do bestinn, fir ze soen, datt mer verschidde Lycéeën wäerte kréien, op verschidde Plazen, geografesch, deemno wéi, datt se aner Profiller hunn an aner Coursen ubidden, datt ass eng Realitéit. A mir kënnen dat jo och scho gesinn. Bei der Uni ass et jo esou. Bei der Uni am Uni-System ass et jo esou. Do ass et jo esou, datt Chairé finanzéiert ginn an datt schlussendlech d'Unie quasi total ofhängeg si vun der privater Industrie, fir iwwerhaupt Coursen unzubidden, wat ganz problematesch ass fir d'Recherche a wat d'Recherche an eng ganz gewësse Richtung dréckt. A mir fäerten, datt et och beim Lycée an déi Richtung wäert goen.

De Slogan, jo, deen heescht: „Verschidde Lycéeën fir verschidde Schüler.“ Den Här Claude Adam huet sech awer zu Recht kritesch gewisen - hei ass en - par rapport zu dësem Slogan, mä ech mengen, de Slogan, dee seet dat aus, wat awer wierklech och u sech ugeduecht ass. Well a Wierklechkeet misste mer jo éischter an eng Richtung goen, datt all Lycée soll do si fir all Schüler a sech un all Schüler adaptéieren.

Mä natierlech, da gëtt gesot: „Mä all Lycée, all Schoul kann net alles ubidden, all Cours ubidden“ an esou weider. Ech weess net, ob all Lycée all Cours muss d'selwecht ubidden. Dat war och fréier net onbedéngt ëmmer de Fall. Dann huet ee missen de Lycée wiesselen, wann

een Italiensch oder Spuenesch geléiert huet zum Beispill. Mä ech mengen awer, fundamentale muss se datselwecht kënnen ubidden. Mä natierlech, dat bedeit immens vill Investitiounen. Dat kascht eppes! Dat kascht Enseignanten an dat kascht Infrastrukturen, wa mer dat wëllen hunn.

Mä wa mer eng öffentlech Schoul wëllen hunn, déi iwwerall geografesch alles ubitt oder quasi alles ubitt, wat een och an enger anerer Schoul huet, a Schoulen, wou och eng Kogestoun existéiert mat de Schüler a mat de Profen, déi och Projekte kënnen maachen, dat existéiert souwisou elo och schonn, mä déi e richteg Matsproocherecht hunn, da kënnen mer an eng Richtung goen vun enger universaler öffentlecher Schoul, déi sech awer och u Gegebenheete kann adaptéieren, ausgoend vun den Erfahrung vum de Leit, déi do liewen. E Beispill wier zum Beispill, jo, den „e-Skills“, also Informatikcoursen deemno wéi, well do wësse mer, datt dat immens wichteg ass.

Ech hunn zwar héieren, si wieren nach ëmmer net op der Héicht, deemno wéi. Virun 30 Joer, an den 90er Joren, wou et ugefaangen huet, do hate mer esou eppes total Debilles. „Logo“ huet dat geheescht, mat enger Schildkröt, déi... Enfin, dat war absurd, et huet kengem eppes bruecht. Mä anscheinend, hautzudaags, an dat wollt och scho bal net gleewen, am Joer 2017 sinn d'Infoscoursen awer och nach e bësse vétuste. Vlächcht ännert dat. Ech hoffen dat, mä op jidde Fall ass et wichteg.

Mä huelle mer un, wann elo gewësse Gebaier dee Profil hunn, wou se dat och ubidden fir Informatikcoursen, also „e-Skills“ an esou weider, wat en immensen Invest wäert sinn... An dat wäert wahrscheinlech net all Schoul kënnen ubidden a si muss vlächcht Drëttpartner fannen an esou weider, fir dat ze maachen, dann hu mer en Desequilibrium, well mir sinn der Meinung, datt all Schüler wierklech déi Skills muss hunn an der Informatik, quitte datt se déi meeschtens bal och scho beherrschen, eendeitig besser wéi mir. Dofir mengen ech, dat ass eng Richtung, wou ee misst oppassen.

An dann nach eppes. Da schwätzen ech nach schnell zur Motioun. Englesch. Déi englesch Sprooch, bon, dat kléngt ëmmer gutt ze soen: „Englesch ass wichteg. Et ass déi international Sprooch. Jiddweree schwätzt Englesch op der Welt.“ Grosse erreur! A jiddweree schlecht. Also, vill Leit schwätze schlecht Englesch op der Welt. An déi, déi ganz gutt schwätzen, déi versteen de meeschtens net...

(Hilarité)

...well Englesch eng richtig komplex Sprooch ass.

Dat heescht, et geet drëms: Natierlech muss een Englesch beherrsche kënnen, mä ze mengen, datt een ëmmer méi Englesch mécht, fir op en Niveau ze kommen, dee wierklech den Niveau vun engem Anglofonen wier, vun engem Native Speaker, dat erreeche mer net, ausser déi, déi et wierklech wëlle studéieren, déi an en anglofont Land ginn an esou weider.

Mä a Wierklechkeet, mir hu grouss Illusiounen doriwwer, well u sech geet e gewëssent Englescht duer. A ganz pousséiert Englescht au détriment da vu Sproochen, déi mer awer pour le coup wierklech richtig gutt mussen kënnen, wéi Franséisch an Däitsch, dat wier a mengen Ae keng gutt Iddi.

A Portugal hu se, ech weess net, virun 20 Joer ongeféier dat Franséisch als Friemsprooch duerch Englesch progressiv ersat, well se wollte modern sinn. Duerno koum d'Kris, 2008. A jonk Portugisen hu misse Portugal verloossen, vill a lusofon Länner wéi Brasilien an Angola. An déi aner, wuer? Mä do, wou grouss portugisesch Communautéen sinn: Lëtzebuerg natierlech, d'Belsch, d'Schwäiz - déi franséisch Schwäiz -, de Quebec, Frankräich, also Länner, wou Franséisch geschwat gëtt, mä si schwätze meeschtens nëmme Englesch.

Do hate se e puer Schwierigkeeten. An dat mierkt een och hei. Ech mengen, do muss een e puer Illusiounen ofschafen. Dovunner ofgesinn, mir wäerten dofir dëst Gesetz net matstëmmen. An d'Motioun, ech mengen, do enthalte mer eis.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat huet d'Regierung d'Wuert: den Educationminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci un alleguerten d'Riedner haut hei am Parlament. Ech denken awer och un all déi Deputéiert am Laf vun deene Joren, an et ware jo awer fënnf Joer, wou hei am Parlament, am Land, an der Gesellschaft dobaussen, virun allem och an de Schoulen, ronderëm d'Schoulen diskutéiert gouf; hinnen e Merci fir all déi Baiträg, déi hei koumen, déi Reflexiounen, déi

geleescht goufen, déi finalement awer hei an engem Text konnte münden, dee mer haut elo hoffentlech wäerten unuelen. Deen Text gouf virgestallt haut de Mëtteg hei vum Rapporteur Claude Lamberty. Him natierlech och e Merci fir déi schrëftlech a mëndlech Presentatioun.

Ech wëll nach eng Kéier op e puer Aspekter zrëckkommen, wann Der erlaabt.

Et ass gesot ginn, mir hätten hei net ganz besonnenes Courage gewisen, wat de Sproochenunterrecht ubelaangt. Ech froe mech, wat fir ee Courage et dann hätt misse sinn. Mir sinn amgaangen, permanent nei Sektioenen opzemaachen, déi eng aner Langue véhiculaire hunn. D'Gesetz vum Lycée Michel Lucius gouf viru Kuerzem hei gestëmmt. Bei der leschter Rentrée huet déi International Schoul zu Déiférdeng hir Dieren opgemaach mat deem Succès, dee mer kann hunn, datt et bei der nächster Rentrée déi International Schoulen zu Déiférdeng an zu Esch wäerte sinn.

D'ailleurs kann ee sech d'Fro stellen, wou d'CSV beim Vott vun deem Gesetz war: Se huet et net matgedroen. Wien also do de Courage hat a wien net, dat sollte mer dann emol nach eng Kéier kucken.

Ech hunn och...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Aus liicht anere Grënn awer.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech hunn och annoncéiert - et ass de Mëtten hei vum Claude Adam gesot ginn -, datt mer genau déi dote Schoulmodeller och wëllen ausbauen - en héiert et net esou gär -, fir awer och ënnerschiddlech Modeller ze hunn, déi d'Schüler da kënnen wielen, déi och hirer Sproochbiografie méi staark kënnen Rechnung droen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Esou ass dat ganz gutt, Här Minister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - An ech hu mer extra Méi ginn, Här Adam. Dir gesitt, wann ech mer Méi ginn, da klappt dat. Da klappt dat! Da klappt dat och, fir och deenen eenzelne Profiller vun de Schüler do méi staark kënnen Rechnung ze droen, datt mer déi Offer wëllen ausbauen am Zentrum vum Land, well et eng gratis international Offer ass, an och am Norde vum Land.

(Interruption)

Jonglënster ass net Zentrum, et läit awer no derbäi. Ech wëll lech soen, datt mer an Diskussiounen si mat der Schoul zu Jonglënster, fir do och eng international Offer ze maachen. Op jidde Fall eng germanofon Offer, fir och där Populatioun, déi sech oft an eisem reguläre Schoulsystem schwéierdeet mam Franséischen, an där Region deementspriedend eng Offer kënnen ze bidden. Héchstwahrscheinlech och eng anglofon Offer derbäi, well mer och mierken, datt ganz vill engleschsproocheg Kanner an de Primärschoulen an där Region sinn, déi duerno och an international Privatschoule ginn, déi eigentlech guer kee Fouss an eis öffentlech Schoul setze bis elo, fir deenen awer eng Offer kënnen ze maachen.

Datselwecht géllt, wat déi germanofon Offer ubelaangt, och fir de Lycée vu Clierf. Och do si mer an der Diskussioun mat der Direktioun, déi mat hirer Equipp jo amgaangen ass, d'Rentrée 2018 ze preparéieren, wann dat Gebai wäert opgoen. A mir viséieren och do d'Offer vun enger agreéierter Europaschoul, wat eng zousätzlech Offer da virun allem och an deenen éischter ländlech strukturéierte Géigenden ass, wat eng Offer ass, déi bei dat derbäikéint, wat do besteet, a wat eng Offer ass, denken ech, déi, wa mer eis Analyse jo e bëssen eescht huelen, awer wéi d'Fauscht op d'A bei déi Populatioun, déi mer an deene Regionen hunn, och passt. Ob et nieft enger germanofoner Offer zu Clierf och eng aner ass, eng frankofon, dat si mer nach amgaangen ze kucken.

Wann hei gesot gëtt, souwuel am Enseignement secondaire général wéi am Enseignement secondaire classique, wa mer se elo emol schonn esou wëllen nennen, géife mer d'Sproochen net differenzéieren a mir géifen do all Schüler ee wéi deen anere behandelen, da wëll ech awer soen, datt et wuel Méiglechkeete gëtt, ze differenzéieren: E Schüler huet d'Méiglechkeet, ze kompenséieren an enger Sprooch, net nëmme an enger Sprooch, mä an all Fach. E kann dat an der Regel iwwer seng ganz Schoulcarrière ewech maachen. Ass dat net eng Form vun Differenzéierung, wann ech zum Beispill am Franséischen iwwer eng Rei vu Joren ewech do kompenséiert hunn, herno mäin Diplom och kréien an och do am Franséische kompenséiert hunn? Déi Méiglechkeet hu mer.

Mir hunn och d'Méiglechkeet d'ailleurs, fir Sproochen ewechzeloosen op den ieweschte Klassen, och am classesche Lycée. Dodrop elo

nach eng Kéier eng zousätzlech Differenzéierung ze grefféieren, dat ouni Reflexioun, ob déi Differenzéierung, déi haut schon existéiert, net awer scho problematesch vlächcht wär, do warnen ech nun awer wierklech virdrun, well ech awer feststellen - an dëser Deeg si mer erëm amgaangen, Diplomer uechtert d'ganz Land ze verdeelen -, datt all Joer 1.200, 1.300 oder 1.400 Schüler e Premièresofschloss kréien aus dem classesche Lycée, dat um Niveau vun deenen dräi Sproochen, déi haut gefrot sinn. Wëlle mer systematesch deene Schüler d'Méiglechkeet huelen?

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Oder... Neen, Madamm Hansen, loosst mech wann ech gelift ausschwätzen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Neen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ma neen, loosst mech wann ech gelift awer elo schwätzen!

Oder deene Schüler d'Férdung och net ginn an d'Ufuerderung och net ginn, fir datt se hir Sproochekompetenzen op deen doten héijen Niveau an deenen dräi Sproochen entwéckelen an deene siwe Joer, wou se am classeschen oder och am generelle Lycée sinn? Dat froen ech mech awer, ob dat dee richtige Wee ass, well mer awer duerno och musse Perspektive schafen an d'Beruffswelt eran, am Secteur public an och am Secteur privé, wou d'Sproochenufuerderunge sécherlech net méi kleng wéi am Secteur public sinn. Duerfir denken ech, ass dat net dee richtige Wee. An duerfir wëlle mer dat, wat haut gutt fonctionnéiert, bäibehalen, an do, wou mer nach net eng adequat Offer hu fir d'Schüler, do wëlle mer nach nei Offere schafen.

Wann dann nach gesot gëtt, wat d'Sproochen ubelaangt, hei hätt d'Regierung oder meng Persoun net deen néidege Courage, da kënnen mir d'nächst Woch kucken, wann hei iwwert déi multilingual Férférdung geschwat gëtt, wou de Courage dann erëm eng Kéier ganz, ganz grouss wäert sinn, wien dann hei vu Courage wäert strotzen.

Och d'Sektioenen à la carte opzemaachen, datt et net eng Schoul ass, déi seet: „Meng Sektioen gesäit esou aus an de Schüler hält se oder e geet vlächcht eng äänlech Sektioen an eng aner Schoul sichen“, mä datt de Schüler eigentlech à la carte do seet: „Ech hätt gären esou vill Franséisch an ech hätt gär esou vill Mathé an ech hätt gär esou vill Philosophie an esou vill Geschicht“, dat, denken ech, ass nun awer och net dee Modell, deen et ka sinn!

Ech wëll elo hei guer net herno vun enger Première schwätzen, wou een nach Turnen an Zeechen hat an nach e bësse Philo gemaach huet. Dat wëll ech hei guer net maachen. Dat kréiche mer nach evitéiert. Mä, Madamm Hansen, Dir hutt eis virgeworf, wat net stëmmt, mir hätten d'Direkteren hei net genuch mat agebonnen. Et ass op Urode vun den Direkteren, datt mer vun deem dote Modell, deen effektiv an der Diskussioun war, d'Fanger ewechgelooss hunn, virun allem op Urode vun den Direkteren aus Schoulen, déi net eng grouss Capacitéit hunn, déi am ländleche Raum sinn, well déi gesot hunn: „Dat doten iwwerschreit eis Capacitéit, mir kréien dat doten net organiséiert. Et gëtt e Chaos, wéi mer en an der Formation professionnelle erlieft hunn.“ An duerfir si mer vun deem dote Modell ofgeréckelt.

Eis elo hei ze reprochéieren, mir géifen eppes maachen, wat eigentlech de Wählméiglechkeete fir de Schüler net géif gerecht ginn am ländleche Raum, dat fannen ech nun awer e staarkt Stéck! Gradesou wéi e staarkt Stéck ass, hei ze behaupten, mir hätten net genuch mat den Direktiounen diskutéiert. Mir hu mat en alleguerten diskutéiert. Mir hunn am Groussen an am Klengen mat hinnen diskutéiert a villes, ënner anerem dat heiten, ass nogelauschtert ginn an ass an dee Projet hei mat agefloss.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir erlaabt eng Präzisioun vun der Madamm Hansen?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo. Wa meng Zäit gestoppt gëtt, dann erlaben ech et.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech war direkt ugeschwat ginn. Merci, Här President. Dat, wat den Här Minister hei seet, ass u sech, datt e mat den Direkteren wahrscheinlech iwwer verschidde Règlement-grand-ducale geschwat huet. Ech hunn an der Kommissioun gefrot, ob een Avis vun den Direkteren, vum Collège des directeurs do wier. Du war relativ laang iwwerhaupt näischt gesot ginn an du krute mer gesot: „Ben, et wieren eenzel Punkten ugeschwat



ginn, a verschiddene Rapporte misst een dat erëmfannen.“

Dunn hunn ech gefrot, ob mer déi Rapporten da kéinte kréien, mä mir hunn näischt kritt. Also, et ass definitiv keen Avis vum Collège des directeurs iwwert dës Gesetz do. Merci.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Dat heescht jo net, datt net mat den Direktiounen geschwat ginn ass! Ech si während iwwer engem ganze Schouljoer, an dat huet mech iwwer en hallwen Dag an der Woch kascht, duerch d'Schoule gaangen. Ech hu mat 45 Lycéeën diskutiert: mat den Direktiounen, mat de Profecomitéen, mat den Elterecomitéen, mat de Schülercomitéen, mat de Vertrieeder vum SPOS a mat deene vun der educativer Equip. Mir hunn diskutiert a mir hunn nogelauschert. Virun allem hu mer nogelauschert! Da soll awer keen heihinnerkommen a soen, mir hätten hei net dat Gesetz do an déi Iwwerleeungen am Dialog mat all deene Concernéierten um Terrain developpéiert! Da froen ech mech awer, wat een dann ënner Dialog ka verstoen!

A mir hunn eenzel Punkten...

(Interruption)

A mir hunn eenzel Punkten och mam Collège des directeurs diskutiert a souguer mat, ech wëll net soe verhandelt, mä verbessert. Mä wann ech um Dësch setzen an ech diskutieren eppes mat, wat mécht dat fir e Sënn, duerno nach eng Kéier en Avis derzou ofzeginn? Et ass dach vill méi produktiv, amplat dat mir am Ministère eppes maachen an den Direkteren et pour avis ginn a mat deem Avis maachen, wat mer wëllen, bei d'Direkteren ze goen, mat hinnen ze schwätzen a mat hinnen dat ofzemaachen. Ënner anerem dee Punkt, deen ech elo hei gesot hunn, dee mer ganz besonnesch um Häerz louch.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- E Wuert nach zu där Approche, déi, mengen ech, awer an eenzelne Käpp nach ëmmer dran ass, datt all Schoul d'selwecht misst fonctionnéieren; notament d'CSV huet awer och staark an déi dote Richtung hei argumentéiert. Mir loosse de Schoule gäre Fräiraum. Mir loosse de Schoule gäre Fräiraum, well ganz vill Positives entstanden ass am Laf vun deene leschte Joren. Dat ass net mäi Meritt. Dat ass de Meritt vun deenen Enseignanten, vun deenen Educateuren, vun deenen Direkteren an deenen Adjoints, déi an deene jeeeweilege Gebaier hei am Land Verantwortung iwwerhuelen, déi d'Problemer gesinn hunn an déi Léisungen dorobber fonnt hunn.

Vun uewen erof elo ze soen, datt d'Orientatioun esou muss goen, datt et fir Inklusioun just ee Wee gëtt, datt et fir d'Diskussioun mat den Eltere just eng Method dierf sinn, dat ass jo awer falsch, well et alles dat futti mécht, wat en place ass, well et déi Leit demotivéiert, déi dat doten opgebaut hunn. An ech weess emol net, wien een am Gebai herno nach eng Kéier misst motivéieren an iwwerhaupt géif fannen, fir nach eng Kéier nei de Steen de Bierg eropzerrullen. A mir wësse jo awer, datt mer dann a konfliktuelle Situatiounen gewiescht waren.

A fir dëst Gesetz hei ëmzesetzen, da brauche mer Rou, mer brauche Vertrauen, mer brauchen och de Konsens mat den Akteuren an der Schoul, déi gleewen, datt dat heiten eppes Festes ass, wat fir si vu Bedeitung ass. An ech kann lech soen, ech sinn am Laf vun deene leschten Deeg vill op Diplomiewerreechunge gewiescht, an iwwerall, iwwerall, wann ech mat den Direkteren a mat den Enseignanté geschwat hunn, ass gesot ginn: „Hoffentlech kënnst dat dote Gesetz elo, well mer brauchen et! Well et e Kader ass fir eis Weiderentwécklung, esou wéi mir se hei um Terrain gesinn.“

Da wëll ech nach kuerz drop agoen, datt hei gemaach ginn ass, wéi wann elo d'Participatioun vun den Elteren an de Schüler géif ofgewäert ginn. Ech wëll lech soen, datt mer all Schoul eng Demarche hei operleeën am Kader vun dem Plan de développement scolaire, sech musse Methoden ze entwéckelen, wéi se mat Elteren an och mat Schüler participativ zesummeschaffen. Dat ass nei. Dat ass eng Obligatioun, déi huet elo Gesetzeskraaft, wann dee ganze Pak hei a Kraaft ass. Da froen ech mech wierklech, wou een drop kënnst, datt eigentlech elo do manner Participatioun méiglech wär a gewünscht wär.

Och wann een elo hei seet: „Et gëtt keen elektronesch Klassebuch.“ Dach, et gëtt elektronesch Klassebicher, déi a ganz ville Schoulen haut och scho gebraucht ginn. Et ka sinn, datt et nach net iwwerall de Fall ass, mä och do wäerte mer de Schoulen eng Demarche operleeën, eng gesetzlech virgeschriwwen Demarche am Kontext vum Plan de développement scolaire. Och do musse sech ganz konkret Gedanken gemaach ginn a Projeten ent-

wéckelt ginn, wéi d'Digitalisierung an hirer Schoul wäert weidergoen, wéi de Prozess vun den iPad-Klasse wäert weidergoen, a wat fir enge Fächer datt se dat wäerte maachen, mat wat fir enge Formatiounen fir d'Enseignanten dat wäert gemaach ginn, wéi d'Kommunikatioun tëschent Elteren, Enseignanten an och de Schüler ka gestärkt ginn, och iwwert deen dote Wee, iwwert déi digital Outilen, dat wäert alles dorannerfléissen. An déi Schoulen hu sech duerno drun ze halen. Hei de Contraire ze inszenéieren (veuillez lire: insinuéieren), do froen ech mech wierklech, wéi een dann dorobber kënnst!

Gradesou wéi wann ee seet, den Travail d'envergure wär ersatzlos gestrach ginn. Deen ass net ersatzlos gestrach ginn! Mir hu mëttlerweil Schoulen - an et misst ee wierklech emol an d'Schoule kucke goen, wat do lass ass, wéi lieweg déi ass a wéi innovativ den Terrain an de Schoulen ass -, déi sech als Entrepreneurship-schoulen definéieren, déi ganz genau an deem dote Projetsgescht fonctionnéieren. An dat net nëmmen op enger Deuxième, mä dat iwwer all hir Klassen, wat mer encouragéieren, wou mer bonnes Pratiques sammeln, wat mer vernetze mat deenen anere Schoulen a lues a lues wäerte kënnen eriwergoen. Et muss een awer esou éierlech sinn, datt, wa mer an der Zilsatzung eis eens sinn a mir nennen dat vläicht op eemol aneschtens, een dann net heihinnerkënnst a seet, dat wär alles aus dem Projet gestuerwen an dat wär erausgestrach ginn. Dat, denken ech, ass net deen Debat, dee mer hei sollte féieren.

Här President, ech gesinn, d'Zäit leeft mer fort. Duerfir wëll ech ganz kuerz nach eng Kéier dorobber ze schwätze kommen, datt hei gesot gëtt, dat wär e klengt Gesetz, do wäeren net vill Ännerungen dra gewiescht. Ech weess, datt dat hei net haut decidéiert wäert ginn, dat muss iergendwann duerno eng Kéier beuerteelt ginn, wat dann den Impakt vun dësem Gesetz op d'Entwécklung vun de Lycéeën alleguerten doruechter war. Ech soll et net decidéieren a gradesou wéineg, mengen ech, oblait et engem aneren, hei ze decidéieren, well jiddwereen huet jo wahrscheinlech eng virgefaasste Meenung.

Ech liesen awer, wa sech doruechter an anere Länner, an Nopeschlänner momentan Regierung bilden a Regierungsprogrammer geschriwwen ginn, wat sech do fir eng ganz Regierungsperiod virgehollt gëtt an der Educatioun. A wann ech kucken, wat mer mat dësem Pak elo fir de Secondaire hei zu Lëtzebuerg alles wäerten änneren, da weess ech net, wat déi aner Länner maachen. Well da steet eigentlech do guer näischt méi dra par rapport zu deem grouse Pak, dee mer hei awer haut de Mëtteg zum Vott bréngt respektiv iwwer aner Weeër schonn a Kraaft triede gelooss hunn.

A wann dann...

(Interruptions)

Dir hutt eist kuerz Gespréich de Moien um Radio, Madamm Hansen, jo ugeschwat gehat. Wann dann do d'Fro gestallt gëtt: „Jo, wat géift Dir dann duerno änneren an engem Gesetz, wat Dir als eng mini Mikroreform bezeechent?“, an d'Ännerung duerno ass awer an der Nanodimensioun, déi Der duerno ukënnegt,...

(Hilarité)

...da froen ech mech awer...

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ...jo nach net fest.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Da froen ech mech awer wierklech,...

(Brouhaha)

► **M. André Bauler (DP).**- Zéng exposant minus néng.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- ...wéi eng Kopplabunz...

(Interruption)

...datt een do muss schloen, fir nach iergendwéi riicht stoen ze bleiwen.

Mir hunn, Här President, mat deem Gesetz hei viles a Bewegung bruecht, schonn ier d'Gesetz gestëmmt ass, well sech an all de Schoulen déi Iwwerleeungen do gemaach gi vum Profil vun der Schoul, vun aneren Offeren, déi kënnen entstoën, vun anere Mechanismen, déi mussen en place gesat ginn, fir datt d'Schüler besser encadréiert ginn, fir datt d'Schoul sech méi staark de Besoine vun de Schüler upasst a fir datt d'Schoul sech och méi staark dem Besoin vun der Gesellschaft kann upassen. A mat deem Gesetz wäert dat sécherlech nach eng Kéier un Tempo gewonnen. Duerfir wëll ech deenen Deputéierte Merci soen, déi de Mëtteg hei mat derfir stëmmen.

E Wuert nach, Här President, vläicht zur Motioun, wann Der erlaabt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Ech géif kuerz wëlle soen, datt mer éischtens Schoulen hunn, wou d'Englescht ab der Septième enseignéiert gëtt.

Zweetens wëll ech awer soen, datt ech et scho skurrill fannen, wa vun enger Partei proposéiert gëtt, déi hei seet, mir misste méi dialogéieren, méi mat de Gremie schwätzen, datt elo op eemol d'Chamber hei soll decidéieren, ouni datt mat iergendengem geschwat ginn ass, datt generell misst Englesch an all de Schoulen, ob se dat wëllen oder net, op Septième agefouert ginn. Dat fannen ech nun awer e bësse gelungen.

Ech schwätze jo mat deene Leit. An déi soe mer, d'Programmkommissioun am Engleschen, déi roden eigentlech dovunner of, dat dote systematesch ze maachen, well se soen: „Et ass besser, mir maachen et mat sechs Stonnen intensiv op der Sixième, wéi mat zwou oder dräi Stonnen unzefänken op der Septième.“

Trotzdem ënnerstëtze mer déi Projeten innerhalb vun der Schoulautonomie, fir et och schonn ab der Septième ze maachen. Dat gëtt den Elteren an de Schüler d'Méiglechkeet, dohinner ze goen an déi Schoul ze wäelen, wou et ugebuede gëtt, wa se dat da wëllen a wa se dat dann interessant fannen. An ech fannen, datt mer momentan op jidde Fall sollen derbäibleiwen, well et jo nach ganz, ganz aner Repercussione géif mat sech bréngen, ënner anerem d'Fro: Wat géife mer da manner op der Septième maachen? Déi wier jo och nach ze tranchéieren. An déi hunn ech weder an der Motioun nach an der Diskussioun hei gekläert erëmfonnt. Duerfir wäert ech éischer frou, wa mer zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do net géifen zrëckbehalen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm.

A mer géifen direkt iwwert de Projet de loi 7074 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7074 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An, esou wéi ech gesinn, si mer domat bal um Enn vun eiser Diskussioun, wa mer net nach d'Motioun hätten.

Motion 1

Ech froen, wie Stellung zur Motioun wëllt bezéien. Selbstverständlech fir d'Éischt... Ech mengen, den Auteur huet se presentéiert?

(Assentiment)

Ginn et Wuertmeldungen derzou? Den Här Adam an den Här Kartheiser.

Den Här Adam huet als Éischt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Wéi ech elo gesinn hunn, datt ech als Eenzegen nach vun der Majoritéit wëll schwätzen, hunn ech mech trotzdeem gemellt. Ech hunn näischt un der Erklärung vum Minister auszesetzen. Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, datt ech et schonn eng komesch Approche fannen. Mir sinn eis alleguerten eens, datt d'englesch Sprooch eng wichteg Roll spillt an déi Roll gëtt och ëmmer méi grouss, mä ech sinn awer och der Meenung, grad wéi de Minister, datt mer am Dialog mat de Schoule solle schwätzen, ob mer do eng Ännerung maachen.

An zweetens warnen ech awer och viru Schnell-schëss, besonnesch an där heiten Debatt! Einfach de Fait, datt d'Englescht um Virmarsch ass, kann awer net heeschen, datt mer da fir jiddwereen op Septième d'Englescht aféieren als Cours, well mer eis éischtens mussen iwwerleeën: Op d'Käschte vu wat geet dat? Wat huele mer dann ewech?

► **Une voix.**- ...an der Motioun!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Wat kënn amplat?

An zweetens hätt ech och gären eng Analys, datt mer wéissten: Wou si mer dann iwwerhaupt dru mam Engleschen an eise Schoulen? Wivill Englesch kënnen eis Schüler? Ech hunn den Androck, wéi wann déi Generatiounen no eis am Engleschen op enger Première méi wéisste wéi mir an der Zäit, am Franséischen eventuell net esou vill. Dann hätt ech awer och gären, datt mer dat géifen analyséieren an dorauer Konklusiounen zéien an net hei mat engem quasi Schnellschoss wëlle probéieren, sämtleche Lycéeën ze imposéieren, fir Englesch op Septième ze maachen.

Duerfir stëmme mir natierlech net fir dës Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dann nach den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President. Ech war e bësse verwonnt, wéi ech dësen Text gesinn hu vun der CSV. Nodeem den Här Juncker gesot huet, datt Englesch ëmmer manner wichteg géif ginn a Franséisch ëmmer méi wichteg géif ginn, kënnst d'CSV zu Lëtzebuerg elo...

(Brouhaha)

...mat engem Geste, deen an déi aner Richtung geet.

Et ass awer fir eis esou, fir elo iwwert den Text selwer ze schwätzen, et feelt eng ganz wichteg Präzisioun an dësem Text. Mir sinn eis als ADR, wéi all Mënsch heibannen, mengen ech, vollkomm bewosst, datt Englesch net nëmmen eng wonnerschéi Sprooch ass, mä eng wichteg Sprooch, an datt mer frou wäeren, wann esou vill Leit wéi méiglech déi Sprooch op engem ganz héijen Niveau géife schwätzen. Mä awer fir iwwert d'Schoul hei ze schwätzen, misste mer wëssen, an et steet net dran, ob d'CSV gär hätt, datt mer obligatoresch Englesch op Septième sollen aféieren oder fakultativ Englesch op Septième sollen aféieren.

Dat ass eng aner Diskussioun. Wann et fakultativ ass, begrësse mer dat selbstverständlech. Wann et obligatoresch ass, dann hu mir als ADR awer eng grundsätzlech Positioun: Mir hunn eng Situatioun, wou eis eegen National-sprooch, eng vun eisen dräi Verwaltungssproochen, näamlech Lëtzebuergesch, net duerch dëst Gesetz gestärkt gëtt. Wou mer ëmmer soen, datt op Lëtzebuergesch op Septième soll obligatoresch och méi seriö enseignéiert ginn, mat Grammaire, mat Literatur, an net nëmmen op Septième op anere Sproochen.

An eis Prioritéit, wann et drëm geet, nei obligatoresch Coursen anzeféieren, dat ass selbstverständlech bei eiser National-sprooch, bei Lëtzebuergesch. Wann also d'CSV eis seet, datt et eng fakultativ Initiativ ass, da stëmme mer hir Motioun gäre mat. Wann et awer drëm geet, fir obligatoresch Englesch anzeféieren, da soe mir als ADR: „Nee merci. Eis Prioritéit ass eis National-sprooch.“

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Däerf ech äntwerten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Hansen, selbstverständlech.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Just eng Äntwert. Also mir haten...



► **Une voix.**- Do gëtt et keng Koalitioun méiglech.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mir hate scho gemengt obligatoresch, well fakultativ ass am Prinzip elo schon alles méiglech bei de Schoulen.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Also hate mer scho gemengt obligatoresch. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procu-

rationne sinn ennerwee.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 24-mol Jo, 36-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 37 voix contre et 23 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy

Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de

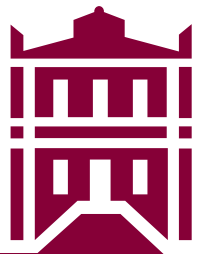
Mëtten ukomm. Ech soen lech Merci a ginn

lech Rendez-vous fir déi nächst éffentlech

Sëtzung den nächsten Dënschdeg.

Merci! An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.34 heures)



SÉANCE 46

MARDI,
11 JUILLET 2017

Présidence: Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - Mme Simone Beissel, Vice-Présidente
- Communications
 - Mme Simone Beissel, Vice-Présidente
- Ordre du jour
 - Mme Simone Beissel, Vice-Présidente
- 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
 - Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi
- 7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox
 - Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 (suite)
 - Dispense du second vote constitutionnel
- 7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7064 - Projet de loi portant modification
 - de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;
 - de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum
 - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch (interventions de M. le Ministre Claude Meisch et Mme Martine Hansen), M. Claude Lamberty (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wise-

ler, M. Max Hahn et M. Eugène Berger), M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*

- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet (interventions de M. le Ministre Claude Meisch, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Lamberty, M. le Ministre Claude Meisch et M. Franz Fayot), M. Claude Lamberty (interventions de M. Laurent Zeimet), M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Laurent Zeimet), M. Claude Adam (intervention de M. Laurent Zeimet), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Lex Delles), M. David Wagner (interventions de M. Georges Engel)*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Laurent Zeimet)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*

- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Fernand Kartheiser)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- *Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn*

- *Discussion générale: M. Marc Lies, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Dir Dammen an Dir Hären, gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Chambers-sëtzung vum 11. Juli 2017 op.

Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se wëllt eng Kommunikatioun maachen.

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

2. Communications

Da wollt ech verschidde Kommunikatiounen maachen:

1) Déi éischt Kommunikatioun betrëfft d'parlamentaresch Ufroen, déi erakomm sinn. Déi sinn um Büro deposéiert.

2) Déi zweet betrëfft d'Projet-de-loien, déi säit där leschter Sëtzung erakomm sinn. Déi sinn un d'Parteien an déi politesch Sensibilitéite verdeelt ginn.

3) An dat Drëtt: Gradesou sinn och d'Petitiounen, déi erakomm sinn, un d'Parteien an déi politesch Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 juillet 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

7159 - *Projet de loi portant approbation de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.07.2017

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

822 - *Demande de pétition publique: Änderung des Code de la route - Erlaubnis für Motorradfahrer sich am Stau vorbeizuschlängeln - Gesetzesanpassung nach österreichischem Vorbild*

Dépôt: M. Frederic Becker, le 20.06.2017

823 - *Demande de pétition publique: Création/modification du Code de la route afin de protéger les cyclistes sur les routes du Luxembourg*

Dépôt: M. Fabricio Prado Cauche, le 21.06.2017

824 - *Demande de pétition publique: D'Verréckle vum Datum vun den Noexamen fir d'Ofschlossklassen am Enseignement secondaire a secondaire technique*

Dépôt: M. Jeff Trierweiler, le 27.06.2017

825 - *Demande de pétition publique: Indépendance des mandats au Luxembourg*

Dépôt: M. Ronald Mordiconi, le 28.06.2017

826 - Demande de pétition publique: An dësere Petitioun geet et drëm, dass Foyerkanner net gutt behandelt ginn.

Dépôt: M. Damien Almeida, le 29.06.2017

827 - Demande de pétition publique: Transport public gratuit pour les chômeurs

Dépôt: M. Pascal Wrissez, le 05.07.2017

828 - Demande de pétition ordinaire: Politique tarifaire des établissements financiers

Dépôt: M. Nico Hoffmann, Président de l'ULC, le 05.07.2015

829 - Demande de pétition publique: Le Bitcoin comme 2^e monnaie légale au Luxembourg

Dépôt: M. Robert Bigdowski, le 07.07.2015

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour wollt ech lech Folgendes froen a folgend Propose maachen.

Wéinst Time-Management-Problemer vu verschiddene vun eise Ministere wollte mer lech Folgendes proposéieren: Haut ass de leschte Punkt de Projet de loi 7134. Dora geet et ëm de Lycée technique pour professions de santé an d'Logopedie. Dee steet momentan op der leschter Plaz. An ech wollt lech froen, ob Der d'accord sidd, fir deen op d'Plaz 3 eropzuehelen, dat heescht no de Modèle-de-basen.

(Assentiment)

Okay. Merci dofir.

Dann eng zweet Ännerung, déi ech wollt proposéieren: Den Donneschdeg de Mëtteg, do ass beim leschte Projet, deen de Centre socio-éducatif betrëfft, gefrot ginn, ob Der d'accord sidd, fir deen vun der leschter Plaz op d'Position 2 eropzuehelen.

(Assentiment)

Wonnerbar. Dann ass dat esou akteiert. An dann ännere mer den Ordre du jour esou ëm.

Mir hunn e ganze Koup flott a wichteg Projeten haut um Ordre du jour. Fir d'Éischt fänke mer u mat Technik. Mir hunn en éischte Projet, dee geet ëm de Merkur. Dat ass eng Konvention vun Minamata a Japan, fir Merkurproblemer, wat jo eng héichgëfteg Substanz ass, ze regléieren. An ech géif dann direkt dem Rapporteur Henri Kox d'Wuert ginn.

4. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur. Merci, Madamm Presidentin. Jo, hei geet et ëm d'Konvention vu Minamata, dat heescht a Japan. An et geet drëms, de Merkur, also de Quecksëlwer, besser an de Grëff ze kréien, fir och seng geféierlech Auswierkung op de Mënsch an op d'Ëmwelt ze reguléieren an am beschten och ze reduzéieren, soudass déi Auswierkungen net méi kënnen sinn.

Dir wësst, de Quecksëlwer gëtt nach a ganz villen industrielle Prozesser agesat an e kennt och deels duerch d'Verbrennung vu Kuel an d'Ëmwelt. Och fir all déi, déi haut e schéine Rank a Kette mat Gold unhunn: E gëtt leider och beim Goldschürfen agesat, wat a sech eng ganz geféierlech Auswierkung fir d'Ëmwelt huet.

D'Konvention selwer seet als Objektiv, fir, éischters, d'Gesondheet vun de Leit ze schützen an natierlech den Environnement, also d'Ëmwelt am Allgemengen, och ze schützen. Dofir gëtt probéiert, am ganzen Zyklus, wou de Quecksëlwer agesat gëtt, ze reduzéieren. Dat ass do, wou en agesat gëtt an den industrielle Prozesser, respektiv do, wou en duerch natierlech Phenomeener entsteet, fir dat och an de Grëff ze kréien. Dofir ass déi Konvention zustane komm. An et geet drëms, och en Zil ze setzen. En Zil, dat seet, 2020 méiglechst vill Produiten, d'Fabrikatioun, d'Importatioun an d'Exportatioun vun enger Rei vu Produiten, wou de Quecksëlwer mat dran ass, total ze verbidden.

Et ass och e Fong zur Verfügung gestallt gi vun der Europäescher Kommissioun, insbesondere fir ze kucken, dass an den ënnerentwéckelte Länner och déiselwech Prozedur agesat gëtt, wéi dat och an den industrielle Länner de Fall ass.

De Projet gouf den 8. November 2016 deposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 27. Juni ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hir Avise ginn. Ech selwer gouf de 5. Juli 2017 hei vun der Kommissioun als Rapporteur bestëmmt, a gläichzäitig hu

mer den Avis vum Statsrot aviséiert. An d'Kommissioun huet och hiren Aval dozou ginn. Dofir mengen ech, dass déi Konvention jo just eng Artikelnummer huet.

An domadder bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci.

Une voix. - Très bien!

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV). - Madamm Presidentin, eise Merci un de Kolleeg Henri Kox fir de méndlechen a schréffleche Rapport. De Minamata-Protokoll ass e Kompromëss. A wesentlech Beräicher vun där Konvention, déi wierken och als esou een a priori releativ wéineg ambitionéiert. D'ONGen hunn duerfir och schonn 2013, wéi dee Protokoll guttgeheescht ginn ass, kritiséiert, datt d'Konvention dee globale Quecksëlwerausstouss kaum wäert erofsetzen an d'Affere vun der Minamata-Katastroph géifen entwürdegt ginn.

Déi gréisst Erausforderungen, dat ass ugeklongen am Rapport, si sécher d'Regiounen mat enger héijer Merkurbelastung duerch Biergebau, wéi virun allem an Deeler vun Afrika, awer och a Latäinamerika. An hei ass eben eng Emissiounsreduktioun immens schwéier, well d'staatlech Kontrollméiglechkeeten ageschränkt sinn a berufflech Alternative fir Goldschürfer feelen.

Vill wäert dervun ofhänken, wéi zolidd deen entspreche Finanzéierungsmechanismus wäert geféllt sinn. Deemno wäert et sech eréischt no 2020 weisen, wéi effikass dann d'Konvention wäert sinn.

Mat der Zäit ka sech dese Protokoll eiser Meinung no awer zu engem wierkungsvollen Instrument entwéckelen, fir d'Quecksëlweremissionen erofzesetzen. A fir d'EU huet et deemools och schonn, wéi ënnerschriwwen gouf, geheescht: „Dat ass fir eis eng wichteg Etappevictoire“, mä fir en Erfolleg draus ze maachen, do muss awer, mengen ech, weider verhandelt ginn a weider dru geschaff ginn.

An duerfir och meng Fro un d'Madamm Minister, ob dee Prozess amgaangen ass, fir genau dat ze maachen, nämlech weider ze verhandelen an un enger Weiderentwécklung vun deem Protokoll ze schaffen.

Domat géif ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Merci.

Une voix. - Très bien!

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Schank. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri.

M. Roger Negri (LSAP). - Jo, villmoos Merci, Madamm Presidentin. An och Merci un de Rapporteur, den Henri Kox, fir säi gudde Rapport. A mir ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Negri. Dann hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen.

M. Max Hahn (DP). - Jo, ech géif dat selwech maache wéi de Kolleeg Roger Negri. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schréfflechen a méndleche Rapport. An ech ginn dann heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Hahn. Wann ech elo richtig informéiert sinn, huet keen anere sech ageschriwwen zu deemem Projet.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Gutt! Merci.

Da géif ech direkt der Madamm Carole Dieschbourg als Ëmweltministerin d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement. - Ech soen natierlech och dem Henri Kox e grouss Merci fir de Rapport an och dem Marco Schank fir déi Bemierkungen, déi gemaach goufen, well in der Tat ass et wichteg, dass mer dat elo maachen, well et gëtt och elo weider geschafft. Et ass virgesinn, dass, wa mech net alles iert, am September eng COP ass an elo genau un där Ëmsetzung do geschafft gëtt.

An ech ginn lech ganz recht: Et ass e wichtige Schrëtt, a fir mech och en immens wichteg Zeechen, dass Lëtzebuerg dat elo genau zu deemem Zäitpunkt och mécht, fir dass mer och

prett sinn an als Partie zumindest schonn emol um Pabeier derbäi sinn.

Ech soen lech Merci.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci der Madamm Minister. Da sinn d'Diskussionen domat ofgeschloss a mir kënnen direkt mat der Ofstëmmung ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7089

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann duerno d'Procuratiounen.

Mir hunn e wonnerbart Resultat: 60 Stëmme fir dese Projet 7089. Ech soen lech villmoos Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agno, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Angel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adams, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kënnen mer direkt schonn zu deem zweete Projet kommen, deen och technescher Natur ass, och ganz wichteg. Do geet et ëm d'Établissements classés an iwwer d'industriell Emissionen. An ech ginn erëm eng kéier direkt dem Rapporteur Henri Kox d'Wuert.

5. 7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur. Merci, Madamm Presidentin. Effektiv geet et hei ëm d'Emissionen vun industrielle Produkter. Dofir muss d'Gesetz geännert ginn, well mer keng ganz korrekt Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2010/75/UE haten, well e puer Remarqué komm sinn.

Et geet u sech bei den Émissions industrielles oder bei deser Prozedur ëm déi europäesch Kommodosgesetzgebung. Wat heescht europäesch Kommodosgesetzgebung? Mir hunn eng Rei Betriber, déi am europäesche Benchmarking sinn, also déi verglach gi mat den europäesche Betriber. Wéi eng sinn dat? Dat kann ee vläicht eng kéier kucken. Dat ass eng Arceilor natierlech, dat ass Cimalux, dat ass Hydro Aluminium. Dat sinn u sech déi ganz grouss Betriber, déi awer och mat Emissionen verbundene sinn. Dat ass also eng Guardian.

Dat sinn awer och grouss landwirtschaftlech Produktiounen, wou eng grouss Déierenanzuel sinn; kommt, ech soen elo emol iwwer 2.000 Schwäin. Déi hunn och Emissionen. An déi ënnerstinn net nëmme der Lëtzebuenger Kommodosprozedur, mä och der europäescher Kommodosprozedur. An des Direktiv gouf emgesat an engem éischte Gesetz vum 9. Mee 2014. A mir hunn awer och dervu profitéiert: Duerch d'Omnibusgesetz hu mer déi Lëtzebuenger Kommodosprozedur jo och e bësse vereinfacht. An dest Gesetz erlaabt eis, elo souwuel déi Gesetzgebung ze ännere wéi och d'Gesetzgebung vun den Émissions industrielles.

D'Objektiv ass natierlech och ganz kloer vun deem Gesetz: Och déi eenzel Industriebetriber an engem Schema, an enger Trajectoire ze hunn, fir hir Ausstéiss esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Ech wëll kuerz op den Avis vum Statsrot nach agoen. Am éischten Avis vum Statsrot hate se u sech keng grousswäerteg Remarquen, keng Oppositionen formelles. En huet u sech just eppes monéiert, well mer mat deser Ännerung vun deem Gesetz och de Recours erabrëngen,

well wann en industrielle Betrib jo kontrolléiert gëtt, ass am Ennerscheed zu der Lëtzebuenger Prozedur déi europäesch Prozedur enger Evaluatioun ënnersat.

Dat heescht, e Rapport muss geschriwwen gi fir d'Europäesch Kommissioun. An natierlech, wann e Rapport geschriwwen gëtt, wa Sanktiounen kënnen kommen, da muss jiddwer eenzelne Betrib och kënnen dergéint ugoen. An de Statsrot huet awer gemengt, dass de Recours innerhalb vun dräi Méint soll kënnen gemaach ginn. Mir hunn awer an all de Lëtzebuenger Gesetzgebung just 40 Deeg. An d'Kommissioun huet awer festgehalen, dass mer bei deene 40 Deeg solle bleiwen. Dat war keng Opposition formelle, dat war eng Suggestioun vum Statsrot. Mir hunn et awer och dobäi be-looss, soudass déi 40 Deeg do schlussendlech an d'Gesetz agefloss sinn.

Mir haten awer eng Navette gemaach. Dat heescht, mir hunn nach eng kéier Amendement eraginn, well just dee Moment d'Omnibusgesetz geännert gouf. An dat hu mer dann och integréiert, nämlech déi nei Klassifikatioun vun der Lëtzebuenger Kommodosgesetzgebung. An deem Avis ass dat natierlech vum Statsrot och ganz positiv aviséiert ginn, soudass op deem Punkt dann och keng Remarqué méi komm sinn.

Vläicht zu den techneschen Donnéeën oder zu den Datumen. Den 9. November 2016 gouf dest Gesetz deposéiert. Dem Statsrot säin éischten Avis war vum 9. Mee. D'Chambres de Commerce an des Métiers hunn hir Avisen och ginn. Ech selwer gouf de 17. Mee 2017 nominéiert, fir dese Rapport ze maachen. An de Statsrot hat de complementairen Avis de 27. Juni ginn. De 5. Juli gouf dese Rapport eestëm-meg an der Kommissioun uegeholl.

An domadder sinn ech fäerdeg mat der Explikatioun zu deser Ännerung vun engem wichtige Gesetz, nämlech den industriellen Emissionen. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix. - Très bien!

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis (CSV). - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, fir d'Éischt emol dem Henri Kox e grouss Merci fir de Rapport, méndlech a schréfflech. Ech géif net erausgoen, wann ech net dräi kleng Froen hätt un d'Madamm Ministesch.

Am Artikel 1, do gëtt geschwat iwwer déi „best available technologies“, also dat Besch, wat mer kënnen asetzen. Ech hu mech gefrot gehat, a bestëmmt munchereer freet sech, deen no bei esou enger Firma wunnt: Huet deen eenzelne Matbiereger e Recht ze kucken, ob déi Firma da wierklech dat Besch asetzt? Well ech soen an der Mathematik gëtt et dat Wuert „onendlech“. Onendlech plus eent ass erëm eng kéier onendlech.

Wann also een noweist, dass eng Besserung um Marché ass, wéi kënnen sech déi eenzel Firmen dergéint schützen, oder mussen se norëschten, well et elo gefrot gëtt?

Déi zweet Fro, déi ech mer gestallt hunn an och meng Fraktioun, dat ass sécher emol mat deem ganzen Zusammenhang vun deem Rapport, dee mer gëschter Owend héieren haten iwwer eng Firma, déi hei Pollutioun gemaach huet. Am Artikel 5 (10) gëtt jo gesot: All Entreprise muss derfir suergen, wa se ophält, dass hire Site keng Contaminationen op Buedem, Loft a Waasser mécht. Ergo muss een och oppassen, wat déi Firma mécht.

Dofir ass meng Fro déi: Kënnen mir mat deem Gesetz hei déi Firmen an d'Bringschuld bréngen, déi Dreck gemaach hunn? A wie bezilt dat? Et ka jo net sinn, wéi deemools bei der Goudronfabrik, dass déi ganz e Kraaftakt gemaach huet a bezuelt huet. Ech mengen awer, et wär un der Firma virzesuergen, dass, wann eng kéier e Problem kënn, dass si dat muss selwer finanzéieren.

Déi lescht Fro ass e bësse méi heikel. Dat ass den Artikel 21. Do gëtt geschriwwen iwwer déi sougenannten H- an R-Wärter. Or, wann een emol op Google nosiche geet, wat dann déi H-Wärter sinn an och déi R-Wärter: Dat sinn immens geféierlech Substanzen. Et gëtt geschwat vun: kriebserregend, Schied un der Genetik, Ëmweltschied, Biodiversitéit.

D'Fro ass déi: Misste mer net alles ënnerhuelen, dass esou - kommt, mir soen - toxesch Stoffe iwwerhaapt net op de Marché kommen? Well soss misst een d'Leit jo alleguer avertéieren, déi no bei esou enger Firma wunnen, a soen: „Passt op, hei wunnt Dir an engem Gebitt, wou esou Saachen agesat ginn an emol entwäiche kéinten!“

Dofir, meng Fro ass ganz einfach: Kënne mer eis dogéint wieren?

Merci villmools.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roger Negri ageschriwwen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. An och e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Henri Kox. Ech fannen dat hei eng ganz wichteg Direktiv, déi mer um europäeschen Niveau hei emsetzen, well dat gëtt eis och d'Méiglechkeet, dass mir vis-à-vis vun eisen Noperen, déi ronderëm sinn, déi eis heiansdo esou gär Anlagen op eis Grenz setzen, och kënnen do e Wiertche matschwätzen.

Villmools Merci. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, dann, d'selwecht wéi virdrun, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei, a géif dann och dem Rapporteur, dem Henri Kox, nach eng Kéier Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Hahn. Dann hunn ech nach den „Déivid“ Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin.

► **Une voix.** - „Déivid“!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - „Déivid“/David, dat ass egal. Madamm Presidentin, mir wäerten dese Projet de loi matstëmme. E klengt Bedenken: De Mouvement écologique hat virgeschloen, dass d'Dossieren och en ligne kéinte sinn, well d'Bierger net onbedéngt sech ëmmer esou deplacéieren kënnen. Mä trotzdem wäerte mer dese Projet de loi matdroen.

Ech soen Iech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Gutt! Villmools Merci dem Här Wagner. Dann ass et un der Regierung. Ech ginn nach eng Kéier der Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ech wëll dann och vun deser Plaz aus dem Henri Kox fir säi Rapport Merci soen. An ech wëll kuerz versichen, op déi dräi Froen anzegoen.

Déi éischt Fro: Natierlech ass et esou, dass all Ëmweltdonnéeën, déi d'Firmae musse liwweren, ënner Aarhus falen, dat heescht och mussen asehbar sinn. Dofir wëlle mer jo suergen, dass d'Bierger, déi am Ëmfeld vun engem Betrib liewen, och wëssen, wat do ass.

An et ass natierlech esou, dass, wa mer en technologesche Sprong maachen, a mir hunn där Firmen och am Land, wou et no an no eben drun ass, dass Investitiounen mussen gemaach gi fir zum Beispill Emissiounen, grad wann et ëm Loftverschmutzung geet, wann et do besser Technologien gëtt, dass déi no an no mussen ugepasst ginn. Do hu mer rezent och grouss Ustreuung gemaach a gesinn och, dass een no an no weiderkënn.

An duerfir si mer och frou, wa mer engersäits garantéieren kënnen iwwer Aarhus, dass engersäits Transparenz herrscht, wat an de Betriber geschitt a wéi eng Auswierkungen déi op d'direkt Ëmfeld vun de Leit hunn, an op där anerer Säit, wann d'Technologie sech weiterentwickelen, dass no an no Betriber och do hir Responsabilitéit huelen. An do hu mer jo och Modeller, wou haut schonn eng Zesammenaarbecht ass a gemeinsam Meetinge sinn, wou een no an no mat Betriber awer e gutt Stéck weiderkënn, notamment och zum Beispill am Süde vum Land.

Et ass natierlech esou, dass mer och hei an deem Beräich de Pollueur-payeur-Prinzip hunn. Wann een e Schued mécht an en ass nach do, da muss deen deen natierlech och bezuelen. A

wann et eng Cessation d'activité gëtt, da gëtt halt ganz genau gekuckt, dass näischt iwwreg bleift vun där Aktivitéit op deem Terrain, deen déi Firma geholl huet.

Dat ass natierlech, an do hu mer mat der Vergaangenheet ganz vill ze kämpfen... Dofir si mer jo och, an dat steet och am Regierungsprogramm, amgaangen, zum Beispill un engem Buedenschutzgesetz ze schaffen. Et ass awer haut schonn esou, dass mer bei der Cessation d'activité kucken, dass keng Réckstänn an dem Ëmfeld direkt bleiwen.

An dann, natierlech schaffe mer souwuel national wéi international, dat besonnesch am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, drun, dass een no an no déi toxesch Stoffe aus Materialien erauskritt, fir dass mer no an no eng méi nohalteg Wirtschaft och kréien an dass mer d'Problemstoffe oder d'toxesch Stoffe no an no aus Produktiounen erauskreien.

Dat ass e groussen Challenge. Dorunner schaffe mer ënner anere am deem ganze „Waste Package“ am Moment, dee mer amgaange sinn, international, europäesch ze diskutéieren. An dat wäert och sécherlech ee vun de groussen Theme sinn, iwwert déi mer um Enn vum Joer nach eng Kéier ënner Ministerechen op der UNEA 3 wäerte schwätzen. Do geet et näamlech genau dorëms: eng pollutionsfrei Welt ze designen. Dat huet ganz vill scho mat Produktiounsprozesser a Betriber ze dinn.

Ech mengen, dat waren dräi pertinent Froen, op déi ech elo hoffe geäntwert ze hunn, déi elo net ganz direkt mam Projet ze dinn hunn. Ech freee mech awer iwwert déi grouss Ënnerstützung.

Villmools Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Minister. D'Diskussionen sinn elo ofgeschloss a mir fänken direkt mat der Ofstëmmung un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7090 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An dann d'Prokuraeren. De Vott ass ofgeschloss.

Mir hu wéi virdrun en exzellent Resultat: 60 Jo-Stëmme. De Projet de loi 7090 ass also ugeholl. Iech alleguer villmools Merci fir dee Vott.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Angel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Elo awer, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen Deputéierten, et muss een ëmmer alles léieren: Mir müssen nach d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn. Sidd Der allegueren d'accord?

(Assentiment)

6. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Passt op, de Projet de loi 7089, dee virdrun vum Mercure, plus dësen, bei deenen zwee ass d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren!

(Assentiment)

Très bien! Dat ass dann esou aktéiert.

Ech begreissen dann de Bauten- an MDDI-Minister hei, dee komm ass, well mer jo just virdrun e Changement vum Ordre du jour gemaach hunn. Mir kommen elo zum Projet de loi, deen ëm d'Konstruktioun geet vum Lycée

technique des professions de santé a vun enger grousser Sportshal fir d'Logopédie zu Stroossen, lauter gutt Saachen. Dofir huele mer dat elo vir. An ech ginn direkt der Madamm Rapporteur, der Madamm Josée Lorsché, d'Wuert. Madamm Lorsché, et ass un Iech.

7. 7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi kritt de Lycée technique des professions de santé e weidert wichteg Standbeen an eisem Land, fir deem groussen Zoulaaf vu Schülerinnen a Studenten am Beräich vun de Gesondheetsberuffer gerecht ze ginn a fir d'Offer ze optimiséieren.

Wéi Dir wahrscheinlech wësst, ass den LTPS, wéi e genannt gëtt, am Joer 1995 iwwer e Gesetz geschaf ginn. Momentan regruppéiert dese Lycée véier verschidden Ausbildungszentren innerhalb vun enger administrativer Struktur.

Deen éischten ass an der Stad Lëtzebuerg ugesidelt, an der Rue Barblé no beim CHL, wou den LTPS säi Siège huet, deen zweeten um Val Saint André zu Stroossen, deen drëtten zu Bascharage an dee véierten zu Waarken.

Wéi den Numm et seet, assuréiert dese Lycée d'Ausbildung am Beräich vun de Gesondheetsberuffer an orientéiert d'Schüler an zéng verschidde Filiären: déi vum Aide-soignant, déi vun der Sage-femme, wéi et op Franséisch genannt gëtt, der Hiewan, wou ech nach keen Titel fir d'Häre fonnt hunn, déi vum Infirmier mat all de Spezialisatiounen, déi an deem Beruff méiglech sinn, déi vum Assistant technique médical an der Radiologie och an der Chirurgie, a schlussendlech och an déi méi theoretesch Filière vun de Gesondheetswëssenschaften.

Am November 2016 louch d'Zuel vun de Schüler a Studenten am LTPS bei insgesamt 1.450, mat steigender Tendenz. Allerdéngs feelt et deem Lycée am Zentrum vum Land un adequaten Infrastrukturen, fir eng gutt Ausbildung kënnen ze assuréieren, mam Resultat, dass d'Schüler an d'Studenten an där Regioun a provisoresche Pavillonen ënnerbruecht sinn.

Well d'Formatiounen, déi den LTPS ubitt, ganz attraktiv sinn an ëmmer méi Jonker unzéien, mä och well d'Dauer vun der Formatioun verlängert ginn ass, ass de Besoin un Infrastruktur mat der Zäit gewuess. Aus deem Grund huet d'Regierung am Joer 2013 decidéiert, de Site vu Bouneweg, wou schonn e Lycée virgesi war, falen ze loosse an deen neie Lycée um Val Saint André zu Stroossen ze bauen. Dese Site ass net nëmme méi grouss wéi deen zu Bouneweg, e bitt och nei Opportunitéiten a puncto Zesummenaarbecht mam CHL, virun allem bei der Organisatioun vu Stagen.

Madamm Presidentin, mam Projet de loi vun haut geet et wéi gesot net ëm de Volet vun der Formatioun, soudass ech do net weider wäert drop agoen an och net op déi Inhalter, déi do dermat verbonne sinn, mä et geet ëm de Finanzement vun den Infrastrukturen, déi um Val Saint André solle gebaut ginn.

Dat sinn der am Ganzen dräi: Déi éischt besteet aus dem Lycée selwer mat enger Capacitéit vun 1.200 Schüler a Studenten, déi zweet aus engem Internat mat 35 Logementer fir groussjäreg Schüler a Studenten, déi hir Ausbildung am Lycée maachen. Derbäi kommen nach 14 Logementer fir jonk Leit, déi ënnert der Responsabilitéit vum SNJ, dem Service nationale de la jeunesse vun der Education nationale, an där Struktur wäerten ënnerbruecht ginn.

Dobäi handelt et sech ëm Leit, déi sech an enger sozial schwacher Situatioun befannen a keng Méttelen hunn, fir e Logement ze finanzéieren. Déi Leit gi während hirer Ausbildung op där Plaz logéiert an encadréiert, woubäi ech mer déi kleng Remarque awer wëllt erlaben, dass dës 14 Logementer just eng Drëps sinn op e waarme Steen, wann ee bedenkt, wéi héich d'Wunnpräisser iwwerhaapt am Land sinn an dass déi meescht jonk Leit sech kee Logement kënnen leeschten, wa se nach an der Ausbildung sinn. Ëmmerhin ass des Approche awer e ganz gudden Usaz, dee Schoul soll maachen.

Eng drëtt Infrastruktur, déi mat deem Gesetz finanzéiert gëtt, besteet aus enger Sportshal mat Piscine fir de Centre de logopédie, deen iwwer 235 Schülerinnen a Schüler huet. Des Schoul läit direkt niewent deem Site a verfüügt momentan net iwwer adequat Sportsinfrastrukture fir Kanner mat spezifesch Bedürfnisse. An dofir ass et och gutt, dass esou eng Infrastruktur op deem Site dann entsteet.

Fir d'Detailer vum gesamte Bausprojet - dat sinn der eng Hällewull - an och fir den Aménagement vum Bausbereich verweisen ech léiwer direkt op mäi schrëftleche Rapport an op den Document parlementaire 7134, an deem de ganze Konstruktionsprogramm mat alle Pläng an allen Detailer festgehalten ass.

Bleift nach ze bemerken, dass d'Administration des bâtiments publics grad wéi bei anere Konstruktiounen och bei deem Projet ganz vill Wäert op ekologesch an nohalteg Baumaterialien leet an och op en nohaltegt Energiekonzept mat allem, wat dozou gehéiert, vu Fotovoltaik bis Notzung vu Reewaasser an enger gudder Isolatioun, der Notzung vun natierlechem Licht an esou weider. Och dozou fannt Der sämtlech Detailer an de schrëftlechen Dokumenter vun deem Projet de loi.

Well et sech, wéi gesot, ëm e Finanzéierungsgesetz handelt, wëll ech ofschléissend nach drop hiweisen, dass d'Kreditter fir d'Realisatioun vun deem Projet iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires lafen, sou wéi bei alle Schoulprojeten.

De gebrauchte Montant läit bei engem Total vun 109,4 Milliounen Euro a begräift net nëmme den Bau, mä och d'Virbereedungsarbeiten an d'Ausstattung vun de Gebaier mat alle Miwwelen an der Informatik. D'Käschte fir de lafenden Ënnerhalt a fir d'Energieconsommation am Joer leie bei eppes iwwer néng Milliounen Euro a gehéieren net zu deem Projet de loi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deposéiert gouf dese Projet de loi den 11. Mee 2017 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. De Statsrot hatguer näischt un deenen dräi Artikelen auszesetzen, net emol e Komma, an huet just gemengt, dass dee Lycée hei esou séier wéi méiglech sollt gebaut ginn. Bis et esou wäit ass, wäert awer enger Zäitche vergoen, well de Site nach net disponibel ass. Mä mir hoffen, dass och dat gläich wäert de Fall sinn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wënschen dem Lycée eng glécklech Zukunft, well d'Gesondheetsberuffer e wichtege a ganz néidege Piliere vun eisem Gesondheets- a Sozialsystem duerstellen, deen op eng gutt Ausbildung vun de Studenten ugewisen ass.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Rapporteur Josée Lorsché. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Ech erlabe mer, e grouse Merci ze soen un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché. Si huet dat exemplaresch gutt gemaach an do eriwweert sech all Kommentare. An ech géif domadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Och vun eiser Säit wëllte mer den Accord ginn. Merci fir de gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport an d'Madamm Lorsché. An all Verbesserung an Erneuerung vun Infrastrukture wäerte mir natierlech zoustëmme.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Engel. Dann hunn ech den Här Gusty Graas ageschriwwen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ee Berufsstand gëtt, wou nach ganz vill Entwécklungspotenzial dran ass, dann ass et oui Zweifel dee vun de Gesondheetsberuffer. Et ass mer och eppes opgefällt am Exposé des motifs, wat ech als ganz positiv wëll duerstellen, an zwar wou et ëm d'Aide-soignant geet, wou drasteet, dass d'Jugend ganz vill Interesse un deem Beruff hätt. An et huet ee jo och d'Gefill, wéi wa se iwwerhaapt vill Interesse un deene Beruffer am Allgemengen hätten. Dat kann een nëmme begreissen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass hei awer eng Rei positiv Aspekte ervirzeestriche sinn. No deems jo dat Gesetz vun 2007 keng Suite krut, hu mer elo en neie Site gesicht, an zwar no beim CHL. Dat wäert schonn d'Praxis och hëllefen ze verbessern. Dann ass en aneren Aspekt, deen ee muss hei ënnersträichen, dat ass deen ekologeschen. Et gi ganz grouss Efforte gemaach, fir déi Gebailechkeeten esou wäit wéi méiglech och ekologesch ze amenagéieren.

Ech wëll och op den Aspekt hiweise vun dem Transport: Dass esou mann wéi méiglech Park-

plaze fir Schüler sollen amenagéiert ginn, ass net méi wéi richtig. D'Mobilitéé douce muss ouni Zweifel bei zousätzlech geféiert ginn. Wann d'Architektur een och vläicht net onbedéngt direkt elo vum Stull rappt, sou muss een awer soen, datt eng Rei Elementer mat integréiert ginn, déi dat Ganz awer méi flott gestalten, sief dat Holz, siefen dat déi rout Briquen, soudatt een am Endeffekt kann awer zefridde si mat dësem Projet.

Soudatt ech dann, wéi gesot, och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen an ech soen der Madamm Rapportrice dann och nach Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci och dem Här Graas. Ech hu soss kee Mënsch méi ageschriwwen. Ass dat richtig?

(Assentiment)

Gutt. Da géif ech direkt dem Här Bauteminister François Bausch d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Madamm Presidentin, ech kann et dann och kuerz maachen: Ech wëll haaptsächlech der Chamber Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Minister. Da sinn d'Diskussionen ofgeschloss a mir kënnen direkt schonn erëm zu der Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7134 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Prokuraen. Sou, de Vott ass ofgeschloss.

Resultat, wonnerbar, 60 derfir, Unanimitéit. De Projet de loi 7134 ass ugehall. Villmools Merci!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt lech froen, ob Der eis d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gitt.

(Assentiment)

Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

Gutt, da komme mer elo erëm zu eisem Ordre du jour, wéi Der e kennt. Mir kommen elo zum Projet de loi 7064. Deen huet en duebelen Titel. Et geet em d'Jugend, mä et geet och em d'Traitementen vun den Donnée-personnellen, wat d'Schüler ugeet. An ech géif direkt dem Här Gilles Baum als Rapporteur d'Wuert ginn. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

8. 7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum** (DP), *rapporteur*.- Merci, Madamm Presidentin. Kolleginnen a Kollegen, Chancéglichheet, dat ass e groust Wuert, wat eise Klengsten awer net einfach esou an de Schouss gefall kënn. Leider! Et ass un der Politik, et ass un eis, fir ze kucken an derfir ze suergen, dass all Kand onofhängeg vu sengem Elterehaus, senger Hierkonft oder

senger Nationalitéit an eisem Schoussystem déiselwecht Chancë kritt, fir säi Wee ze fannen a säin eegene Wee ze goen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Projet de loi d'Startchancë vun eise Kanner an eiser Schoul verbessert, andeems mer hinnen en natierlechen Zougang zu der Sproochvillfalt an eiser Schoul an an eiser Gesellschaft ubidden.

Et ass jo och net déi éischte Kéier, dass am Kontext vun de Sproochen hei an der Chamber doriwwer geschwat gëtt. An am Kader vun der Sproochendebatt hate mer jo hei schonn engagiert a kontrovers diskutiert, an ech géif da mengen, dass dat de Mëtten och wäert de Fall sinn.

Madamm Presidentin, wourëms geet et konkret an dësem Projet de loi? De 7064, deen ännert d'Jugendgesetz vun 2008 of an och d'Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeën vun de Schüler. An et ass näischt aneres wéi d'Afëierung vun der méisproocheger Fréiförderung fir d'Kanner vun engem bis véier Joer an de Crèche an an de Betreuungsstrukturen.

Et geet drëm, fir vum jonken Alter ze profitieren, fir d'Kanner op eng kandgerecht Aart a Weis un d'Sproochen erunzeféieren an esou der méisproocheger Realitéit an eise Schoulen an an eiser Gesellschaft gerecht ze ginn. Dës Offer wäert d'Integratioun vun alle Kanner verbessern an domat déi sozial Kohäsioun stärken an zugläich schonn deene jéngste Kanner déi bescht Startchancen, déi bescht Erfollegsaussichten erméiglechen, an dëst onofhängeg vun hirer sozioekonomescher Situatioun an onofhängeg vun hirer Familijsituatioun.

Dës Qualitéitsoffer fir d'Kanner vun engem bis véier Joer bréngt och 20 Gratisstonnen an der Kannerbetreung pro Woch mat sech, an dat während 46 Wochen am Joer. Dëst géllt fir d'Services d'éducation et d'accueil vum Stat a vun de Gemenge souwéi fir déi privat Träger, déi als Prestataire vum Dispositif Chèque-service accueil unerkannt sinn.

Och gétt mat dësem Gesetz d'Tarifikiatioun, also de Montant, mat deem de Stat d'Familljen ënnerstëtzt, iwwerschaft. De Chèque-service accueil fir Famillje mat Kanner vun null bis zweiefel Joer gétt ugepasst, fir eng qualitativ héichwäerteg Betreung ze garantieren. Dir erënnert lech vläicht un de Projet de loi 6410, deen d'Qualitéitskritären an de Rameplang festgeluecht huet.

E puer aktuell Zuelen: Am Mee 2017, dat heescht viru ronn sechs Wochen, wéi den Dekont gemaach ginn ass, do hu vum Chèque-service accueil 47.813 Kanner profitiert. An Enn 2016 gouf et 1.492 Agrementen am Beräich vun der Kannerbetreung. Dat ware 699 Dagesmammen, 409 am konventionéierte Secteur an 384 am kommerzielle Secteur. A vun deene 1.492 waren 98% dem Dispositif Chèque-service accueil do bäigetragt, dat heescht, déi Kanner, déi do an der Obhut waren, konnte vum Chèque-service accueil dee Moment profitieren.

Well mer d'Akomes an d'Familljesituatioun vum Beneficiaire vum Chèque-service accueil besser a Betruecht zéien, schaffe mir zudeem méi geziilt. D'Familljen, déi et am meeschte brauchen, ginn och am meeschten ënnerstëtzt.

Kolleginnen a Kollegen, et geet also an dësem Projet de loi em Chancégerechtkeet. Dat méisproocheg a multikulturellt Ëmfeld an eise Schoulen ass sonner Zweifel en Deel vun eisem Räichtum vun eisem Land. Déi Kleng si virwëtzeg géigeniwwer neie Saachen, also och vun de Sproochen. Wa se méi grouss sinn, kann et awer sinn, dass se mat Problemer konfrontéiert ginn. Et géllt also, am jonken Alter unzesetzen, fir dass d'Kanner fräi an entspaant un déi verschidde Sproocher kënnen erugefouert ginn.

An der lëtzebuergescher Sprooch kënn an dësem Prozess eng ganz zentral Roll zou. Lëtzebuergesch ass a bleift d'Integratiounssprooch, déi éischt Sprooch an eisem multilingualen Ëmfeld. Well d'Lëtzebuergesch no bei der däitscher Sprooch läit, steet d'Alphabetisatioun op Däitsch och ausser Fro.

Der lëtzebuergescher Sprooch eng zentral Roll zoukomme loossen, dat war och d'Zil vun der Éducation précoce, déi 1999 agefouert ginn ass. Mä zënterhier huet sech dat sproochlecht Ëmfeld hei am Land awer staark verännert. Iwwer 65% vun de Kanner, déi an de Precoce kommen, schwätzen doheem kee Lëtzebuergesch méi. Doduerch hunn natierlech och vill Kanner net genuch Lëtzebuergeschkenntnisser, wa se an d'éischt Schouljoer kommen, wou se dann op Däitsch alphabetiséiert ginn. A well schonn am zweete Schouljoer Franséisch derbäikënn, kann et sinn, dass bei Kanner Schwierigkeiten an der schoulescher Entwécklung optauchen.

Aus deem Grond ginn déi lëtzebuergescher Kanner also fréi an an enger entspaanter At-

mospär un déi franséisch Sprooch erugefouert. Mä och Kanner, déi a Crèche ginn, wou net Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ginn un déi Lëtzebuergescher Sprooch erugefouert. Deemno ass et och eng ganz kloer Stärkung vun der Lëtzebuergescher Sprooch.

D'Schoul muss eng Schoul sinn, wou sozial Ongläichheeten am jéngsten Alter opgehuewe ginn amplaz se ze verstärken. A fir déi bescht Startchancen ze garantieren, onofhängeg vun soziokulturelle Background, stëmme mir de Mëtteg déi sproochlech Fréiförderung, déi op spilleresch a flott Aart a Weis der Situatioun an eise Schoule gerecht gëtt.

Madamm Presidentin, de Programm vun der Fréiförderung baséiert op véier Pilieren. Et ass éischts emol d'Entwécklung vun de sproochleche Kompetenzen, et ass awer och d'Zesummenaarbecht mat den Elteren, eng deelweis gratis Betreung an d'Zesummenaarbecht mat de schoulesche Servicer.

Wat den Zougang zur lëtzebuergescher a franséischer Sprooch ueet, stelle mer fest, dass d'Kanner, wa se kleng sinn, stänneg op Entdeckungsrees sinn, an dat bitt sech natierlech och beim deeglechen Ëmgang mat de Sproochen un, eng spilleresch Approche besonnesch fir déi Kanner vun engem bis véier Joer. Si entwéckelen mat Liichtegkeet den Zougang zur Sprooch a si fräi am Ëmgang mat de Sproochen. Déi Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch léieren, hunn esou méi Zäit a gi méi geziilt geféiert, fir an eiser Sprooch fit ze ginn an och fit ze sinn, wa se an d'Lëtzebuergescher Schoul kommen. Awer och der Mammesprooch kënn an dësem Gesetz eng ganz wichteg Roll zou.

De spillereschen Ëmgang mam Franséischen erlaabt e fräit, relaxt Eruntaaschten un des Sprooch, éier linguistesche Hindernisser sech opbauen. Et ass also op kee Fall e rigiden Unterrecht am klasseche Sënn, mä vill méi e spillereschen Zougang iwwer Lidder, Reimer, Fangerspiller, kleng Geschichten, Theater.

An ech weess, dass haut schonn a ganz ville Strukturen a Klasse genau dat dote gemaach gëtt. A mir wëllen déi Approche verstärken a verdéieren.

Wat d'Partnerschaft mat den Elteren ueet, esou wäert et sinn, dass d'Crèche an Zukunft hir Dieren nach méi grouss opmaachen. Den Eltere gëtt eng zentral Roll zougedeelt, solle si sech dach méi aktiv an d'Liewe vun de Betreuungsstrukturen amëschen, sech asetzen, sech abrennen, besonnesch wat dat pädagogescht Konzept ueet.

D'Schafe vun engem Eltererot an engem Representant vun den Eltere beweist dës nei participativ Approche. Duerch eng besser Zesummenaarbecht tëschent den Elteren an de Leit, déi an de Strukturen schaffen, wäert souwuel d'Qualitéit wéi och d'Léierklima eropgoen.

Wat d'Personal ueet, esou wäert et sinn, dass an all Struktur op d'mannst eng Persoun den Niveau C1 am Lëtzebuergesche muss hunn, sproochlech, an och den Niveau C1 am Franséischen. An dat fir Persounen, déi 40 Stonnen an der Woch an der Crèche schaffen.

Innerhalb vum Personal gëtt e Référent pädagogique du programme linguistique designéiert. Dee koordinéiert alleguerten déi Aufgaben, déi mat der Méisproochegkeet ze dinn hunn. En iwwerwaacht déi an e kuckt och, dass déi Aufgaben ëmgesat ginn.

All Struktur wäert och Initiativen ergräifen, fir mat de Schoulen an de Gemengen, awer och mat den nationalen Organismen zesammenzschaffen. Si wäerte musse Formatiounen an Informatiounen fir Elteren ubidden, awer och Diagnos an Ennerstëtzung fir déi kleng Kanner, wann déi gebraucht ginn. D'Zil ass et natierlech, den Iwwergang an de Cycle 1 ze vereinfachen.

Wat déi gratis Stonnen ueet, esou ass et esou, dass duerch d'Afëierung vun der multilingualer Sproochförderung de Betreuungsstrukturen eng effentlech Missioun zudeelgëtt, näamlech d'Kanner besser op eise Schoussystem virzebereeden. A fir dass esou vill Kanner wéi méiglech kënn vun dëser Offer profitieren, wäert all Kand tëschent eent a véier Joer 20 Stonne gratis d'Woch betreit kënn ginn. Dat natierlech an der Limitt vun de Plazen, déi disponibel sinn.

Kanner, déi net vollzäit an enger Crèche betreit ginn, well se zum Deel an de Precoce ginn oder well en Elterendeel nëmmen hallef schafft, kënnen awer och am Kader vun der méisproocheger Fördéierung zéng Stonne gratis kréien.

D'Iwwerschaft vum Dispositif Chèque-service accueil. Nieft dem neie Sproocheprogramm wäert och d'Tarifikiatioun vum Chèque-service iwwerschaft ginn, net nëmme fir déi Familljen ze ënnerstëtzen, déi et brauchen, mä och fir et un d'Realiteit vum de Familljen unzupassen. Dëst ass och Deel vum Regierungsprogramm,

dee sech virgeholl huet, eng qualitativ héichwäerteg Offer am Beräich Kannerbetreung unzebidden. Et geet em d'Chancéglichheet vun den Elteren a vun de Kanner. Et geet em gläich Startchancen an d'Liewen, onofhängeg vun der sozialer Hierkonft.

Esou wäerten zum Beispill Stéit, déi manner wéi zweemol de Mindestloun verdéngen, zéng Stonne gratis méi kréien, wéi dat elo de Fall ass. Dat heescht, déi gratis Stonne gi vun dräi op 13 erop. Stéit, déi tëschent zwee- an dräimol de Mindestloun hunn, kréie fënnf Stonne gratis derbäi; pro Woch a pro Kand, versteet sech. An dat fir all Kand, soulaang d'Kand am Fondamental, dat heescht an der Primärschoul, ass.

De Projet de loi gesäit och nei Modalitéite vir, fir de Chèque-service accueil ze rechnen. Et gëtt vu Fall zu Fall gekuckt, wivill Kanner am Stot sinn, bei den Elteren oder beim Représentant légal. Awer och d'Garde alternée gëtt berücksichtig. Also, mir droen hei enger weiderer Realitéit an eiser Gesellschaft Rechnung.

Madamm Presidentin, dëse Projet de loi ass awer och d'Resultat vun enger breeder Concertatioun mat villen Akteuren aus dem Secteur vun der Kannerbetreung. Et gouf ënner anem e regen Austausch mat der APEG, der Association professionnelle des éducateurs gradués, mat der EFJ, der Entente des foyers de jour, mat der FELSEA, der Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants, dem LCGB, dem OGB-L an dem Syprolux. Den Input vun alle Partner, grad awer och wéi d'Erfahrung vun de verschidde Pilotprojete konnten an dësem Projet de loi mat a Betruecht gezu ginn.

Madamm Presidentin, d'Schoul huet d'Misioun, fir sozial Ongläichheeten am jéngsten Alter opzehiewen an net ze verstärken. Eng Fréiförderung, déi de Kanner op eng flott an ureegend Aart a Weis den Zougang zu der méisproocheger Schoul erlaabt, dréit zu méi Chancéglichheet bäi. Ech sinn iwwerzeegt, an dat aus menger berufflecher Erfahrung, awer och duerch dat, wat ech all Dag mat menger Duechter, déi dräi Joer huet, erliewen, an och wa mer d'Resultat vläicht net muer an iwwermuer gesinn, da sinn ech awer fest der Iwwerzeugung, dass den Ëmgang mat de Sproochen an dem Stellwäert vun de Sproochen an eise Schoule sech duerch dëst Gesetz däitlech wäert verbessern.

Zum Schluss wëll ech nach e puer Mercie lass ginn: de Kommissiounsmembere fir hiert flott Matschaffen, besonnesch awer och eiser ganz fläiseger Sekretärin, der Madamm Joëlle Merges, déi an de leschten Deeg ganz, ganz, ganz vill Aarbecht hat. Och e Merci un den Här Minister, deen an all Sëtzung vun der Chamberskommissioun derbäi war, an och senge Beamte vum Ministère, der Madamm Claude Sevenig, dem Här Patrick Thoma, an och dem Här Manuel Achten.

Wéi gewinnt, fannt Der den Detail vun allen Adaptatiounen, grad ewéi d'Avisé vum Statsrot an de Berufskummeren a mengem schrëftleche Rapport.

Da soen ech lech alleguer Merci. Ech soen lech Merci, falls Der nogelasschert hutt. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer bei dësem Projet wäerte genau esou eng breet Zoustëmmung fanne wéi bei deenen dräi Projete virdrun.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, dass mer zu dësem Thema hei schwätzen. An et wäert lech duerfir och net weider verwonneren, wann ech lech soen, dass mir als CSV mat dësem Gesetz absolut net averstane sinn. An duerfir gëtt et eng ganz Partie vu Grënn.

De Minister huet eis wuel eng Lëscht vun Étude geschéckt, jo, relativ jonken Etüden, déi behaupten, dass d'Zwee- an och deelweis d'Méisproochegkeet de kleng Kanner zeguttkënn an dass se bis zu dräi Sproocher kënn wéi e Schwamm opsuckelen. Mä, fir dass dat ka funktionéieren, müssen d'Konditiounen, wéi a wou dat stattfanne soll, och klappen.

De Jim Cummins, Professor op der Uni vun Toronto, dee sech ënner anem mat der Sproochentwécklung beschäftegt, dee seet do-



zou zum Beispill: «L'apprentissage d'une deuxième langue nécessite une exposition répétée et fréquente.» Wéi wëlle mer da sécherstellen, dass dës Konditioun och erfüllt gëtt?

D'Translanguaging-Theorien, op déi Der lech jo esou gäre berufft, Här Minister, gi mëttlerweil vu ganz ville Wëssenschaftler ganz kritesch gesinn, och vu Wëssenschaftler hei am Land. D'Etüd „Easy As Pie? Children Learning Languages“ ass ee wëssenschaftlechen Text, un deem sech och d'UNESCO orientéiert fir hire Rapport iwwert d'Sproochelëiere vu Kanner mat ënnerschiddlechem sproochleche Background. An dëse wëssenschaftlechen Text seet, dass eist Gehir dat ganz Liewe laang fäeg bleibt, fir méi Sproochen ze léieren.

Bei allen Etüden, op déi Dir verweist, läit och keng eenzeg vir, déi seet, dass d'Méisproochegkeet ab engem Joer de Kanner virunhëllt, fir besser an eisem Schoulsystem eens ze ginn, wann et heescht: Mat sechs Joer ginn eis Kanner op Däitsch alphabetiséiert, egal mat wéi engem Sproochesbagage si an d'Klass kommen.

Wa mer de Minister richteg verstan haten, da war jo eng vun den Ursachen, wisou hien iwwerhaupt mat deemem Projet koom, dass d'Kanner doduerch sollte besser an eisem Schoulsystem eens ginn. Déi Lëtzebuerger Kanner sollte méi fréi mam Franséischen a Kontakt kommen. Wat se jo alleguer guer net gären an och anscheinend guer net gudd maachen, ech komme spéider dorobber zrëck. An déi portugisesch Kanner sollte méi Lëtzebuerger gesch léieren, wat jo eigentlech d'Aufgab vum Precoce ass. Och dorobber kommen ech méi spéit zrëck.

Fazit Nummer eent: Et gëtt keng wëssenschaftleche Basis, dass dat, wat hei geplangt ass, an eisem souwisou scho multilinguale Kontext seng Friichte wäert droen, wann d'Kanner e puer Joer méi spéit op Däitsch alphabetiséiert ginn.

Fir dass d'Betreiungsstrukturen awer elo net am Hierscht mam Fanger am Mond dostinn, kréie si e puer Iddie geliwert, un deene si sech kënnen orientéieren. Aacht ënnerschiddlech Erfahrungen vu Pilotprojeten, méi oder manner gudd, un deenen d'Haiser sech sollen inspiréieren, fir hire Programm auszeschaffen. Dës Pilotprojete si just iwwer e puer Méint gelaf a sollen elo flächendeckend, jee no Populatioun, jee no Ëmfeld, kënnen iwwerholl ginn.

Dobäi ass net gewosst, ob dat iergendeppes bréngt, ob dës Modeller ee positiven Impakt hunn. Et ass net gekuckt ginn, ob dat sech an der Zäit positiv op de Kanner hir Sproochentwicklung auswierkt, well duerfir hätte jo déi Pilotprojete misse vergläichbar sinn a si hätte misse iwwer eng vill méi laang Zäit lafen, fir iwwerhaupt kënnen evaluéiert ze ginn.

De Prinzip „eng Persoun, eng Sprooch“ funktionéiert tipptopp, wann en da systematesch ugewannt gëtt. Ee Kand, wat en Austausch mat enger Persoun wëllt, kritt ganz séier spatz, a wéi enger Sprooch dass déi Persoun mat him ka kommunizéieren. Wann et also erkennt, dass et muss en Effort an enger Sprooch maachen, déi net seng Mammesprooch ass, fir mat där Persoun kënnen ze kommunizéieren, dann ass d'Kand och bereet, deen Effort ze maachen. Et muss eng reell Necessitéit erkennen, zumindest am ganz jonken Alter.

Ee Kand, wat mierkt, dass eng Persoun zu verschiddene Momenter am Dag eng aner Sprooch schwätzt, sicht sech déi Sprooch eraus, mat där et am beschte vertraut ass. Dofir gesi mir och net an, dass et soll eppes bréngen, wann deeselwechten Erzéier dagsiwwer, och wann et zu gewëssene fixe Momenter ass, a verschiddene Sprooch mat de Kanner kommunizéiert. De Prinzip „eng Persoun, eng Sprooch“ ass leider an deenen aacht Pilotprojeten net iwwerall garantéiert.

Fazit Nummer zwee: Ganz kuerzweilg Pilotprojete solle flächendeckend als Inspiratioun gëllen. Si sinn net wëssenschaftlech iwwerpréift ginn, mä sollen awer elo generaliséiert ginn. Dat gesi mir als ee ganz geféierlechen Exercice un.

De Minister wëllt nieft der verstärkter Fërdereung vu Lëtzebuerg a Franséisch awer och, dass d'Kanner hir Mammesprooch festegen. Et ass wichteg an och duerchaus nozevollzéien, mä wéi soll dat wann ech gelift iwwert d'Bün goen? Geet et duer, esou wéi dat elo hei geplangt ass, wann een d'Elteren encouragéiert, vill mam Kand an der Mammesprooch ze schwätzen?

Wéini sollen d'Elteren dat maachen? Owe, wann no aacht Auer endlech déi ganz Famill

doudmidd doheem zesummekënn, no engem laangen Dag vu schaffen, no engem laangen Dag an der Crèche? Abee, duerfir brauchen d'Eltere manner Stress. Si brauchen Zäit, méi Zäit, fir mam Kand ze schwätzen. A mir hate jo dofir och méi e flexibele Congé parental gefuerdert, fir ebe justement den Elteren...

(Interruption)

...déi Zäit zouzegestoen, déi se brauchen, fir mam Kand ze spillen, ze schwätzen a sech och mat em ze beschäftegen.

Wéi wëlle mer dann an der Crèche selwer d'Mammesprooch fërdere respektiv d'Kanner encouragéiere se ze schwätzen? Geet et duer, wann een an der Crèche zum Beispill den Austausch tëscht Kanner mat därseelwechter Sprooch ënnerstëtzt, oder muss d'Personal och capabel sinn, an där jeeweileger Mammesprooch ze kommunizéieren oder op d'mannst verstoe kënnen, wat d'Kand wëllt ausdrécken?

Fazit Nummer dräi: d'Mammesprooch festegen. Jo, mä hei weess keen, wéi dat an der Praxis soll geschéien.

Wier et net besser, wann ee bei deem ganzen, schonn elo besteende Plurilinguismus an de Crèchen den Akzent géif op Lëtzebuerger als Verbindungssprooch setzen, fir dass d'Kanner mat deene villen ënnerschiddleche Mammesproochen - e kënnen der alt bis zu zwielef a méi an engem Grupp sinn - ënnereneen an enger gemeinsamer Sprooch iwwerhaupt emol kënnen kommunizéieren, an domadder gläichzäitig d'Basis schafen, dass d'Kanner, wa se bis an d'Spillschoul kommen, richteg gudd Lëtzebuerger gesch kënnen an et dann do derduerch och méi einfach wäerten hunn, op Däitsch alphabetiséiert ze ginn?

Et ass näamlech bewisen, dass Kanner, déi gudd Lëtzebuerger gesch kënnen, och méi Liichtegkeet hunn, duerno op Däitsch alphabetiséiert ze ginn. Et gëtt eng Etüd vun der Madamm Engel a vun der Madamm Ertel vun der Uni.lu, déi dat ganz kloer beweist.

A wat hëlleft dat Ganz iwwregens, Här Minister, deene Kanner, déi doheem weder Lëtzebuerger gesch nach Franséisch schwätzen, mä eng ganz aner Sprooch? Mengt Dir tatsächlech, dass se, wa se elo nach mat zwou weidere Sproochen konfrontéiert ginn, da besser an eisem Schoulsystem eens ginn, wou Däitsch esou eng wichteg Roll spillt? Wisou also net zum Beispill Lëtzebuerger gesch an Däitsch fërdere, vu dass mer jo op Däitsch alphabetiséieren? An zemoos wann ee weess, meng Kolleegin Martine Hansen huet dat schonn e puermol gemaach, dass déi 45% vun deenen Néngjäregen emol net déi national Lieskompetenzstandard am Däitschen errechen.

Wann d'Ursach, fir Kanner ab engem Joer mat Franséisch a Kontakt ze bréngen, déi ass, dass d'Kanner solle méi fit am Franséische ginn, da muss een emol vläicht genee kucken, firwat dass dann esou vill Kanner Schwieregkeeten hu mam Franséischen. Wa mer mierken, dass eis Jonk net gutt sinn am Franséischen, dann déngt et och net onbedéngt, fir eppes Neies nach virun de Precoce ze druddelen. Mir léieren alleguer zeg Jore laang Franséisch a sinn awer net onbedéngt à l'aise an dëser Sprooch. Duerfir brauche mer ganz kloer eng Reform vum Sproochenunterrecht.

D'CSV ass der Meenung, dass ee misst higoen an déi franséisch Programmer richteg auserneenhuelen, op Inhalter hin analyséieren, d'Methodik, d'Grammatik, sech d'Fro stellen: Wéi eng Zäiten zu wéi engem Moment muss een dann iwwerhaupt kennen? Géif et net zum Beispill duergoen an der Primärschoul, de Present an de Passé composé an de Futur gutt ze kënnen, fir sech emol kënnen einfach auszedrücken an et dann no engem sechste Schouljoer fäerdegzibréngen, an enger Vakanz zwou Bulle Glace an eng Cola ze bestellen? Sech einfach emol ze trauen, sech op Franséisch auszedrücken!

Fir eis ass et ganz kloer, dass an der Primärschoul d'Methodik, fir Franséisch ze léieren, muss änneren. Do sidd Der jo anscheinend amgaangen, drun ze schaffen. Mä mir haten och d'Reform vum Secondaire, déi déi lescht Woch gestëmmt gouf, och sollen notzen, fir de Sproochenunterrecht ze flexibiliséieren a verschidde Sproochenniveaue fir allegueren d'Schüler unzebidden. D'Martine Hansen hat och dozou eng ganz Retsch Amendementen eragereicht.

Well grad am Lycée kréie vill Schüler Problemer mat enger Sprooch. Mä grad hei paakt de Minister de Problem net un. Hei wäert sech näischt fir d'Schüler änneren, ausser am Technique cycle inférier. Do gi Cours de base a Cours-avancé offéiert.

Fir d'CSV muss de Sproocheproblem do ugepaakt ginn, wou e sech stellt: an zwar an der Schoul selwer. Mä mat deem multilinguale

Frëifërdereungskonzept vum Här Meisch gëtt de Problem op där falscher Plaz ugepaakt.

Fazit Nummer véier: Ier een op spilleresch Aart a Weis d'Kanner ab engem Joer mam Franséischen a Lëtzebuerger gesch wëllt vertraut maachen, hätt een onbedéngt missten higoen a genee analyséieren, wat net esou gudd leeft an eventuell muss ofgeännert ginn am Apprentissage vum Franséischen. Et hätt ee seng Ziler misse kloer definéieren: Wou wëlle mer hikommen? An et hätt ee misse decidéieren, wéi eng Moyenen ee sech da wëllt ginn, fir dohinzerzekommen.

Déi gratis plurilingual Kannerbetreung wäert eise Budget all Joers ëm mindestens 80 bis 100 Milliounen Euro belastschen. Een imposante Montant fir eppes, wou mer net kloer wëssen, ob eppes derbäi erauskënn, wou mer och net wëssen, wat soll derbäi erauskommen. Well, wéi sot de Minister op enger Table ronde? „An der Education non formelle setzt ee sech keng Ziler.“ An an deem Fall ass et jo och schwéier, eng Evaluatioun ze maachen.

Derbäi kënn nach eppes ganz Wichteges. Esou ass et och net kloer, ob dat Ganzt elo fir d'Gemeengen eng gratis Operatioun gëtt. Wann et Méikäscht fir d'Gemeenge gëtt, op wivill chiffréiert Dir se, Här Minister?

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Cahen hat déi lescht Woch am Kader vun der Froestonn hei gesot: „An da steet déi nächst Woch jo och nach d'gratis Kannerbetreung um Ordre du jour.“ D'gratis Kannerbetreung. Geet et finalement just ëm gratis Kannerbetreung oder geet et ëm d'Frëifërdereung?

20 gratis Stonne fir jiddwereen. Wou ass do déi sozial Selektivitéit? Hätte mer net besser, déi vill Sue méi an d'Qualitéit vun de Crèchen, spréich an de Personalschlüssel, ze investéieren, fir emol kënnen op déi primär Besoine vum Kand, vum ganz klenge Kand anzegoen? Reaktiounen op seng Mimik, seng Gestik, säi Gepoters a säin Handeln.

An duerfir brauch d'Personal Zäit. Wann ee mat de Leit näamlech aus de Crèche schwätzt, dann héiert ee ganz séier eraus, dass si an dëser wichtiger Aufgab total iwwerfuert sinn, well se als een Erwuessene bei sechs klenge Kanner tëscht null an zwou Joer dat einfach net hikiréien. A sot mer elo net - elo ass en net heibannen, den Här Engel -, eng Mamm géif dat och hikiréien. Déi kritt jo kaum sechs Kanner mateneen, bannent zwou Joer.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Très bien!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)**.- Fazit Nummer fënnf: Vill Sue ginn investéiert fir eppes, wou een net weess, wat an ob eppes dobäi erauskënn.

Ech stellen dann och emol ganz kloer d'Fro: Wat brauch e Kand dann iwwerhaupt mat engem Joer? Et brauch Zäit, fir ze spillen, Zäit mat sengen Elteren, Zäit, fir seng Ëmwelt ze entdecken, Zäit, fir d'Reaktiounen op säin Handele richteg ze deiten, Zäit, fir sech ze entwéckelen, an zwar a sengem eegene ganz individuelle Rhythmus.

Hei gëtt dacks argumentéiert, dass fir d'Kanner duerch dëst Gesetz méi Chancéglichheet spéider an der Schoul wäert entstoen. Et muss een awer wëssen, dass déi reell Problemer um Terrain net just am Schwätze leien, mä och nach op ganz aneren Niveaue.

Kanner, déi an eng Crèche kommen, kommen all mat engem komplett ënnerschiddleche Bagage. An dat hu mer kloer gesinn, wéi mer déi Crèche kucke waren, wou 50 Kanner aus zwielef verschiddenen Nationalitéite betreit goufen. D'Personal ass do méi wéi gefuerdert, fir schonns do fir Chancégerechtgkeet ze sueren. Et heescht Retarden an der Motorik, der Sprooch am Allgemengen, dem kognitive Beräich an de soziale Kompetenzen opzeschaffen, d'Kanner richteg ze stimuléieren, well doheem vläicht keen dat mécht, hinnen Opmierksamkeet ze schenken, eng Bindung opzebauen, wou keng Bindung doheem stattfënn, well duerfir vläicht d'Zäit oder munchmol och dat néidegt Wësse feelen.

Fazit Nummer sechs: Mir sinn der Meenung, dass, wa mer vu Chancéglichheet schwätzen, déi op ganz aneren Niveaue dës le départ muss stattfannen, wéi just andeems een d'Franséisch- an d'Lëtzebuerger-Schwätze fërdert. Ee Kand vun engem Joer huet ganz aner, vill méi wesentlech Bedürfnisser, wéi mat zwou Sproochen a Kontakt ze kommen.

A wann dat Ganzt, dës plurilingual Frëifërdereung, soll esou villversprechend sinn, wéi de Minister dat jo iwwerall ukënnegt, da misst jo och all Kand eng Plaz garantéiert hunn, soss wiere jo déi Kanner, déi keng Plaz fannen, benodelegt. Wéi, Här Minister, wëllt Der dat da garantéieren? A wat maachen déi Elteren, déi

keng Plaz fir hirt Kand fannen? Sinn déi Kanner dann elo an Ären Ae méi schlecht preparéiert op eise Schoulsystem? Wéi wëllt Der dës Ongerechtgkeet dann aus dem Wee raumen?

Fazit Nummer siwen: Well net all Kand eng Plaz garantéiert huet an enger Struktur, déi déi plurilingual Frëifërdereung praktikéiert, sinn déi Kanner, déi keng Plaz fannen, dem Minister sengen Argumenten en faveur vun der Frëifërdereung no, am Nodeel. Deemno eng richteg Ongerechtgkeet.

Si mer net och hei amgaang, e gewëssenen Drock par rapport zu den Elteren opzebauen, déi sech zum Beispill bewosst derfir entscheet hunn, hir Kanner selwer ze erzéien? Gi mer hinnen net d'Gefill, dass, wann d'Frëifërdereung da géif eppes bréngen, hir Kanner am Nodeel sinn, wa se doheem géifen erzu ginn? Huele mer net grad den Elteren de Choix ewech, a wéi enger Crèche, bei wéi enger Dagesmamm a wéi se iwwerhaupt hir Kanner wëlle betreit kréien?

Fazit Nummer aacht: Mir setzen d'Elteren, déi hir Kanner selwer oder bei anere Leit wëlle versuerge loossen, ënner Drock.

Dobäi muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob d'Eltere vun den 20 gratis Stonne wäert profitéieren, well se vun der plurilingualer Frëifërdereung iwwerzeugt sinn oder well se gratis ass. Dat wäert wuel ganz schwéier erauszefanne sinn.

Nieft dem Drock, deen hei par rapport zu den Elteren opgebaut gëtt, baue mer och e ganz groussen Drock zu de Crèchen op an zu de Maison-relais, well wa si sech net un d'Spillregeln halen, da fält fir si de Chèque-service accueil ewech.

Gefrot si Leit mat Niveau C1 am Lëtzebuerger gesch an am Franséischen. Esou steet et emol am Gesetz. Mä wat heescht dat konkret? Een, deen eng Première huet, huet deen automatesch en C1, och wann en zum Beispill Franséisch iwwer Jore kompenséiert huet? D'Madamm Delvaux hat 2006 op de Premiären een Test gemaach, fir ze kucken: Wéi een Niveau hunn eis Premièresschüler dann am Franséischen? D'Resultat: Knapp 20% hunn den Niveau C1 erreecht.

Duerfir meng Fro: Wou sollen d'Crèchen an d'Maison-relais dann elo Educateure mat C1-Niveau am Franséische siche goen,...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**.- D'lescht Woch wollt Der den Niveau nach erfesetzen!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)**.- ... wann der esou wéineg an eise Schoulen erauskommen, déi dës Konditiounen erfëllen?

Mir hu guer net gesot, dass mer den Niveau wéilten erfesetzen. Mir hu just gesot: Mir wëlle verschiddene Niveaue offéieren.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Mir wollten en iwwerhaupt net erfesetzen! Mir haten och zweemol den Niveau C1 gefrot...

(Interruption par M. Claude Meisch)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)**.- Also meng Fro ass, Här Meisch: Hunn...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Wann ech gelift! D'Madamm Hetto huet d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)**.- Meng Fro...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Wollt Der eng Fro un de Minister stellen oder wéi?

(Hilarité)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)**.- Ma ech stelle meng Fro un de Minister. Déi ass a mengem Text mat dran: Wou sollen d'Crèchen an d'Maison-relais dann elo Educateure mat C1-Niveau am Franséische siche goen, wann der esou wéineg an eise Schoulen erauskommen, déi déi Konditiounen erfëllen?

A wat geschitt, wann d'Personal bei aller Méi keng Leit fënn, déi deene Sproochekritären entsprechen? Wéi wäerten déi Agents régionaux an deenen ënnerschiddleche Géigende vum Land d'Haiser bewäerten? Hu si do eng gemeinsam Linn, fir déi Kontrollen ze maachen? Hu si kloer Kritären? Wéi wäerten déi franséischsproocheg Crèchen domadder ëmgoen? Fanne si lëtzebuerger Educateure mat C1-Niveau, déi se da wëllen an hir franséischsproocheg Equippen integréieren?

Fazit Nummer néng: Dëst Gesetz baut ee groussen Drock op par rapport zu de Crèchen an de Maison-relais a stellt dës Haiser viru gréisser organisatoresch Erausforderungen, déi trotz guddem Wëllen net onbedéngt ze bewältege sinn.



ler ech zur Konklusioun kommen, och nach e Wuert zum Precoce, deem seng eigentlech Aufgab et jo zanter der Aféierung ass, d'Kanner mam Lëtzebuergesch ze familiariséieren an hinnen och ze hëllefen, déi néideg sozial Kompetenzen ze kréien. Am Precoce, esou huet den Här Baum et och gesot, gëtt elo schonn an anere Sprooch gesongen, gebabbelt, Reimer gi gemaach.

Hätt een also net besser gehat, Här Minister, do unzesetzen a mat neiem Material, wat iwwerens vun de Leit vum Terrain gefuerdert gëtt, fir do ze hëllefen, d'Kanner nach besser op eise Schousystem ze preparéieren? Hätt een net besser gehat, derfir ze suergen, dass all Kand eng Plaz am Precoce huet?

Dir hutt mer selwer an enger Question parlementaire geäntwert, dass de Service d'éducation et d'accueil vun de Maison-relais keng parallell Offer zum Precoce ass, well de Precoce zur formaler an dat anert zur nonformaler Education gëtt gehéieren. Deemno ass de Precoce ee ganz wichteg Joer am Liewe vun engem Kand. Hätt een also net besser gehat, emol do unzesetzen, amplaz elo hinzugeen an erëm nach eppes Neies virdrunsetze fir Kanner ab engem Joer, also fir Kanner, déi grad emol just kënne lafen an déi just éischt Lauter kënne produzéieren.

An aus alle genannten Ursache wäerte mir als CSV dëst Gesetz net stëmmen. D'CSV hätt sech gewënscht, dass ee sech heifir vill méi Zäit geholl hätt. Pilotprojeten: Jo, awer iwwer eng länger Zäit. Zousätzlech eng Begleedung mat Fachleit vun der Uni. Dorausser Konklusiounen zéien an dann iwwergräifend ubidden, wann dann d'Resultat eng reell Plus-value géif confirméieren. An dat géif sech jo érischt fréistens am Cycle 2 / Cycle 3 weisen.

De Minister seet, am fréien Alter wier e Kand am rezeptivsten, fir vill Sproochen ze léieren. Dat mag sinn. Et ass awer duerno och net ze spët, well mir alleguer heibannen hunn et jo och hikritt. Et muss een näamlech och wëssen, an dobäi beruffen ech mech och op wëssenschaftlech Aussoe vun zum Beispill dem Schwäizer Pädagog Remo Largo, dee virdru warnt, d'Kanner ze vill ze féerden, well een domadder riskéiert, genee de Géigendeel ze bewierken.

Wat brauche Kanner? D'Kanner brauchen Zäit, fir ze spillen, Rou, Léift, Opmierksamkeet, fir sech kënne weiderzuentwéckelen. Mir sollten derfir suergen, dass dat souwuel doheem wéi och an de Crèches a Maison-relais ka garantiert ginn. Dat, wat elo hei de Mëtteg soll gestëmmt ginn, dat brauchen d'Kanner net.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Hetto. Als nächst ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, wéi ech mech de leschte Mëttnoch op meng Rapporteursried zu der Lycéesreform virbereet hunn, hunn ech natierlech och mat vill Opmierksamkeet den RTL-Reportage iwwert der CSV hir Pressekonferenz nogelauschtert.

(**Brouhaha**)

Et war eng gutt Preparatioun.

Souwäit zu der gudder Nouvelle. Wann ech dann awer haut d'Verriederinnen vun der CSV héieren, da muss ech lech soen: Dann ass dat awer e bësse verwirrend par rapport zu der Linn vun der leschter Woch.

(**Brouhaha**)

Am Kontext vun der Sproochenoffer huet et d'lescht Woch geheescht - lauschtert gutt no! -, de Ministère misst seng Verantwortung iwwerhuelen. Et misst een iwwerall am Land...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Am Lycée!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...eng vergläichbar Offer schafen. De Ministère misst wëssen, wat a puncto Sprooch wou ugebued gëtt. Ze vill Duerjernee wär net gutt, et géif soss e Wirrwarr ginn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - An - passt gutt opl - virun allem kéint ee soss keng Chancégerechtkeet uechtert d'Land garantiéieren. Souwäit fir déi, déi et nach net gesinn hunn, d'Madamm Hansen...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...am Lycée!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...de 5. Juli op RTL.

Léif Kolleginnen a Kollegen, bei deem heite Projet geet et em näischt aneres wéi em Chancégläichheet, em besser Startchancen an

eisem Schoulsystem, an dat fir allegueren d'Kanner, onofhängeg vun der Mammesprooch oder der finanzieller Familijsituatioun.

Mir schafen heimat eng Qualitéitsoffer, déi u streng Kritäre gebonnen ass, déi d'Kanner soll op eng spilleresch a kandgerecht Aart a Weis op eis méisproocheg Schoul, op eis Gesellschaft virbereeden. D'DP wëllt keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstärkt. Mir hunn eis ëmmer derfir staark gemaach, dass all Kand déi nëmlecht Chancé kritt, an eiser Schoul ze reusséieren. Kee soll vu virera beno-deelegt ginn.

Fir d'DP soll eis Schoul erëm zu engem soziale Lift ginn. Ee Lift, deen och schonn eis Klengst mat erop soll huelen. Ee Lift, dee kee soll wéinst ënnerschiddleche Mammesproochen oder sozialen Hannergrënn am Keller hänke loosse. Mir wëllen eng Schoul, déi integréiert an net separéiert. Dofir ass dës Qualitéitsoffer vun enger Kannerbetreuer net nëmme méisproocheg, mä während 20 Stonnen an der Woch och nach gratis.

Madamm Presidentin, de Rapporteur, de Kolleeg Gilles Baum, ass schonn ausféierlech op déi verschidde Punkte vun dësem Projet de loi agaang. Ech wëllt a menger Interventioun awer nach fir d'DP e puer wichteg Saache kloerstellen.

Éischtens, firwat gëtt esou e grouse Wäert op eng méisproocheg Kannerbetreuer geluecht? Ma well mer de Realitéit vun eiser méisproocheger Gesellschaft Rechnung droen. D'Schoulen hunn déi grouse Verantwortung, Kanner mat verschidde Mammesproochen an Hierkënt zesammenzeféieren.

D'Heterogenitéit vun de Kanner ass eppes, wat eis auszeechent, eis Gesellschaft staark mécht. Gläichzäitig ass dës Heterogenitéit nun emol awer och Ursprung vun enger ganzer Partie vun Eraufuerderungen. Besonnesch déi sproochlech Barrière bereede ganz ville Schüler hautdesdaags Schwieeregkeeten.

Ech soen lech och näischt Neits, wann ech soen, dass dës Schwieeregkeeten och heiansdo riskéieren, an Zweifel oder souguer an Ängschten eriwverzeegen, déi verschidde Schüler bis an d'Beruffsliewe begleeden an hinne esou munde Steen an de Wee leeë kënnen.

Oft verspiere francofon Schüler sproochlech Schwieeregkeete beim Däitschen an am Lëtzebuergesch, a lëtzebuergesch Kanner di sech iwwerdeems mam Franséische méi schwéier. Dee Constat ass net nei, huet sech awer an de leschte Joren nach eng kéier méi verstärkt.

Haut hu praktesch d'Halschent vun eise Kanner e Migratiounshannergrond. 2003 war dat just en Drëttel. D'Fro ass, wéi mir dorobber reagéieren, ob mer esou weiderfuere wéi bis elo, oder ob mir de Courage an de Grapp huelen, fir nei Weeër ze goen an de Kanner hir sproochlech Differenze esou séier wéi méiglech probéieren auszegläichen.

Ech si selwer Enseignant an ech kann lech versécheren: Wann d'Schüler bis emol richteg d'Flemm oder de Latz mat enger Sprooch hunn, dann ass et immens schwéier, hinnen nach eng kéier de Goût an d'Loscht un enger Sprooch erëmzeginn. Dofir setze mer mat der méisproocheger Kannerbetreuer méi fréi un. An enger Zäit, wou d'Kanner téschent eent a véier souwisou op grousser Entdeckungsrees sinn an alles opsaugen, quasi wéi e Schwamm, gëtt dovunner profitéiert, fir se spilleresch a kandgerecht un déi lëtzebuergesch an och franséisch Sprooch erunzeféieren.

Et ass dowéinst och falsch ze behaupten, eis Jéngst géifen elo ufänken an de Crèche mat Sproochen „léieren“. Neen! Si entdecke se. Si entdecke se vum selwen...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Duerch kleng Lidder, Kuerzgeschichten, Rollespiller entwéckelen d'Kanner e Gespier an en Ouer fir dës Sproochen an hire Virwëtz gëtt ugereegt. D'Freed an d'Loscht un Entdecke vun de Sprooch solle bei de Kanner am Mëttnochpunkt stoen. Dëst, wéi gesot, souwuel wat déi lëtzebuergesch wéi och déi franséisch Sprooch ugeet.

Madamm Presidentin, allgemeng stellt ee fest, wann een am Gespréich mat de Leit ass, dass d'Aféiere vun der franséischer Sprooch an de Crèche fir vill méi Gespréich suergt wéi déi lëtzebuergesch Sprooch. Fir vill Leit schéngt et evident ze sinn, dass an de Crèche Lëtzebuergesch geschwat gëtt. Als eis Landesprooch an Haaptintegratiounssprooch kéint een dat jo vläicht och mengen. Dat ass awer net esou. Hei hu mir näamlech genau dee Wirrwarr, deen d'Madamm Hansen d'lescht Woch op der Télee ugeschwat huet. A ville Crèche gëtt souguer kee Wuert - kee Wuert! - Lëtzebuergesch geschwat. Mam Programm vun der méisproocheger Kannerbetreuer ännere mir dat elo.

Ech fannen dat wichteg ze ënnersträichen, well d'Aféiere vun der Lëtzebuerg Sprooch oft am Gespréich ze kuerz kënnt. Mat der méisproocheger Kannerbetreuer kënnt Lëtzebuergesch also a Crèche, wou bis elo just Franséisch geschwat gouf!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - D'Regierung stäerkt also ganz kloer déi lëtzebuergesch Sprooch als Haaptintegratiounssprooch vun eisem Land. Dëst mécht et ville Kanner, besonnesch mat frankofonen Hannergrënn, duerno méi einfach, sech an eiser Gesellschaft op Lëtzebuergesch ze integréieren an och am Cycle 2 dann an der Schoul op Däitsch liesen an och schreiwen ze léieren.

Zum Franséischen: Vill Leit soe mir, déi franséisch Sprooch géif hinne schwéierfalen. Si géife sech net traue, Franséisch ze schwätzen. Si wëllten dat net onbedéngt. Si hätten oft Hemmungen, si hätten Ängscht, Feeler ze maachen. Déi Ängscht, déi soll an Zukunft guer net opkommen. D'Kanner solle guer keng Zäit méi hunn, esou Sproochbarriären ze entwéckelen. Si solle méi ongezwoongen un déi franséisch Sprooch erugefouert ginn a se mat Loscht a Freed entdecken.

Dass dëst op alle Fall eng immens grouse Chance fir d'Kanner, déi domadder méisproocheg erzu ginn, déi méisproocheg erliewen, dass dat eng immens grouse Chance ass, dat steet fir d'DP ausser Fro!

Madamm Presidentin, ech kommen awer och net derlaanscht, op déi virgehäiten „wëssenschaftlech Konzeptlosegkeet“ vun dësem Programm anzegoen. Et gëtt souguer vun „Experimenter“ geschwat. An deem Kontext begrëissen ech et als Éischt emol,...

(**Brouhaha et interruptions**)

► **Une voix.** - Dës kéier net.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Keng Panik.

► **Une voix.** - Dës kéier net.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Et gouf scho ganz oft vun Experimenter geschwat, an ech bleiwen dann och emol bei deem Wuert!

(**Interruption**)

Et gouf souguer scho vun...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, den Här Lamberty huet eleng d'Wuert!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...Experimenter geschwat.

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Lamberty!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Jo. Also, et gouf scho vun Experimenter geschwat. An deem Kontext begrëissen ech et awer als Éischt emol, dass d'CSV sech wëllt ganz staark op d'Wëssenschaft beruffen.

Wann ech näamlech kucken, wéi e Sproochkonzept aktuell an de Crèche ugebued gëtt - wou et am Fond méi dem Zoufall iwwerloos gëtt, wie mat wéi enge Sproochen a Kontakt kënnt -, da war dat net ëmmer de Fall! Et géif mech näamlech staark wonneren, wann et eng op Lëtzebuerg baséiert Etüd géif ginn, déi den aktuelle Wirrwarr géif guttheeschen.

(**Interruption**)

Da kann ech mech och nach gutt un de leschte Samschdeg Mëtteg erënnere, wou nieft dem Minister Claude Meisch, der Madamm Hetto och d'Madamm Hu invitéiert war, déi Professor op der Uni.lu ass an déi zu genau deenen Theme fuerscht: Plurilinguismus a plurilingual Erziehung. Hir Konklusioun: Et kéint ee roueg e gutt Gewëssen hunn, wann d'Kanner schonn a fréiem Alter spilleresch un méi Sproochen erugefouert ginn. Do dernieft huet de Minister Claude Meisch en Dokument an der Chamber deposéiert, dat sech mat wëssenschaftleche Referenzen auserneesetzt.

(**Interruption**)

Well dat awer anscheinend d'CSV nach ëmmer net iwwerzeegt, hunn ech elo nach en Dokument matbruecht. An ech mengen, Dir hutt et schonn allegueren haut gesinn.

(**M. Claude Lamberty montre une brochure à l'audience.**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Déi, déi et nach net gesinn hunn, ech ginn et gären herno eng kéier ronderëm.

(**Interruption et hilarité**)

Et ass op alle Fall...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou, wann ech gelift e bësse Rou!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Et ass en Dokument...

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Lamberty, fuert virun, wann ech gelift!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Madamm Presidentin, ech loosse mech net aus der Rou bréngen.

(**Interruptions**)

Also dat Dokument befaasst sech mat „Méisproochegkeet ass eng Chance“ an an deem Dokument hu mer unerkannte Wëssenschaftler an Experten an der Sproochesituatioun, déi Zitater dragesat hunn. Ech liesen lech der e puer vir. D'Madamm Hélot vun der Universitéit vu Stroossbuerg: «Le programme d'éducation plurilingue au Luxembourg est vraiment très intéressant. Il crée un espace de possibilités et d'innovation pédagogique.»

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also „interessant“ ass nach kee wëssenschaftleche Beweis!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Dann hu mer vun der Uni Köln: „Kinder erwerben ihre Sprachen nicht additiv und nebeneinander, sondern dynamisch und komplementär. Sie entwerfen sprachenübergreifende Praktiken, wie auch das Phänomen der Sprachmischung zeigt.“

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ass dat Är wëssenschaftlech Etüd, déi Sätz do?

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Oder nach en drëtt: „Zweisprachige Kinder verstehen mehr Wörter...“

► **Une voix.** - Extraiten aus Etüden...

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...als gleichaltrige einsprachige Kinder.“ Universität von Erfurt.

Wéi gesot, ech liese se elo net alleguer vir,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dass Der all wësst: Et ass eng grouse wëssenschaftlech Etüd, wat Der do virgelies hutt!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...well et ass och keng Zäit, mä ech ginn dat awer ganz gären ronderëm, well...

► **M. Max Hahn (DP).** - Et sinn Extraiten aus den Etüden...

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...ech sinn zimlech iwwerzeegt, dass jiddwereen...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hunn dat scho virun 30 Joer um ISERP esou geléiert!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...dodran eng flott Lektür wäert fannen.

Madamm Presidentin, ech kommen zu mengem zweete Punkt, deem iwwert d'Gratuitéit vun der Kannerbetreuer. De Programm vun der méisproocheger Erziehung gesäit eng gratis Betreuer vun 20 Stonnen d'Woch 46 Wochen am Joer fir all Kand vir. Dat ass eng substanzuell Entlaaschtung, déi villen Elteren hei am Land wäert zeguttkommen. Firwat mécht d'Regierung dat? Ma well de méisproocheger Programm als eng Virbereedung op de Lëtzebuerg Schoulsystem ze gesinn ass.

Ech si jo scho virdrun op déi verschidde sproochlech Problemer agaang an hunn och gesot, zu wat dat hei am schlëmmste Fall kéint féieren. Wann een also dës Kannerbetreuer als Virbereedung op eng gratis éffentlech Schoul gesäit, dann ass et novollzéierbar, dass och all Kand vun enger gratis Virbereedung dorobber soll kënne profitéieren, an dëst eben onofhängeg dovun, aus wéi engem Elterehaus ee Kand kënnt.

Eng aner Approche wier näischt aneres wéi eng Diskriminéierung, ausser natierlech, et wier een der Meenung, dass och déi éffentlech Schoul net méi soll fir jiddweree gratis sinn. Dat géif mat eis op alle Fall net a Fro kommen!

Madamm Presidentin, d'DP setzt sech zudeem fir eng Politik an, déi de gesellschaftleche Realitéiten entsprécht an déi de Leit do wëllt entgéintkommen, wou et néideg ass. D'Kannerbetreuer ass esou e Fall. Et ginn ëmmer méi Stéit, wou déi zwee Elterendeeler wëllen oder musse schaffe goen. D'Familljebiller hu sech geännert, a Gott sei Dank hu se sech geännert! Et ass net méi esou, dass eleng de Papp schaffe geet an d'Mamm eleng derfir zoustänneg ass, sech em d'Erziehung vun de Kanner ze këmmere. Mir sinn an enger moderner Gesellschaft ukomm, wou et déi klassesch Rolleverdeeler eben net méi gëtt. Déi zwee Elterendeeler sollen d'Méiglechkeet hunn, schaffen ze goen a Carrière ze maachen. Och dat begréisst d'DP,



déi sech ëmmer fir d'Gläichstellung tëschent Mann a Fra agesat huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Wann ech soen: „Déi zwee Elterendeeler sollen de Choix hunn, schaffen ze goen“, dann ass et awer och eng Tatsaach, dass ëmmer manner Stéit et sech leeschte kënnen, net zu zwee schaffen ze goen. A wann een dann net d'Chance huet, eng Tatta, eng Bomi, e Bopi, eng Nopesch ze hunn an dorop zréckzegräifen, jo, da steet een do! Vergiesse mer och déi elengerzéierend Elteren net. Grad si sinn et nach méi, déi op eng Deelzäitbetreiung vun hire Kanner ugewise sinn. Si se eng Kéier verhënnert, muss se eng Kéier kuerzfristeg een op der Aarbecht ersetzen oder gi se eng Kéier kuerzfristeg krank, jo, da bleift oft nëischt aneres iwwreg, wéi an eng Crèche ze goen.

Genau do komme mer de Familljen entgéint: Dës Regierung mécht d'Kannerbetreiung net nëmmen duerch kloer definéiert Qualitéitskriterie besser, si mécht se och nach gratis!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Madamm Presidentin, déi gréisst Oppositionspartei gesäit dat anescht. Dat muss ee kloer an däitlech soen. D'CSV huet eng aner Vue op d'Realitéit, denkt weiderhin net an der aktueller Rolleverdeelung tëschent Mann a Fra. Dat ass net nëmme schued, mä virun allem awer och verwonnerlech, well et war dach den deemolege Premierminister Jean-Claude Juncker, deem 2008 fir eng gratis Kannerbetreiung agegruewen ass.

(Interruptions)

Am d'CSV-Wahlprogramm vun 2009...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - ...steet dat och,...

(Coups de cloche de la présidence)

...dass d'Kannerbetreiung - lauschtert gutt no! -, dass d'Kannerbetreiung bis späitstens 2015 ëmgesat géif ginn. Mir haten dat iwwreges och drastoens.

► **Une voix.** - Vive den Här Juncker!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Madamm Presidentin, fir d'DP ass elo den Zäitpunkt komm, e Kader ze schafen, deem den Erausfuenderunge vun haut fir d'Familljen entsprécht. Dofir stëmme mir dat Gesetz. An ech soe Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Lamberty. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech denken - an dat kënt aus deenen Debatten hei an der Chamber ervir, déi mer an deene leschte Méint schonn haten: Interpellatiounen iwwer Multilinguisme, dann d'Education, wéi mer déi opbauen am Plurilinguisme, wéi mer mat der Sprochevillfalt hei am Land ëmginn -, et gëtt diskutéiert an datt verschidde Parteien, verschidde Akteuren zu verschidde Konklusiounen kommen, ass iwwerall de bonne guerre. Ech denke just, mir sollten dat Ganzt hei och kucken, wat d'Sprochevillfalt ubelaangt, am Interêt vun eiser Education an och am Interêt vun der Ausbildung vun eise Kanner.

Dofir hu mer och net méi spéit wéi d'lescht Woch hei an der Chamber iwwert d'Sprocheproblematik zu Lëtzebuerg, an zwar am Kader vun der Lycéesreform, diskutéiert. An ech géif soen, mir waren eis allegueren eens, datt de Multilinguisme eng Chance fir Lëtzebuerg ass, déi net vill Länner hunn. Doduerch, datt mer zu Lëtzebuerg nieft eiser Mammesprooch och nach Däitsch a Franséisch schwätzen, an Englesch kënt ëmmer méi derbäi, ass et eis net nëmme gelongen, wirtschaftlech ze wuessen, mä virun allem ass et eis gelongen, zu enger oppener a multikultureller Gesellschaft zesummenzewuessen. Dora läit d'Essenz vun eisem Succès als klengt Land matzen an Europa. An dofir gi mer och vu villen europäesche Länner beneit.

Kolleeginnen, Kolleegen, haut liewen hei am Land Leit zesumme mat ronn 100 verschidde Natiounen an dat, och wann et natierlech gewëssen Erausfuenderunge mat sech bréngt, kann een awer constatéieren, datt dat an enger gewëssener Harmonie ass. An net enger allze laanger Zäit, an ech schwätzen hei och nëmme vun e puer Joer, do wunnen hei zu Lëtzebuerg

méi Netlëtzebuerg, méi Ausländer wéi Lëtzebuerg. Haut schaffe schonn hei am Land méi Ausländer hei wéi national Residenten.

Mir wëllen natierlech, datt déi Leit sech esou gutt wéi méiglech bei eis integréieren. De beschte Wee, fir sech ze integréieren, ass eiser Iwwerzeugung als LSAP no, wann déi auslännesch Kanner déi öffentlech Schoule vum Land besichen. En Immigrationshannergrond dierf op kee Fall zu enger schoulescher Diskriminatioun féieren. Ech denken, och do si mer eis allegueren eens. Dofir setze mir als LSAP weider op Innovatioun a Qualitéit am Lëtzebuergers Schoulesystem. Bei de Sproche brauche mer dofir eng differenziéiert Approche, fir dës Erausfuenderungen, dës Challengegen ze meeschteren.

Et ass fir eis als LSAP ganz wichteg, datt mer dat, wat mer an der Schoul enseigner, siefen et Sproochen oder aner Fächer, wëssenschaftlech begleet. D'Recherche am Beräich vun der Méisproochegkeet muss eis hëllefen, déi beschtméiglech Choix fir eis Schoul ze treffen, eis pädagogesch Methoden ze liwweren an een A dorobber ze behalen, wat Friichten dréit a wat net. An do ass och de Rôle vun der Politik gefrot, fir déi Konklusiounen ze droen. Dëst wäert an Zukunft am Enseignement an an der Education ëmmer méi eng verstärkt Flexibilitéit an Upassung u gesellschaftlech, sozial a wirtschaftlech Realitéite verlaangen.

Mir begreissen an deem Sënn d'Initiativ vum Educationminister, fir schonn am Precoce d'Kanner fréizäitig mat der Lëtzebuerg an der franséischer Sprooch ze familiariséieren. Mir verstärken doduerch op där enger Säit Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an op där anerer Säit féiere mir e spilleresch Kontakt - et ass schonn e puermol hei gesot ginn - mam Franséischen an, wat de Kanner am fréien Alter e Kennelëiere vum Franséische spéider am Fundamental méi einfach wäert maachen.

Méi Franséisch, Kolleeginnen a Kolleegen, beedeit net manner Lëtzebuergesch. Andeems mir haut hoffentlech dese plurilinguale Kader fir d'Kanner tëschent engem a véier Joer aféieren, verbessere mer d'Integratiounschancé vun eisen auslännesche Matbierger an engems, wou mir och eis Kanner schonn op d'Leiere vun deenen dräi offizielle Sproochen vum Land wäerte preparéieren.

Madamm Presidentin, mir wëllen als LSAP, datt all déi Jonk eng qualitativ Education hei am Land kréien an datt se am beschte virbereet ginn op déi méi héich Studien, déi d'Leit awer alleguerte maachen. D'Chancéglichheet garantéieren gehéiert zu de wesentleche Missionen, déi eis öffentlech Schoul erfëlle muss.

Jonk Kanner, an dat ass schonn e puermol ugeschwat ginn, léieren d'Sproochen relativ einfach. Do ginn et verschidde Etüden, déi och kontrovers diskutéiert ginn, mat deenen ee sech muss auseneesetzen. Mä wann een am grouse Ganze kuckt, dann ass et awer virun allem esou, datt verschidde Experte soen - anerer soen de Contraire, mä och e Gros vun deene seet -, datt et méi einfach ass, wann d'Kanner zu Lëtzebuerg an der Schoul déi verschidde Sproochen kënnen op eng spilleresch Aart a Weis zesumme kennelëieren, an datt dann och déi, déi vun dohem aus nëmmen zwou Sproochen schwätzen an zum Beispill kee Lëtzebuergesch hunn, och déi Chancen hunn.

No kuerzer Zäit léiere si dann, zum Beispill wa se net där Lëtzebuergers Sprooch mächtg sinn, ganz einfach, well d'Kommunikatiounssprooch tëschent de Kanner d'lëtzebuergesch Sprooch ass. Ech perséinlech maachen déi Erfahrung, wann ech an där Stad, wou ech hierkommen, Dikrech, elo allegueren déi Kanner, déi vun de Refugié kommen, an d'Classe-d'accueil huelen, an d'Classe-étatiquen huelen. Da mierkt een no enger gewëssener Zäit, datt déi Kanner déi verschidde Sproochen unhuelen, och op Lëtzebuergesch sech probéieren auszudrécken, an datt dat natierlech och zesumme mat deenen anere Kanner ka ganz benefique sinn, well do eng Integratioun kënt. An déi Integratioun, déi spillt sech net nëmme bei de Kanner of, mä déi spillt sech an deem Sënn och of bei den Elteren, déi se mat begleeten.

Et ass also ganz wichteg ze betounen, an dat hu schonn d'Virriedner, mengen ech, in extenso hei gemaach, datt mer dat op eng spilleresch Aart a Weis wäerte maachen. De Ministère huet eng ganz informativ Internetsäit gehollef maachen: enfancejeunesse.lu, wou ganz konkret Beispiller ze fanne sinn. Och dat ass vun de Virriedner hei schonn ugeschwat ginn. Theater, Spiller gi gemaach, wou ee sech och mat der Sprooch beschäftegt, wou unhand vu Poppentheater oder anere Geschichte kann un déi Sprooch erugeféiert ginn an een déi och kann entdecken. Oder zum Beispill gëtt och nach gekuckt, fir ganz einfach unhand vum lessen, wat d'Kanner kréien, och do déi verschidde Sprochevillfalt mat kënnen ze entdecken.

D'Pilotprojeten, déi 2016 lancéiert gi sinn, hunn op jidde Fall, an dat muss ech awer hei trotzdem soen, ganz positiv Erfahrung gemaach. Elo kann ee soen: „Pilotprojete muss ee méi wäit dreiwien. Et muss een och d'Konklusiounen dann in extenso analyséieren.“ Dat ass richtig, dat kann een ëmmer behaupten, mä Fakt ass och, datt een och eng Kéier muss Decisiounen huelen, fir vläicht an dee Projet weider ze investéieren an deen dann och esou unzebidden.

Fir d'Kanner, wéi gesot, spilleresch, op eng lacker Aart a Weis mat deenen zwou Sproochen ze familiariséieren, féiere mer mat deem Gesetz och de Référent pédagogique an, deen dat sproochlech Konzept vun de Crèche kontrolléiert a begleet. Fir dat ze kënnen, ginn deene Concernéierten déi néideg Formatiounen ugebueden. D'Crèche mussen e Profill opstellen a Personal astellen oder forméieren, dat déi néideg Qualifikatioun huet, am Lëtzebuergesch an am Franséischen.

Wann d'Crèche all déi Konditiounen erfëllen, da kënnen se och vum Finanzeement vum Stat am Kader vun der gratis Betreiung profitéieren. Ech ginn elo hei och net méi am Detail dorobber an, dat ass och scho virdu gesot ginn. Ech wollt awer nach zwou Saachen an deem Kontext soen:

Dat Éischt ass, datt mir als Sozialistesche Partei begreissen, datt de Kanner eng gratis öffentlech Bildung ugebuede gëtt, déi jiddwerengem déiselwecht Chancé gëtt. D'Crèche bidden hei en öffentlechen Dëngscht un an als Géigeleeschtung gi si och dofir bezuelt, wéi gesot awer nëmmen an engem virgezeechente Kader, dee strikt muss a soll respektéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech awer och nach soen, Madamm Presidentin, datt ech e bësse verwonnert sinn, datt d'CSV, déi esou e Modell verdeedegt huet an ëmmer fir eng gratis Betreiung, op jidde Fall menges Wëssens, agegrueden ass, wann et dann esou wäit ass, trotzdem dat Gesetz iwwert d'gratis Betreiung hei net wäert matstëmme. Dat fannen ech e bësse komesch!

(Interruptions)

E leschte Punkt, Madamm Presidentin: An deemselwechte Kontext, nieft der gratis Betreiung, déi jo awer trotzdem och deene méi sozial schwache Menagen zeguttkënt, verbessere mer d'Offer vun de Chèque-services nach weider, dat andeems mer gratis Stonne fir déi Stéit mat méi klengem Akommes aféieren. Och hei kann ech mech nëmme wonneren, datt d'CSV net fir eng Verbesserung vun esou engem System matstëmme wëllt, well dat jo awer e System ass, deen ënner enger fréierer CSV-Familljeministesche agefouert an ëmgesat ginn ass.

(Interruption)

Mir mengen dat op jidde Fall net, datt mer dat esou solle maachen, a mir begreissen déi Verbesserungen, déi mat deem Gesetz kommen.

Un éischter Plaz begreisse mer dee wichtige Schratt, dee mer hei maachen a Richtung vun enger méi qualitativer an de Realitéiten ugepasser Bildung am net formelle Beräich fir kleng Kanner tëschent engem a véier Joer.

Da begreisse mer natierlech d'gratis Betreiung. D'Gratuitéit vun den öffentleche Schoule soll fir eis d'Regel sinn. Nëmmen esou garantéiere mir, datt jiddweree Plaz féint am sougenannten „ascenseur social“.

Mir ginn och den Elteren heimadder d'Méiglechkeet, hiert professionell a Privatliewen openeenofzestëmme, a virun allem Fraen oder Monoparentale kréien et doduerch méi einfach gemaach, schaffen ze goen, wa se dat dann och wëllen.

Dat Ganzt - et ass ugeklongen - kascht och eppes. Dat ass e puermol hei erwänt ginn. Mir menge jiddefalls, datt déi Sue gutt investéiert sinn, well se an d'Zukunft vun eise Kanner wäerten investéiert ginn.

Madamm Presidentin, mat engem Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport ginn ech heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Claude Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Mam Projet de loi, dee mer haut de Mëtten debattéieren, änneren mer engersäits d'Gesetz vum 4. Juli 2008 iwwert d'Jeunesse an anerersäits awer och d'Gesetz vum 18. März 2013 iwwert den Émgang mat de Schülerdaten. An ech wollt och fir d'Éischt e puer Wuert iwwert den Émgang mat de Schülerdate verléieren.

Et ass natierlech och ee wichtege Deel vum Gesetz, et ass awer dee bei deem Gesetz méi einfachen a méi iwwersichtlechen an och deemanner ëmstriddenen. Mir hunn et hei, wéi esou oft, mat engem Akt, dem Zouggrëff op perséinlech Daten ze dinn, wou mer mussen d'Balance halen. D'Balance tëschent engersäits dem fundamentale Recht op de Respekt vu jiddwerengem sengem Privatliewen an anerersäits de legitimen Interesse vun enger Administratioun, fir kënnen hir Aarbecht ze maachen.

D'Commission nationale pour la protection des données hat hiren Avis ofginn. Et war iwwreges deen éischten Avis, deen zu deemem Gesetz erakomm ass. An d'CNPD hat e puer punktuell Kriticken, virun allem beim aktuellen Artikel 8 vum Gesetz, wou se gefrot huet, fir nach méi präzis ze formuléieren, wien an aus wéi enge Grënn Zouggrëff op dës Daten hätt. D'Kommissioun ass dese Suggestiounen nokomm an aus eiser Siicht ass d'Wo vun dem perséinlechen Dateschutz an de legitimen Interesse vun der Administratioun am Equilibre.

Mir brauchen natierlech eng Rei Informatiounen iwwer eis Kanner, eis Schüler, fir kënnen déi Mesuren ze ergräifen, déi mer mat deem Gesetz wëllen uwennen. An domat kommen ech dann zu den eigentleche Mesuren an zu der Philosophie vun deem Gesetz.

Am Exposé des motifs geet et emol fir d'Éischt extensiv ëm d'Meisproochegkeet an eise Schoulen a Betreuungsstrukturen. Madamm Presidentin, mir hu festgestallt: D'Meenunge ginn auseerene. Et gëtt, muss ech soen, schonn eng Rei Sätz, déi ee scho bal net méi kann héieren an där Debatt. D'Zusammensetzung vun eiser Gesellschaft ass heterogen, besonnesch och, wat déi geschwat Sproochen hei am Land ugeet. Natierlech, mer brauchen nëmme virun d'Dier ze goen, mer héieren all Dag verschidde a vill Sproochen hei am Land.

Mir hunn dräi offiziell Sproochen an dovunner ass eng och nach d'national Sprooch. Mir sinn eis souger eens, dat och an eis nei Verfassung ze schreiwen. Mer wësse just nach net, wéini datt mer dann déi nei Verfassung schreiwen.

D'englesch Sprooch gëtt ëmmer méi wichteg. Esou wichteg, datt mer d'lescht Woch nach hei eng Motioun vun der gréisster Oppositionspartei haten, fir ouni Diskussioun mat de Schoulpartner, ouni och nëmmen déi allgeréngsten Expertise iwwert den Istzustand vun den englesche Sproochekennntnisse, d'Englesch op all Klass op Septième anzeféieren. Mir hunn déi Motioun ofgeleent. An ech mengen och, et war net fir d'Éischt, datt esou eng Motioun do war. Do bräichte mer och Etüden, ier mer esou eppes géifen decidéieren.

An natierlech fanne mer allegueren d'Lëtzebuergers Sprooch wichteg a wëllen déi férdere, wou et nëmme geet. Zum Beispill d'Conférence nationale des élèves du Luxembourg, déi hat niewent enger ganzer Rei anere Bättrig am Kader vun der Lycéesreform gefrot, fir op Septième, Sixième a Cinquième och Lëtzebuergesch enseignéiert ze kréien. Si haten awer och gemengt, d'Schüler wieren haut mat där viller Matière iwwerfuert. A mir wousten dann net, ob mer d'Lëtzebuergesch op d'Käschte vun Franséischen, däers mer jo anscheinend net genuch kënnen, oder op d'Käschte vum Engleschen, dat ëmmer méi wichteg gëtt, oder op d'Käschte vum Däitschen, wat souwies vill ze vill mann an eise Schoule gemaach gëtt, sollten aféieren. Duerfir war ech och net begeeschtert vun där Iddi.

An da gëtt et natierlech och nach Leit heibanen, déi fannen, mer misse méi Russesch an eise Schoule léieren. An ab der Rentrée kann ee Schüler op Sixième am Athénée Chinesesch léieren.

Iwwert déi interessant Pisten, déi d'Euro-paschoule fir eise Sproochenunterrecht bidden, schwätzen ech bal bei all Schoulprojete. Ech hunn dat dann och haut ugeschwat, mä ech ginn awer elo net weider an den Detail, well et geet jo haut net ëm d'Schüler, eis Zilgrupp si jo haut déi Kleng an déi ganz Kleng.

Wéi mer 1998 schrëttweis den Enseignement précoce agefouert haten, war jo och een Zil, d'Kanner sproochlech ze férdere. An ech wëll och ëmmer erëm derbähänken: Dat war een Zil, och ee wichteg Zil, mä et war net dat eenzeg Zil. Mir wollten och d'Motorik an d'sozial Émgängelechkeet an esou weider mat deem Projet férdere.

Mir haten, fir de Precoce anzeféieren, ënner anerem an de Spillschoule festgestallt, datt mer e Phenomeen vu sougenannten „sprachlose Kanner“ hätten, an déi Zuel géif och zouhuelen. Et ass festgestallt ginn, datt de Phenomeen manner mat Migrationshannergrond a méi mat sozialem Émfeld ze dinn hat. Nodeems mer 2009 d'Offer vum Precoce obligatoresch fir all Gemeng gemaach haten, ass dës Offer

awer nach ëmmer zimlech ënnerschiddlech pro Gemeng. Mir ginn dervun aus, dass dat sech awer och elo an Zukunft, vläicht och mat dem Impuls vun dësem Gesetz, wäert änneren.

Madamm Presidentin, mir hunn eng Entwécklung zu Lëtzebuerg, déi rasant geet. Mir hunn an deene leschten zéng, zwanzeg Joren esou vill Aarbechtsplaze geschafen, eis Wirtschaft ass esou attraktiv, dass eis Populatioun kräfteg gewuess ass, an zwar duerch d'Migratioun. An dat huet mat sech bruecht, dass mer vill Leit aus ville Länner am Land schaffen a wunnen hunn. A mer hunn awer och wéi all anert westlecht Land eng Rei Phenomeener an eise Land, déi no Solutioune gefrot hunn an nach ëmmer froen. Jonk Leit, déi hir Schoul ofgeschloss hunn, kucken, onofhängeg vun hirem Geschlecht, fir um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen, an dat ass gudd esou. Jonk Leit gi laang an d'Schoul. D'Zäit, wou déi Jonk an der Schoul verbréngen, geet ëmmer méi wäit erop. An et ass logesch, dass ee sech dann och schwéierdeet, wann een eng Kéier de Wee an d'Berufswelt fonnt huet, fir do länger Pausen ze maachen.

An da stellt sech natierlech ëmmer d'Fro, wéi een dann d'Famill an de Beruff ënner een Hutt kritt. D'Politik huet reagiert an de fräie Maart huet och reagiert. D'Crèche si wéi Championnen aus dem Buedem geschoss. Bei deene konventionéierten hat de Stat eng Kontrollméiglechkeet. Bis haut sinn et Virschreften iwwer d'Kannerzuel a Metercarré ginn, iwwer d'Personal an iwwer d'Mëttegiessen. Et war iwwerfälleg, dass de verantwortleche Ministère sech och eng Kéier ëm den Émgang mat de Sproochen an de Betreuungsstrukture géif bekëmmern. Bis haut war et ganz egal, wéi eng Sprooch an der Crèche geschwat gëtt. Dat huet och derzou gefouert, dass mer a ganz ville Crèchen eng aner Sprooch als éischt Sprooch hu wéi d'Lëtzebuergesch. Mir fannen dat net dramatesch. Eng gudd Kannerbetreuung mat kompetenten an engagierten Leit ass jo nu wierklech net un d'Lëtzebuerg Sprooch gebonnen. An déi Crèche kënnen eigentlech och, wa mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, esou weiderschaffe wéi bis elo.

Et schéngt eis awer nëmme legitim an et schéngt eis souger och eng Flicht vum Stat ze sinn, wann en d'Scolarisatioun vun eise Kanner am A huet, wann e Betreuungsplaz grousszügig ënnerstëtzt. An dëse Projet huet an eisen Aen zwee Schwéierpunkter: Éischtens, d'Méi-sproochegkeet ze férdere an zweetens, och eng qualitativ héichwäerteg Kannererzéiung zum Deel gratis unzébiden.

De Projet këmmert sech ëm eng méisproocheg Erzéiung a setzt ee Kader, wéi dat soll goen. Et freet eis, dass et ëmmer iwwer d'Méi-sproochegkeet geet. Et gëtt ëmmer d'Wichtigkeet vun de Kanner hirer Mammesprooch betount. Mir fannen dat absolut berechtigt. A wann ech virdu vun de sougenannten „sprachlose klunge Kanner“ geschwat hat, da betrëfft dat grad just d'Defiziter an der Mammesprooch, an et ass egal, ob dat Franséisch, Däitsch, Englesch, Serbokroatesch, Portugisesch oder Lëtzebuergesch ass. An duerfir ass et och ganz wichtig, dass de Programme d'éducation plurilingue dräi Aktiounsfelder huet:

Éischtens, d'Entwécklung vun de Sproochekompetenz vun de Kanner an hirer Betreuungsstruktur. Do versti mir dee ganze professionnelle Volet drënner. D'Éducatrices graduées, d'Éducatrices an d'Maataarbechter schaffen ee Plang aus, wéi si dem Eveil aux langues wëllen an hire Strukturen gerecht ginn.

Mir sinn immens frou, dass et schon zënter 2016 eng Rei Pilotprojete gëtt, wou scho fläisseg an déi Richtung geschafft gëtt. Déi Pilotprojete gi jo och wëssenschaftlech vum SCRIPT begleet, an och dat ass wichtig. Well wann een dat net seriö genuch begleet, da riskiert een eventuell, d'Nowéien dervun ze spieren.

Virum Schoulgesetz vun 2009 zum Beispill gouf et eng Rei Pilot-schoulen, déi ënner anere mat den neien Evaluatiounssystemer wollten Erfahrung sammelen. Déi Aarbechte si leider ni ofgeschloss ginn an ech gesinn och nach déi widerhuelte Neifaassung vun de Bulletin am Fondamental als Nowéien dervun, dass do d'Pilotphasen net zu Enn gefouert gi sinn. Kuerz: Mir kriegen een nationale Referenzkader fir kleng Kanner am nonformale Bildungsberäich.

En zweete Piller vun der Éducation plurilingue ass d'Vernetzung an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddene schouleschen a soziale Services. Dat ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet an dat misst jo och eng interessant Geschicht ginn. Mir kriegen eng grouss Zuel vu Beschreiwunge vun den Objektiv vum der méisproocheger Erzéiung, déi de multilinguale Kontext vu Lëtzebuerg als Basis hunn. A genau sou vill Beschreiwunge vun de pädagogesche Prinzipien, déi d'Aarbecht um Terrain guidéieren.

Madamm Presidentin, dat ass ganz spannend. Do schreiw mer e Stéck Sproocheschicht. Et

ass jo ganz an der Rei, wann dat ënner dem Kader vum SCRIPT leeft, mä ech wier frou, wann do och eng Uni, an dësem Fall am Léifsten d'Uni Lëtzebuerg, géif matschaffen. Ech weess net, wéi wäit dat de Fall ass, mä et ass op alle Fall e Wonsch, fir se méi ze héieren.

Ech ginn net esou wäit wéi d'Kollege vun der CSV d'lescht Woch.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Déi wollten iwwer eng Motioun...

(Hilarité)

Déi wollten iwwer eng Motioun der Uni virschreien, wéi een neie Masterprogramm si soll ausschaffen. Duerfir hunn ech ze vill Respekt virun der Gewaltentrennung oder der Fräiheet vun der Wëssenschaft. Ech géif et awer legitim fannen, mat der Uni en Dialog ze sichen, wéi een dee Wee, dee mer hei ginn, och wëssenschaftlech vun hinne begleet kann.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn e bësse verwonnert, dass vun der Uni.lu d'Impulser an d'Bäitrag zum Thema Méisproochegkeet eigentlech net méi präsent sinn, wéi se dat sinn.

An da kënn en drëtten Piller, an dat ass de Partinariat mat den Elteren. An et ass dee Piller, deen eis och ganz wichtig ze si schéngt, an et ass och deen Deel, deen am schwierigsten ëmzesetzen dierft sinn. Et ass einfach gesot: D'Eltere mussen enk mat de Betreuungsstrukturen zesummeschaffen. Dat ass awer net ëmmer einfach. Dat huet och mam beruflechen a familiäre Status vum Kand sengen Elteren oder sengem Elterendeel ze dinn.

An awer: D'Abézéie vun den Elteren, d'Mathëllef vun den Eltere beim Schwätze léieren ass net ze ersetzen. Et ass jo esou, dass all Etüde soen, dass et vill méi ee prekär Émfeld ass, dat zum Beispill e schoulesche Succès a Fro stellt, ewéi eng Méisproochegkeet. Duerfir ass et och gudd, dass mer d'Bedelegung un de Käschten esou staffelen, wéi se hei am Gesetz gestaffelt ginn.

Mir féieren och mat dësem Gesetz fir all Eltere, onofhängeg vun hirer Pai, 20 gratis Stonne fir hir Kanner an, wa si hir Kanner dann an eng Struktur ginn, déi sech ee Sproochférdungsprogramm gëtt. Mir ginn dervun aus, dass dat derzou féiert, dass relativ schnell relativ vill Strukturen esou ee Programm kriegen. Dat huet d'Kollegin vun der CSV och gesot. Si huet vun „Drock ausüben“ geschwat. Ech soen dann: Dat ass e positiven Drock, deen op d'Strukturen ausgeübt gëtt.

A well mir fannen, dass all d'Kanner sollen zesumme grouss ginn, huele mer och gären a Kaf, dass en Deel vun den Elteren, déi kéinten eng Crèche bezuelen, dës 20 Stonnen awer net bezuelen. Mir wëllen net verschidde Betreuungsstrukture fir Leit mat ënnerschiddleche Portmonnien. An dat wier an eisen Aen eng méiglech direkt Konsequenz, wa mer bei den 20 Stonne géifen Ennerscheeder maachen.

Madamm Presidentin, ech hunn déi ganzen Zäit iwwer d'Crèche geschwat. An der Kannerbetreuung gëtt et awer och nach en zweete wichtegen Akteur: d'Assistants parentaux oder d'Dagesmammen. Si spillen och eng wichtige Roll. Si kënnen de Kanner och méi ee klengen, gemittleche Kader ubidde wéi an de Crèchen, déi a mengen Ae leider oft ze grouss sinn. Dat hei am Reseau geschafft gëtt an och Weiterbildung ugebueden an ugeholl ginn, ass wichtig. Mir sinn allerdéngs der Meinung, dass et hei zwee verschidde Betreuungsmodeller gëtt, déi sech mussen ergänzen: d'Dageselteren an d'Crèche. Déi hunn allen zwee hir Daseinsberechtigung, mä déi kënnen mer net gläichschalten. An duerfir menge mer och, dass déiselwecht Uspréich un de Plurilinguismus net kënnen bei Dageseltere gestalt ginn. Mir haten do länger Diskussiounen an der Schoulkommission an dat ass an eisen Aen awer och gudd gekläert.

Fir ofzeschlëssen, Madamm Presidentin, mir begrëssen et, dass mer eis Betreuungsstrukturen méi professionell opstellen, a mengen, dass all déi Mesuren zur Sproochférdung nëtzlech sinn. Mir wënschen eis a Vertrauen deene Professionellen, dass déi nonformal Bildung och nonformal bleift. Mir kënnen a mussen eis Kanner férdere, andeems mer se spille loosse an zum Spillen animéieren.

D'Kanner léiere gären a vum selwen. A mengem perséinlechen Numm wëll ech awer och nach eng Kéier betounen, dass et awer och Konditioune gëtt, déi ee muss respektéieren, fir dass dat Léiere funktionéiert. Wa mer eis net fir déi Konditioune interesséieren, wa mer mengen, Kannerkäpp géife wéi Gefässer funktionéieren, déi ee mam Trichter misst offellen, da komme mer un dat, wat ee genannt huet: „den Nürnberger Trichter“. An da riskéiert mer, zréckzekommen a Richtung Spéitmittelalter.

Duerfir schéngt et eis evident ze sinn, dass och all déi Mesuren, déi mer hei huelen, am Interêt si vun de Kanner an am Interêt vun enger Férdung vun der Méisproochegkeet. Mir sollen awer net vergiessen, dass mer och d'Kanner Kanner si loosse an hinnen Zäit loosse a Raum loosse, fir sech spilleresch weiderzëntwéckelen.

Ech soen lech Merci a bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Rapporteur, den Här Gilles Baum, deen eis de Projet presentéiert huet, ganz kompetent, wéi en dat ëmmer mécht.

An et ass vläicht fir mech eng Geleeënheet, nodeem d'Diskussioun jo awer schon eng Zäit gelaft ass, fir fir d'Éischt op déi véier Haaptargumenter ze äntweren, déi d'Regierungsparteien eis hei presentéieren, fir dee Projet hei ze justifiéieren.

Dat Éischt, wat mer ëmmer héieren hunn, dat ass d'gratis Betreiwung. Et ass praktesch wéi e Kaddo presentéiert ginn, deen d'Regierung elo den Eltere mécht. Mä ech wëll just rappéléieren: D'Regierung huet keng Suen. Et sinn d'Steierbezueler, déi déi Suen zur Verfügung stellen, d'Leit alleguer, déi Steiere bezuelen. Et sinn deenen hir Suen, déi emverdeelt ginn. An zwar gi se emverdeelt vun deene Leit, déi hir Kanner wëlle selwer erzéien - well déi kruten hir Allokatiounen am Zukunftspak alleguer gestrach, déi si bis dohinner haten - a se ginn emverdeelt an deen eenzege Familljmodell, deen dës Regierung ënnerstëtzt. An dat ass eng fundamental Ongerechtegkeet.

Et ass also eng Emverdeelung vun der Laascht vun der Kannererzéiung zulaaschte vun deene Familljen, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien, au bénéfice des autres. An dat Element vun Ausgläich vu sozialer Gerechtegkeet, dat bis zum Zukunftspak dozou bestanen huet, ass komplett verschwonnen. Also gratis Kannerbetreuung gëtt et net. Et bezitt ëmmer een. Et sinn d'Leit, déi et bezuelen.

Dat zweet Argument waren déi wëssenschaftlech Studien. Et muss een dat am Detail kucken, dozou hate mer elo keng Geleeënheet. De Minister hat eis do leschten zur Verfügung gestallt vun deene Studien, mä deen éischten Androck ass éischtens, dass déi Studien dacks vu Soziologen erstallt ginn, siele vu Pädagogen a vu Linguisten, an dacks a Länner, die komplett aner sproochlech Geografie hu wéi Lëtzebuerg: aus Wales, wou d'Zweesproochegkeet besteet téschent Walisesch an Englesch, aus Däitschland a Frankräich huet den Här Lamberty eis Studien zitéiert, wou jo bekanntlech och eng Eesproochegkeet virherrsch. An Däitschland, bon, mat tierkesche Kanner, a Frankräich mat anere Kanner.

An datt Professere vun deenen Universitäten interesséiert sinn, wéi dat Experiment zu Lëtzebuerg, wat op Käschte vun eise Kanner gemaach gëtt, ausgeet, dat kann ech novollzéien. Awer et ass net wëssenschaftlech domadder ënnermauert, dass dat eng gudd Saach wär fir d'Lëtzebuergesch Kanner.

Dat drëtt Argument ass dat, wat d'DP hei gesot huet, d'DP wär derfir, fir net ze trennen, keng Segregatioun, mä Integratioun, d'Kanner zesummenzeféieren a keng Schoulen, déi d'Sproochendifferenzen nach férdere. Ma d'lescht Woch hate mer genau dat. Si maachen ëmmer méi anersproocheg Filiären an eiser öffentlecher Schoul, ëmmer méi international Schoulen, mä dat Zesummeliewe vun de Lëtzebuerg Schoulkanner oder Jugendlechen, dat verréngert sech jo duerch d'Aféierung vun deene Schoultypen. U sech ass d'DP-Schoulpolitik genau dat, wat den Här Lamberty hei kritiséiert huet! Et gëtt ëmmer méi Filiären an u sech ginn d'Kanner ëmmer méi verdeelt, genau no hire sproochleche Kritären.

An dat véiert Argument, wat heescht, et wier eng Saach vun der Chancgläichheet. Gläich e puer Riedner vun de Regierungsparteien hunn dat un éischter Plaz genannt, dat Argument. An do ass eng Kontradiktioun am Rapport. Ech wëll lech deen zitieren, well et gëtt ëmmer gesot: „Et ass eng Saach vun der Chancgläichheet, dofir muss mer d'Sproochen elo änneren goen.“

Am Rapport steet, an ech zitieren dat: «Ce n'est cependant pas l'origine linguistique des enfants qui détermine en premier lieu le succès ou l'échec scolaire.» An am Paragraf hannendrun, ech zitieren: «Afin (...) d'offrir ainsi à

tous les enfants les meilleures chances de réussite, le Gouvernement mise sur une initiation précoce et ludique au multilinguisme (...).» Also an engem Paragraf gëtt gesot: Et ass net d'Ursach, d'Sproochen, an am Paragraf hannendru gëtt gesot: Ma et ass jo net d'Ursach. Et bezitt sech drop, an awer änneren mer dat. Do ass keng Logik.

An et ass ganz kloer, ech mengen, déi gréng si jo Spezialisten, fir ze soen: „Et daerf ee Verschiddenes net verméschen.“ Ekologie a Sozialpolitik mussen zum Beispill ëmmer getrennt ginn, wann et ëm d'Taxen an de Gemenge geet. Dat ass en Argument, wat een ëmmer héiert. Mä wann een Ekologie a Sozialpolitik net soll matenee verméschen, da kann een och Sproochpolitik a Sozialpolitik net matenee verméschen.

Fir mech ass deen éischte Fazit also, dass déi Argumenter, déi d'Regierung bruecht huet, alle véier entweder op Kontradiktiounen, op Onwëssen oder op Onvollstännegkeet berouen an u sech falsch sinn. Mir sinn hei konfrontéiert mat enger Argumentatioun, déi méi ideologesch ass, wéi dass se op iergendenge Fakte kann opgebaut ginn.

Fir eis als ADR ass et ganz kloer: Fir eis ass d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch an näischt aneres. Mir hunn eng Situatioun hei am Land, wou mer elo geschwé bei 47,7% Ausländer, ech mengen, dass ass déi lescht Statistik, sinn. Elo ass d'Integratioun op Lëtzebuergesch nach méiglech. Mä wéi laang nach? Wou steiert dëst Land hin? Op wéi eng Parallellgesellschaften, op wéi eng Evolutiounen, op wéi eng zentrifugal Zukunft musse mer eis astellen, wa mer dee Rendez-vous elo verpassen?

Deen „Vivre ensemble“, vun deem ëmmer geschwat gëtt, dee muss ee wëllen. An dee kann nëmme reusséieren, wa mer eis op eng Sprooch berouen, an dat kann nëmme Lëtzebuergesch sinn.

Lëtzebuergesch ass fir eis Integratiounssprooch, Inklusiounssprooch, fir dass jiddweree kann un allen Aspekter vun eiser Gesellschaft deelhuele, inklusiv dem Accès op d'Nationalitéit. Lëtzebuergesch muss an der Medezinn an am Commerce favoriséiert ginn. Mir mussen eis eege Kultur a Geschicht och kënnen un déi Leit vermëttelen, déi bei eis kommen. Dat ass eis Grondhaltung. An et ass déi eenzeg, déi fir eist Land eng Zukunftsperspektiv huet, déi eis et erlaabt, och an Zukunft als Solidargesellschaft virun ze fonctionnéieren.

Déi Argumenter an Detailer, déi nach bruecht goufen, do hunn anerer schon drop reagiert. Et ass fir d'Kanner virun allem emol wichtig, fir d'Éischt déi eege Mammesprooch kënnen ze festegen. A virun allem wann de politesche Wëllen dann do gewiescht wär vun dëser Regierung, fir Lëtzebuergesch ze stäerken, dann hätt jo kënnen e Gesetz agefouert ginn, dass virschreift, an all Crèche, inklusiv an deene frankofone Crèchen, déi mer hei am Land op kommerzieller Basis jo hunn, Lëtzebuergesch ze schwätzen.

Näischt huet eis do forcéiert, fir ze soen: Ma da muss och an deene bis elo Lëtzebuergesch sproocheg Crèchen elo Franséisch geschwat ginn. Dat ass einfach e Choix vun der Regierung gewiescht. An ech froe mech ëmmer, mat wéi engen Hannergedanken. Ech weess jo, d'Kollege vun der LSAP - si hunn et haut net widerholl, mä mir wëssen et - hätte jo gären eng Alphabetisierung op Franséisch à terme, dat hu se schon e puermol gesot. Majo, wann ee gären eng Alphabetisierung op Franséisch hätt amplaz op Däitsch, dann ass wahrscheinlech déi fréi Sensibilisierung op Franséisch och keen harmlosen Hannergedanken. Et ass e weidere Schrëtt op d'Frankophonisierung vum Lëtzebuerg Land. An ech mengen, mir mussen dat kloer erkennen.

Et ass och net duerchsetzbar. Déi Iddi vun der Regierung léisst sech duerchsetzen an deene Crèchen, wou bis elo Lëtzebuergesch geschwat ginn ass, well do déi Educateuren, dat Personal, wat do schafft, am Prinzip och Franséisch kann. Mä an deene Franséischsproocheg Crèchen, wou soll dat Personal hiekommen, wat Lëtzebuergesch kann?

A virun allem ass do dacks eng Mentalitéit, wann ee mat deene Leit schwätzt, déi do an deem Secteur schaffen, wou een, an ech mengen, dass ass eppes, wat mer aus villen Alldags-situatioune kennen, wou een dann ze héiere kritt: «Le luxembourgeois n'est pas une langue.» A mat där Mentalitéit gesinn ech net, wéi mer et kënnen hiekréien, fir an deene Franséischsproocheg Crèche Leit dohinnerzékriegen, fir Lëtzebuergesch mat de Kanner ze schwätzen.

Derbäi kënn d'Diskriminéierung vum Däitschen. Och dat hu schon aner gesot. An d'Diskriminéierung vum Däitschen ass net nëmme en Aschnitt an déi traditionell Dräi-sproochegkeet vum eisem Land, et ass och e weideren Obstakel fir Kanner, déi aus engem net romaneschsproochegen Ausland komme wéi all déi Slawen zum Beispill, déi hei sinn, a wéi déi Anglofon. Fir déi ass Däitsch däitlech méi einfach wéi Franséisch. An och do schafe mer nei Diskriminatiounen, genausou wéi mer géint all déi nei Diskriminatiounen schafen, déi weder aus engem romaneschsproochegen nach lëtzebuergeschsproochegen Haus kommen, well se gläich mat zwou Friemsproochen konfrontéiert sinn amplaz just mat enger.

Et ass eng Konkurrenz fir déi Elteren, déi hir Kanner selwer wëllen doheem erzéien, well déi mengen, hir Kanner géifen eppes verpassen, wa se net dohi ginn. An all déi Facteuren zesumme bréngen eis als ADR zu enger klorer Iwwerzeugung, dat ass, dat mer eise Schoul-system, Crèchen an éischte Cycle, net géife be-laschte mat där do Form vu Méisproochegkeet. Et ass einfach eng Weichstellung an déi falsch Richtung. Well wa mer ab deem do Alter, an där do Form, schon d'Weißen a Richtung Franséisch stellen a Violatioun mat eiser traditioneller Sproochesituatioun am Land, op d'Käschte vum eise Kanner, op d'Käschte vu ville Kanner, déi aus anere Länner kommen, ma dann orientéiere mer eise ganze Schoul-system méttel- a laangfristeg anescht - dat ass och vläicht gewënscht - a mir maachen dat zu-laschten - an dat ass jo elo däitlech erkläert ginn - vun eise Kanner.

Et ass eng Politik, déi mir net matdroen. An Dir kënn lech drop verloossen - ech soen dat hei ganz kloer -, dat, wann eng ADR eng Kéier an der Regierung ass, ass dat do eppes, wat geän- nert gëtt! Ech weess net, ob iergendeng Partei heibannen datselwecht Versprieche ka maache wéi mir. Dat heescht, wa mer an enger Re- gierung wären, dat dat do och géif geännert ginn.

► **Une voix.** - Et wäert glécklecherweis ni geännert ginn!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech soen lech Merci. D'ADR stëmmt dat hei selbst- verständlech net.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kartheiser. Als nächst- en ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Da- vid Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Ma- damm Presidentin. Eis méisproocheg Gesell- schaft ass op Basis vum historeschen Entwéck- lungen entstanden. Historesch Entwécklungen am Beräich vun der Migratioun, mä och vun der ekonomescher, sozialer Transformatioun vum industrielle Lëtzebuerg zu enger Dëngschtleeschtungs-gesellschaft, souguer mat enger deelweis staarker internationaler Prä- gung.

Dee schnellen a radikale Wandel vun der Lëtze- buerger Gesellschaft säit dem Ufank vun de 70er Joren hannerléisst natierlech Nowierkun- gen a verschidde gesellschaftleche Beräicher, déi enk mat der schoulescher Ausbildung ze- sammenhängen. Émmer méi Leit aus dem Aus- land kommen op Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht. Een ëmmer méi groussen Un- deel vu Kanner mat Migratiounshannergrond, wéi een esou schéi seet, integréieren eise Schoul-system. An een ëmmer méi groussen Pro- zentsaz vu Kanner hu Schwierigkeete mam Léiere vun de Friemsproochen an eisem Schoul-system.

Eise Service public soll also déi sozial an eko- nomesch Integratioun vun den alen an neien Awunner féerden a stäerken, andeems en esou vill wéi méiglech an de Beräich vun der Edu- cation investéiert a grouesse Wäert op eng qualitativ héichgeschaten Ausbildung vum Educatiounspersonal an den Auszubildende leet.

Dëse Gesetzesprojet ziilt an déi richteg Rich- tung mam Usaz, e qualitative Referenzkader opzebauen am Beräich vun der Entwécklung vu méisproocheg Kompetenz bei de klengen Kanner vun engem bis véier Joer. Datt den Ac- cent beim Apprentissage vum Lëtzebuerges- chen als Integratiounssprooch läit an domat als Sprangbriet, fir weider Friemsproochen ze léieren, kann dengen an ass och eng gutt Ini- tiativ.

D'Fuorderung, dat de Kanner hir Mamme- sprooch an deemselwechte Kontext soll valori- séiert a weider gestärkt ginn, kann een nëm- men ënnerstëtzen, well et och wëssenschaft-

lech bewisen ass, dat d'Maîtrise vun der Mam- mesprooch eng Viraussetzung ass, fir sech weider Sproochen unzëeengen.

Bis elo gouf et am Beräich vun der net formel- ler Educatioun kee Referenzkader fir souwuel déi pädagogesch Ausbildung vum Personal wéi d'pädagogesch Méttel, déi kënnen agesat ginn, fir de Kanner hir sproochlech Kompe- tenzen ze optimiséieren.

Leit, déi als wëssenschaftlech Experten am Beräich vun der multilinguistescher Pädagogik schaffen a fir hir Etüde regelméisseg dem Edu- cationspersonal seng Methodik observéiere ginn, hu festgestallt, dat déi verschidde Struk- turen vun der Kannerbetreung ganz verschid- den un déi multilingual pädagogesch Metho- den eruginn an ëmsetzen an datt et a verschid- denen Etablissementer ganz gutt klappt an an anere guer net, jee no Kompetenz vum Perso- nal, dat do ass.

Mir mengen, dat dese Projet de loi mat der Ambitioun, d'Sproochekenntnesser vun alle Kanner fréi ze fuerderen an hinnen domat eng méiglechst héich Chance op eng Reussite an eisem Schoul-system ze bidden, nëmme da luewenswäert ass, wann en net, wéi et elo de Fall ass, iwwert de Knéi gebrach gëtt.

Déi richteg Leit wären an eisen Aen déi Leit, déi als Fuerscher hei zu Lëtzebuerg tätég sinn a selwer Erfahrungen am lëtzebuergeschen Edu- cationssystem gesammelt hunn, zum Beispill als Enseignant oder och hei ageschoult wä- ren. Bei der Entwécklung a Vermittlung vu multilin- guale pädagogesche Methode géifen des Fue- rscher um Terrain mam Educatiounspersonal enk zesummeschaffen. Dat ass och elo schon de Fall bei Fuerschungsprogrammer op der Uni Lëtzebuerg, déi zwar vum Ministère finanziert gëtt, mä zum Beispill net an d'Entwécklung vu Pilotprojete matagebonne gëtt.

Ech kommen och nach erëm op de Problem vun Zäitmangel zrëck. D'Ëmsetze vun diesem Projet de loi setzt en Ëmdeanken an eng Erneie- rung vun de Kompetenz vum Educatiounspersonal viraus. Dëst brauch vill Zäit, vill méi Perso- nal wéi déi ugekënnzt 10% an och vill méi Formatiounsstonne wéi 32 Stonnen op zwee Joer verdeelt.

Eleng d'Formation continue, fir den neie Sproocheprogramm kënnen ëmsetzen, muss op laang Dauer an intensiv vum Educatiounspersonal besicht ginn. An och déi administrativ Fuerderungen un datselwecht Personal, déi nach derbäikommen, sinn an deemem Fall eng Laascht. Eng besser Aarbechtsopdeeling duerch méi Personal an och méi Investisemen- ter an d'Erweiterung vun den Infrastrukture sinn also néideg.

Madamm Presidentin, ech mengen, mer sinn eis hei offensichtlech net onbedéngt eens, wat e Service public ass. Ursënn war d'Ofschaffung vun universale Rechter, déi all Bierger garan- téiert kréien, duerch d'Aféierung, deemools, vun der sougenannter sozialer Selektivitéit, déi mir als déi Lénk léiwer als asozial Selektivitéit bezeichnen. Amplaz massiv ëffentlech Struk- turen op d'Been ze setzen, goufe privat Struk- turen geschafen - si sinn deelweis wéi Champi- gnonen aus dem Buedem geschoss - an déi awer duerch d'Chèque-service vun der Allge- mengheet finanziert ginn, wou awer d'Quali- téit net geséichert ass an dofir e Referenzkader huet misse geschafe ginn. Mir hunn eis d'Liewen also eendeiteg méi komplizéiert ge- maach, nëmme aus Spuergrënn!

Domadder hätte mer bei der Kannerbetreung ganz komplizéiert Calculle vermidde bei de Chèques-services accueil, déi dat solle kompenséieren, wat de Stat versicht, iwwer een an en hallwe Mount ze spueren. D'Leit schaffen hei zu Lëtzebuerg a si cotiséieren. Dofir solle se och d'Recht hu fir e richteg Service public, fir eng Kannerbetreung, wou net klenglech gerechent gëtt, fir e Maximum ze spueren, do wou d'Spuerlogik näscht verluer huet.

Zum Schluss nach eng Remarque zu der restri- ktiver Notzung vun de Chèques-services accueil, wat d'Frontaliere betrëfft. Well déi hunn näamlech theoretisch och en Urecht op des sozial Dëngschtleeschtung, well se jo och hei bei eis am Land schaffen a cotiséieren, mä si kënnen awer an der Praxis net dovunner profi- téieren. Et ass näamlech esou, dat d'Frontalie- ren aus praktesche Grënn hir Kanner do, wou se wunnen, och an d'Crèche oder soss eng Be- treuung ginn, vläicht well se net mat hire Kanner am Stau wëlle stoen um Wee fir op hir Aarbecht.

Deen anere Problem ass, dat kaum eng Kan- nerbetreungsstruktur a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch d'Méttel huet, déi lëtze- buergesch Fuerderungen un d'Prestataire vum de Chèques-services accueil ze erfüllen. D'Kom- petenzen, fir de lëtzebuergesche Referenzkader an d'Formatiounen, déi heimat verbonne sinn, an engem anere Land kënnen ëmsetzen, leie jo net hei beim lëtzebuergesche Stat.

Dat heescht, mir si weiderhin als déi Lénk der Meenung, wa vun der sozialer Selektivitéit ge- schwat gëtt, dat dat awer a Wierklechkeet e richteg Feeler war an datt dat u sech e Méttel ass, fir universal Rechter an universal Dëngsch- leeschtunge lues a lues ofzebauen. Dat huet net déi heite Regierung erfondt, dat war schon déi viregt Regierung.

Ech mengen, mir sinn als déi Lénk déi Eenzeg nach, déi der Meenung sinn, dat e richteg moderne Stat e richteg Service public brauch. Well elo si mer an der absurder Situatioun, dat mer weiderhin ëffentlech Gelder ginn u privat Strukturen, déi net ëffentlech sinn, wou et schwéier ass ze kontrolléieren. An och souguer, wann ee versicht, gutt Reformen ze maachen, wéi déi heiten am Usaz vläicht eng gutt Reform ass, da kann een dat trotzdeem net hikréien.

Dir sidd an enger Logik..., Dir wëllt einfach net verstoen, dat et eng Logik gëtt, dat soubal ee vum Service public ofkënn, da kënn een an Däiwelskichen an da kritt een näscht méi esou richteg kontrolléiert. Dofir, aus deenen Ongerech- teegkeeten, an och déi Ongerech- teegkeete souwisou, déi mer och hunn, wat d'Front- alieren ugeet, aus desén Ursaache wäerte mir eis bei deemem Projet de loi enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Wagner. Ech hunn elo keen Deputéierte méi ageschriwwen. Ech géif dann direkt dem Här Jugend- an Educatiouns- minister Claude Meisch d'Wuert ginn. Här Mi- nister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Vill- mools Merci, Madamm Presidentin. E grouesse Merci och un all d'Intervenanten, ganz beson- nesch de Rapporteur, de Gilles Baum, deen eis an des Matière de Mëtten hei agefouert huet.

Ech wëll vläicht am Ufank nach eng Kéier de Fokus op dat, wat, wann een iwwer Kanner schwätzt, zwar am onwichtigsten ass, mä awer dorobber leeën, well et an der Debatt de Mët- ten awer e bëssen ënnergaangen ass. Dat sinn déi finanziell Auswierkungen hei. Et ass esou, dat dat Gesetz hei 81 Milliounen pro Joer wäert kaschten: 18 Milliounen fir déi 20 Stonne gratis, déi all Kand an Zukunft wäert hunn an enger Crèche, déi sech deemem Programm hei raccor- déiert, an der Woch, tëschent eent a véier Joer, 23 Milliounen fir Qualitéitsverbesserungen an de Crèchen, Formatioun vum Personal, 10% méi Personal, also Augmentatioun vum Perso- nalschlüssel, a 40 Milliounen fir Tariffsenkungen iwwert d'Alterskategorie véier bis zwielef Joer. Esou setze sech déi 81 Milliounen zesummen.

Et ass de Mëtten hei scho geschwat ginn, dat de Jean-Claude Juncker eng Kéier op deemem Pult hei stoung a gesot huet, fir hie wär à moyen terme d'Kannerbetreung gratis unze- bidden. D'CSV huet haart gejaut a gesot, neen, dat wär jo awer net fir déi kleng Kanner, net ab ee Joer. Op d'mannst mat deem Volet, ech wëll soen, dat ech dat néierens héieren hunn, déi Präzisioun, aus dem Mond vum Jean-Claude Juncker! Dat ass iergendeng „No-Interpreta- tioun“, déi elo vun deenen, déi haut an der CSV d'Soen hunn, derbäigesat ginn ass.

Mä och souguer, wann et esou wär, misst d'CSV dach vläicht begrëissen, dat mer och 40 Milliounen an d'Tariffsenkung vum Chèque-ser- vice fir d'Maison relais an der Alterskategorie vu véier bis zwielef Joer mat an deemem Pak hei dran hunn! Nun, ech hunn et net héieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Eis ass et besonnesch wichteg, dat mer natierlech hei op zolittem wëssenschaftleche Fundament stinn, wa mer e Projet wéi deen heiten uginn. Dat hu mer vun Ufank u gemaach. Mir hunn déi Referenzfuerscherin, déi op der Uni Lëtze- buerg aktiv war, rekrutéiert fir d'Ausschaffung vun deem heite Konzept. Mir hu méttlerweil och nach eng Kéier vill gelies doruechter a vill international renomméiert Sproochfuerscher kontaktéiert an hinnen eise Projet erkläert. A mir hunn dann haut - an de Claude Lamberty huet jo nach eng Kéier déi Affiche gewisen, mir hunn dat och nach eng Kéier an enger Bro- schür zesummegefaasst - quasi 40 international renomméiert Sproochfuerscher, déi genau dat heite bestätegen, dat eng méisproocheg Fréiförderung am Interessi vum Kand ass! Punkt!

A wann dann hei anerer zitéiert ginn, da muss ee se awer vläicht och an de Kontext setzen. D'Madamm Hetto zitéiert hei de wuelbekann- ten, ganz populäre Schwäizer Bildungsexpert, de Remo Largo. Mir haten och mam Här Largo Kontakt. Ech kann lech soen, wat en eis ge- schriwwen huet, Madamm Hetto! Ech zitéie- ren: „Ich bin ganz begeistert von der Art und

Weise, wie Sie mit dem Thema Sprachen- erwerb umgehen. Der Ansatz ist sehr kindge- recht.“ Par contre seet en...

(Brouhaha)

Par contre seet en, dat de Friemsproochenun- terrecht, wéi en op ville Plaze gemaach gëtt, net nëmme hei, mä iwwerall gemaach gëtt, dat dat nach ëmmer - iwwer Vokabulär, iwwer Regeln - en „pädagogeschen Irrweg“ ass. Dat seet de Remo Largo och am Zesammenhang vun deemem Konzept...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat hu mir och gesot!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - ...wat mer amgaange sinn...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et hätt ee sollen do upaken!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - ... landeswäit hei ëmsetzen.

Ech hu gesot, dat mer eng Bildungsfuerscherin engagéiert hunn, fir dat Konzept auszuschaf- fen. Et wäert net dobäi bliwen. Mir hu jo haut och annoncéiert, dat mer en zwielefkäppege wëssenschaftleche Bärot schafen, fir dee ganze Projet ze begleeden. Ech denken - jiddwereen huet dat gesot -, dat misst jo hei op eng breet Zoustëmmung stoussen. Zwielef, och zum Deel vun deenen an déi 40 international renom- méierte Bildungsexperten, national an interna- tional renomméierte Bildungsexperten, sinn an deem wëssenschaftleche Bärot derbäi.

Si wäerten d'Ëmsetzung vun deem ganze Kon- zept hei begleeden, evaluéieren, beroden, och kucken, dat déi Agent-régionallen, déi d'Ëm- setzung um Terrain kontrolléieren, och suivéiert ginn an den néidege Feedback och do zesum- melfléisst an a béid Richtunge fléisst. Fënnf vun deenen zwielef Memberen an deem wës- senschaftleche Bärot kommen och vun der Uni Lëtzebuerg. Dat ass de Mëtte jo hei gefuerdert ginn. Nun, genau dat doten, dat maache mer.

Ech wëll mech net heihinnerstellen a soen, dat hei wär eng grouss Revolutioun! Well dat, wat hei gemaach gëtt, dat fonctionnéiert an Dausende vu Crèchen hei am Land a queesch iwwert d'Welt, dat d'Kanner fréi mat méi Sproochen a Kontakt kommen, fir hir Kommu- nikatiounskompetenzen an hir Sproochevillfalt vun Ufank un ze favoriséieren. Mir hunn dat jo och nach eng Kéier, an dat ass de Mëtten hei gesot ginn, a Pilotcrèchen evaluéiert. Mir hunn doropshi Best Practices festgehalen, déi elo un aner Akteuren, un aner Crèchen am ganze Land kënnen weidergereecht ginn.

Jo, a mir schreiwen hei fest, dat mer ebe souwuel déi franséisch Sprooch wéi och ganz besonnesch déi lëtzebuergesch Sprooch iwwer- all gäre präsent hätten. Mir schéngen eis jo al- leguerten eens heibannen ze sinn, wéi wichteg d'Lëtzebuerg Sprooch ass. Ma da kommt, da maache mer dat elo emol, dat mer eis e Sproochekader gi fir de Klengkandberäich, fir d'Klengkandbetreung, wou Lëtzebuergesch muss präsent sinn an all Struktur!

Mä mir sinn eben och der Meenung, an do schéng mer eis dann net ganz eens ze sinn, dat d'franséisch Sprooch fir ganz vill Kanner och wichteg ass an datt se och fréi mat der franséischer Sprooch a Kontakt solle kommen. Jiddwereen, deen an de leschten Deeg Eltere begéint huet, déi an der Situatioun wären, dat se drop gewaart hunn, wéi dann d'Resultat vum Passage Fondamental-Secondaire ge- wiescht wär, all déi wëssen dach, wéi essenziell d'franséisch Sprooch ass fir de Schoulparcours, dat do geziddert gëtt, dat et wéinst dem Franséischen net duergeet, fir an de klassische Lycée ze kommen. Kommt, da sidd dach emol éierlech: Jiddwereen huet déi doten Angscht bei sengen eegene Kanner! Mir kennen dach alleguerte Familien, wou dat doten de Fall ass.

Nun, hei maache mer eppes! Net nëmme am Sproochenunterricht, am Cycle 2, 3 a 4, mä à la base! Well mer och do wëssen - an dat soen d'Wëssenschaftler eis, dat ass net eng politesch Fro, dat ass eng reng wëssenschaftlech Fro -, dat et eben eng Zäitfenster gëtt, während där ee mat Lichtegkeet, am Spillen eng Sprooch nach ka léieren, d'Haaptstruktur vun enger Sprooch och nach kann opsaugen, an datt den éischte Moment, wou mer haut an eisem Schoul-system mat Franséisch a Kontakt kom- men, näamlech am Alter vu siwen, vun acht Joer, dat déi Zäitfenster dann amgaangen ass definitiv zouzegeen. Datt mer dat ze spéit ma- chen an datt mer genau dat dote falsch ma- chen; duerfir gi mer op en anere Wee!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da kéinte mer jo dann nach Englesch léieren.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - An duerfir konzentréiere mer eis hei net nëmme op en Iwwerschaffe vun de Programmer an där

doter Altersstruktur respektiv vum Schoulmaterial a vun der pädagogescher Approche, mä mir setzen zum richtigen Zäitpunkt un, och mam Franséischen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Dann ass dat heiten awer e Gesetz, wat daitlech zur Entlaaschtung vum Dausende vu Familljen hei am Land wäert bäidroen, eng Entlaaschtung an der Héicht, jee no Familljesituatioun, jee no Kannerzuel, jee no Akkommessituatioun, vun 1.000, 2.000, 3.000, 4.000, jo, souguer bis zu 5.000 Euro am Joer, wou d'Famillje mat Kanner, besonnesch déi mat méi Kanner, ganz besonnesch och wäerten entlaascht ginn. Dat ass eng Politik fir d'Familljen. Dat ass eng Politik fir d'Kanner. Dat ass méi Kafkraaft fir Famillje mat Kanner!

An et ass eng selektiv Politik, well akommesschwach Kanner méi gratis Stonne kréien, net nëmmen tëschent eent a véier Joer, mä iwwert de ganze Barème vum Chèque-service ewech, och also tëschent null an zwielef Joer. Dat ass sozial Selektivitéit! Dat ass Kafkraaftstärkung fir Famillje mat Kanner. An do ass offensichtlech de Mëtteg hei net jiddwereen dermadder d'accord gewiescht.

Mir wëllen eng besser Preparatioun vun de Kanner op d'Méisproochegkeet an der Schoul, an der Gesellschaft. Mir wëllen en onverkrampften Émgang och scho bei de Kanner mat eiser Méisproochegkeet. Duerfir wëlle mer ewechkommen dovun, datt mer eenzel Sproocher verbidden an de Betreuungsstrukturen a soen, et dierft nëmmen déi dote geschwat ginn. Mä mir sollten eis multilingual Realitéit mat an den Émgang och mat deene kleng Kanner eranhuelen, well kee seet, datt dat hinnen iergendeppes géif schueden.

An et baut se op: Et gétt hinnen en natierleche Bezuch herno zu deene Sproochen, déi se do héieren, zu hirer Mammesprooch, dem Lëtzebuergeschen an och dem Franséischen. An dat an der Kontinuitéit herno iwwert d'Crèche eraus am Cycel 1, am Precoce, an der Spillschoul, fir datt mer duerno, wann et an d'Alphabetisierung geet, wann et em Liesen- a Schreiweliere geet am Däitschen an am Franséischen, méi eng homogeen Sproochesituatioun am Klasesall virfannen, wéi mer dat haut hunn. Well dat ass haut d'Haapterausfuering fir d'Enseignanten am Cycel 2 mat där enormer Bandbreit vu Sproochekompetenzen an -situatiounen, mat där den Enseignant bei der Alphabetisierung haut nach ëmmer konfrontéiert ass.

Mir hunn hei an deem ganze Pak dran, och fir d'Stärkung vun der Mammesprooch, awer net nëmmen dowéinst, en Abanne vun den Elteren an den Aktivitéits-, an de Betreuungsstrukturen, well mer fest der Meinung sinn, datt et net esou ka sinn, datt d'Elteren d'Impressioun kréien, och duerch des Politik d'Impressioun kréien, datt se aus der Responsabilitéit eraus wäeren, datt et d'Schoul, virdrun d'Crèche, duerno nach d'Maison relais, duerno vläicht nach aner Aktivitéite sinn, déi exklusiv sech em d'Kanner ze këmmen hätten a wou den Erzéiungsoftrag wär. Neen, duerfir solle mer vum éischten Dag un, wann d'Kand an der Crèche schon ugemellt gétt, kloer maachen, datt dat net de Fall ass, datt d'Elteren eng Verantwortung hunn, an och fir dat Kand an der Crèche eng Verantwortung hunn, en Erzéiungsoftrag hunn, dee se wouzerhuelen hunn.

Dat kann iwwer eng Participatioun an der Gestiou vun där Struktur méiglech sinn. Dat kann iwwer gemeinsam Aktivitéite méiglech sinn. Mir brauche virun allem do eng nei Kultur vun der Participatioun, vum Zesummeschaffen tëschent Institutiouen, hei d'Crèche, duerno d'Schoul, an dem Elterehaus op där anerer Säit. A mir brauchen och déi Vernetzung, déi an deem Gesetz virgesinn ass tëschent de Betreuungsstrukturen, der Schoul, den Hëllefsgesichter, der Gesellschaft, eben all deenen Akteuren am Land, déi fir Kanner an där doter Alterskategorie do sinn.

Dëst ass, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Qualitéitssprung an der Kannerbetreiuung, virun allem an der Klengkandbetreiuung. Dëst passt zu Lëtzebuerg. Dëst gétt eis eng stabill Basis fir eis Méisproochegkeet. An et ass e gesond Fundament, op deem duerno de Sproochenunterrecht kann opbauen.

An, Madamm Presidentin, ech ka mer net richtig erklären, firwat een de Mëtteg hei mat Nee géif stëmmen. Well et muss een et jo awer nach eng kéier kloer maachen: Firwat stëmmt een hei net fir dese Projet?

(**Interruption**)

Wann een hei mat Nee stëmmt, dann ass een dergéint, datt mer an Zukunft d'Konditiounen setzen, datt een héich Sproochekenntnisser, -kompetenzen am Lëtzebuergesche muss präsent hunn an der Crèche an am Franséische

muss präsent hunn an der Crèche. Et ass een dergéint, datt d'Mammesprooch och iwwert d'Crèche zesumme mat der Famill, zesumme mat den Educateuren, den Educatrice soll gefördert ginn. Et ass een dergéint, datt mer méi e bewossten Émgang mat der Sprooch an de Klengkandstrukturen sollen hunn. Et ass een dergéint, datt mer d'Eltere méi kloer matabannen an der Gestiou an an den Aktivitéite vun deene Strukturen. Et ass een dergéint, datt mer de Strukturen 10% méi Moyene gi fir d'Personal, fir zousätzlech Personal anzustellen. Et ass een dergéint, datt mer méi Formatioun ubidden, datt mer e Référent pédagogique hunn an datt mer dat Ganzt och nach kandgerecht maachen.

Wann een Nee stëmmt,...

(**Interruption**)

...da stëmmt een do dergéint an et stëmmt een och fir (veuillez lire: géint) eng daitlech Entlaaschtung vun de Famillje mat Kanner, mat ville Kanner, mat kleng Kanner hei am Land!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et mengt een haaptsächlech, datt Dir déi Ziler net erreecht, déi Der elo genannt hutt. Dofir stëmmt een dergéint!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...et ass keen Zil gesat, da brauch ee keent ze errechen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Den Här Minister huet eleng d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - D'Madamm Hetto huet munneches och gesot, wat richtig ass. Näämlech wat richtig ass - Dir hat dat elo net erwaart vu mir, mä ech soen et nach eng kéier ganz haart -...!

(**Hilarité**)

...Dir hutt munneches gesot, wat richtig ass! Näämlech wat kleng Kanner nach brauchen: Déi brauchen natierlech net nëmme Sproocheninput. Dat ass ganz evident. Déi mussen ganzheetlech gefördert ginn, hir Kreativitéit muss ënnerstëtzt ginn, hire Virwëtz muss ënnerstëtzt ginn, hir Bewegung muss ënnerstëtzt ginn, d'Motorik muss ënnerstëtzt ginn, déi sozial Kompetenze mussen ënnerstëtzt ginn. Ech denken, datt mer do eens sinn.

Mä, Madamm Hetto: Firwat hutt Der dann d'Gesetz iwwert d'Qualitéit an der Betreiuung net gestëmmt virun iwwer engem Joer? Wou mer jo haut nach eng kéier méi wäit ginn! Wann Der där doter Meinung sidd, datt dat doten alles esou wichtig ass, dann hätt Der dach am Februar 2016 hei misse mat Jo stëmmen!

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Genau! Richtig!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Mä ech weess, wéi et geet! Mat der CSV geet et näämlech ëmmer esou: Et dauert keng zéng Joer, et dauert wahrscheinlech emol keng fënf Joer, da behaupt Der iwwerall, et wär Är Iddi gewiescht!

Villmools Merci.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Minister. D'Diskussiounen iwwert dese Projet sinn elo ofgeschloss a mir fänken dann elo u mat der Ofstëmmung iwwert de Projet 7064.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7064 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmmung fänkt un. Dann d'Procuratiounsstëmmen. De Vott ass ofgeschloss.

Resultat: 32 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen an 2 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7064 est adopté par 32 voix pour, 26 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie An-

drich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da wollt ech froen, ob Der d'accord sidd, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren.

(**Assentiment**)

Villmools Merci fir dese grouse Projet.

Da komme mer schonn zu deem nächsten, wat och e ganz wichtige Projet ass, de sougenannte Projet „VieSo“. Dat ass de 7010. Do geet et em d'Introduktioun an dem Enseignement fondamental vun engem Cours commun „Vie et société“, deen och bestëmmte Saachen ëmännert. An ech hunn elo de Pleséier, fir direkt dem Här Lex Delles d'Wuert ze ginn als Rapporteur vun deemem Projet. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

9. 7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech verroden lech bei deemem Projet de loi elo näischt Neies. Mir maache genau dat, wat mer schonn d'lescht Joer am Lycée gemaach hunn: Mir féieren eis Gesellschaft méi no zesummen.

Nodeems mer, wéi gesot, d'lescht Joer den „Vie et société“ am Lycée agefouert hunn, maache mer elo dat nämlech och an der Grondschoul. D'Reliouns- an d'Morallscours ginn also an der Grondschoul duerch en eenheetleche Cours „Vie et société“ ersat.

Éier ech elo an d'Detailer ginn, erlaabt mer nach, Madamm Presidentin, e schnellen Historique iwwert de Reliouns- a Morallscours ze maachen. Bis 1968 hat de kathoulesche Reliounsunterrecht an eise Schoulen eng Monopolstellung, wann et drëm gaangen ass, d'Kanner an déi Jugendlech reliés a moralesch ze erzéien. Den 10. Mee 1968 ass des privilegiéiert Stellung duerch e Gesetz op en Enn komm, nottamment duerch d'Afëiere vun engem alternative Moralunterrecht an Enseignement secondaire an duerch d'Méiglechkeet, sech vun deenen zwee Coursen dispenséieren ze loosse.

30 Joer méi spéit gouf dunn och de Morallscours an der Primärschoul agefouert. Well awer ëmmer méi Schüler sech vun deenen zwee Coursen dispenséiere gelooss hunn an och vum System abuséiert hunn, gouf 2002 decidéiert, des drëtt Méiglechkeet ofzeschaffen. Säit deem Moment si mer also an der Situatioun, wéi mer se och bis haut kannt hunn.

An dëst soll sech awer elo änneren. De Regierungsprogramm vun 2013 gesäit näämlech vir - an ech zitieren - «l'introduction d'un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels.»

Wat de Contenu vun deem neie Cours ugeet, huet d'Regierung drop gepocht, esou vill wéi méiglech Akteure mat anzubannen, fir dass dee Cours esou ëmfangräich wéi nëmme méiglech ka gestalt ginn. Et kann een also ganz kloer vun engem Entwécklungsprozess schwätzen, deen esou participativ wéi méiglech gestalt gouf.

Déi éischt Aarbechten zu deem Thema hu schon 2014 ugefaang an hunn eng grouss Unzuel vun Akteure mat agebonnen. De Bistum, d'ALERF - also d'Association luxembourgeoise des enseignants d'éducation religieuse et morale dans l'enseignement fondamental -, d'Association luxembourgeoise des professeurs

d'éthique, déi national Kommissiounen, déi sech em d'Programmer vu Reliouns- respektiv Morallscours këmmen, an d'Initiativ „Fir de Choix“. Des Aarbechten hunn ausserdem Etüden aus dem Quebec, der Schwäiz an Däitschland enthalt, fir ze kucken, awéiwäit esou ee Cours Erfolleg kéint hunn.

Am zweete Semester 2014 huet de Ministère vun deene verschidde Avisen, déi Der am geschriwwene Rapport fannt, eng Synthese gemaach a kontrovers, mä konstruktiv mat deene verschidde Akteure weider diskutéiert. An 2015 koom et dunn zu der Konventioun tëschent dem Lëtzebuergeschen Stat an de Glawensgemeinschaften, déi de Wee fir e gemeinsame Wäerteunterrecht fräi gemaach huet.

D'Entrevuë mat deenen zoustännegen Akteuren, wéi zum Beispill de Syndikater SEW an SNE, der Associatioun AHA, der Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique, der Fédération générale des instituteurs luxembourgeois, der Ligue luxembourgeoise de l'enseignement an der Initiativ „Fir de Choix“, hunn et erméiglecht, de Ramenlehrplan ze publizéieren, an deem d'Ziler an déi grouss Orientatiounen vum Projet presentéiert goufen.

Am Joer 2016 goufen du schlussendlech déi Lehrerhandreicherung presentéiert, déi den Enseignant am Alldag a Saache Preparatioun guidéieren. Eraus koom de VieSo-Cours, dee sech a sechs Themefelder andeelt: „Ich“, „Mensch, Natur und Technik“, „Ich und die anderen“, „Kultur und Kommunikation“, „Lebensformen, Welt und Gesellschaft“ (veuillez lire: an „Große Fragen“). An deem leschten (veuillez lire: zweetleschten) Themefeld geet et zum Beispill em déi grouss Froe vun eiser Gesellschaft an em d'Zesummeliewe vun all de Bierger.

Am Allgemenge kann ee soen, dass Theme wéi Weltreligionen, Kulturen, Gewalt an Aggressiounen, Léift, Partnerschaft a Sexualitéit behandelt ginn. Et geet also drëm, Wäerter, ob reliés oder net reliés, de Schüler ze vermëtelen, op déi si hiert ganz Liewen och kënnen zrëckgräifen.

Madamm Presidentin, et geet, wéi gesot, drëm, d'Schüler zesummenezeféieren a se net weinst verschidde Glawensrichtungen oder Weltanschauungen ze trennen. Dese Wäerteunterrecht garantéiert soumat, dass jiddwereen, all Kand aus eiser multikultureller Gesellschaft, an dee Cours mat agebonnen ass. Et gétt also kee méi weinst sengen Iwwerzeugungen oder weinst sengem Glawe respektiv Netglawe verholéisegt. Gläichberechtigung an Neutralitéit spillen also eng ganz grouss Roll.

Ech wëll kloer betounen, dass et sech hei net em eng einfach Verméschung vun deenen zwee ale Coursen handelt, mä et geet éischer drëm, op eng responsabel an opgeklärten Aart a Weis un déi verschidde Liewensfroen erunzegoen. Des Approche ass och an der Recommendation vum Comité des Ministres am Conseil de l'Europe festgehale ginn, déi sech als Zil gesat huet «de poursuivre des initiatives dans le domaine de l'éducation interculturelle concernant la diversité des religions et convictions non religieuses afin de promouvoir la tolérance et le développement du 'vivre ensemble'».

Madamm Presidentin, mir komme jo méi spéit nach op d'Reprise vum Personal ze schwätzen. Loost mech awer scho virgräifen, datt de Ministère sech immens vill Méi gemaach huet, fir jiddwerengem eng fair Offer op den Dësch ze leeën! Duerno komme mer jo nach eng kéier dorobber zrëck.

Loost mech zum Schluss vu menger Ried awer nach eng kéier betounen, wéi wichtig de Cours „Vie et société“ fir d'Lëtzebuergeschen Schoul wäert sinn! An esou enger heterogener an diversifizierter Gesellschaft, wéi mer se hunn, ass et wichtig, op d'Integratiounen opzebauen, sech zesummen un een Dësch ze setzen an ze probéieren, all Akteure mat anzubannen. Dëst ass just mat enger gemeinsamer Approche ze léisen: engem gemeinsame Wäerteunterrecht.

Madamm Presidentin, fir de Rescht verweisen ech fir d'Avise op mäi schrëftleche Rapport. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Rapporteur Lex Delles. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären.

„Firwat soll ech änneren, wat gutt fonctionnéiert?“ Dese Saz vum Minister Claude Meisch iwwert d'Reform am Secondaire vun der leschter Woch, deen ass mer an Erënnerung bliwwen.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Do hat deen emol recht!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Allerdéngs froen ech mech: Wann dat seng Maxime ass, firwat hält e sech net am Fall vum Reliounsunterrecht a vum Ethikunterrecht do drun?

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Well dat net méi fonctionnéiert.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- 70% vun de Leit hu sech fir de Choix tëschent Relioun an Ethik ausgeswat. Iwwer 25.000 Ennerschräfte koumen zesummen, fir de Choix ze halen. Gutt zwee Drëttel vun den Elteren hunn hiert Kand am Fondamental an de Reliounsunterrecht ageschriwwen. An awer proposéiert de Minister der Chamber haut d'Ofschaffung vum Choix tëschent Relioun an Ethik. An eigentlech proposéiert en d'Ofschaffung vum kathoulesche Reliounsunterrecht.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Richtig!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Firwat? Hu Reliounen näischt an der Schoul verluer? Zur historischer Wourecht gehéiert jo wuel och, datt de Stat sech net vun Ufank un em d'Erzéiung vun de Kanner wierklech gekëmmert huet, mä datt d'Bildung och vu kierchleche Strukturen assuréiert gouf. Dat kann een elo gutt fannen oder net gutt fannen, mä et ass nun eemol eng historesch Tatsaach.

Lues awer sécher huet dat sech iwwert d'Jore geännert, mä eng reliéis Erzéiung an der Schoul ass bliwwen. Sécher war et net richtig an der Zäit, eng reliéis Erzéiung opzewéngen. Kee soll seng Kanner mussen reliéis erzéien, wann en dat net wëllt, mä déi reliéis Erzéiung vun haut huet mat verschiddene Virstellungen an Erfahrung vum fréier näischt méi ze dinn.

An ech froe mech, ob vill Leit heibanne sech d'Méi gemaach hunn, sech de Programm vum aktuelle Reliounsunterrecht unzuekucken. Vlächicht hätte sech da munch Viruerteeler iwwer Indoktrinatioun opgeléist. Vlächicht hätte Virstellungen, déi op schlechten Erfahrungen oder Temoignagé baséieren, sech da verännert. Mir schafen och Mathé a Franséisch net of, well verschiddenen Titularen hirer Missioun net gerecht ginn.

Ob eng konfessionell reliéis Erzéiung an der öffentlecher Schoul wierklech keng Plaz soll hunn, därer een anescht gesinn. A mir stelle fest, datt et och an de meeschte Länner vun der Europäescher Unioun eng Offer vu konfessionellem Unterrecht weiderhi gëtt. An awer ass an deene Länner net a Fro gestallt, datt Stat a Kierch getrennt sinn.

An dofir kënne mer net novollzéien, datt de Prinzip vun engem neutrale Stat onweigerlech muss derzou féieren, datt et an de Schoule kee konfessionelle Reliounsunterrecht dierf ginn. A besonnesch och net, wann eng breet Majoritéit de Wonsch huet, datt hir reliéis Erzéiung och an der Schoul gestäipt gëtt.

Wéi een dat organiséiert, dat ass eng aner Fro. De Reliounsunterrecht hei am Land huet iwwert d'Jore jo och evoluéiert. An den Här Delles hat dat jo nach eng Kéier elo just rappeléiert. An och an anere Länner gëtt et verschidde Modeller. An de 16 däitsche Bundesländer ass et ganz ënnerschiddlech organisiert, vu Pflichtfach bis Optioun.

Vun eiser Säit wär sécher Bereitschaft do gewiescht, fir driwwer ze diskutéieren, wéi eng Plaz e konfessionellen Unterrecht an der Zukunft sollt hunn, mä esou eng Diskussioun war leider net méiglech an och net gewënscht. Et war de Majoritéitspartei vill méi wichteg, schnell den euphoresche Moment vun enger Koalitioun ouni CSV ze notzen, fir Fakten ze schafen.

(Interruption)

Merci fir d'Confirmatioun. A vlächicht ass et awer e bëssen ze spéit deem engen oder aneren aus de Reie vun der Majoritéit opgefall, datt de Wonsch no engem konfessionellen Unterrecht net nëmme vu Wieler vun der CSV gedeelt gouf. Wann iwwer zwee Drëttel vun den Eltere fir hiert Kand de Choix vum Reliounsunterrecht maachen, da kann et sech bei dese Leit net nëmme em CSV-Wieler handelen.

An och déi komesch Virstellung, elo kéint een emol der CSV de Fonds de commerce kuerz a kleng schloen, ass dach zimlech traureg. Eleng

schonns d'Virstellung, datt jiddwereen, deen de Reliounsunterrecht besicht, duerno zu engem treien CSV-Militant gëtt...

(Interruption)

Lauschtert emol no!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de l'Assemblée*.- Wann ech gléif, loosst den Här Zeimet schwätzen!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Loosst e schwätzen! Et gëtt interessant.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Eleng schonn d'Virstellung, datt jiddwereen, deen de Reliounsunterrecht besicht, duerno zu engem treie CSV-Militant gëtt, ass genausou enk geduecht, wéi ze mengen, datt jiddwereen, deen emol an d'Mass geet, en CSV-Wieler wier. Well et ass jo och net esou, datt jiddwereen, dee Golf spillt, en DP-Wieler ass, an net jiddwereen, dee Vëlo fiert, e grénge Wieler ass, an net all OGB-L-Member...

(Brouhaha)

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Den Niveau geet an d'Luucht!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- ...d'LSAP wielt. Dofir ass et bedauerlech, datt et bei eis ëmmer nach a ville Käpp déi al Trennlinie gëtt. An déi dach ganz,...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...ganz ideologesch Virgeeeënswis huet al Grief nees operappt.

Bei eisen Noperen, do gëtt déi Diskussioun vill manner parteipolitesch gefouert. An Däitschland plädéiert d'Andrea Nahles, fréier Juso-Präsidentin, fréier Generalsekretärin vun der SPD, fir e Reliounsunterrecht an der öffentlecher Schoul. „Raum schafe fir en echte Choix“, esou d'Wiederer vun der Madamm Nahles.

An och de grénge Ministerpresident vu Baden-Württemberg, de Winfried Kretschmann, ass an deser Fro net op der Linn vun eise Gréngen. Et stellt sech also d'Fro, firwat des Majoritéit net eng manner parteipolitesch an ideologesch Approche geholl huet, firwat sech net emol beméit ginn ass, fir Konsens an deser Fro ze fannen.

Wann eng breet Majoritéit vun Eltere sech eng reliéis Erzéiung fir hir Kanner wënscht, firwat soll déi Erzéiung net kënnen an der Schoul eng Plaz fannen? Wann et net soll am obligatoresche Schoulprogramm sinn, firwat net als Optioun? Oder hu mer awer léiwer an Zukunft erëm méi Privatschoulen?

Fräiwëlleg reliéis Erzéiung, och e Bekenntnis, soll kënnen an enger fräier Gesellschaft eng Plaz an der Schoul hunn. Mir sinn a bleiwen der Meinung, datt de Wonsch an de Choix vun den Eltere respektéiert muss ginn. An deen ass an diesem Fall ganz kloer: Eng breet Majoritéit huet sech eng reliéis Erzéiung vun hire Kanner och an der Schoul gewënscht.

Madamm Presidentin, datt eng reliéis Wëssensvermittlung an der Schoul eng Plaz soll hunn, gëtt bal vu kengem a Fro gestallt. Wéi soll een déi Welt verstoen, an där mer liewen, wann een net Mindestkenntnisser iwwert d'Weltreligionen huet? Et ass jo net esou, wéi wann de Glawen an d'Reliounen op deser Welt keen Afloss op dat politesch a gesellschaftlecht Liewen hätten. Ob a wat ee gleeft, ass wuel eng ganz perséinlech Decisioun, mä de Glawen a wat e bewierkt, huet och eng gesellschaftlecht an, jo, och eng politesch Dimensioun. Am Gudden a leider och am manner Gudden.

D'Veereenegt State sinn net zulescht gegrennt gi vu Leit, déi wëinst hirem Glawen hu missen eng nei Heemecht sichen. Si sinn och op dem Prinzip vun der Glawensfräiheet an der Trennung vu Kierch a Stat gegrennt ginn. Viru 50 Joer war et fir vill Amerikaner nach ëmmer ondenkbar, datt e Katholik soll kënnen hire President ginn.

Wéi wëllt een d'Amerikaner verstoen, wann ee keng Notioun huet vu verschiddene reliéisen Iwwerzeugungen? Wéi wëllt een novollzéien, wat sech am Noen Osten ofspillt, an arabesche Raum ofspillt an direkt Konsequenzen op eist Liewen huet,...

(Interruption)

...wann ee keng Notiounen huet vu verschiddene reliéisen Iwwerzeugungen? D'Welt ass net manner reliéis ginn. Sécher gi Reliounen, gëtt de Glawen dacks mëssbraucht, haut wéi an der Vergaangenheet. Mä mir wiere schlecht beroden, eise Kanner virzegauckelen, dat géif et net ginn oder et wier net wichteg, et ze verstoen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Och wann de Stat neutral ass, heescht et net, datt de Stat soll blann si géint iwwer dem Glawe vu senger Biergerinnen a Bierger. Eng reliéis Wëssensvermitt-

lung wier sécher net vu Muttwëll, wann ee sech den aktuelle Slogan vun der DP fir d'Gemeingewahlen ukuckt: „Mat Häerz a Séil.“

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- „Mat Häerz a Séil.“

► **M. Claude Lamberty** (DP).- E ganz gudde Slogan.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Déi Liberal schéngen also elo d'Existenz vun der Séil ze akzeptéieren oder...

(Brouhaha général)

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Elo rutscht et awer an de Cabaret of hei!

► **Une voix.**- Dat heescht, d'Séil ass nëmme kathoulesch, oder wéi?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Berouegt lech! De Slogan schéngt ze gräifen. Den Här Zeimet huet d'Wuert.

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin.

(Brouhaha)

Entweder wësse se net, wat d'Séil ass, oder si hunn et net verstan. Op alle Fall kann een do nëmme staunen.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Datt grad déi Partei, déi sech virdréckt, fir all Reliéises aus dem Gesellschaftsliewen ze verbannen, grad elo mat der Séil operéiert, fir hiert Engagement ze bezeien!

Eng neutral Wëssensvermittlung iwwer Reliounen muss also och an der Schoul eng Plaz hunn.

Madamm Presidentin, kann den neie Cours „Vie et société“ dat leeschten, esou wéi et den deklaréierte Wëlle vun der Majoritéit ass? Mir sinn do méi wéi skeptesch, well mer den Avis vum Conseil des cultes gelies hunn. An de Conseil des cultes, wou all reliéis Gemeinschaften dra vertruete sinn, an net nëmme déi kathoulesch Kierch - just datt et net zu engem Mëssverständnis kënn - huet a sengem Avis festgehelt, datt de Programme-directeur zu „Vie et société“ net de Recommandatioun vum Conseil de l'Europe gerecht gëtt.

«Il constate que le nouveau cours exclut largement le fait religieux», heescht et am Avis. Reliounen spillen an deem Programm, esou wéi e bekannt ass, kaum eng Roll. A si hunn och an der Formatioun kaum eng Roll gespilt. Wat soll ee sech och vu Wëssen iwwer Reliounen an deene puer Stonnen uneegen? De konfessionelle Reliounsunterrecht ass ofgeschaaft an d'Ethik gëtt generaliséiert. D'Relioun ass dobäi marginaliséiert.

Dës Recommandatiounen, déi och vum Conseil de l'Europe stamen, wou e seet, et géif net nëmme drëms goen, fir de Glawe weiderzeginn, a virun allem géif et och drëms goen, Jonken ze vermëttelen, datt vill Leit sech eben och aus deene Quellen inspiréieren. An aacht Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg hunn dat opgegraff a proposéiert, e gemeinsame Cours auszeschaffen. Mä des Offer ass, wéi mer wëssen, direkt emol refuséiert ginn. An et ass net emol driwwer diskutéiert ginn. Den neie Cours, dovu si mir iwwerzeegt, wäert kaum eng Wëssensvermittlung iwwer Reliounen a Glawen assuréieren.

Madamm Presidentin, vu menger Schoulzäit, do gouf et Heimatkunde. An do krute mer eis Gemeng, hir Geschicht méi no bruecht. Duerno koume Geo a Geschicht derbäi. Also ass et vum Klänge bis zu deem Grouse gaang. Géint e Cours, deen eise Kanner méi no bréngt, wéi mer zesummeliewen a wou mer hierkommen, huet keen eppes. Eng Biergerkunde, eng Instruction civique, wéi eise Stat an eis Gesellschaft am Klengen an am Grouse fonctionnéieren, dogéint huet keen eppes.

Och doriwwer hätte mer kënnen schwätzen a mir hätte bestëmmt och e Konsens fonnt, wann en dann emol gesicht gi wier, mä dat eleng soll „Vie et société“ jo net sinn. E gemeinsame Wäerteunterrecht soll agefouert ginn, heescht et an huet et ëmmer geheescht. Dat géif jo da bedeuten, datt mer vum Stat aus Wäerter viraussetzen, déi jiddwereen dann emol ze deelen huet. Spéitstens elo missten all Liberalem hei am Haus d'Hoer zu Bierg stoen.

Fir datt mer eis net falsch verstinn,...

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann ech dat doten héieren, dann ass dat och esou, well et ass näamlech guer net esou an der Realitéit.

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Fir datt mer eis richtig verstinn: Mir menge schonns, datt et eng ganz Rei vu Wäerter gëtt, déi mer dee-

len a sollen deelen, mä mir wëssen och, datt mer eis an der Gewichtung vun dese Wäerter net ëmmer eens sinn. D'Spannung tëschent Fräiheet a Gläicheit ass eng Trennlinie, déi bis haut am politesche Liewe gëllt.

Kënne mer also staatlech dekretéieren, wéi eng Wäerter ze gëllen hunn? Oder mussen mer net eisichter Wäerter liewen, Wäerter, déi eis da guidéieren an déi eis Gesetzer inspiréieren?

Mir kënnen driwwer informéieren, wat an eiser Constitutioun steet, wat d'Mënscherechter sinn, op wéi enge Prinzipie se opbaut, mä de Stat ass net den Träger vun de Wäerter. De Stat setzt de Kader vum Zesummeliewen. Den Träger vun de Wäerter sinn d'Mënschen, déi aus verschiddene Richtunge kommen a verschiddene Iwwerzeugungen hunn.

An dofir kann e Bekenntnis zu dese Wäerter an en Akzeptéieren vun dese Wäerter am eegene Liewen, an eisen Aen, net eesäiteg staatlech vermëttelt ginn. Well et gëtt net nëmme ee Wee, well mer dem Stat eng Wäertevertmittlung net zoutrauen an och aus historischer Erfahrung wëssen, datt et net seng Aufgab ass a soll sinn.

„Der freiheitliche, säkularisierte Staat lebt von Voraussetzungen, die er selbst nicht garantieren kann“, esou de Statsrechtler Ernst-Wolfgang Böckenförde. De Stat ass drop ugewisen, datt et an der Gesellschaft, déi en dréit, e Wäertekonsens gëtt. Dat kléngt paradox, dat ginn ech gären zou. Wa mer der Meinung sinn, datt de Stat soll neutral sinn, kënne mer net zäitgläich soen, de Stat soll d'Vermittlung vu Wäerter garantéieren. De Stat kann zoustänneg si fir eng neutral Wëssensvermittlung, awer net fir e Bekenntnis vu Wäerter, net fir eng Vermittlung vu Wäerter.

Geet eng ganz reng neutral Wëssensvermittlung duer, fir eng Gemeinschaft zesummenzhalen? Déi eng, déi gleewen dëst, déi aner gleewen dat. Déi eng gleewen näischt, déi aner wëllen net gleewen. Déi eng zweifelen, gleewen, wësse vlächicht net genau, wat se gleewen. Mir wëllen op alle Fall kengem eppes opzewéngen. A mir dierfen och keen zu enger reliéiser Iwwerzeugung zwéngen.

Mir dierfen dann awer och keng Elteren zwéngen, hir Kanner an eng staatlech Wäertevertmittlung ze schécken. Och de Conseil d'État huet drop higewisen, datt et schonn e Spagat ass, fir d'Kanner net an eng Konfliktsituatioun ze bréngen tëschent deem, wat dohem vermëttelt gëtt, an deem, wat an der Schoul vermëttelt gëtt.

Mir wëssen, datt net all Famillieliewen harmonesch ass an datt d'Wäertevertmittlung net an all Famill gelieft gëtt. Mä dat bréngt eis awer sécher net zur Konklusioun, datt de Stat elo soll des fundamental Missioun vun der Famill iwwerhuelen, well mir der Opfaassung sinn, datt et eng Decisioun vun den Elteren ass, wéi eng Erzéiung se de Kanner wëllen zegutt komme loossen. An ech soen et nach eng Kéier: Zweek Drëttel vun den Elteren hunn hir Kanner an d'Relioun ageschriwwen.

Well mer der Meinung sinn, datt Traditionen sollen och respektéiert ginn, well se och fir den Zesammenhalt eng wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft erfüllen, jo, och eng Gesellschaft ausmaachen, well mer net erkennen, datt den neie Cours eng seriö reliéis Wëssensvermittlung garantéiert, well mer kee staatlechen Eenheitswäertecours wëllen, dofir stëmme mer géint dëst Gesetz.

Et hätt ee sech aner Modeller kënnen virstellen, déi manner radikal a manner kontrovers gewiescht wieren, déi manner Sträit an och manner Enttäuschung provoziert hätten. Mä et wor net gewollt. Mir bedauern dat!

An ech soen awer dem Rapportier Merci fir säi Rapport. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Ech hunn eng Wuertmeldung, Här Zeimet. Ass et eng Fro un den Här Zeimet?

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Et ass fir den Här Zeimet, jo.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Okay. Den Här Fayot wollt lech eng Fro stellen, Här Zeimet.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Ech hunn dem Här Zeimet elo gutt nogelauschert. Hien huet, mengen ech, senngemeiss gesot, dass de Stat sech soll eraushalen an deemno wéi dann och d'Schoul aus der Wäertevertmittlung, déi mer eise Jugendleche solle ginn. Dat heescht, den Här Zeimet ass net der Meinung, dass d'Schoul e Recht, eng Roll huet an der Vermittlung, an der Verteidigung vun deene Grondwäerter, déi an eiser Verfassung zum Beispill verankert sinn: d'Grondrechter, d'Liberté publique, d'Mënscherechter. Dat sinn alles Grondwäerter vun der Lëtzebuenger Gesellschaft, vun der Europäescher Unioun.

An dat heescht, Dir sidd der Meenung, dass dat keng Roll ze spillen huet an der Lëtzebuerger Schoul?

► **M. Laurent Zeimet (CSV)**.- Neen! Ech mengen, dann hutt Der awer net ganz gutt nogelauschert, well ech jo grad gesot hunn, datt mer als Stat och doriwwer sollen informéieren, wéi mer fonctionnéieren als Stat, wéi mer als Gemeinschaft och zesumme fonctionnéieren; mä fir datt een déi Wäerter dréit, fir d'Vermëttlung vun de Wäerter. A Bekenntnis zu Wäerter, dat ass net d'Aufgab vum Stat, dat ass d'Aufgab vun deenen, déi de Stat droen. Dat sinn d'Familljen, dat sinn och Parteien, dat si Gewerkschaften, dat sinn awer och d'Kierchen a reliéis Gemeinschaften.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Merci nach eng Kéier dem Här Zeimet. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir d'lescht Joer fir d'Afëierung vum VieSo an de Lycée gestëmmt hunn, da wäert et lech natierlech och net wonnere, dass d'Demokratesch Partei natierlech och d'Afëierung vum selwechte Cours an eiser Grondschoul begréisst.

D'Grënn, firwat mir derfir stëmmen, sinn am Fong déi nämlecht wéi d'lescht Joer. Mir wëllen eng Schoul, déi eis Schüler net trennt an a verschidde Klassesäll opdeelt, wann et ëm déi essenziell Elementer vun eisem Zesummeliewe geet, wann et ëm déi grouss Liewensfroe geet, jo, wann et ëm Reliounsfroe geët. Mir wëllen hei den Dialog tëschent deene verschiddene Liewensopfaassungen a Glawensrichtungen schafen.

Fir d'Demokratesch Partei huet eng ëffentlech Schoul d'Aufgab, eng Plaz fir den Dialog ze schafen, d'Kanner zesummenzeféieren, dass si kënne vuneneen a matenee léieren, amplaz se a wichtege Froen iwwer eis Gesellschaft wéinst ënnerschiddleche privaten Usiichten, meeschtens am Elterehaus, ze trennen. Mir wëllen eng ëffentlech Schoul, déi reliounsneutral ass, mä de private Glawe vun allen Einzelne respektéiert.

Lëtzebuerg ass haut eng Gesellschaft, déi an deene leschte Joren eng staark Evoluitioun er-

lieft huet. Gëschter huet de Statec eng nei Note dozou publizéiert. Zu Lëtzebuerg liewe méttlerweil ronn 590.600 Leit mat ronn 170 verschiddene Nationalitéiten. Dat sinn ënnerschiddlech Leit, dat sinn ënnerschiddlech Nationalitéiten, déi an eiser Gesellschaft en Doheem fonnt hunn, an enger Gesellschaft, déi op reliounsiwwergräifend Wäerter wéi Respekt, Toleranz an Akzeptanz baséiert ass.

Mir sinn haut ebe vill méi multikulturell, vill méi international, multiethnesch oder multireliéis wéi am leschte Jorhonnert. Eist friddlecht Zesummeliewen an där Gesellschaft, eis Weltopenheet, dat si Saachen, déi eis iwwert d'Grenzen ewech auszechnen an op déi mir wierklech kënne houfreg sinn.

Dat géllt och fir eis Jéngst. Och si wuesse ganz natierlech an eiser multinationaler Gesellschaft op. Si schlësse Frëndschafte mat Kanner vun anere Kulturen a Reliounen, genéissen d'Kichen aus allen Ecke vun der Welt. Si héieren a verstinn oder schwätzen zum Deel souguer déi Sproochen, déi se bei hire Kolleegen am Haus héieren. Alles dat geschitt ganz natierlech, ouni Zwang. Si liewen a spillen zesummen. Bis se dann an d'éischt Schouljoer kommen. Do gi se getrennt opgrond vun eppes, wat hinne bis elo friem war: dat „Aaneschtsinn“, dat „Aaneschtgleewen“. Ech fannen, dass dat net de richtige Wee ass. Dat ass net eppes, wat mer solle vermëttelen.

(Interruption)

Madamm Presidentin, beim neie Wäerteunterrecht geet et drëms, d'Realitéit vun eiser multikultureller a multireliëser Gesellschaft an der Schoul ze thematiséieren an ze verdéieren. Der Politik hir Aufgab ass et, op d'Froen, déi sech duerch gesellschaftlech Verännerunge stellen, eng Äntwert ze fannen. Dat erfuerdert heiansdo Courage, mä et ass a bleift absolut noutwendeg.

Madamm Presidentin, wat ass dann d'Zil vun VieSo? D'Kanner sollen hir eege Wäerteuerdung opbauen a gläichzäiteg léieren, deenen aneren hir ze respektéieren. Et soll eng engagéiert Ausenanersetzung si mat de grouse Liewens-, Gesellschafts- a Reliounsfroen. Toleranz a Respekt virun deem anere stinn dobäi am Vierdergrond. Toleranz a Respekt sollen de Schlëssel fir d'Kanner sinn, fir dass se déi weltwäit Zesummenhäng verstinn. Si sinn dofir vu grousser Wichtigkeet am Léierprozess an

am Erwuessegi vun all eezelnem Schüler. Et gëtt zudeem eng kritesch-reflexiv Approche geféiert. De Cours soll de Kanner e Wee weisen, wéi se kënne denken, an net, wat se mussen denken oder gleewen.

Eis Klassesäll spigelen d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft erëm. Mir hu Kanner aus ënnerschiddlechen Elterehaiser, aneren Hierkonften, mat anere reliése Glawensrichtungen oder philosopheschen Usiichten. Dese Cours soll de Fokus dofir op dat leeën, wat eis verbënnt, amplaz op dat, wat eis trennt.

Madamm Presidentin, esou e Cours mat esou sensibele Sujete rëselt een och net einfach esou aus dem Aarm. Der Regierung war et dofir vun Ufank u kloer, dass et éischtens seng Zäit brauch, fir esou e Cours op d'Been ze stellen, an zweetens, dass dës net kéint vun uewen erof geschéien.

Mir begrëssen et dofir ausdrécklech, dass sech am Virfeld dofir vill konzertéiert gouf. De Rapporteur Lex Delles, deem ech hei och Merci soe fir säin exzellente Rapport, ass drop aqang. Et huet een Avise gefrot, sech mat den Akteuren un en Dësch gesat an Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff. Dat ass vum Bistum bis bei déi laizistesche Associatioune gaangen. Et gouf also op Participatioun gesat an op e breeden Dialog, fir dee Cours zesummen auszeschaffen. Dofir wonnert et een och net, dass de Cours weder antireliéis nach areliéis ass, och wann ëmmer erëm probéiert gëtt, dat esou duerzestellen.

Ech ënnersträichen et ganz kloer: Et ass kee Fach géint iergendeen oder iergendeppes, mä et ass am Géigendeel e Fach fir eist gemeinsamt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- D'Reliounen, also net nëmmen de kathoulesche Glawen, si feste Bestanddeel vun deem Cours. Ech fannen, dass dat an diesen Zäiten och immens wicteg ass. An ech fannen et och immens schued, dass et der CSV hei u Courage feelt, fir en zäitgeméissen, moderne Cours unzëerkennen.

(Interruption)

Et geet ëmmerhin hei awer ëm Mënscherechter a Kannerrechter.

(Interruptions)

An ech wëll dann och nach eng lescht Remarque a Richtung CSV soen: Et ass net esou, dass d'Séil just un d'CSV géif goen.

► **Plusieurs voix**.- Oh!

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Ech mengen net, dass Der e Monopol op dat Wuert hutt.

► **M. Laurent Zeimet (CSV)**.- Madamm Presidentin, wann Der erlaabt: Ech mengen awer, datt den Här Lamberty elo beweist, datt e wierklech net weess, wat d'Séil ass.

► **Plusieurs voix**.- Jo.

(Brouhaha)

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Majo, ech hat mech drop gefreet, dass Dir dat hei géift erklären, mä et ass näischt komm!

(Interruptions)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Sou!

► **M. Laurent Zeimet (CSV)**.- Dem Här Bauer...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Lamberty!

► **M. Laurent Zeimet (CSV)**.- ...trauen ech zou, datt e weess, wat et ass.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Här Zeimet, Dir sidd fäerdeg. Den Här Lamberty huet eleng d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Well Dir hutt jo domat ugefaangen, dofir hunn ech drop gewaart, dass Der mer et géift erklären!

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Okay, Här Lamberty, wann Der wëllt virufieren!

► **M. Claude Lamberty (DP)**.- Dobaussen héiert een dann och ëmmer erëm, dass de Stat elo géif virginn, u wat ee soll gleewen oder wat richtig oder falsch wär. Mä och dat ass net esou. Am VieSo féint keng Missionéierung statt, weder an déi eng Richtung nach an déi aner. Dat wär och am Widdersproch mat der gewollter Neutralitéit. D'Kanner solle selwer hir Wäerteuerdung zesummebauen.

Laanscht d'Grondsätz an d'Fundamentaler vun eiser Gesellschaft, an dozou zielen eis Verfassung, d'Mënscherechter, géigesäitege Respekt, Toleranz, féiert kee Wee derlaanscht. Dat soll een dann och ganz kloer soen. Fir alles, wat doriwwer erausgeet, gëtt de Stat net vir, wat richtig oder falsch ass. Dat ass d'Realitéit an dat ass, firwat mat deem Gesetz a mat deem Projet eng gutt a modern Wëssensvermëttlung a Wäertevermëttlung an eise Grondschoule wäert ukommen. An dat ass och de Grond, firwat mir als DP-Fraktioun dat Gesetz wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

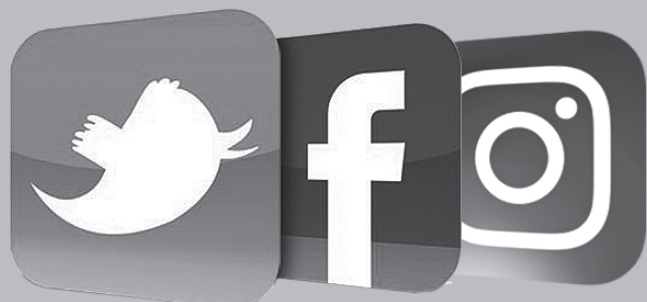
► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Merci dem Här Lamberty. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

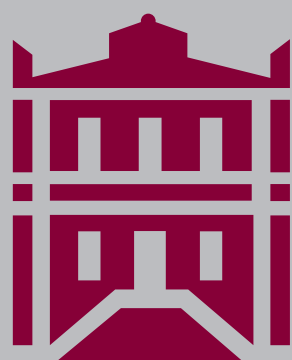
► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Merci, Madamm Presidentin. Vu dass mer hei schonn de Wäerteunterrecht, de VieSo, am Secondaire agefouert haten an dunn och schonn driwwer diskutéiert haten, en elo am fundamentalen Unterrecht aféieren, vu dass mer am Kader vun der Afëierung schonn eng Debatt an der Chamber haten, vu dass mer den 23. Februar 2016 hei schonn eng Interpellatioun haten op Ufro vu menger Kolleegin Taina Bofferding iwwer och dese Sujet a vu dass mer d'Petitionäre vun „Fir de Choix“ an der Chamberskommissioun och héieren hunn an och au vu vum exzellente Rapport vun dem Här Delles, wollt ech mech u sech nach e bësse méi kuerz faassen haut bei deem Thema. Mä ech muss elo awer vläicht nach e bësse méi wäit aushuelen. Ech kommen awer herno nach eng Kéier drop zrëck. Dir braucht awer keng Angscht ze hunn, ech zitieren hei net aus dem Alen Testament, sou wéi ech dat d'leschte Kéier gemaach hat.

► **Une voix**.- Oh!

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- D'Positioun vun der LSAP huet sech an all deenen Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, net geännert. D'LSAP huet an hirem Wahlprogramm 2013 stoen: „die Einführung eines einheitlichen, religionsneutralen Werteunterrichts in allen Grund- und Sekundarschulen“, an dat wäert och haut geschéien.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





Am Regierungsprogramm, de Lex Delles huet et virdrun opgezielt, steet et och ganz kloer dran, do sti véier Termen, déi ganz wichteg sinn: dass et en „cours unique“ gëtt, ee Cours fir alleguerten d'Kanner, dass et en „cours neutre“ gëtt, een, deen also net un eng Relioun gebonnen ass, dass et e Cours ass, deen „éducation aux valeurs“ wäert maachen an e Cours wäert sinn, deen „à tous les élèves“ wäert kënnen enseignéiert ginn. Dat ass eis extrem wichteg.

Iwwregens hat d'CSV jo och eppes an hirem Wahlprogramm 2013 stoen: Si wëilten de Wäerteunterricht am Secondaire aféieren.

(Interruption)

Si waren dunn awer, wéi mer deen heiten agefouert hunn, leider dergéint.

► **Une voix.** - Si haten et vergiess.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Vlächit si se dann haut fir dese Cours, well dee steet net an hirem Wahlprogramm. Dat wier jo da wéinstens eng Logik.

Ganz wichteg ass, dat wéilt ech awer och nach hei ernimmen, et dierf een net vergiessen, dass d'Ofschafe vum Reliounscours an d'Afféierung vun dem Wäerteunterricht op engem Accord berout, deen tëschent der Regierung an dem Bistum gemaach gouf am Januar 2015. Et muss een dat ëmmer nach eng kéier rappeléieren. Och dat, mengen ech, ass wichteg, dass een dat seet.

(Interruption)

Iwwert d'Coursen, wéi dass se ukommen dobaussen, d'Coursen, déi den IFEN ubitt, muss ee soen, dass do e groussen Undrang besteet. Schonn dausend Interessenten hat den éischte Cours. Deen zweete Cours, deen am Hierscht soll ulafen, soll och fir 1.200 Leit nach eng kéier sinn. Dat si 16 Stonne Cours, déi do gemaach ginn. Mä ech kommen herno nach eng kéier an deem nächste Projet de loi op d'Personal ze schwätzen. Dat ass och e ganz wichtige Projet de loi.

Den Här Zeimet schéngt de Cours, dee mer hei wëllen aféieren, awer decidement net gelies ze hunn. Ëm wat geet et an diesem Fach? De kulturellen Hannergrond vun de Kanner a vun de Jugendlechen, dee gëtt an eisem Land ëmmer méi villfältegt. Dat ass eng gesellschaftlech Realitéit an där muss een och an d'A kucken. Mir liewen net méi 1968. Dat war e ganz gutt Joer, mä mir liewen awer net méi an deem Joer. D'Welt huet evoluéiert, d'Welt ass virugaangen, an och hei zu Lëtzebuerg. Also gehéieren och aner kulturell Hannergrënn an eis Lëtzeburger Gesellschaft. Déi reliéis an déi moralesch Iwwerzeegung vum de Famillje sinn net méi déi, wéi se nach viru 50 Joer waren.

D'ëffentlech Schoul muss also e Raum bidden, e Raum vun Dialog schafen. Mir brauchen en Zesummeliewen, wou mat Respekt an Toleranz mat deser Diversitéit ëmgaange gëtt. VieSo bréngt also d'Kanner, et ass hei scho wéivillmol gesot ginn, beieneen an dividéiert se net an déi, déi gleewen, an an déi, déi net gleewen.

D'Ziler si ganz respektabel. An déi Ziler vun deem Cours misst awer heibannen, mengen ech, jiddweree kënnen deelen: d'Förderung vun der Toleranz, déi op Wëssen opbaut, d'Förderung vun demokratesche Wäerter, vun universelle Wäerter an enger Gesellschaft, déi vu ville Kulture beaflosst gëtt. An der Zäit, wa mer an der Primärschoul waren, op alle Fall zu menger Zäit war et esou, do war vlächit een Netlëtzeburger an der Klass. Haut ass et ganz oft anescht an de Klassen. Haut hu mer oft Klassen, wou ee Lëtzeburger dran ass, mat all deene kulturelle Begebenheeten, déi da matkommen.

Reliounen, an dat wëll ech dem Här Zeimet awer ganz kloer soen, gehéieren zu eiser Tradition, déi eist dagdeeglecht Liewe méi oder manner geprägt huet. A fir dat ze verstoen, wéi dass eis Gesellschaft fonctionnéiert, muss ee Reliounen och erklären. A Reliounen gehéieren och zu deem Cours. Wann een de Cours dann och gelies huet, da konnt een dat och ganz kloer dran erkennen. Also et soll mer keen elo hei soen, dass iwwerhaupt net méi vu Reliounen an deem Cours geschwat gëtt!

Wat et awer net méi gëtt, an dat ass dee groussen Ennerscheid: Et gëtt kee Bekenntnis zu enger Relioun. Dat ass e groussen Ennerscheid zu deem Cours, wéi et en haut gëtt. Mä Reliounen mussen erkannt ginn, a bei Reliounen muss erkannt ginn, wat d'Reliounen wëllen. An dat soll an deem Cours hei och erkläert ginn.

Da gëtt et eng kritesch-reflexiv Auseenansetzung iwwer Froen, iwwer Iwwerleeungen,

Erfahrungen aus dem Liewe vum Kand. Déi sollen d'Kand zu engem kriteschen an differenzierten Nodenken urreegen.

An dann, dat drëtt grousst Zil, dat sinn dann déi grouss Liewens- a Gesellschaftsfragen, iwwert de Sënn vum Liewen, natierlech kandgerecht opbereet, déi sollen do natierlech och diskutéiert ginn.

An dat sinn alles Wäerter, zu deene mir vun der LSAP kënnen stoen an och wäerte stoen. An ech sinn och ganz houfreg, dass mer dee Cours hei haut dann definitiv wäerten aféieren.

Zur Argumentatioun awer vum Choix, dat gouf jo och virdrun e puermol hei ernimmt. Wéi ee Choix hunn d'Leit dann haut? D'Leit hunn haut de Choix tëschent dem kathoulesche Reliounsunterricht an tëschent engem anere Cours. Wéi ass et da mat den Zeugen Jehovas, mat der neiapostolescher Kierch, mat dem Islam, mat de Judden, mat den Hinduen a mat den afrikanesche Reliounen? Mat all deenen anere Reliounen? A gitt emol eng kéier kucken, wivill Reliounen et iwwerhaupt gëtt! Fir esou vill Coursen hätte mer jo guer keng Zäit, fir dat an der Schoul anzeféieren.

Duerfir, de Choix, dee war awer nëmme zimlech limitéiert! A mat deem neie Cours hei ginn alleguerten déi grouss Reliounen thematiséiert, hir Geschicht, hir Wäerter, a souguer déi Reliounen vlächit, déi net am Cours direkt virgesi sinn, mä wann e Kand aus senger Erfahrung ka schwätzen, da gëtt an deem Cours hei och doriwwer geschwat.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat an deem kathoulesche Reliounsunterricht, dee bis elo an der Schoul war, och gemaach ginn ass. Jo, ech mengen dat och! Ech mengen, do ginn et och, goufen et och ganz vill ganz respektabel Enseignanten, déi dat och ganz gutt gemaach hunn.

(Interruptions)

Dann, dee Choix, deen Dir ëmmer preconiséiert, deen huet - an dat war esou an dat kënnt Der och net leugnen - eng Trennung tëschent de Kanner bruecht. Dat ass, wéi wann een eng Trennung iwwert de Choix vun der Mathé oder vun de Sproche géif maachen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Genau dat hu mer am Cycle inférieur festgehalten d'lescht Woch!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Dat ass an deem heite Cours esou gemaach ginn, dat gëtt an deem heite Cours awer, dee mer elo hei aféieren, nei aféieren, net méi gemaach. Hei geet dat net méi iwwert den Niveau vum Glawen, mä et gëtt en „Vie et société“-Cours agefouert, deen also net méi zu deenen onnéidege Spannung wäert féieren, zu deenen e virdu gefouert huet.

(Interruptions)

► **Plusieurs voix.** - Wou waren dann do Spannungen?!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - An da vlächit och nach e Wuert zu deem, wat den Här Spautz an der leschter Interpellatioun hei gesot huet: Mir géifen elo d'Reliounen ofschafen.

Ma dat ass natierlech net de Fall! Déi eng Relioun gëtt aus der Schoul erausgeholl, mä iwwert d'Reliounen allgemeng gëtt an der Schoul weider geschwat. Si ginn also net ofgeschafft, och dat muss een eng kéier kloer soen. Dat gëtt gären dobaussen esou falsch rapportéiert. D'Reliounen ginn net ofgeschafft. Et kann een d'Relioun och weider liewen. D'Reliounenfräiheet ass ee Recht, wat an internationale Mënscherechts- an an internationale Konventionen steet, an zu deem steet mat Sécherheet des Regierung och nach ëmmer. Duerfir, et soll ee wa méiglech esou Saachen och net zielen.

Oder ob mer elo...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Engel?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Erlaabt Der, dass den Här Zeimet lech nach eng Fro stellt?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Majo bien sûr.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här Engel. Dir hutt elo just gesot, et wär zu Spannunge komm wéinst dem Choix. Duerfir géif ech gäre froen, ob Der eis dann e Beispill kënnt ginn, wou et da konkret zu Spannunge gefouert huet, well et e Choix gouf tëschent Reliounsunterricht an Ethikunterricht.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Ma ech kann lech do gären e konkret Beispill gi vun enger Persoun, déi ech ganz gutt kennen an déi net am Reliounsunterricht war, mä déi an dem Morallsunterricht war, an déi da gesot krut, wou se drop ugeschwat gouf iwwer Gott an esou weider: „Jo, mä dir, Kanner, dir sidd jo net

gleeweg, dir gitt souwisou direkt an d'Hell!“ Wann een dat engem klenge Kand seet, mengen ech schonn, dass dat eng Spannung kéint sinn.

(Brouhaha)

Dat sinn déi Situatiounen, déi et an der Schoul ginn.

Här Zeimet,...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Da loosst den Här Engel elo erklären, wann ech gelift!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här Zeimet, dat sinn déi Situatiounen, déi et an der Schoul ginn.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, e bësse Rou! Den Här Engel huet eleng d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Ech mengen net, dass Dir wëllt, dass dat soll gesot ginn, mä déi ginn et awer an der Schoul. Déi kënnt Der net leugnen, mä déi ginn et.

(Brouhaha)

Déi ginn et op alle Fall net méi opgrond vun deem Cours.

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift! Här Engel, Dir hutt eleng d'Wuert.

Här Engel, wann Der wëllt virufueren.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, ech fueren och direkt weider. Wat...

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Allez!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wat mech...

(Interruption)

Wat mech nach gefreet huet, ze héieren, oder neen, net gefreet huet, wat mech nach gewonnert huet, ze héieren, an dat léisst awer déif blécken - an dat léisst awer déif blécken! -, Madamm Presidentin, Dir Damm an Dir Hären, dat ass, dass, wéi den Här Zeimet gesot huet, de Reliounsunterricht de „Fonds de commerce“ vun der CSV wär. Ma dat...

(Brouhaha)

Dass mir elo mat deem Reliounsunterricht hei de Fonds de commerce vun der CSV géifen zerschloen, dat hutt Der gesot! Ma dat léisst ganz déif blécken! Ech wëllt dat och just esou, kommentarlos hei stoe loossen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP fir dese Cours. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Madamm Presidentin, viru bal genee engem Joer hate mer hei an der Chamber de Projet de loi 6967 debattéiert a leider och nëmme mat de Stëmme vun der Majoritéit d'Gesetz gestëmmt. An domat hate mer d'Decisioun geholl, dass am Secondaire keng zwee Coursé méi, an zwar e sougenannte Reliouns- an e sougenannte Morallsunterricht wäeren, mä dass mer ee gemeinsame Cours fir all Schüler hätten.

Mir haten och deemools, de 7. Juli 2016, eng lieweg Diskussioun a mir waren e bëssen erstaunt doriwwer, dass d'CSV de Projet net matgestëmmt hat, well en eigentlech op der Linn vun hirem eegene Wahlprogramm louch. An ech muss awer soen, méi erstaunt war ech perséinlech iwwert de Vott vun eise Kollege vun déi Lénk, well ech eigentlech gemengt hat, si hätten den historesche Moment als solchen erkannt, mä gutt!

Zënterhier ass et zimlech roueg ginn ëm dat neit Fach am Secondaire. D'Uelzecht zitt weider duerch d'Wisen an den Himmel mécht eis och weider Wäin. A sollt dat emol manner de Fall sinn, dann huet dat méi mat der Meteo ze di wéi mat engem Schoulfach.

Haut dann, Madamm President, maache mer datselwecht wéi virun engem Joer, mä des kéier fir d'Primärschoul. Dat hat d'Regierung esou ugekënnegt, dass ass laang a breet diskutéiert ginn, an ech gesinn eigentlech och keng Ursach, fir déi 16 Minutten, déi mer als Riedezäit zur Verfügung stinn, voll auszenutzen.

Duerfir wëll ech emol un éischer Stell dem honorabele Rapporteur, den Här Delles, Merci soe fir seng Rapporten. Do stoung alles dran. Ech wëll awer och dem Auteur vum Exposé des motifs vum Projet de loi, dee mer haut debattéieren, Merci soen. Hei ass nämlech en Historique ugefouert, dee kuerz a sachlech de Wee vun enger Entflechtung vun der ëffentlecher

Schoul an der kathoulescher Kierch opzeechent. Dat ass eng interessant Lektür, déi op sechs Säiten och déi historesch Dimensionen vun deem Gesetz daitlech mécht.

Wat den Inhalt vum Gesetz ugeet, faassen ech mech kuerz. déi gréng sinn, wéi all aner Partei heibannen, der Meenung, dass „d'Eltere sollen decidéieren, ob hir Kanner eng reliéis oder eng net reliéis Erzéierung kréien.“ „Eltere mussen vill Décisiounen am Interêt vun hire Kanner huelen. D'Eltere sinn déi éischt Responsabel fir hir Kanner. An et gëtt Decisiounen, déi soll an dierf de Stat den Elteren net ewechhuelen. Dozou gehéiert de Choix, ob ee seng Kanner wëllt reliéis erzéien oder och net, an dee Choix muss de Stat respektéieren.“ Dat war elo e längert Zitat vum Här Zeimet senger Ried vum leschte Joer. An ech deelen déi Aussoen zu honnert Prozent, an och déi Ausso, dass de Stat den Elteren et och soll „erméiglechen, hire Choix mat hire Kanner ze liewen“.

Den Här Zeimet, deen ech en elo grad ugeschwat hunn, huet och virdrun e puer Saache gesot. Ben, fir mech ass et scho kloer, dass d'CSV jorzéngtelaang e bëssen am Schiet vun der kathoulescher Kierch gesurft huet, do, wou et hir gefall huet, an do, wou et hir manner gutt gefall huet, ass se dann och manner an deem Schiet gesurft.

Ech sinn ni der Meenung gewiescht, dass jiddwereen, deen an d'Mass geet, d'CSV wielt. An ech sinn och ni der Meenung gewiescht, dass all Mënsch, deen am Reliounsunterricht war, d'CSV géif wielen, soss géif jo nach haut bal keen eppes aneres wéi d'CSV.

Mä ech froen dann awer den Här Zeimet: Här Zeimet, sidd Dir dann der Meenung, dass een, deen an de Reliounsunterricht geet, haut besser versteet, wat am Noen Oste geschitt wéi een, deen net an de Reliounsunterricht gaangen ass? Sidd Dir dann och der Meenung, dass een, deen an de Reliounsunterricht geet, d'amerikanesch Politik an den amerikanesche President besser versteet wéi deen, deen an de Morallsunterricht gaangen ass? Dat war mir e bëssen esou duerchgeklongen an Ären Ausféierungen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Adam, den Här Zeimet wëllt lech just eppes froen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo. Ech wollt meng 16 Minutten net ganz ausnotzen, mä vlächit änneren ech meng Meenung jo nach.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Okay. Dir kënnt roueg Är Minutten ausnotzen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Den Här Adam huet mech ugeschwat, ech wëll em just seng Fro beäntweren.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Gären!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Dir hutt eng Fro gestallt an Dir vermëscht meng Ried. Dir vermëscht dat Kapitel iwwert de Reliounsunterricht, de konfessionellen, mat deem iwwert déi reliéis Wëssensverméttlung, wou dat Zitat, dass Der elo genannt hutt, komm ass. Natierlech sinn ech awer schonn der Meenung, dass deen, deen an engem Reliounsunterricht war, vlächit éischer en Zougang derzou huet wéi een, deen dat net gemaach huet. An ech si virun allem der Meenung, een, deen eng seriö reliéis Wëssensverméttlung an der Schoul gemaach huet, dat, wat Der ugeschwat hutt, sief et d'Vereenegt Staaten, och dat war e Beispill, sief et den Noen Osten, besser kann novollzéie wéi een, deen dat net gemaach huet.

(Interruption)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo. Merci, dat war e bëssen dat, wat ech...

► **Une voix.** - Dat stelle mer guer net a Fro.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dir bestätegt awer e bëssen dat, wat ech gefaart hunn. Wëssensverméttlung an de Reliounen wëlle mer jo grad just an der Schoul maachen. An Dir sot mer hei, dass een, deen an dem Reliounsunterricht wier, dass eventuell (veuillez lire: dass eventuell besser verstoe géif), an et ass genau dee moraleschen Usproch, deen ech dem Reliounsunterricht net zougestinn. Fir mech ass et keen Ennerscheid, ob ee Jugendlechen an ee Kand am Reliounsunterricht war oder an engem gutt gefouerte Moralunterricht fir déi do Froen.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Neen, ma natierlech, dat hunn ech jo och elo net gesot!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ma da si mer eis jo eens, Här Zeimet. Mir haten eis net gutt verstanen, mä mer schéngen eis eens ze sinn. Wonnerbar!

**(Brouhaha)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Et ass gutt. Wann ech gelift, Här Adam, wann Der wëllt virufueren.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Ech mengen, mer sinn eis och eens heibannen, datt dat net just fir déi kathoulesch Relioun gëllt, datt d'Eltere sollen hire reliéise Choix virlieden an och un hir Kanner weiderginn, och wann d'kathoulesch Relioun bis elo eng vill méi wichteg Roll gespillt huet wéi iergendeng aner Relioun bei eis am Land. Ech mengen, dat ass historesch bedéngt. Mir hu jo och nach aner Reliounsgemeinschaften mat hiren Unhänger hei am Land an déi Pluralitéit, déi mer an de Kulturen, an de Sproochen, an de Meenungen hunn, déi mécht och bei de Reliounen keng Ausnam.

Mir hunn eis a villen internationalen Accorden derzou verpflichtet, all Reliounen gläich ze behandelen. Dat ass net an alle Länner op der Welt esou. Et gëtt Länner, wou et eng Statsrelioun gëtt, wou aner Reliounen ënnerdréckt ginn, wou Leit, déi anescht gleewen, verfollegt a menacéiert ginn. A mir si frou, datt dat bei eis net esou ass. Mir sinn och frou, datt an eiser Verfassung steet, datt een och fräi ass, kenger Relioun unzegehieren a kenger reliéise Doktrin ze follegen. Do si mer frou driwwer an dat soll och esou an eiser Verfassung stoe bleiwen.

Mir stoung virum Choix...

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Sch! Wann ech gelift, loosst den Här Adam elo schwätzen. Dir kritt duerno d'Wuert. Här Adam, Dir kënnt virufueren.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mir stoung virum Choix, datt mer all Relioun, déi déi néideg Masse critique hat, an eis ëffentlech Schoul géifen eraloossen oder awer decidéieren, datt d'ëffentlech Schoul net déi richteg Plaz fir eng Glawensvermittlung ass. Mir hu vun Ufank un dës zweet Positioun, d'Positioun vun eiser Regierung, déi Positioun, déi mer haut ëmsetzen, favoriséiert. A mir sinn houfreg drop, datt mer zu Lëtzebuerg de Wee gi vun enger Schoul, déi sech neutral verhält, wat d'Reliounen betrëfft, déi sech duerfir awer beméit, eise Jonken eng Rei Wäerter vum gemeinsamen, solidareschen an demokratischen Zesummeliewen ze vermëttelen.

Et ass eis souguer onverständlech, wéi grad just déijéineg, déi ëmmer ganz haart jäizen, de Stat misst sech aus den Elteren hiren Decisiounen eraushalen, wat d'Kannererzëung betrëfft, esou staark drop bestinn, de Stat misst eng Panoplie vun ëffentlech finanziéierte Reliounsunterrechten an eisen ëffentleche Schoulen ariichten.

Mir deelen, wéi gesot, déi Astellung net. Mir droe mat, datt mir iwwert d'Konventiounen och de Reliounsgemeinschaften eng gewëss finanziell Hëllef ginn. Och mir erkennen de Phénomène religieux als Bestanddeel vun eise Gesellschaftleche Liewen un.

Mir begrëissen d'Aféierung vun engem gemeinsame Cours „Vie et société“. Mir si frou, datt mer no enger Rei Startschwierigkeiten - d'Emotiounen waren nun emol héich am Ufank - et awer zu enger konstruktiver Zesummenarbeit am Aarbechtsgrupp bruecht hunn. Mir si frou, datt vill Enseignanten déi Offer vu Formation continue fir dës nei Cours ugeholl hunn. Mir stinn zu de Lignes directrices, wéi se am Gesetz formuléiert sinn. Mir fannen et richteg, datt mat deemem Gesetz den nei Cours „Vie et société“ ee Cours gëtt, deen d'selwecht funktionéiert wéi all déi aner Coursen an der Schoul. Am Prinzip gëtt e vum brevetéierten Titulaire gehalen, e kann awer och wéi all déi aner Coursen dechargéiert ginn.

Mir ginn dervun aus, datt mer mat den Erfahrungen vun deenen nächste Joren och nach e puer Ännerungen, souwuel am Plan d'études wéi och am didaktischen Material wäerte kréien, esou wéi mer dat och bei anere Fächer kennen. D'Schoul ass jo schlisslech näischt Statesches.

Madamm Presidentin, wa mer dann haut decidéieren, an der Primärschoul dat ze maachen, wat mer virun engem Joer am Secondaire gemaach hunn, da gëtt et awer nach ee gréisseren Ënnerschied: Mir hunn, anescht wéi an de Lycéeën, och nach d'Eraufuerderung, eng Rei Leit, déi bis elo de Reliounsunterrecht an der Primärschoul gehalen hunn an deenen hire Patron de Bistum war, ze iwwerhuelen an eng nei beruflech Carrière unzibidden. Och dat hu mer virgesinn, mä dat maache mer da mam Projet de loi 7078, dee mer nach haut de Mëtte wäerten debattéieren.

Dat gesot, Madamm Presidentin, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Aféierung vun dem Fach „Vie et société“ an eise Grondschoulen an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Adam. Als nächsten ageschrieben Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grouse Merci un den Här Delles, fir unzefänken, fir dee ganz gudd Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Et huet, wéi den Här Zeimet gesot hat, eigentlech kee gestéiert gehat bis elo, datt mer dee Choix haten, also téschent dem Reliounsunterrecht an dem Morallsunterrecht an de Schoulen. Am Géigendeel, datt ass largement akzeptéiert ginn an der Gesellschaft. An déi Ännerungen, déi d'Regierung elo proposéiert, muss een dofir ganz kritesch hannerfroen. Ech mengen, dat Haaptargument, wat mer haut héieren, dat ass d'Neutralitéit. D'Neutralitéit vun der Schoul, wéi et heescht am Rapport, géintiwuer der Conception du monde.

Mä dat Neutralitéitselement vun der Regierung ass eng reng Hypokrisie. Well u sech ass dës Regierung ëmmer nëmme dann an der Neutralitéit vun der Schoul interesséiert, wann et ëm d'Interesse geet, déi hir net sinn. Mä wann ee kuckt, wéi präsent dës Regierung da mat hir Politik an eise Schoulen ass? Wéi dacks si Politiker vun dëser Koalitioun an de Schoule präsent? D'Oppositioun bal net!

Wéi ass et mat der Sexualopklärung? Mam Genderunterrecht? Mat der Indoktrinatioun iwwert den Zentrum fir politesch Bildung? Mat der Opklärung a Propaganda fir déi Konzeptioun vun der Entwécklungshëllef, wou Milliounen all Joer investéiert ginn, fir just an de Schoule Reklamm ze maache fir d'Regierungspolitik? An déi Parteien, déi hei konsequent an de Schoule präsent sinn a konsequent an de Schoule militéiere fir hir Politik, déi schwätzen eis elo vun der Neutralitéit vun der Schoul, wann et ëm d'Relioun geet. Dat ass net gläwiederdeg.

Dat Zweet ass grondleeënd, datt dës Regierung hei eng Organisatioun vun ëffentleche Raum, wat eng Verantwortung vun enger Regierung ass, verwieselt mat enger Dominanz vun ëffentleche Raum, mat enger Verdrängung vun aneren Akteuren, mat enger Verdrängung vun de Reliounen aus dem ëffentleche Raum, dee se fir sech selwer beusprocht. E Monopolusproch, net nëmme op d'Kannererzëung, mä och op d'Wäertvermittlung. Et ass en Zeeche vun Intoleranz, fir géint d'Kirchen am Beräich vun der Wäertvermittlung, wou déi jo awer hiert Wëssen an hir Erfahrung hunn, wëlle virzegoen.

An dat anert Argument: Den Europarat gëtt nach zitéiert. An enger Resolutioun vum Conseil des Ministres vum Europarat - dat huet eng gewëssen Zäit gebraucht, fir déi nozeliesen a se iwwerhaupt ze fannen, esou wichtig ass se - gëtt dann och nach gesot... Et steet iwwereng an där Resolutioun vun Ministerrot vum Europarat kee Wuert, datt de Reliounsunterrecht misst ofgeschaaft ginn. Kee Wuert! Dat steet guer net dran, wat hei am Rapport awer zitéiert gëtt, mä et steet do, do soll eng interkulturell Erzëung gemaach ginn. An dat interpelléiert, well wat ass eng interkulturell Erzëung? Ass dat iwwerhaupt eppes, wat mir hei am Land wëllen?

Wann een nokuckt, wat heescht dat: interkulturell? Dat ass eppes, wat vill méi wäit geet wéi multikulturell. Interkulturell heescht, datt all Kulturen op enger Basis vu kompletter Gläichwäertegkeet misse betruucht ginn. Kompletter Gläichwäertegkeet! Wa muer ee kënnt, dee Voodoo-Kulten huldegt an de Baron Samedi an de Baron Cimetière hei als gutt féinnt, dann d'äerfe mir keng Kritik doriwwer hunn, well d'Interkulturalitéit zwéngt eis zu der kompletter Gläichwäertegkeet vun der Unerkennung vun all anerer Kultur. Dat ass ee Wee, dee mir net matginn. Wie wëllt dann iwwerhaupt Interkulturalitéit?

Mä déi hei Regierung wëllt dat. Si huet souguer an dem urspréngleche Projet de loi, dat ass erausgeholl ginn opgrond vun enger Intervention vum Statsrot aus legisteche Grënn, mä an där ursprénglecher Beschriewung, wat de Sënn vun deem Cours „Vie et société“ ass, schreift d'Regierung selwer: «La tolérance dans la société interculturelle», also méi wäit wéi multikulturell. An et heescht do och an dem Projet vun der Regierung: «Le nouveau cours s'inscrit résolument dans une approche multi-référentielle.» Dat heescht, et gëtt och kee feste Bezugspunkt méi. Mir abandonnéieren eis eege Kultur u sech. Mir hu kee feste Bezugspunkt méi, dee mer eise Kanner wëllen offéieren, fir hinne mat op de Wee ze ginn, fir hinne et iwwerhaupt kënne se erlaben, sech selwer ze fannen, Kulturvirstellungen ze hunn, e Wäertesystem opzebauen - well mer hinne kee feste Bezugspunkt ginn.

Den Här Delles hat um Radio, um 100,7, nach dës Woch gesot: „Et gëtt kee Richteg a kee Falsch.“ An ech mengen, dat ass eppes, wat déi Approche vun der Regierung ganz gutt weist: Eigentlech déi Orientéierungslosegkeet, an déi mer eis Kanner eraloossen, wann den Här Delles oder d'Regierung hei eigentlech seet: „Et gëtt kee Richteg a kee Falsch. Mir sinn interkulturell, alles ass gläichwäerteg.“ An da wëlle mer dann do eppes opbauen.

Den Här Fayot, en ass elo net...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Kartheiser,...

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, natierlech kann den Här Delles mer eng Fro stellen. Dir rechent mer dat awer net un u meng Zäit.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, jo, dat ass kee Problem.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dat ass esou.

► **M. Lex Delles** (*DP*).- Merci villmools, Madamm Presidentin. Merci villmools, Här Kartheiser. An deem Interview hunn ech gesot: Et gëtt kee Richteg an et gëtt kee Falsch. An deem Cours hei ass et net, fir ze soen: Eng gewësse Relioun ass richteg an eng aner Relioun ass falsch. Dat war an deem Kontext, wou ech dat gesot hunn, fir wierklech hei déi Offenheet ze weisen. An ech hunn net gesot: Hei geet et drëm, dass d'Regierung dee Choix do soll huelen. Hei ass wierklech an deem dote Kontext vun de Reliounen geschwat ginn, dass an deem Cours do net gesot gëtt: Déi Relioun ass gutt, déi Relioun ass schlecht. Et ass dat, wat ech gesot hunn.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Majo genau dat ass dat, dofir hunn ech dat Beispill vum Voodoo zitéiert mam Baron Samedi a mam Baron Cimetière. Genau fir lech dat doten ze illustréieren, Här Delles, fir lech praktesch op Ären Interview ze äntwerten. Wann Dir sot, et ass keng richteg a keng falsch, da schléisst Der all méiglech Kulten doranner an. An ech weess net, ob Dir lech bewosst waart, wat dat do fir eng wäitreechend Ausso ass, déi Der haut hei nach eng Kéier widderholl hutt.

Et ass och net alles am Islam, menger Meinung no, richteg. D'Stellung vun der Fra am Islam ass zum Beispill e Sujet. Dir wëllt hei einfach ëmmer alles als gläichwäerteg duerstellen. Dat ass net esou. An ech mengen, datt, wann ee wëllt och d'Kanner zu enger Wäertvermittlung oder zu engem kriteschen Denken animéieren, da muss een hinne virun allem emol eng Basis ginn, opgrond vun där se déi Saache kënne evaluéieren.

Et ass d'Finalitéit vun engem Cours. Den Här Fayot hat déi Fro gestallt. De Reliouns- oder Wäertecours ass kee Cours d'instruction civique. Dat si grondsätzlech aner Saachen. Hei ginn aner Froe gestallt. Et gëtt d'Sënnfro gestallt, d'Verantwortungsfro vum Mënsch. Och an enger theologescher Perspektiv, a vill méi enger wäiter Perspektiv, an enger méi déiwer Perspektiv wéi just de Mënsch am Verhältnis zu engem staatleche Kader.

Mä wat d'Regierung hei eigentlech erreicht, dat ass de Relativismus, den Nihilismus. Dat ass eigentlech dee Wee, op dee sech dës Regierung engagéiert. Et ass net de Wee vun der ADR.

Mir wëllen, datt eis Kanner altersgerecht erzu ginn. Mir wëllen hinne emol fir d'Eischt e Fundament ginn, fir kënne Wäerter ze verstoen a selwer fir sech ze adoptéieren. Well Kritik - et ass jo gesot ginn, den Objectif vum Cours ass, ëmmer kritesch ze hannerfroen -, mä wësst Der, wéi schwéier et ass, richteg kritesch ze hannerfroen? Dat bedéngt immens vill Wëssen, ier ee Kritik formuléiert. An dat Wësse kréie se net méi. An do ass de fundamentalen Denkfehler. Et ass eng Inversiou vun der Sequenz vum Denken, fir esou hei ze argumentéieren.

Et gëtt e reliéisen Alphabétismus. Eis ganz Kultur, eis Wierder, souguer d'Wäertevirstellungen, déi hei solle vermëttelt ginn, déi sinn an eiser Kultur, an eiser Philosophiegeschicht net denkbar ouni den Apport vun de Reliounen.

Wéi sollen da kënne Wäerter vermëttelt ginn, ouni iwwer Reliounsgeschicht a Reliounswëssen iwwerhaupt kënne op déi Quellen zrëckzegegräifen, déi et engem erlaben, ze verstoen?

Alles hei gëtt ausgeblennt. Mir hunn hei eis Musik, eis Architektur, eis Begrëfflechkeeten. Eis Philosophie ass esou enk verbonne mat der Relioun, datt et zu enger Form vu reliéisen Alphabétismus kënnt, an deem eis Kanner herno emol net méi déi kulturell a literaresch Referenzen erëmmerkennen, déi eis eege Geschicht ausmaachen. Och dat ass eng Konsequenz, wann een ufänkt, Relioun aus eise Liewe wëllen erauszedrécken.

Déi Diversitéit: Firwat ass eng Regierung, déi iwwerall eigentlech trennt, am Sproochenun-

terrecht, déi ganz vill Filière mécht, déi eigentlech iwwerhaupt kee Problem domat huet, Schüler ze trennen, awer esou empfindlech, fir se ze trennen am Reliounsunterrecht? Dat ass och eng Form vun Diversitéit! Et ass d'Kennelieren an der Schoul vu verschiddene Glawensopfaassungen, u sech eppes Wäertvolles, eng Form vu Meenungsfräiheet, där et jo net gutt geet ënnert dëser Regierung. Well Reliounsfräiheet ass och eng Form vu Meenungsfräiheet! An och dat ass eppes, wat hei awer a Fro gestallt gëtt.

Mir als ADR si kloer fir de Choix, kloer! A wa mir - ech hunn dat virdu gesot an där anerer Diskussioun, hei soen ech et och -, wa mir an eng Regierung kommen, mir maachen dës réckgäנגeg. Mir si fir de Choix! An ech weess eben net, ob aner Parteien dee Wee och ginn. Mir sti fir Meenungsfräiheet. Mir sti fir Reliounsfräiheet. Mir sti fir de Choix. An dat heescht, datt mer net fir all Relioun op der Welt, mä fir déi haaptsächlech zu Lëtzebuerg vertruede Reliounen e staatlech kontrolléierte Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul géifen ermëglechen.

Well wat heescht et, de Reliounsunterrecht an eng Sphär ze drécken, déi baussent der ëffentlecher Schoul ass? Mä de Stat verléiert d'Kontrollméiglechkeeten! An dat ass och e wichtege Atout vun engem staatlechen oder staatlech matkontrolléierte Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul, well de Stat en Afloss huet op d'Programmer.

Wann een dat eraushält aus der ëffentlecher Schoul, verléiert och de Stat seng Kontrollméiglechkeeten. An an enger Zäit, wou mer iwwer Radikalisierung schwätzen, wou mer iwwert de Risiko schwätzen, datt sech parallel Subkulture bilden, déi sech och kënne radikaliséieren, ass et dann net en Atout, fir de Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul ze organiséieren? Alles dat gëtt lichtfankeg opginn!

De Stat huet hei, e stellt en Usproch op e Wäertemonopol. A mir refuséieren dat. Et ass e Stéck Fräiheet, fir och anere wichtege Akteuren an der Gesellschaft déi Méiglechkeet ze ginn, de Kanner, den Erwuessenen hir Wäerter ze vermëttelen an eben dann zu engem erwuessenen Uerteel ze kommen.

Mir respektéieren als ADR och d'Erzëigungsautoritéit vun den Elteren. Dës Gesetz stellt en Agrëff an d'Fräiheet vun den Elteren duer!

Mir wëllen och schlussendlech op d'Integratioun an eiser multikultureller Gesellschaft hiweisen, well mir hu keng Zukunft als Lëtzebuerger Gesellschaft, wa mer net d'Integratioun virundriewen. Mä déi Integratioun, déi muss virun allem an der Instruction civique sinn, wou mer eis fannen ëm eise Stat. Mä si brauch net ze sinn an der Relioun, well an der Relioun ass en Ausdrock vun Diversitéit, vu Fräiheet vum Mënsch, vu Meenungsfräiheet, déi mer wëllen erhalen.

Aus all deene Grënn wäert d'ADR dës Gesetz net matstëmmen an, wa mer d'Geleehheet hunn, et mat Freed réckgäנגeg maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschrieben Riedner hunn ech den Här „Déivid“ Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix**.- Aah!

► **Une autre voix**.- David!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- David! Pardon!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- David. Et ass Hebräesch an net Englesch.

(Hilarité)

Wa mer scho bei der Relioun sinn.

Merci, Madamm Presidentin. Bon, also et ass eng interessant Diskussioun. Et ass eng philosophesch Diskussioun, déi ee muss féieren.

(Brouhaha et interruptions)

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Dir enthaalt lech!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech erklären lech dat, wat Der net verstitt. Also a Wierklechkeet hu mir et u sech mat enger Aart Pseudokulturkampf ze dinn. Ech hat e bëssen den Androck elo - wann ech jiddwerengem nogelauschert hunn: Jiddwereen huet elo mat



Wärter ronderëm sech geschmass -, ech hat e bëssen den Androck, ëmzingelt ze si vu Paschtéier, vu konfessionelle Paschtéier a vu laizistesche Paschtéier. Mä si koumen all mat Wärter: „Meng Wärter géint deng Wärter oder neutral Wärter.“

Ech wéilt soen...

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Mä just Dir kennt d'Wourecht?

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Neen, justement net! An ech wéill net iwwer Wärter schwätzen! Well ech mengen net, datt een an der Schoul iwwert d'Wärter soll schwätzen. Ech mengen, et ass eng phenomenal philosophesch Regressioun, zemoos vun engem fortschrëttleche Camp, wann ee vu Wärter schwätzt.

Well Wärter, dat kënn vum dëser Säit: Den Här Kartheiser ass komplett kohärent a senger Approche. An Dir provozéiert och esou Diskussiounen, déi den Här Kartheiser herno benotzt! Well d'Diskussioun iwwer Wärter, dat war ni eppes vun der Lénker, dat kënn ni, dat ass ni vun eis komm. An et wonnert mech e bëssen, datt dat lech wonnert. Mä et gi Fundamenter.

(Interruption et hilarité)

Mir soe jo net..., ech kommen nach drop zréck!

Andeems een de Reliounsunterrecht ofschaft, duert d'Ofschaffung vum Reliounsunterrecht wäert et net dozou kommen, datt eis Gesellschaft méi kal oder méi konsumorientéiert gëtt. Si ass et scho laang!

An de Reliounscours, deen huet och net vill do géint geleescht. Et muss een awer wëssen, well ech mengen, déi Diskussioun muss een an engem globale gesellschaftlechen an och ekonomesche Kontext gesinn: Mir liewen an enger Welt, d'Ekonomie zu Lëtzebuerg, am Kapitalismus - ech hunn et schon héieren, Dir wousst, datt ech domadder kéim, jo! -, a wësst Der, dee gewënnt ëmmer géint alles. An dee gewënnt och géint d'Relioun.

(Interruption)

A vu datt zu Lëtzebuerg déi reliéis Autoritéit sech iwwer Joerzénge dem Kapitalismus verschriwwen hunn an hirem grouse Kampf géint alles, wat rout war, géint déi Gottlos an esou weider, géint déi, déi gekämpft hu fir hiert Brout, maja, dat huet elo dozou gefouert, datt se selwer vum Kapitalismus gefriess goufen. Dir hutt op dat falscht Päerd gesat! Dat ass eng Konsequenz dovunner.

Awer fir déi aner Säit, wat och gëllt, d'Afféiere vum Cours „Vie et société“, dat wäert och net dozou bäidroen, datt d'Gesellschaft méi oppe gëtt; si gëtt bestëmmt och net méi solidaresch. Well dobaussen, ausserhalb vun der Schoul, do ass d'Welt net méi esou solidaresch, an ëmmer manner. Do muss ee kämpfen, fir ze iwwerliewen. Do huet ee Konkurrenz. Do muss ee géint säi Matmensch kämpfen an net zécken, fir deem seng Plaz ze huelen. An dat ass souguer quasi den offizielle Mantra vun eise Regierungen, an der ekonomescher Politik zemoos.

Egal wéi gutt den Enseignant ass - an där ginn et der vill -, eis Gesellschaft huet d'Kräfte vum Geld entfesselt a liwwert se de Léiwen an der Arena vum Liewen. Wann Der mengt, Dir kéint Toleranz kréien, wéi Der dat nennt, oder Solidaritéit an och nach en ekonomesche System, deen op Konkurrenz berout, dann täuscht Der lech.

(Interruption)

Firwat net!

(Interruption)

Ech mengen, d'Schoul widderpigelt d'Gesellschaft, an d'Kontraktiounen vun der Gesellschaft, déi fanne sech an der Schoul erëm, a si widderpigelt och déi dominant Relioun. An déi dominant Relioun ass déi vun der Wuer. An ech denken nach drun, gëschter huet de Gilles Müller jo en Exploit erreicht, an ech hu ganz vill gelies: „Nation Branding“!

Deen Term kann ech einfach net ausstoen: Nation Branding. Nation Branding, Branding, dat ass eng Mark! D'Land ass zur Wuer verkommen, dat d'äerf een net vergiessen, wann een awer e bësse versteet, wat domadder gemengt ass. Mir musse Lëtzebuerg verkafen.

Ech wéill net esou wäit goen, Här Kartheiser, mä ech mengen, datt e Land aus Mënsche besteet, déi do liewen. Dat heescht, mir sinn an der Realitéit an enger Ideologie, wou alles zur Wuer degradéiert ass. Dat ass déi reell Relioun. An deen heite Cours, deen ernënnert mech och e bëssen dorunner. Hei ginn esou Wärter a Kulturen - philosophesch Kultur, politesch, re-

liéis Kultur - esou presentéiert wéi an engem Supermarché an et soll ee sech de Choix treffen, wéi wann ee Wäschmaschine géif kafen an et hätt ee verschidde Modeller.

Wann een iwwer Wärter wéll schwätzen - an do muss ee ganz gutt oppassen, an do ass de fortschrëttleche Camp, dee muss ganz gutt oppassen -, wann een iwwer Wärter wéll schwätzen, da provozéiert een duerno Diskussiounen wéi déi, déi den Här Kartheiser lassgetréppelt huet, zum Beispill iwwert de Voodoo, wou en och mat Klischeeë komm ass. Ech weess, de Voodoo ass net ganz bekannt, mä et ass anscheinend eng ganz komplex Relioun, et geet iwwert de Baron Samedi eraus.

Oder iwwert den Islam! Well da seet een dach: Okay, dann hu mer den Islam. Oder d'Chrëschtentum. Mä wat ass den Islam? Wat ass d'Positioun vun der Fra am Islam? Weess een dat hei? Ass dat wierklech esou evident erauszufannen? Ech mengen net! Et ass guer net esou evident. An am Chrëschtentum, weess een dann dat? Oder am Judentum? Et ass net esou evident. Et muss ee ganz gutt oppassen, wann een esou Diskussiounen ufeiert.

Ech mengen, an deem Cours gëtt eng Illusioun duerch eng aner ersat. D'Relioun kathoulescher Prägung als en Alpha an Omega vun der gesellschaftlecher Prägung gëtt ersat duerch eng Aart vermeintlech neutral Ideologie mat Wärter, déi nach proklaméiert ginn, mä déi an der Realitéit u sech net méi gelieft ginn.

Bis elo war et esou: E Reliounscours hate mer, deen d'Gesellschaft versicht huet ze erklären aus enger chrëschtlesch-kathoulescher Perspektiv. Bon, duerno si mer e bësse weiderkomm a mir duechten: „Et kann een net jiddwereen, all Kand zwängen, an dee Cours ze goen.“ An du gouf de Morallscours erfonden, dee versicht huet, d'Gesellschaft aus engem netreligiöse Bléckwénkel ze erklären.

An elo ass et esou, elo hu mer e Cours, deen den Usprouch huet, d'Gesellschaft wäertneutral ze erklären, wou nach verschidde Wärter souzesoen neutral duergestallt ginn a wou ee sech dann erauspicke kann, wat engem am beschte schmaacht. Mä déi faméis Neutralitéit, déi gëtt et net. An dat ass och, mengen ech, den Hoken un dëser ganzer Saach.

Well d'Wärter oder d'Kulturen, déi existéieren jo net vu sech selwer, déi sinn net einfach esou entstanen, déi sinn net vum Himmel erfouert op d'Mënschen. Ech mengen, de Problem ass deen, wann een zum Beispill och vu Wärter schwätzt, well et ginn... Toleranz zum Beispill. Dat Wuert „Toleranz“ ass e puermol gefall. Toleranz, dat heescht dulden, net? Dat heescht u sech, da geet ee schon dovunner aus, datt et Saache gëtt oder Mënsche gëtt oder Kulture gëtt, déi sinn net esou wéi ech. Ech sinn net Fan dovunner, mä ech toleréieren se, well ech minimal ziviliséiert sinn.

Mä kann ee wierklech d'Leit esou kategoriséieren oder Iddien esou einfach kategoriséieren, datt ee seet: „En ass anescht, well ech eben aus engem chrëschtleschen oder atheisteschen Raum kommen, an deen anere kënn aus engem islameschen oder buddhisteschen Raum“, an et reduzéiert een deen och dorobber? An ech reduzéiere mech selwer. Muss een do toleréieren?

Muss een Homosexualitéit toleréieren? Dat heescht, dass een dat net immens gutt fënn, mä et toleréiert een dat. Also, och esou vermeintlech positiv Ausdréck kënnen e bësse méi tricky sinn, mengen ech. Do muss een e bësse méi oppassen.

A mir mengen net, datt d'Schoul do ass, fir Wärter, esou positiv se och deemno wéi awer kënnen sinn, weiderzevermëttelen, mä fir d'Denke weider ze vermëttelen. A fir ze verstoen, firwat an engem gewëssene Moment en Evenement geschitt ass, en histoersch Evenement geschitt ass, firwat gewësse Philosophien entstinn, Reliounen entstinn, politesch Stréimungen entstinn... Déi entsi justement aus der Geschicht vun de Mënsche selwer. Si hu se fabrizéiert. An et kann ee se net einfach esou presentéieren an der Vitrin, well se vill méi komplex sinn a well se sech iwwerschniden.

Ech mengen justement, mir lafen e bëssen d'Gefor, fir eng essentialistesche Approche ze hunn. An ech géif gären och den Här Romain Hilgert zitieren, deen och e ganz gudden Artikel geschriwwen hat am „Land“, wou e seet: „Das Gesellschaftsbild von Vie et société in der Grundschule hat eine schwer kulturalistische Schlagseite. ‚Kultur‘ und ‚multikulturell‘ kommen gleich 59-mal vor, ‚Religion‘ und ‚religiös‘ sogar 82-mal. Die Menschen sind zuerst, was sie glauben und wie sie sprechen, einst ‚Rasse‘ genannt. Soziale, ökonomische und politische Kategorien werden nur am Rand erwähnt, (...)“

An ech mengen, dat ass de Problem, dee mer domadder hunn. Ech mengen, et gëtt Alternativen.

Mir haten der och scho virgeschloen. Et gëtt Approchen an der Schoul an Disziplinieren, déi een de Kanner schon didaktesch ka bäibréngen: Geschicht, praktesch Philosophie, wéi een dat nennt. Firwat souguer net Soziologie an esou weider an esou virun? Dat kann een de Kanner scho bäibréngen. Dat ka ganz interessant sinn. An do muss een dann net onbedéngt zu de Wärter oder esou vermeintleche Wärter recouréieren, fir duerno an eng ganz komplex Geschicht eranzekommen, fir dann neutral ze sinn iwwer eng Saach, wou ee par définition net kann neutral sinn.

Dat ass d'Ursach, firwat mir... Et ass och keng Katastroph „Vie et société“. Ech wéill dat awer och nach ennersträchen. D'Welt geet net enner. An et soll een och net d'Schoul iwwerschätzen. Also, ech sinn an de Reliounscours gaangen. Kuckt, wat aus mer ginn ass!

(Hilarité)

Also esou en Impakt muss et...

(Brouhaha)

An ee Joer Sainte-Sophie! Also, esou en Impakt huet et net onbedéngt. Neen, ech mengen, et d'äerf een et net iwwerschätzen. Et wäert weiderhin an den Enseignanten hänken, ob se e gudde Cours kënnen halen. Mä et ass net den Ennergang vun der Zivilisatioun. Et ass och elo net dee grouse Fortschritt, deen ee sech hätt kënnen vun esou enger Regierung erdenken. Dofir wäerte mer eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

Den Engel!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Jo, den Här Engel.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**.- Den Engel Albert.

(Hilarité)

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Den Engel huet eng Fro.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Sou! Also, sidd elo seriö! Den Här Engel huet elo d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Jo, ech hu just eng Fro un den Här Wagner. Bon, seng Virleerferpartei an Däitschland, d'SED, déi huet eng Keier zéng Gebote vun der Moral a vun der Ethik erausbruecht. Duerfir, Dir sot ëmmer, Wärter wäeren näischt vun der „Linke“, ausser dat waren eng Keier keng „Linke“, da mussst Der dat nach eng Keier erklären.

Mä Dir hutt elo grad gesot, d'Wärter, dat wär näischt vun der „Linke“. Mä wéi dann anescht wéi als Wäert definéiert Der Fräiheet, Gerechtgeet, Chancéglichheit, „Liberté, Egalité, Fraternité“? Wat ass dat dann, wann dat kee Wäert ass, deen Der... Dir sot jo, dat wär näischt vun deenen „Linken“, e Wäert? Wéi definéiert Der dann anescht...

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Neen.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- ...de Begrëff „Fräiheet“, „Liberté, Egalité, Fraternité“, Chancéglichheit, Gerechtgeet? Dat géif ech dann awer gär wëssen.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Wärter wéi Egalitéit, Fräiheet erkämpft een. Déi hu sech erkämpft.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Mä sinn et Wärter oder sinn et keng Wärter?

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Eis Virgänger, dat war net d'SED. Dir hutt Är Fro gestallt. Ech gi meng Äntwert, Här Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Mä sinn et Wärter oder sinn et keng? Dat wéll ech wëssen.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Mir kënnen eng philosophesch Diskussioun féieren, Madamm Presidentin.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Et ass just eng Fro.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Zwou Minutten, zwou Minutten!

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Eng hallef Stonn.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Zwou Minutten!

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Eis Virgänger, dat war net d'SED. An zum Deel ass dat och... An deem Fall wieren et och nach d'Virgänger vun der Sozialdemokratie, wann Der d'Geschicht vun der SED kennt. Mä soit.

Eis Virgänger, dat waren zum Beispill d'Spueniekämpfer oder d'Resistenzler. Dat heescht, déi Wärter, fir déi se agetruede sinn, vu Fräiheet, vu Gläichheit, dat ass eppes, wat een erlieft, an dat ass eppes, wat konkret muss sinn.

Wann een engersäits mat Wärter dohinnerkënn, an et seet een: „Et gëtt esou Wärter abstrakt, mä an der Realitéit an am Alldag gi se net esou erlieft, wéi dat de Fall ass.“ Egalitéit gëtt an eiser Gesellschaft jo net erlieft. Déi, déi fir d'Egalitéit kämpfen, wéi d'Gewerkschaften, dat ass eng Realitéit. Dat heescht, Wärter an der Schoul festzeleeën, ass geféierlech, well da kann ee mat verschidde Wärter kommen. Verstitt Der dat?

De Problem ass deen, datt Lénker ni mat Wärter komm sinn, mä mat der Erklärung - mat der Erklärung! -, rationeller Erklärung vun der Welt: Wéi entsteet eppes? An duerno a justement well se d'Welt verstinn, kënnen se kämpfe fir esou Wärter wéi Fräiheet, Emanzipatioun, Egalitéit, wat ëmmer eis waren.

A justement, wann een ufänkt, ideologesche esou virzegoe mat Wärter, da kënn een an Däiwelskichen, Här Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Merci, Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Merci och.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance**.- Mir hunn elo den Tour gemaach vun all den Deputéierten, déi ageschriwwen sinn. Ech ginn dann elo direkt d'Wuert un den Här Jugend- an Educatiounsminister an dësem esou liewegen Thema, fir eis seng Positioun ze erklären. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**.- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci och un all d'Intervenanten haut de Mëtten hei an dëser Debatt, déi, ech mengen, an engem ganz anstännege Toun gefouert ginn ass, zu engem ganz groussen Deel och sachlech gefouert ginn ass. E Meritt huet sécherlech dorunner och de Rapporteur, de Lex Delles. Ech mengen, e Meritt huet och de Spriecher vun der CSV, dee roueg geschwat huet, dee vill nogeduecht huet, mengen ech, während dem Schwätzen, och wann ech net ëmmer mat em d'accord war. Dorobber kommen ech nach. An e bësse Weltënergangsstimmung hate mer dann awer nach beim Fernand Kartheiser.

Et ass vum Claude Adam vun där histoersch Dimensionen vun dësem Gesetz geschwat ginn. An effektiv, wann een zréckkuckt, dat éischt Schoulgesetz vun 1843, wat d'Educatioun fest an d'Hand vun der Kierch geluecht huet, do huet et schon eng Zäitche gedauert, bis 1912, wou d'Schoul sech awer zum Deel emanzipéiert huet, wou de Bistum säin Droit de regard op déi regulär Schoulfächer awer huet missen opginn, de Reliounsunterrecht getrennt gouf, entkoppelt gouf vun deem normalen Unterrecht. Nach eng Keier laang gedauert huet et, bis 1968, du war de Reliounsunterrecht obligatoresch, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire. 1968 eréischt gëtt de Moralunterrecht am Secondaire agefouert, a bis 1998 huet et gedauert, datt en och am Fondamental eng Realitéit gouf.

A bei all deen dote Schrëtt, iwwer 150 Joer eigentlech, gouf och iwwert de Sujet vun der Plaz vun der Relioun an der öffentlecher Schoul diskutéiert, gestriden, heiansdo hefteg Debatte gefouert an der Politik an an der Gesellschaft. An d'Land war och méi wéi eng Keier ganz kloer gespléckt an där doter Fro.

Zanter 1843 huet déi Entwécklung d'Plaz vun der Relioun, och d'Plaz dann ëmmer vun der kathoulescher Kierch an der öffentlecher Schoul, awer och d'Entwécklung vun der ganzer Gesellschaft suivéiert. An am Réckbléck war et jeeeweils eng Upassung u verännert gesellschaftlech Realitéiten, déi zu deem Moment, wou se geschitt ass, ganz oft hefteg emstridden a souguer ëmkämpft war, wou se awer och duerno, am Réckbléck ëmmer als richtig empfongt ginn ass, an dat an engem ganz, ganz breede Konsens, och wann e sech eréischt duerno erausgebilt huet.

Datt dann d'Reliounen dominéieren an deenen dote Froen - d'Diskussioun ronderëm d'Relioun dominéiert an deenen dote Froen -, hu mer de Mëtteg och an der Debatt hei gesinn. Dir gesitt, et ass ganz, ganz vill iwwert d'Relioun diskutéiert ginn. An et ass awer och do nach ëmmer dee Punkt, deen dann awer geholl gëtt, fir se beleeden, datt een net op enger Linn läit.

Ech mengen, datt dat Schoulfach „Vie et société“ nach vill, vill méi ze bidden huet, a vill, vill aner Aspekter hätten och op d'mannst gradesou kënnen beliicht ginn haut de Mëtteg an der Debatt wéi d'Reliounen. Haut, denken ech, ass et awer och esou, datt déi Diskussioun an dee Schratt, dee mer hei maachen, wuel beleet gëtt vun enger gesellschaftlecher Debatt, déi awer wäitass manner hefteg gefouert gëtt, wéi dat bei deene Schrëtt virdrun, déi ech virdrun opgezielt hunn, nach de Fall war.

Eigentlech maache mer jo och zum Deel awer eppes ganz Normales am 21. Johonnert. Zum Beispill, doriwwer, datt Agenten, déi dem Bisum ennerstallt sinn, an der öffentlecher Schoul intervenéieren, denken ech, si mer eis eens, datt dat awer net an d'21. Joerhonnert gehéiert. Do misst eigentlech och eng CSV domadder kënne liewen, mat där Ausso. Wéi dat mat der ADR ass, dat weess ech net.

Doriwwer eraus wesse mer jo och, datt Lëtzebuerg haut en anert Land ass wéi nach bei deene Schrëtt, déi virdu gemaach goufen an där Entkopplung vu Relioun an der kathoulescher Kierch an der öffentlecher Schoul. Lëtzebuerg ass haut extrem méi heterogen mat ville verschiddenen Nationalitéiten, ville verschiddene Kulturen, ville verschiddenen Traditiounen an och Reliounen, déi präsent sinn. A fréier wéi haut gouf et der och ëmmer a gëtt et der nach ëmmer, déi sech als reliéis empfangen, an anerer, déi sech awer och als net reliéis an net gleeweg empfangen.

An enger méi homogener Gesellschaft, an enger komplett homogener Gesellschaft géif d'Fro vun engem Reliouns- an Ethikunrecht sech eigentlech aneschters stelle wéi haut zu Lëtzebuerg am Joer 2017. Do géif eng Generatioun hir Wäertevirstellungen an och hir reliéis oder net reliéis Iwwerzeugungen un déi nächst Generatioun viruginn. Nun ech denken, datt et richtig ass, datt mer haut d'Elteren do weider an d'Veantwortung huelen, an dat war jo och net kontestéiert ginn haut de Mëtten hei. Do stellt dat sécherlech kee Problem duer. D'Elteren, d'Relioungsgemeinschaft selwer, awer och déi net reliéis Denkrichtunge selwer sollen hir Iwwerzeugungen un eng nächst Generatioun kënne weiderginn.

Mir hu jo och hei en Iwwergangsmodell fir de kathoulesche Reliounsunrecht geschafen, mat 40 equivalenten Temps-pleinen, déi och an enger Iwwergangszäit nach vum Stat un d'kathoulescher Kierch finanzéiert ginn: E kathoulesche Reliounsunrecht, no hirer Responsabilitéit (veuillez lire: deen d'Kierch op hir Responsabilitéit) ausserhalb vun der öffentlecher Schoul kann ubidden. Nun, dat funktionéiert nach ëmmer alles. Fir d'öffentlech Schoul ass dat awer schon net méi esou einfach an enger heterogener Gesellschaft, wann dann d'Wäertevirstellung vum der Elterengeneratioun esou ennerschiddlech dach awer sinn.

Mir missten entweder ganz vill verschidde Wäertecoursen aféieren, well déi zwou Alternativen, déi mer haut hunn, géife jo wahrscheinlech dem Spigelbild vun der Lëtzebuergeser Gesellschaft haut net méi Rechnung droen. Och déi Propos, déi jo diskutéiert ginn ass an déi mer eis ganz seriö och ugekuckt hunn, vun engem Reliounenunrecht, denken ech, wär do keng Antwort drober gewiescht, well esou Modeller nach ëmmer derzou féieren, datt Kanner no reliéis oder net reliéis Virstellungen, meeschtens vun hiren Elteren, emol net vu sech selwer, getrennt ginn. An dat wëlle mer net.

A well d'Kanner, hir Elteren an eis Gesellschaft esou ennerschiddlech sinn, wär et an den Ae vun der Regierung eng verpasste Chance, wann d'Kanner weider grad an där Situatioun a gleeweg an net gleeweg Kanner getrennt géifen, wou een iwwer Wäerter, de Sënn vum Liewen, d'Zesummeliewen an enger heterogener Gesellschaft nodenkt, diskutéiert a sech géigesäiteg soll kënne kenneléieren.

Wéi wëllt ee sech eigentlech kënne kenneléieren, sech respektéieren léieren, wa grad an deene Momenter, wou een iwwer déi dote Sujete schwätzt, deen, deen een nach net kennt, net därer debäi sinn a matdiskutéieren? Wéi kann d'öffentlech Schoul esou hirer Roll gerecht ginn, fir eng Generatioun zesummen opwuessen ze loosse mat engem staarken Zesummenhalt trotz allen Ennerscheeder an engem grouse Respekt fir de Glaawen oder och d'Weltopfaassung vu senger Matmënschen?

Erlaabt mer, Madamm Presidentin, Dir Damen an Dir Hären, den Aerbzëschof Jean-Claude Hollerich ze zitieren, wat en am Te Deum 2017 gesot huet: „An do ass dann deen neien Defi, datt mer alleguerten am Fridden zesummeliewen. Dee Fridde muss méi si wéi Toleranz, well eng Toleranz, dat heescht jo just, datt ech deem anere gewësse Rechter ginn. Et muss Respekt do sinn, ee fir deen aneren. Mer müssen een deen anere verstoen an net ëmmer direkt dat Allerschlechtest eis denken, wann een eppes seet, wat eis (...) net (...) honnertprozenteg passt.“ Dat sot den Aerbzëschof Jean-Claude Hollerich am Te Deum vun dësem Joer.

Géigesäitege Respekt a géigesäitegt Verständnis kritt een, wann een deen anere kennt, weess, wat en denkt a vu wat en iwwerzeegt ass, weess, wéi deen anere grad zu deene Froe vum Liewe steet, déi eleng mat rationellem

Denken eigentlech net kënnen erkläert ginn. E wierklech déifgräifende Respekt entwéckelt een awer net, wann een, grad wann et ëm reliéis oder weltanschaulich Froe geet, d'Kanner auserneendividéiert. An deem Sënn stellt den neie gemeinsamen Unterrecht vun „Vie et société“ eng enorm Chance fir den Zesummenhalt an och e friddlecht Zesummeliewen an eisem klengen Land duer, och wann e fir munchereen op deen éischte Bléck mat enger gewëssener Traditioun wäert brieden.

Dat neit Schoulfach „Vie et société“ baséiert op dräi inhaltleche Schwéierpunkten. Et geet drëms, Wëssen a Verständnis vun de verschiddene Reliounen an och net reliéis Weltanschauungen ze vermëttelen. De Mënsch kann nëmmen dat verstoen an och nëmmen dat respektéieren, wat e kennt, an e brauch, an do sinn ech mat deem engen a mat deem aneren absolut d'accord, och e Bagage, fir Reliounen an aner Weltanschauungen ze dekodéieren, ze verstoen, Phenomeener ze begräifen.

En zweete Piliër ass ganz no un deem, wat mer praktesch Philosophie géifen nennen, wou Dialog a Reflexioun ganz grouss geschriwwen gëtt, wou sech mat Froe vu Liewen a Gesellschaft ausenanergesat gëtt, och kritesch ausenanergesat gëtt, wou Jonker och mat engem kritesche Geescht solle geimpft ginn, mat deem se duerch d'ganz Liewe solle goen.

An en drëtten Piliër vun deem neie Schoulfach Liewen a Gesellschaft ass d'Zesummeliewen. Dat ass eng Basiskompetenz fir d'Liewen an enger oppener an enger globaler Gesellschaft, déi net méi ewechzededen ass.

An do sinn ech mam Laurent Zeimet dann awer net ganz eens, datt hei Liewen a Gesellschaft, dat neit Schoulfach, esou duergestallt ginn ass, wéi wann elo de Stat, wien och ëmmer dat da wär, am Numm vum Stat géif definéieren, wat fir eng Wäerter datt an deem dote Schoulfach an der öffentlecher Schoul géife vermëttelt ginn.

Mir sinn eis alleguerten eens, datt et do ganz kloer e Kader muss ginn. Mënscherechter zum Beispill kënnen net a Fro gestallt ginn, kënnen net relativiséiert ginn. Mä op där anerer Säit geet et hei net drëms, fir virzedefinéieren, wat fir eng Wäerter enger nächster Generatioun do mussen ageimpft ginn. Mä et geet drëms, der nächster Generatioun d'Kompetenz mat op de Wee ze ginn, sech selwer bei där Villfalt vun Wäertevirstellungen do sech dat erauszuesuchen, wat zu engem passt, an awer och virun allem dat, wat aneschters ass, kennenzelieren a respektéieren ze léieren. Dat ass den Usproch vun dësem Schoulfach. A wann een eppes aneres hei behaupt, jo, da sinn ech och bei deenen, déi awer behaupt hunn, et hätt een et eigentlech net am Fong gekuckt, oder et muss ee vläicht dann awer Ennerscheeder genuch hei erausschielien, fir en negative Vott kënnen ze jugéieren.

Dee jonke Mënsch soll léieren, sech selwer e Bild ze maachen, d'Liewen an d'Gesellschaft ronderëm sech ze dekodéieren, sech kritesch mat allem ausenanerzesetzen an déi Ennerscheeder net nëmmer auszehalen, mä och deem, deen anescht ass, mat Respekt ze begéien, zesummen iwwer reliéis a weltanschaulich Differenzen ewech sech ze engagieren an zesumme Verantwortung ze iwwerhuelen, zesummen eis demokratesch Gronduerdnung ze verdeedegen, zesumme keen Zweifel an der universeller Gültigkeit vun de Mënscherechter opkommen ze loossen. Wann eis dat geléngt, dann hu mir zesumme vill erreicht fir e friddlecht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg an an der Welt an och géint de leider vill diskutéierten an noutwendeg diskutéierte Phenomeen vun der Radikalisierung.

Dat kann nëmme geléngen, wann all Denkrichtunge gläichermoosse präsent sinn. A wann ech soen, datt dësen historiesche Schratt an enger gewëssener Rou dach konnt gemaach ginn, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mir trotz der politescher Majoritéit, déi dëse Schratt matdréit, de Konsens mat der kathoulescher Kierch gesicht hunn, e Konsens, deen och säin Ausdrock an der Konventioun vum Januar 2015 tëscht der Kierch an dem Stat fonnt huet.

E méiglechste breede Konsens soll och gesicht ginn, wat d'Inhalter, d'Methoden an d'Léiermaterialien ubelaangt. Duerfir gouf de ganze Prozess och open an transparent dokumentéiert a souwuel de Conseil des cultes wéi och d'Veereenigung vun de laizisteschen Associatiounen - woubäi ech ëmmer gemengt hunn, datt nach aner Leit wéi déi, déi sech duerch de Conseil des cultes oder d'Veereenigung vun de laizisteschen Associatioune representéiert spieren, eigentlech och do misste méi staark nach mat erugezu ginn, déi sech allerdéngs net manifestéiert hunn - goufe regelméissig consuléiert.

En Aarbechtsgrupp, dee paritétesch besat war tëscht Reliouns- a Morallsensegnanten, begleet duerch Mataarbechter vum Ministère, huet um Inhalt vum Programm geschafft, un de Léiermaterialien an un de Léiermethoden. An och duerfir muss ech soen, ass et falsch, fir hei ze mengen, et kéint een elo politesch Auseinandersetzungen doranner féieren, datt Kritik um Programm, um Inhalt vun deem Fach geübt gëtt. De Minister, dee schafft kee Fach aus, keng Inhalter, definéiert keng Léiermethoden an och keng Léiermaterialien. E beoptragt Leit domadder, dat maache mer hei bei „Vie et société“, dat maache mer an all anerem Schoulfach esou.

A wann een dann hei seet, wéi de Laurent Zeimet et gemaach huet: „Relioun ass marginaliséiert, wat d'Contentue vu Liewen a Gesellschaft ubelaangt“, dann ass dat eng Kritik, déi sech net un de Minister richt. Duerfir soll ee sech dräimol iwwerleeën, ier een esou eppes wéi dat doten hei op der Chambertribün seet.

Dat ausgeschaffte Material kënnt Der alleguerten...

(Interruption)

Jo, ech sinn och fräi, meng Meenung dozou ze soen, dat maachen ech jo och hei.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift, loosst den Här Meisch elo schwätzen.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Wann Der all déi...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann Der wëllt, da stellt eng Fro, mä flätscht net dran! Här Minister, Dir hutt eleng d'Wuert.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Et stellt kee méi eng Fro, et flätscht och kee méi.

(Hilarité)

Dat ausgeschaffte Material fannt Der alleguerten op vieso.lu. Nei ass zum Beispill fir dëst Schoulfach, datt mer Verbindunge schafen tëscht der Programmkommissioun am Secondaire, déi jo scho fonctionnéiert, an deene Gruppen aus dem Enseignement fondamental, déi do d'Contentuen an d'Materialien definéieren, fir do wierklech e flotten a kohärenten Iwwergang ze kréien. Ech géif mer wënschen, mir hätten dat an anere Fächer an där doter Intensitéit och scho lafen.

Déi Formatiounen, déi ugebuede goufen - et ass alles schon erkläert ginn a gesot ginn do derzou, denken ech -, hunn eng Dynamik lassgetréppelt, déi esou grouss ass, datt mer all feststellen, datt ganz vill Titulaire-de-classes am Fondamental déi Formatioun gemaach hunn, dat Fach selwer wëllen enseignéieren, deem Fach eng grouss Bedeitung, eng grouss Wichtigkeet ginn, wierklech och wëllen hir Schüler an där doter Situatioun, fir iwwer Froe vu Liewen a Gesellschaft mat de Schüler ze diskutéieren, kenneléieren. Dat bréngt hinnen, denken ech, enorm vill - a bréngt wahrscheinlech och de Schüler enorm vill -, se a Situatiounen ze erliewen, wou et emol aneschters ass wéi am Mathematik-, am Franséisch- oder am Däitschunrecht.

Et si ganz pädagogesch Kofferen ausgeschaff ginn. Ech mengen, ech brauch dat hei net nach eng Kéier alles ze belichten. An de Claude Adam huet absolutt recht: Et ass elo e Fach wéi all anert och, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn. Mer leeën et eigentlech och an d'Hänn vun deenen, déi et duerno enseignéieren, wéi mer et mat all anerem Fach maachen. An et wäert net an et därer net do stoe bleiwen. Mir müssen eis Erfahrung maachen, mir müsse ganz besonnesch am Ufank och dorauer léieren. A mir wäerten dat dann och deementspreechend adaptéieren, wann et noutwendeg ass.

Vläicht, Madamm Presidentin, wann Der mer ganz kuerz nach erlaabt - ech versprechen lech, beim nächste Projet sinn ech och méi kuerz -, vläicht e Wuert nach zum Wuert „Séil“.

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Wa mer d'Fach Liewen a Gesellschaft scho gehat hätten, dann hätte mer geliert, datt dat Wuert eigentlech aus dem heedsche Glawe kënnt an datt domadder beschriwwen ginn ass, datt déi Doudeg weider an hirer Séil existéieren. D'kathoulescher Kierch huet sech duerno dann déi doten Terminologie an dee Begrëff och ugéegent a weidergefouert. Mir kennen en haut nach.

Et huet also net reng eppes mat dem C ze dinn, Här Zeimet. Duerfir kann een och dodrop

zréckgräifen. An Dir hutt net de Monopol dorobber, mä...

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Dat huet och kee behaupt!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- ...mä dat doten, dat si Froen, wéi se do bei „Vie et société“ wäerten thematiséiert ginn. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Minister. D'Debatte wären u sech dann elo ofgeschloss. Da géife mer elo direkt un d'Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7010 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme an dann d'Prokuraen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

(Brouhaha)

Et sinn 32 Stëmme derfir, da schéngt den Apparat jo awer gaangen ze sinn. An da 26-mol Nee an zwou Abstentiounen. Sou, domat ass dëse Projet 7010 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren?

(Assentiment)

Merci alleguerten.

Da komme mer zu deem nächste Projet. Dee bleift u sech am selwechte Secteur. Et ass de 7078. Do geet et ëm d'Reprise vun den Enseignanten an de Chargé-de-coursen, déi d'Relioun enseignéiert hunn. An ech ginn direkt dem Här Rapporteur Lex Delles d'Wuert. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

10. 7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles** (DP), *rapporteur*.- Merci villmoos, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mer dann de Cours „Vie et société“ an der Grondschool agefouert hunn, schafe mer elo mat dësem Projet de loi d'ge-



setzlech Basis, fir d'Personal, wat bis elo déi Reliounscoursé gehalen huet, ze iwwerhuelen an op nei Posten ze affektéieren.

Ech wéilt vläicht am Ufank nach eng Kéier op d'Konventioun ze schwätze kommen, déi de Stat, de Bistum an déi aner Reliounsgemeinschaften de 26. Januar 2015 - wéi mir haut schonn e puermol héieren hunn - énnerschriffen hunn. Aus där Konventioun geet eben net nëmmen d'Schaf vum neien „Vie et société“-Cours ervir, mä eben och verschidden Obligatiounen, déi de Stat bei der Organisatioun vun der Reprise respektéiere soll. Dozou zielt ënner anerem, dass d'Enseignanten an d'Chargé-de-coursen an der Éducation nationale sollen ënnerdaach kommen an dass si keng Abousse bei hirer Carrière oder hirem Salaire sollen hunn.

Genausou soll de Stat och berufflech Perspektiv schaffen, sief dat duerch d'Unerkennung vun hirer Expérience oder duerch eng Offer u Formation-continuen. Ech mengen, dass et op dëser Plaz ganz wichteg ass, ze ënnersträchen, dass et net weinst enger politischer Decisioun ka sinn, dass een eppes bei senger Carrière kéint verléieren. Och d'Tàche, déi d'Leit an Zukunft kréien, soll mindestens där entsprechen, déi se virdu beim Bistum haten. Fir d'Enseignanten, déi Deelzäit beschäftegt waren, gétt d'Tàche jee weils op 25, 50, 75 oder 100% opgerénnt, also no uewen.

Wa mer vun der Éducation nationale schwätzen, da si mer natierlech och direkt beim Stage a beim Cycle de formation. Hei war et ugeduecht ginn, alleguerten d'Leit ze dispenséieren, mä de Statsrot hat domat seng Schwierigkeiten. Elo ass et esou, dass d'Leit, déi virum 15. September 2017 scho mindestens dräi Joer Expérience hunn, vum ganze Stage dispenséiert ginn. Fir déi aner hänt d'Dauer vum Stage vun der Dauer of, wéi laang se schonn de Reliounsunterrecht am Virfeld gehalen hunn.

Der Regierung goung et net dréms, deene betroffenen Enseignanten, déi vläicht scho säit Jor zéngt mat vill Häerzblutt an Iwwerzeugung Reliounscoursé ginn hunn, den Teppich ënner de Féiss ewechzeziehen. Et war der Regierung vun Ufank u wichteg, eng korrekt a fair Offer fir d'Enseignanten an d'Chargé-de-coursen ze schaffen. Dat ass och geschitt.

Madamm Presidentin, wa mer eis ukucken, wien am Moment déi Reliounscoursen an eise Schoulen hält, da stellt ee fest, dass et grouss Ennerscheeder bei de Leit ginn, souwuel wat hir professionell Expérience ugeet wéi awer och hir Etuden, Formatioun oder berufflech Qualifikatioun. Et ass also e ganz heterogene Grupp. Wa mer dann op där anerer Säit kucken, wéi strikt d'Konditiounen sinn, fir an d'Éducation nationale eranzekommen, fir soumat eng héich Qualité scolaire ze garantéieren, dann ass et kloer, dass déi betroffenen Enseignanten a Chargé-de-coursen net einfach esou hu können iwwerhol ginn. Et huet ee jee no Qualifikatioun missen differenzéieren a Formatiounen ubidden, déi dem jee weilege Profill zougeschneidert gi sinn.

Wéi geschitt dat dann elo konkret, Madamm Presidentin? Ma d'Enseignanté ginn an zwou grouss Kategorien agedelt: D'Enseignanté mat engem Diplôme d'études secondaires kommen an d'Réserve des suppléants, déi jo schonn duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 besteet. Da gétt awer duerch dës Projet de loi nach eng Kategorie geschafen, an zwar d'Réserve des auxiliaires éducatifs fir all déi Leit, déi eben net können an d'Réserve des suppléants goen.

Ech fänke mat der Réserve des suppléants un. Nieft de gefuerderte Sproochekompetenze gesäit dës Projet vir, si och eng Retsch theoretisch Formatiounen maachen ze loosenen. 120 Stonnen, fir genee ze sinn, déi a siwe Modullen opgedeelt sinn. Dat geet da vun der Legislatioun iwwert d'Pädagogik bis hin zu Sciences humaines, Éveil aux sciences an anerem. Hei si verschidden Dispensen och méiglech, jee no Profill vum Enseignant. Derbäi kënnt dann nach eng praktesch Formatioun vun ënner anere 30 Unterrechtsstonnen an deene véier Cycle vun der Grondschool oder enger Klass vun der Edif oder evidentement dem Centre de l'ogopédie. Souwuel déi theoretisch wéi och déi praktesch Formatioun gi mat engem Examen sanktionéiert. Falls den Agent d'Exame packt, da kritt hien e Certificat de formation ausgestellt a kënnt definitiv an d'Réserve des suppléants.

An deem Kontext ass et och wichteg, ze soen, dass d'Leit, déi u Minimum 80% vun der theoretischer Ausbildung deelgeholl hunn an un

der kompletter praktescher Ausbildung deelgeholl hunn, och an d'Réserve des suppléants kommen, allerdéngs dann hannert déi Enseignanté mat deem Certificat de formation. Dat nämlecht géllt iwweregens och fir alleguerten déi iwwer 57 Joer.

À propos Alter. Och d'Altersdechargen, vun deenen d'Leit konnte beim Bistum profitéieren, bleiwen an hirer neier Funktioun bestoen. Et soll, wéi gesot, zu kengem Nodeel, zu kenger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditiounen kommen.

Wat hir Carrière ugeet, esou komme si an d'Carrière vun de Chargés de cours, also an d'Carrière E2. Den Agent fiert och beim nämlechten Echelon weider wéi deen, deen e beim Bistum erreicht huet.

Madamm Presidentin, ech komme bei déi zweet Kategorie, an zwar d'Réserve des auxiliaires éducatifs. Och si mussen éischtens emol e gewëssene Sproochenniveau opweise kënnen. Da kommen och bei hinnen nach eng theoretisch an eng praktesch Formatioun derbäi. Déi theoretisch Formatioun gesäit 90 Stonnen vir, opgedeelt op 50 Stonnen Tronc commun a 40 Stonnen spezifesch Formatioun. Zu der praktescher Formatioun gehéiert och nach ee Stage d'observation vun 30 Stonnen.

D'Leit, déi op d'mannst un 80% vun der theoretischer Formatioun deelgeholl hunn an de komplette Stage d'observation suivéiert hunn, kréien dann de Certificat de formation ausgestellt.

Zu de Missioun vum de Leit an der Réserve des auxiliaires éducatifs kann ee soen, dass dës ganz villfältig kënnen sinn. Dat geet ënnerem vum Accueil an der Surveillance vu Kanner oder Jugendléche téschent de Coursen bis zu dem Encadrement vun de Kanner bei Ausflug oder soss regelméissegen Déplacements oder dem Titulaire de classe mat enger Hand zur Säit ze goen. Och si behalen iwweregens hir Dechargen, déi si virdu beim Bistum haten.

Wichteg ze ënnersträchen ass och, dass et eng Offre de reprise ass, déi dräi Joer gëlt ass. Et gétt also kee gezwongen, sech vun haut op muer ze entscheeden.

Madamm Presidentin, zum Schluss kommen ech nach zu engem weidere Punkt vun dem Projet de loi, an zwar deene 40 Vollzäitposten, déi solle beim Bistum bleiwen, fir kënnen ee Reliounsunterrecht an de Paren ze organiséieren. Dës gi weiderhi vum Stat finanziert, bis dës Leit an d'Pensioun ginn. Si ginn also duerno net méi ersat. Dat ass och, mengen ech, e faire Komproméss, dass déi kathoulesch Kierch kann an enger Iwwergangsphas nach op Leit zrëckgräifen, déi schonn eng gewëssen Expérience am Enseignement hunn.

Fir déi verschidden Avise verweisen ech gären op mäi schrëfteleche Rapport. An ech wéll awer och op dës Plaz de Kollegen aus der Educatiounskommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht a ginn och heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Merci dem Här Rapporteur Lex Delles. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Majoritéit huet dann elo virun e puer Minuten de Reliounsunterrecht ofgeschafft. Dës Decisioun huet natierlech och direkt Konsequenzen op d'Reliounsenneignanten, déi sech haut net gutt spieren, déi sech zum Deel zanter ville Joren an der Schoul engagéiert hunn,...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Neen, neen, Madamm Lorsché, si spiere sech net gutt!

...déi mat Freed a Begeeschterung hirem Beruff als Reliounsenneignant nogaange sinn, déi Kanner op hirem Liewenswee begleet hunn, déi Famille begleet hunn an déi och zu hirer Schoul gehéiert hunn an déi haut gesot kréien: „Däi Cours an Du, Dir sidd net méi gewollt.“ Ech soe bewosst: „Du bass net méi gewollt“, an net: „Du géss net méi gebraucht.“

Der Majoritéit ass et dréms gaangen, de Reliounsunterrecht ofzeschaffen. Mä dës Decisioun ass net ouni Konsequenzen op d'Liewe vun deenen, déi de Cours gehalen hunn. D'Ofschaffung vum Reliounsunterrecht war vun der Regierung annonciert a gouf an der Konventioun mat der kathoulescher Kierch virun zwee Joer zementéiert.

Wéi en passant iwwert d'Käpp vun de Betreffenen ewech iwwert deenen hiert Schicksal konnt decidéiert ginn, dat bleift d'Geheimnis vun

deenen, déi um Verhandlungsdësch souzen. Zweek Joer net wëssen, wat een erwaart, zwee Joer kontradiktorech Aussoen iwwert déi eegen Zukunft héieren.

(Brouhaha)

Elo den 10. Juli... Ech mengen, déi gréng Fraktioun huet Froen, Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Neen, ech mengen, Dir hutt eleng d'Wuert. Fuert emol virun!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci. Elo den 10. Juli, nëmmen zwee Méint virun der Rentrée, gétt et dann elo méi oder manner Gewëssheet. Eng Decisioun méi wéi op de leschte Stëppel. Woubäi mer eis jo bewosst sinn, datt eng ganz Rei vun deenen Dispositionen eng réckwierkend Ofseening vu Fakten ass, déi an de leschte Méint geschaf goufen.

De Projet de loi ass eréischt am Oktober 2016 deposéiert ginn, d'Konventioun mat der Kierch ass, wéi gesot, aus dem Januar 2015. Wéi onviret de Minister an d'Regierung un dës Dossier erugaange sinn, weist sech eleng schonn un dësem Zäitverloscht. Kee sollt eppes verléieren, huet et geheescht. Mä Dir musst jo awer verstoen, datt esou eng Ausso dach an den Ouere vun deene Betreffenen, vun de Reliounsenneignanté liicht zynesch klängt, well natierlech verléiere se vill. Se verléieren hire Beruff. Se verléieren dat, wat se gär an engagéiert gemaach hunn. Se verléieren e Stéck vun hirer Biografie.

(Interruption)

Well natierlech, et ass e radikale Broch. An dës radikale Broch, dee gehäit och e Schiet op dat, wat se bis elo gemaach hunn. An déi Reliounsenneignanten hunn ëmmerhin och am Opdrag vun dem Stat hire Cours an de Schoule gehalen. An dës Stat seet hinnen haut: „Mir wëllen dee Cours net méi.“ An domat geet viles verluer fir eis Kanner, fir d'Enseignanten an och fir d'Gesellschaft.

Madamm Presidentin, wa mer eis fir e Moment gedanklech an d'Logik vun der Majoritéit versetzen, da soen ech: Dir hutt lech sécherlech beméit, fir de Leit eng Offer unzébiden. Se hunn eng berufflech Perspektiv. Se kënnen weider mat Kanner schaffen.

Mä Dir hutt natierlech dee Problem, deen Der elo musst léisen, och selwer geschafen.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Et ass schwéier, ze jugéieren, wéi Diskussiounen verlaf sinn, bei deenen een net derbäi war. Et kann een awer nëmme feststellen, datt déi Leit, wa se aus Reunione kounen, ëmmer méi veronsécher waren, wéi ier se an déi Reunion erogaange sinn, an datt se laang hu missen op Äntwerte waarden. A fir vill Enseignanten ass et bis haut nach net novollzéibar, firwat et ni a Fro komm ass, datt och si vläicht kéinten dee Cours „Vie et société“ halen an net nëmme Chargé sinn, firwat de Bachelor en pédagogie religieuse guer keng Unerkennung fonnt huet, firwat se esou vill fir hir Coursen hu misse streiden a schlisslech bleiwen och nach eng ganz Rei vu Froen op, wat d'Auxiliaires d'éducation betrëfft.

Mir stëmmen dëst Gesetz net! Dat ergëtt sech eleng schonn aus deem Vott, dee mer virdu gemaach hunn. Mat eis wär et net zu enger radikaler Verbannung vum Reliounsunterrecht aus de Schoule komm. An ech hat a menger Ried virdu och e puer Pisten opgezechent, déi een hätt kënnen envisagéieren an déi och de Reliounsenneignanten eng Perspektiv gebueden hätten.

Dës Projet ze stëmmen, géif bedeuten, dës Ofschaffung vum Reliounsunterrecht nodréiglech dann awer nach ze akzeptéieren. Et géif och heeschen, d'Virgoen an den Émgang mat de Betreffenen nodréiglech guttzeheeschen. An näischt vun all deem kënnt a Fro. An dofir droe mer dës Projet och net mat.

An ech soen awer och hei dem Rapporteur Merci fir seng Aarbecht. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Merci dem Här Zeimet. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn an de viregte Rieden ënnerstrach gouf, berout d'Afiere vum Cours „Vie et société“ am Lycée wéi och am Fondamental op engem Accord téschent dem Stat an dem Bistum, dee jo Patron war an dem Fall. Dat, well dës Koalitioun déi reliés Neutralitéit vun eise Schoule wéllt garantéieren.

De Stat huet sech awer och derfir engagéiert, fir de Reliounsproffen a -schoulemeschteren nei Perspektiven ze bidden. D'Profes goufen an d'Lyceën integréiert an am Kader vun deem heite Gesetz setze mer dann dat Engagement vum Stat vis-à-vis vun de Betreffenen em, déi Reliounscoursen am Fondamental ginn.

Mir garantéieren hinnen also weider hiren aktuelle Salaire an hir Carrière. Vun Ufank u war dat d'Verspriechen an dat Versprieche gétt och agehalen. Mir schafe professionell Perspektive fir si an erlaben hinnen, eng Aarbecht am Enseignement ze fannen. Mir maachen dat, well mer, wéi gesot, Engagementer am Kader vun eiser Konventioun mam Bistum hunn.

Madamm Presidentin, ech ginn net op d'Detailer vum Gesetz an d'Konditiounen, déi déi betraffe Persounen erfille mussen, an, datt huet den exzellente Rapport vun Här Delles scho gemaach. Ech wéll just prinzipiell ënnersträchen, dass mer hei wierklech no enger fairer Léisung gesicht hunn.

Fair net nëmme fir déi, déi bis elo déi Reliounscoursé ginn hunn. Déi dat och, wéi ech et virdu och scho gesot hunn a menger Ried, zu engem ganz groussen Deel ganz gutt gemaach hunn, ganz engagéiert gemaach hunn an zum Deel och ganz objektiv a sécher och neutral allgemeng Wäerter vermittelte hunn. Et ginn iwwerall schwaarz Schof, och heibannen an am...

► **Une voix.** - 23!

(Brouhaha)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...an am Enseignement, iwwerall. Mä ech ginn dervun aus, dass deen absolute Gros dat och ganz gutt gemaach huet. Fair net nëmmen, wéi gesot, fir déi, déi bis elo d'Reliounscoursé ginn hunn, mä och fair fir d'Schüler am Fondamental, déi et verdéngen, vu qualifiziertem Personal ënnerriicht ze ginn.

Mir begrëissen derfir, dass Formatiounen virgesi sinn, fir déi Betreffen och op den néidege schouleschen Niveau ze bréngen. Déi Formatiounen variéieren jee nodeem, wéi eng Ufanksformatioun a wéi eng Expérience een huet. Dat huet den Här Delles jo och gesot.

Si kënnen soit an d'Réserve des suppléants soit an d'Réserve des auxiliaires éducatifs, déi nei geschaf ginn ass, kommen. An 71 vun hinnen, déi d'Première oder eng Treizième haten, hunn dann och e Cours vun 120 Stonnen Theorie an 30 Stonnen Praxis gemaach. A 55, déi eng Troisième oder eng Onzième haten, hunn déi 90 Stonnen Theorie an déi 30 Stonnen Praxis dann och gemaach. Déi 71 schaffen dann och elo als Chargé am nächste Joer.

Domat ass dës Léisung dann och nach fair fir déi aktuell Supplémenten, déi och hu missen duerch déi Formatiounen goen. Dat ass natierlech keen einfachen Iwwerengang, dat si mer eis och alleguer bewosst. Wann ee jorelaang a sengem Beruff geschafft huet an dann op eemol eng nei Situatioun virfënn, dat ass sécherlech net einfach fir déi ronn 140 Concernéiert gewiescht. An d'äers si mir eis allegerent och bewosst. Deem ware mer eis och an der Kommissioun bewosst.

Mä wann een eng Decisioun hält, wou Konsequenzen dru sinn, da muss een natierlech och kucken, déi esou fair wéi méiglech fir déi Bedeelegt ze iwwerbrécken. An dat, mengen ech, hu mer hei gemaach. Dat war eis allegerent bei all Diskussioun och een Haaptuleis.

Madamm Presidentin, et ass awer en néidege Schratt, dee mir hei huelen, fir ze garantéieren, dass eis Schoulen an Zukunft Wäerter vermëttelen, an deene sech all eis Schüler ermëffanen, andeems mer och sécherstellen, dass net just eng Relioun Antrëtt an eis Schoule fénn, mä andeems mer ebe grad de Schüler e Weltbild enseignieren, an deem alleguerten d'Relioune virkommen.

Mir sinn der Iwwerzeugung, dass dat Zesummeliewe vun alle Konfessiounen an eiser Gesellschaft eis Gesellschaft och verbessere wäert. An domatter ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel,** *Présidente de séance.* - Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Madamm Presidentin, och de Vertrieder vun der CSV huet et festgestallt gehat: Mir hu mat deem Projet 7010 vu virdu effektiv de Reliouns- an de Morallsunterrecht an eise Primärschoulen zugonschte vun engem eenzege Cours ofgeschafft. Domat hu mer dann awer och déi Situatioun aus der Welt geschafft, déi mir als Gréng ëmmer widderspreechlech fonnt hunn,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

näamlech datt mer an eisen öffentleche Schoule Leit schaffen hunn, déi zwee verschidde Patronen haten: engersäits d'Léierpersonal, dat direkt dem Ministère de l'Éducation ënnerstallt war a wou de Chef hiérarchique de Schoulinnspekter war - an ab der nächster Rentrée den zoustännege Regionaldirekter -, an anersäits d'Leit vum Reliounsunterrecht, vun deenen de Reliounsinspekter vum Bistum de Chef war.

Vun der nächster Rentrée u schaffen nëmme Leit an eisen öffentleche Schoulen, deenen hiren direkte Patron de Ministère de l'Éducation nationale ass. A mir fannen dat gutt esou. Vum éischte Moment un, wou d'Regierung deklaréiert huet, si wëllt kee getrennte Reliounsunterrecht méi an den öffentleche Schoulen, ass och ëmmer kloer gesot ginn a mam Bistum festgehale ginn, datt de Ministère sech senger Verantwortung vis-à-vis vum Personal net géif entzéien an all Mënsch, dee bis elo fir de Bistum an der Schoul geschafft huet, géif och an der öffentlecher Schoul eng Plaz fannen.

Trotz dëser klarer Ausso ass et natierlech ze enger relativ grousser Onzefriddenheet beim Reliounspersonal komm, an dat aus Grënn, déi ech duerchaus novollzéie kann. Ech hunn net, wéi den Här Zeimet et e bëssen uklänge gelooss huet, d'Reliounsleit gesinn, ier se an d'Versammlung gaange sinn, an dann erëm, wa se aus der Versammlung komm sinn. Ech hat awer och Entrevuë mat deene Leit an ech hunn eigentlech zwee Grënn fonnt, wou déi Onzefriddenheet hierkomm ass, an, wéi gesot, se sinn novollzéibar.

Eng Persoun, déi decidéiert huet, wëlle Reliounsunterrecht ze halen, engagéiert sech op e bestëmmte Wee, mécht déi eng oder aner spezifesch Formatioun, moolt sech eng berufleche Carrière aus, setzt sech perséinlech a berufleche Ziler, plangt säi Liewen, an an engem Liewesplang ass d'Aarbecht nun emol eng ganz wichteg Komponent.

Wann ech da meng perséinlech Liewesplanung muss änneren, well eng Regierung, déi ech gewielt hunn oder net gewielt hunn, mir mat enger Decisioun e Stréch duerch d'Rechnung mécht, da sinn ech rosen. Dat ass mënschlech, dat ass verständlech, domat war ze rechnen.

An natierlech mécht e Mënsch sech Suergen, dee gesot kritt: „Dee Beruff, deen s du geléiert hues a fënnf, zéng, zwanzeg oder nach méi Joren ausgebaut hues, deen huet keng Zukunft méi. Du kriss d'Garantie, datt een neie Patron dech iwverhëlt, mä du kriss eng aner Aufgab. Du muss dech ëmbilden, du muss dech weiderbilden!“ Datt esou e betraffene Mënsch sech ongerecht behandelt a bestrooft fillt, ob-schonn e soss näischt gemaach huet wéi seng Aarbecht, ass och duerchaus nozevollzéien.

Den Ierger aus de Reie vum Reliounspersonal, wéi et wierklech escht ginn ass mat de Pläng vun der Regierung, wéi de Minister ugefaangen huet, dat ëmzesetzen, wat en ugekënnegt hat, war also net verwonnerlech, mä virauszege-sinn.

Madamm Presidentin, mir mengen, datt eis Regierung, datt de Minister Meisch am Dossier Reprise vum Reliounsenseignanté ganz gutt geschafft huet, datt dat Gesetz, wat mir de Mëtt heit stëmme, ee gutt a fairt Gesetz ass, datt de Minister dat Mënscheméiglech gemaach huet, fir eng ganz gutt, eng gutt oder zumindest eng acceptabel Offer fir all Betraffene ze fannen.

A wann ech och wierklech vill Verständnis fir d'Suergen an den Ierger vun de Betraffenen hat, wéi de Prozess ugefaangen hat, dee mer

haut mat zwee Gesetzer ofschléissen, da wëll ech nach eng Kéier ganz bestëmmt am Nimm vu menger Fraktioun soen: Éischtens, et war richtig a wichteg, e gemeinsame Wäerteunterrecht fir all eis Kanner anzeféieren. An zweetens, mat dem Gesetz vun der Reprise vum Reliounspersonal hu mer eng equitabel Léisung fir déi ganz Schoul fonnt.

Ech verstinn och, datt déi gréisst Oppositions-partei géint de Projet de loi 7010 stëmmt. Do ginn eis Meenungen einfach ausereen. Dat kann een och net ewechdiskutéieren. Mä wann de Projet de loi 7010 bis gestëmmt ass, da verstinn ech awer net esou richtig, firwat datt d'CSV géint dese Projet stëmmt. Well ech wéisst net, wat se mam Personal aneres gemaach hätt wéi dat, wat d'Regierung elo mécht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déli gréng).** - Den honorablen Här Delles huet a sengem Rapport déi grouss Linne vum Projet de loi opgezielt. Him ee grouse Merci. Ech brauch duerfir net alles ze widerhuelen, mä ech wëll awer daitlech maachen, firwat datt mir, déi gréng, déi erschaffte Solutioun vun diesem Projet de loi gutt fannen.

Éischtens, de Ministère huet selbstverständlech säi Wuert gehalen. All Reliounsenseignant, deen dat wëllt, gëtt vum Ministère iwverholl a verléiert näischt an der Pai.

Zweetens, all Concernéierten huet vun elo un nach dräi Joer Zäit, fir seng Decisioun ze iwwerdenken. Dat heescht, dee kann zum Beispill soen, hie wëllt beim Bistum bleiwen oder eppes studéieren an dann awer nach beim Ministère ënnerdaach kommen. Dat ass eng Offer, déi ech als fair, ech géif souguer soe generéis géif bezeichnen.

Drëttens, all Mënsch ass méiglechst no bei senger Qualifikatioun agestallt ginn. Vun deenen 140 hunn der ronn 100 Zougang an d'Réserve des suppléants. Dat sinn déi mat Première. Fir eng ronn 40, déi en Troisième- oder en Onzièmesdiplom haten, ass extra eng Réserve d'auxiliaires éducatifs geschafe ginn. Dat ass gutt fir déi betraffene Leit an dat ass gutt fir d'Schoul. Ech mengen, den Här Engel hat licht aner Chifferen. Meng komme vum Site vum Ministère vu virun engem Joer vläicht, mä ech mengen, an de grouse Linne stëmme se.

Véiertens, et ass probéiert ginn, de Leit gerecht ze ginn, oui de System vum Zougang zu de Schoulen ze verbéien. An et ware souguer vum Ministère nach e bësse méi gënschteg Konditiounen proposéiert ginn, den Här Delles hat et och hei gesot. Mir hunn eis awer un dem Statsrot säin Avis gehalen a wat eis betrëfft, net just, well et eng Opposition formelle war, mä well de Statsrot och recht hat mat senger prinzipielle Bedenken, datt mer eis scho sollen un d'allgemeng Regelen halen.

Fënneftens, et besteet och d'Méiglechkeet - an och dat huet den Här Delles gesot -, fir beim Bistum ze bleiwen. Dat ass eng Optioun, déi gëtt gäre vergiess. Well onzefridde ware virun allem déi Leit, déi e Bachelor en pédagogie religieuse haten. Si hunn dee Bachelor net unerkannt kritt. An ech muss och soen, mech huet et e bëssen erstaunt, datt zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg awer och carrement näischt unerkannt huet vun deem Studium.

Et kann ee jo och Schoulmeeschter a Léierin studéieren, andeems een an d'Ausland geet. Et sinn der vill an der Belsch ënnerwee. An ech weess net, ob ee Kandidat op enger auslännescher Uni probéiert huet, Deeler vu sengem Bachelor en pédagogie religieuse unerkannt ze kréien. Dat sinn Decisioune vun Unien, dat géif

mech mënschlech a beruflech schon interesséieren, wat dann zum Beispill eng belsch Schoul gesot huet. Wann et do Erfahrung ginn, da wäert ech déi no menger Ried hei warscheinlech zougestallt kréien. Ech freee mech drop.

Et bleift awer och ze soen, datt et mir och e bëssen onverständlech ass, firwat ee mat esou engem Bachelor en pédagogie religieuse wëllt an d'öffentlech Schoul wiesselen. Dat wier dach wierklech déi optimal Ausbildung, fir Reliounsunterrecht fir de Bistum ze halen.

Madamm Presidentin, ech hat am Ufank vu menger Ried gesot, de Reliounsinspekter wier de Chef vum Reliounspersonal gewiescht. Um Site vum Äerzbistum gëtt nach ëmmer ee Collège des inspecteurs de l'instruction religieuse et morale dans l'enseignement fondamental mat fënnf Leit gefouert.

Vun dese Leit ass menges Wëssens ni geschwat ginn. Ech huelen un, datt si hir Inspektioun och net haaptberufflech gemaach hunn, fënnf Inspekteren op 140 Leit, dat wier soss awer ze vill generéis. Ech huelen och net un, datt si elo Directeur régional an eise Enseignement fondamental ginn. Sinn an deem Sënn keng Uspréich un de Ministère gestallt ginn? Dat wier dann nach eng Fro, déi ech un de Minister stellen.

Ech brénge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu diesem Projet de loi.

► **Mme Viviane Loschetter (déli gréng).** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Adam. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Presidentin, Dir Damm an der Härären, och hei erëm e grouse Merci un den Här Delles, well en eis dee Projet esou kompetent präsentéiert huet. D'ADR ass jo net d'accord mat der Ofschafung vum Reliounsunterrecht a mir sinn an der logescher Folleg och net d'accord mat der Behandlung, mat där elo d'Enseignanté konfrontéiert sinn.

Et ass hei scho vill driwwer geschwat ginn, ech brauch dat also net nach eng Kéier alles am Detail ze widerhuelen. Just grundsätzlech kënne mir als Partei och net acceptéieren, datt esou vill Humiliatiounen awer geschitt sinn an esou vill Onsécherheeten déi Leit begleet hunn an der leschter Zäit. Et ass eng Manéier, wou d'Regierung, an dat erkennen ech hunn, probéiert huet, eng Léisung ze fanne fir déi Leit. Ech mengen, et ass jo och den absolute Minimum, deen ee kann erwaarden. Awer trotz deem Chaos waren eng ganz Rei vu Situatiounen - ech wäert eng beschreiwen -, déi awer wierklech net acceptabel sinn.

Et ass onfrëndlech, wéi mat deene Leit ëmgaange ginn ass. Et ass einfach den Ennerscheid ze maachen, ob ee fräiwëlleg an d'Situatioun kënn, datt een de Beruff wiesselt, oder ob de Stat dat imposéiert. A wann de Stat esou eppes imposéiert, da muss e sech och méi generéis weisen a méi Versteedemeh weisen, wéi dat hei geschitt ass.

Ech wollt op déi Situatioun, fir dat Beispill vun der Konfusioun och an den Diskussiounen e bëssen ze illustréieren, vun deenen Diskussiounen agoen, déi mer an der Kommissioun haten. Näamlech datt ass déi Verwendung fir d'Auxiliaires éducatifs. Wat sollen déi Leit maachen? Do ass gesot ginn: Si assistéieren an der Primärschoul, si intervenéieren net. Dat war d'Antwort op déi Fro: Firwat sinn d'Sprooche-kennntnisser - am Ufank ware guer keng virgessinn - duerno ganz niddreg virgessinn? Opgrund vun engem Règlement grand-ducal - do kann een och diskutéieren, ob dat wierklech duergeet, do si fir déi dräi Sprooche B1, A2 an A1 virgessinn -, dem Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2010. Mä d'Antwort war awer: Si intervenéieren net, si assistéieren nëmme.

Elo kann een natierlech soen: Jo, mä wien assistéiert, dee muss och d'Sprooche kënnen, déi an esou enger Situatioun gefrot sinn. Mä da kënn eng weider Kontradiktioun, do ass gefrot ginn: Wat maachen dann déi Auxiliaires éducatifs an de Vakanz? Do ass gesot ginn: Déi maachen administrativ Aufgaben. Esou steet et an de Rapporte vun eiser Kommissioun. Jo, wien administrativ Aufgaben erfëllt, dee muss och erëm d'Sprooche kënnen. Also hei ass eng Konfusioun. Hei ass emol keng kloer Virstellung vun deem, wéi wierklech dee berufleche Profil vun deene Leit soll an Zukunft ausgesinn.

Ech mengen, vill Virriedner hunn déi Situatiounen beschriwwen, mënschlech Situatiounen. Fir eis ass eng Grundausrichtung do, datt, wann de Stat higeet an en hëlt den Dram vun deene Leit hirer beruflecher Existenz ewech - wéinstens an deem Sënn, datt se sech musse

fundamental nei orientéieren -, dann huet dat mat Dignitéit a mat Respekt ze geschéien. An dat hu mer an der Approche vun der Regierung awer vermësst.

A fir dat och nach eng Kéier ze ënnersträchen, wäerte mir dëst Gesetz net matstëmme. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kartheiser. Et ass elo keen Deputéierte méi hei ageschriwwen, da géif ech direkt an Educatiounsminister d'Wuert ginn zu diesem Projet. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, et ass bal alles gesot heizou a villes kann ech deelen. Ech verstinn déi Gefiller, déi an deene betraffene Leit virgaange sinn, wou se vun där Annonce hei héieren hunn. Ech verstinn och, datt et dann net schnell genouch ka goen, fir konkret ze wëssen: Wat heescht dat dote fir eis?

Ech verstinn, datt, wann ee sech säi Liewe laang op eppes verlooss huet, op de politesche System verlooss huet, op, hei, datt an der öffentlecher Schoul iwwert de Bistum géif Reliounsunterrecht ugebuede ginn, ee sech warscheinlech net konnt virstellen, datt dat géif änneren, datt dat e Beruffschoix war, datt een och nach Formatiounen gemaach huet, fir dat kënnen ze maachen, an dat duerch eng politesche Decisioun op eemol net méi méiglech ass, ee sech do aus der Bunn gehäit virkënn. Dat hunn ech vun Ufank un ëmmer ganz gutt kënnen novollzéien. Duerfir war et wichteg, datt d'Regierung och schon an hirem Regierungsprogramm gesot huet, datt natierlech do kee géif fale gelooss ginn, datt mer natierlech géifen Offere fir eng Reprise maachen an datt mer eis do vläicht méi och engagiert hunn, wéi eigentlech vläicht och noutwendig gewiescht wär, souwuel fir dem Usproch mam Regierungsprogramm wéi och der Konventioun mam Bistum kenne gerecht ze ginn.

Finalemol denken ech, ass et do och net nëmme eng Fro gewiescht u Geld a vu Carrière, mä och vu Motivatioun, fir eng nei Aufgab kënnen unzehuelen, an och, well mer wëssen, datt e Beruff och e Stéck mat Lieweszeffriddenheet ze dinn huet, och déi an enger neier beruflecher Realitéit kënnen erëmzefannen.

Et ass gesot ginn, mir hätten do vill Zäit verluer. Jo, ech mengen, datt déi Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, déi gemeinsam Reflexiounen, déi mer gefouert hunn, och deen Interessebildungsprozess a Meenungsbildungsprozess op der Säit vun de Concernéierten, déi eng Associatioun gegrennt hunn, déi sech enger Gewerkschaft ugeschloss hunn, fir datt mer do och mat representativen Interlocuteurs konnten zesammen diskutéieren, datt dat effektiv Zäit gebraucht huet. An ech denken och, datt mer haut gesinn, datt et richtig war, sech déi doten Zäit ze huelen, well mer awer aner Léisunge fonnt hunn, wéi se vläicht am Ufank iwverhaupt virstellbar waren.

Datt et schwierig géif ginn, war kloer, well mer wollten op där enger Säit Brécke bauen an eng nei berufleche Zukunft. Mir wollte se och esou proposéieren, datt do och individuell Weeër méiglech wäeren, datt een och do net seet: „Du hues dat do elo gemaach an et kënn näischt aneres a Fro“, mä datt mer do schon de Choix och géife loosse fir déi Concernéiert, téschent e puer Optiounen ze wielen, a gläichzäitig op där anerer Säit awer ze soen: „Jo, iergendzwoch muss mer eis un de Fonctionnement vun der Education nationale halen, mer mussen eis un de Fonctionnement vun der Fonction publique halen a kënnen do net elo hei komplett derzou derogéieren.“

Duerfir si mer jo herno op de Wee gaangen, fir ze kucken: Wat fir eng Basisformatioun hunn déi eenzel Leit? Wat brauch ee vu Formatioun, fir a gewëssen Aktivitéiten eranzekommen? Wat sinn normal Kritären, déi och aner Agenten, déi déi Aktivitéit do maachen, hu missen erfëlle vu Formatioun, vu Stagen, vu Berufserfahrung an esou weider?, an eis do ganz, ganz no drun ze orientéieren.

Dat hu mer gemaach an dat huet d'Aufgab natierlech net méi einfach gemaach, huet awer haut, denken ech, vun haut aus un den Avantage, datt déi, déi, sief dat an enger Réserve des suppléants, sief dat op enger vun deene ganz villen anere Méiglechkeeten, wou ee vun

där Réserve des auxiliaires éducatifs kann hin och detachéiert ginn, datt een do net kennt als een, deen elo e Bypass kritt huet, fir do eranzekommen, als een, deen net deeselwechte Bage matbréngt wéi all déi aner, déi déiselwecht Aktivitéit maachen, mä als een, dee ka soen: „Ech hu meng Basisformatioun, ech hunn déi doten Zousazformatioun gemaach, ech erfüllen all Viraussetzung wéi s du, du an du och, déi haut mat mir hei zesummeschaffen.“ Ech denken, datt dat fir d'Aarbechtsklima an Zukunft fir déi betraffe Leit extrem, extrem wichteg ass an datt dat och nach ëmmer de richtige Choix war.

Et si Gesprécher am grouse Grupp gefouert ginn. Ech war do och derbäi mat all deene Concernéierten, fir iwver éischt Prinzipien ze informéieren an ze diskutéieren. Do huet ee gemierkt, datt net engem déi grouse Sympathie entgéintgesprongen ass. Et sinn awer och ganz vill Gesprécher téschent eise Mataarbechter vum Personalservice vum Ministère an deene Concernéierte gefouert ginn, Eenzelgesprécher, eng Kéier, zweemol, dräimol, fir sécherstellen, datt déi richtig Informatiounen eriwweergaange sinn, datt och mir richtig verstanen hunn: Wat ass eigentlech am individuelle Fall déi Perspektiv, déi een eigentlech gären hätt oder déi ee kann offréieren? Well dat awer ëmmer individuell huet missen och gekuckt ginn. Och dat huet Zäit geholl, mä och dat, denken ech, war awer richtig esou.

Mir hunn eis net nëmme bei der Reprise an deenen Offeren, déi mer gemaach hunn, leede gelooss vun den allgemenggültege Prinzipien, wie wat kann, wie wat fir eng Aktivitéit kann ausüben. Mir hunn dat och gemaach a maachen et an Zukunft, wann zum Beispill an der Réserve des suppléants festgeluecht gëtt: Jo, wat fir eng Aufgab iwverhuelen ech elo ab nächste 15. September?

Ech wëll soen, datt net nëmme déi, déi elo vun dësem Gesetz hei wäerte profitéieren, fir an d'Reserve des suppléants ze kommen, nach net wëssen, wat si de 15. September maachen. Och all déi aner haiteg Membere wëssen dat nach net mat Gewësshheet. Also do gëtt et och keng ongläich Behandlung téschent deenen neie Memberen an deenen, déi haut schonn do sinn, mä datt herno och no deene Regeln, wéi se bis elo ëmmer gültig waren, a wéi ech mer se am Enseignement fondamental och net aneschtens konnt virstellen, gekuckt gëtt: Wien assuréiert wat fir ee Fach?

An do ass et méiglech, datt och een, deen elo Reliounsenseignant war, an Zukunft kann déi eng oder aner Stonn oder méi Stonne souguer „Vie et société“ assuréieren, mä awer no deene Regeln, wéi mer se kennen. Haut si vill Stonnen, déi vu Chargéen aus der Réserve des suppléants assuréiert ginn, no deene Regeln, wéi mer se kennen, no deene Prioritéitsregelen. An dat ass och méiglech. Fest Versprechen do ze ginn, hätt natierlech bedei, datt een deenen, déi haut déi Rechter do hunn, déi haut en rang utile sinn, fir ze wielen, datt een deenen der och virun d'Feiss gesat hätt a virun d'Nues gesat hätt. Dat wollte mer net. Domadder hätte mer sécherlech och kee proppert Aarbechtsklima fir d'Zukunft gehat.

Déiselwecht Iwwerleeung huet eis och guidéiert, wann et ëm déi Diskussioun gaangen ass: Déi Leit, déi e Bachelor en pédagogie religieuse gemaach hunn, misste mer do net iergendwéi aner Weeër nach fannen, aner Aufgaben, an eng aner Kategorie aklasséieren? Jo, mir hunn dat gekuckt a mir kennen awer emol nëmme an Enseignement fondamental ee Bachelor, an dat ass deen en sciences de l'éducation, dee mer unerkennen oder en équivalente vun enger anerer Héichschoul. An dat entsprécht nu awer emol net deem doten. An d'Uni Lëtzebuerg, de Claude Adam huet viru gesot, do si ganz weinéig Iwwerschneidungen, esou weinéig, datt se kaum eppes konnten unerkennen. A bis elo konnt op jidde Fall kee beleen, datt do hätt misse méi unerkannt ginn. Da kann een och net soen: „Ech hunn elo eng equivalent Formatioun!“

Mir hunn awer deene Concernéierten an där 120-Stonne-Formatioun, déi noutwendeg war, fir an d'Reserve des suppléants iwverhaapt kennen eranzekommen, d'office d'Halschent och guttgerichtet. Op där anerer Säit, denken ech, hunn ech als Minister eng Verantwortung an ech mengen, et ass keen heibannen, deen

dat wierklech am Häerz aneschtens gesäit, datt mer och fir Remplacement an der Schoul ze maache Leit brauchen, déi eng Basisnotioun vun Didaktik hunn an der Mathematik, am Franséischen, am Däitschen an och d'Legislatioun kenne vum Enseignement fondamental, fir ze wëssen, a wat fir engem Environnement datt se do intervenéieren. An duerfir hu mer awer missen e Minimum vu 60 Stonne fixéieren.

Ech wollt nach doriwwer erausgoen, net bei där 120-stënneger Formatioun, déi noutwendeg ass, fir an d'Reserve des suppléants eranzekommen, mä ech hat eng Propos gemaach un d'ALERF, d'Representante vun de Reliounsensegnanten, fir ze soen: Kommt, mir kucken an Zukunft bei der järelecher obligatorescher Formatioun continue, datt mer eventuell do Contenuen nach kéinten urenchen, datt ee vläicht do vun deene 16 obligatoresche Stonnen iwwert déi nächst zéng Joer op acht Stonne géif erfoegen! Ech muss awer soen, datt dat och net zu engem Konsens gefouert huet an deenen Diskussiounen, soudatt et do och net méiglech war, méi wäit nach ze goe wéi dat, wat mer da viru festgehalen haten.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Minister, erlaabt Der, den Här Kartheiser wëllt lech gären eng Fro stellen.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Madamm Presidentin. Och Merci, Här Minister. Ech wollt just froen: Hutt Der dann net dru geduecht, fir bei deem Bachelor en pédagogie religieuse do eng Iwwergangsléiung ze maachen? Et hätt een dat jo kënne gläichstelle mam Bachelor en sciences de l'éducation just fir déi Leit, déi e schonn hunn, bis déi da pensionéiert gi sinn. Och an aner Beräicher hu mer jo Iwwergangsléiung gehat. Mä et hätt deene Leit awer weinstens eng Unerkennung vun hiren Diplomer erméiglech, ouni se weder ze humiliéieren. Kuckt emol...

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här Kartheiser, Dir hutt e puermol haut de Mëtteg gesot, wann Dir bis an der Regierung sidd, da géif dat an dat änneren.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech kann lech soen: Soulaang ech d'Responsabilitéit an der Regierung fir d'Éducation nationale droen, intervenéiert keen an de Schoulen, deen net eng Basisnotioun huet vun der Didaktik an der Mathematik, am Rechnen, am Däitschen an am Franséischen!

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

Neen, dat hu se net gemaach. Si hunn net an deenen dote Fächer enseignéiert. Si hunn net eng Formatioun doranner gehat. Dat ass meng Responsabilitéit, fir d'Qualitéit vum Enseignement fir all Kanner hei am Land ze assuréieren. An duerfir konnt ech a wäert ech op esou Forderung wéi déi doten net agoen!

Ech hoffen, datt bei all deene schwierigen Diskussiounen, déi mer haten, Kloerheet ass elo fir déi Betreffen. Ech hoffen, datt e gutt Zesummeuessen an deenen Equippe wäert sinn, déi sech do wäerte bilden, souwuel an der Réserve des suppléants wéi och an der Réserve des auxiliaires éducatifs, wou mer jo innovéiert hunn, fir iwverhaapt d'Méiglechkeet ze hunn, fir Weeër kënnen opzemaachen, wou déi Leit a ganz ënnerschiddele Beruffsaktivitéite kënnen eragoen.

Dat kann dat sinn, wat hei beschriwwen ginn ass. Dat kann awer och an engem Lycée eng ausserschoulesch Aktivitéit sinn. Dat ka beim SNJ eng Aktivitéit sinn, dat ka bei de staatleche Kannerheemer eng Aktivitéit sinn. Do hu mer eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten opgemaach. De Choix läit net bei eis. De Choix läit bei deene Betreffenen, fir erauszufannen, wat een an Zukunft eigentlech wëllt maachen a wou engem seng Motivatioun läit. An ech hoffe finalement, datt do déi Betreffen allegeren hir Motivatioun zréckfannen an och an hirer zukünfteger beruflecher Aktivitéit e Stéck Liewensfreed kënnen owes mat heemhuelen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fänken dann elo u mat der Ofstëmmung vum Projet de loi 7078.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7078 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Prokura.

De Vott ass ofgeschloss: 34 Jo, 26 Neen. Do-mat war dee Projet 7078 dee Moment ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Aehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren?

(**Assentiment**)

Merci.

Sou! Bleift eis nach ee Projet, eng punktuell Emännerung vum Mietsgesetz, den „Bail à usage d'habitation“, an och verschidde Dispositiounen vum Code civil. Dat ass de Modèle de base. An ech géif direkt dem Rapporteur Max Hahn d'Wuert ginn.

11. 7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission du Logement

► **M. Max Hahn** (DP), *rapporteur*.- Merci, Madamm Presidentin. An eise Gemenge kann et emol virkommen, dass sech Locataire a Propriétaire net iwwert de Loyer eens ginn oder de Montant vun de Chargen. Dacks fanne béid enner sech en Accord. Mä sollt dat net de Fall ginn, kënt déi sougenannten „Commission des loyers“, d'Loyerskommissioun also, an d'Spill. Des Kommissioun muss dann decidéieren, ob d'Héicht vum Loyer unzepassen ass oder net. An deenen allermeeschte Fäll geet et esou. E Kompromëss kann iwwert deen dote Wee fonnt ginn, ouni dass dat Ganzt op d'Gericht muss goen.

Zënter dem Gesetz vum 21. September 2006 hunn awer net méi all d'Gemengen hir eege Loyerskommissioun. Fir d'Gemenge mat manner wéi 6.000 Awunner ginn et kantonal Kommissiounen. Hei besteet also eng Ulafstell fir méi Gemengen zesummen. Am Gesetzesprojet, iwwert dee mir hei schwätzen, geet et ëm d'Veereinfache vun der Nominatiounsprozedur vu genau dese kantonale Loyerskommissiounen.

Wéi gesot, am Moment ass d'Nominatiounsprozedur vun de Membere vun de kantonale Loyerskommissiounen net ëmmer praktesch. Ech erkläre mech: Fir Gemenge mat iwver 6.000 Awunner ass et relativ einfach. Déi effektiv Memberen a Stellvertreder gi vun de Gemengeconseillere designéiert a vum Innenminister approuvéiert.

Wat awer elo déi Gemengen ugeet, déi manner wéi 6.000 Awunner hunn a fir déi domadder eng kantonal Loyerskommissioun zoustänneg ass, ass et bis elo méi komplizéiert. Déi ver-

schidde Conseillere aus all de Gemenge mussen zesummekommen, fir eng Lëscht mat Kandidate festzehalen. Et war awer net ëmmer einfach, all des Leit zesummenzekréien, besonnesch well a verschidde Loyerskommissiounen eng grouss Zuel u Conseillere hu missen uwiesend sinn.

Dass et d'Distriktskommissariater ënnert där Form jo zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 2. September 2015 net méi gëtt, brauch ech lech heibannen net ze soen. An deem Sënn mécht de Gesetzesprojet vun haut och hei déi néideg Upassungen.

Déi elo grad beschriwwen schwéierfällg Prozedur gëtt mat dësem Gesetzestext vereinfacht. Dat, andeems se duerch e Vote par correspondance ersat gëtt. Sou brauch da keng speziell Reunionen méi organiséiert ze ginn. Dës nei, vereinfacht Prozedur baséiert sech op den aktuelle Modell vun der Designatioun vu Gemengendelegierten, déi an engem Syndikat méi wéi eng Gemeng representéieren.

Madamm Presidentin, souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce gesinn dese Gesetzesprojet positiv. Dat, well et zu enger Simplification administrative kënt. Ech mengen, an engem Zäitalter vun Internet an iPad ass et richtig, eise Gemengeresponsablen och d'Liewen esou einfach wéi méiglech ze maachen. Elo gëtt einfach e Bréif geschéckt, amplaz dass eng Reunion vun all de Conseillere aberuff muss ginn.

Wann ee weess, dass eis Leit an de Gemenge wierklech genuch Aarbecht hunn, kann een des Annerung nëmme begrëissen. Ech mengen, dat schéngt eng Léisung ze sinn, déi jiddwene zefridde sollt stellen.

Fir déi eenzel Avisen, Madamm Presidentin, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. An ech soen lech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur, dem Här Max Hahn. Als éischtens ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Lies.

Discussion générale

► **M. Marc Lies** (CSV).- Madamm Presidentin, Merci fir d'Wuert. Ech maachen et kuerz. Bon, ech mengen, de Rapporteur, de Max Hahn, huet dat virbildlech gemaach, huet all Detail explizéiert vun dese Modifikatiounen. An duerfir och him ee ganz, ganz décke Merci fir deen ausféierleche Rapport. An ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Lies. Als zweet Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Merci. Ech schlësse mech dem Virriedner un a géif dann och dem Deputéierte Max Hahn Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn domadder dann direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci och lech. Dann den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Merci soen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci och lech. An dann nach den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Madamm Presidentin. Mir wäerten dese Projet de loi och matstëmmen, wollten awer nach drun erënneren, datt och am Koalitionsaccord vun der Regierung drastoung, datt iwverhaapt d'Commissions des loyers missten nach reforméiert ginn, notamment och en Droit d'auto-saisine sollte kréie bei enger Allocation loyer, fir dofir sécherstellen och, datt keng iwverdeiert Loyere sollen esou subventionéiert ginn.

Mir sinn der Meenung, datt déi Commissions, datt déi Kommissiounen immens wichteg sinn an zurzäit och net ëmmer esou funktionéieren, wéi se sollten, an de Gemengen, well mer wëssen, datt vill Locataire net ëmmer sech bewusst sinn, wat hir Rechter sinn a wou se sech kéinte mellen.

Mir wäerten natierlech dat heite matstëmmen. Dat mécht Sënn, déi Reform. Mä mir wäerten eis och freeën, wa wierklech och eng richtig Verstärkung vun dese Kommissioun wäert duerchgezu ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci och lech, Här Wagner. Soss

Sommaire des séances publiques n^{os}44, 45 et 46

44^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 592
Message de M. le Président	p. 592
Ordre du jour	p. 592
6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel	p. 592-593
7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques	p. 593
7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016)	p. 593-598

45^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 599
Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire	p. 599
Ordre du jour	p. 599
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	p. 599
- Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	
et	
- Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 599-600
- Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 600
- Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir de Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 600
- Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 600-601
- Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 601
- Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 601
- Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der éffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 601-602
Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b	p. 602-603
7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant	
1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;	
2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;	
3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);	

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;	
5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;	
6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;	
7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;	
8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);	
9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;	
10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;	
11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;	
12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2 ^e Chance;	
14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;	
15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;	
16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;	
17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;	
18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation	p. 603-612

46^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 612
Communications	p. 612-613
Ordre du jour	p. 613
7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013	p. 613 p. 614
7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles	p. 613-614
7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen	p. 614-615
7064 - Projet de loi portant modification	
1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;	
2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves	p. 615-621
7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant	
1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;	
3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire	p. 621-627
7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de	
1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;	
2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire	p. 627-630
7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil	p. 630-631

hunn ech keen ageschriwwen. Da géif ech direkt dem zoustännege Minister, dem Här Marc Hansen, d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*.- Jo, Madamm Presidentin, ech maachen et da gradesou kuerz wéi alleguete meng Virriedner. Den zweeten Deel vun där ganzer Operatioun kënnt u sech eréischt en Donneschdeg bei lech op den Ordre du jour. Et ass jo hei eng Diskussioun, déi opkomm ass an dem Kontext vun de Gemengesyndikater. Et ass eng Simplification administrative, wéi dat ganz gutt hei gesot ginn ass. An ech sinn natierlech frou, dass dat eng breet Zoustëmmung hei fënnt, well dat mécht alleguerten de Gemengeresponsabelen, déi och no dem 8. Oktober da wäerten dorëmer am Amt sinn, et méi einfach, fir eben déi Loyerskommissiounen ze besetzen.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Minister.

Domat sinn d'Debatten ofgeschloss. A mir kënnen direkt ufänke mat ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7127 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Prokura.

De Vott ass ofgeschloss. A wéi et ugaangen ass haut, hält et och op: 60 Stëmmen derfir. E ganz gutt Resultat. Merci!

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emilé Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Lauschtert elo nach ee Moment no, wann ech gelift!

Éischtens, d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnel: Ier Der lech hieft, sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Zweetens, ech wëll lech Merci soe fir Är Disziplin. Mir si ganz gutt virukomm.

Drëttens - ganz wichtig: Muer geet d'Sëtzung um hallwer zwou un. Sidd wann ech gelift all matzäiten do, dass mer och gutt muer virukommen!

An domat hiewen ech dann d'Sëtzung vun haut op an nach eng Kéier villmools Merci.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
3109	Marc Baum	Création d'entreprises artisanales et formation professionnelle pour adultes	3182	Alex Bodry	Colportage
3116	Léon Gloden	Trafic de poids lourds dans le centre de Wasserbillig	3185	Octavie Modert	Fermeture de bureaux de poste
3130	Martine Hansen	Produits vendus dans les écoles	3186	Laurent Mosar	Fin de l'argent liquide
3136	Gusty Graas	Trottinettes en libre service	3187	Roy Reding	Immatriculation d'avions historiques
3137	Martine Mergen	Classes anglophones au Lycée Michel Lucius	3189	Diane Adehm	Presse en ligne
3141	Nancy Arendt	Brevet de natation	3190	Laurent Mosar	Agence bancaire européenne (ABE)
3154	Max Hahn	Lampes à diode électroluminescente (LED)	3194	Nancy Arendt	Risques sanitaires et autres liés aux émissions de particules et de NO _x par les véhicules routiers
3164	Gusty Graas	Plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich»	3197	David Wagner	Procédure en matière de législation fiscale
3165	Yves Cruchten	Installations de biogaz	3198	Alexander Krieps, Edy Mertens	Travaux préalables à l'installation d'appareils IRM supplémentaires
3169	Gusty Graas	«Littering»	3199	David Wagner	Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)
3170	Marc Lies	Introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État	3204	Fernand Kartheiser	Excision
3173	Marc Lies	Traitements contre l'arthrose	3208	André Bauler, Gusty Graas	Marquage routier
			3280	Laurent Mosar	Traite des êtres humains
				urgente	

Question 3109 (30.06.2017) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la création d'entreprises artisanales et la formation professionnelle pour adultes:

Avec la création de 4.506 nouveaux postes en 2016, l'emploi dans le secteur de l'artisanat a connu la hausse la plus importante depuis la crise économique de 2007-2008. 7.034 entreprises du secteur emploient désormais 90.476 salariés. Avec 144 entreprises créées l'année passée selon les informations publiées par la Chambre des Métiers, le secteur connaît pourtant une concentration accrue et par conséquent un nombre moyen de salariés par entreprise qui augmente régulièrement d'année en année.

En même temps le système éducatif luxembourgeois n'arrive pas à former assez d'artisans pour occuper les postes créés par les entreprises artisanales. Ainsi, seulement 368 personnes ont pu obtenir leur diplôme professionnel tandis que 111 professionnels du secteur ont obtenu leur brevet de maîtrise. Les entreprises artisanales sont ainsi de plus en plus contraintes de recourir à des professionnels non résidents pour pouvoir se développer et assumer leurs commandes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- 1) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me confirmer le chiffre des 144 créations d'entreprise dans l'artisanat?
- 2) Dans l'affirmative, quelle est la répartition des 144 entreprises créées en 2016 parmi les différents groupes d'activités de l'artisanat?
- 3) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des informations sur la nationalité ainsi que le pays de résidence des repreneurs d'entreprises artisanales et des gérants des entreprises artisanales nouvellement créées?
- 4) Quels sont le niveau de formation et la moyenne d'âge des créateurs/repreneurs d'entreprises? Parmi ces personnes, combien de personnes ont effectué une reconversion professionnelle? Combien de personnes reprennent une entreprise familiale?
- 5) Quelle est la part des femmes parmi ces gérants/créateurs d'entreprise?
- 6) Combien d'entreprises artisanales ont cessé leurs activités et combien d'entreprises ont été reprises durant l'année 2016?
- 7) Quelle a été la création d'entreprises nette dans l'artisanat? Quelle est la part de la création d'entreprises nette dans l'artisanat dans la création nette globale d'entreprises au Luxembourg?

Dans son discours dans le cadre de l'interpellation de Monsieur le Député Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine, Madame la Secrétaire d'État Francine Closener a déclaré qu'il existait déjà de nombreux programmes visant à développer la formation professionnelle continue afin de faciliter et d'encourager la reconversion professionnelle.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

8) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des informations concernant le nombre de personnes qui se trouvent actuellement en reconversion professionnelle et ce à quel niveau?

9) Quelles formations dans le domaine de l'artisanat actuellement offertes sont accessibles à des adultes et des personnes en reconversion professionnelle?

10) Quels organismes proposent ces formations et à quel niveau de formation mènent-elles?

11) Est-il garanti que les acquis professionnels antérieurs des personnes en reconversion, tel que p. ex. des capacités d'analyse et de gestion, sont effectivement valorisés dans le processus de formation et d'orientation? Si oui, comment cette valorisation a-t-elle lieu et quels sont ses résultats?

12) L'accès aux cours dans le cadre des formations professionnelles continues est-il assuré à tous les candidats intéressés au début de chaque année respectivement de chaque semestre scolaire?

13) Les cours sont-ils proposés de façon à permettre aux candidats intéressés d'obtenir leurs diplômes dans les plus brefs délais possibles?

14) Les cours sont-ils proposés chaque année pour tous les métiers dont l'exercice nécessite un diplôme professionnel respectivement un brevet de maîtrise?

15) Combien de personnes réussissent dans leur reconversion professionnelle par le biais de la formation professionnelle pour adultes? Combien de personnes réussissent leur reconversion par le biais d'une VAE? Quelle est la durée moyenne de leur parcours formatif et le niveau obtenu?

16) Madame la Secrétaire d'État est-elle d'avis que le dispositif en place pour la reconversion professionnelle répond aux besoins de l'économie et notamment à la pénurie des artisans et offre une réponse satisfaisante à la demande des personnes concernées?

Réponse commune (17.08.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

La première série de questions de l'honorable Député concerne la création d'entreprises artisanales et appelle les réponses suivantes:

Le Ministère de l'Économie a octroyé des autorisations d'établissement pour des activités artisanales à 199 sociétés nouvellement constituées en 2016. Dans la même année, 71 sociétés poursuivant des activités artisanales ont cessé leurs activités pour diverses raisons. Il y a donc une création nette de 128 sociétés poursuivant des activités artisanales en 2016.

Les autorisations d'établissement pour des activités artisanales se répartissent comme suit, selon le secteur d'activité et le sexe des dirigeants: (tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Une même entreprise peut exercer dans plusieurs secteurs d'activité.

Parmi les autorisations octroyées, 16% ont été octroyées à des ressortissants de nationalité luxembourgeoise, 15,5% à des ressortissants de nationalité belge, 8,7% à des ressortissants de nationalité allemande, 25,7% à des ressortissants de nationalité française et 17,4% à des ressortissants de nationalité portugaise. Le reste (16,5%) des autorisations a été octroyé à des ressortissants de diverses nationalités, y compris de pays tiers.

Pour ce qui est des créations d'entreprise en nom personnel, le Ministère de l'Économie a octroyé 158 autorisations pour des activités artisanales, dont 88 à des femmes et 70 à des hommes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Un seul entrepreneur en nom personnel a demandé l'annulation de son autorisation en 2016. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène: Ainsi, une transformation de la forme juridique de l'entreprise en nom individuel en société n'est pas toujours détectable lors de la procédure administrative en matière d'autorisation d'établissement. Il faut également noter que les artisans en nom individuel ne sont pas répertoriés au RCS et que la cessation d'activité n'est actée qu'avec plusieurs mois de retard, quand les personnes concernées prennent le soin d'en informer le ministère. La loi modifiée du 2 septembre 2011 prévoit pour ces situations qu'une autorisation non utilisée perd sa validité au plus tard deux ans après la cessation volontaire de l'activité.

La légère différence entre les chiffres retenus par la Chambre des Métiers et les chiffres tel qu'extraits sur base des données en matière d'autorisation d'établissement peut s'expliquer notamment par une affiliation tardive à la Chambre des Métiers (p. ex. en janvier 2017) pour ce qui est des entreprises sous forme de société. La différence plus substantielle pour les entreprises en nom individuel s'explique par le fait que la cessation d'activité est souvent signalée que très tardivement au Ministère de l'Économie.

Étant donné que les notions de «repreneur d'entreprise» et de «reprise d'entreprise» peuvent refléter plusieurs cas de figure (p. ex. achat de la majorité des parts sociales ou du fonds de commerce, désignation par les propriétaires d'un nouveau dirigeant, qui lui n'est pas propriétaire majoritaire, reprise par les héritiers qui optent de désigner un dirigeant non propriétaire, etc.), il n'est pas possible d'extraire un chiffre y relatif de la base de données relative aux autorisations d'établissement, mais une analyse plus approfondie serait nécessaire,

en ayant notamment recours à des enquêtes auprès des entreprises artisanales.

Ensuite, il faut noter qu'en ce qui concerne le niveau de formation des dirigeants d'entreprise, l'accès par un diplôme scolaire n'est pas le seul moyen pour pouvoir accéder aux activités artisanales. Ainsi, il est également tenu compte des expériences professionnelles que les personnes demandant une autorisation ont pu acquérir de par le passé. Si cette expérience est suffisante par elle-même au vu de la réglementation nationale, respectivement européenne suivant la directive modifiée 2005/36/CE, le Ministère de l'Économie ne demande pas aux personnes concernées de produire une copie d'un éventuel diplôme scolaire, qui n'aurait de toute façon plus d'influence sur le fait que la personne est en droit d'obtenir l'autorisation demandée.

Par ailleurs, la notion d'entreprise familiale n'est pas définie en tant que telle dans la législation luxembourgeoise. De manière générale, elle fait référence au fait que le capital de l'entreprise soit détenu majoritairement par une ou plusieurs familles ayant fondé l'entreprise. Les données relatives aux propriétés des entreprises sont conservées au Registre de commerce et des sociétés et non au Ministère de l'Économie, parce que le fait que les parts sociales d'une société soient détenues ou non par une famille fondatrice n'est pas une information pertinente pour l'octroi d'une autorisation d'établissement.

La deuxième série de questions de l'honorable Député, qui concerne la formation professionnelle continue, appelle les réponses suivantes:

Au sujet de l'accès ou de la reconversion dans des professions relevant du domaine de l'artisanat, il faut distinguer d'une part entre l'apprentissage pour adultes et les formations continues des demandeurs d'emploi d'autre part.

L'apprentissage pour adultes offre aux demandeurs d'emploi une opportunité d'obtenir une qualification professionnelle (Diplôme d'aptitude professionnelle ou un Certificat de capacité professionnelle) par le biais d'une formation professionnelle basée sur le système de l'apprentissage en alternance.

En 2016, le service d'orientation professionnelle de l'ADEM a effectué 230 placements en apprentissage pour adultes dans 27 métiers d'apprentissage tombant sous le champ de compétence de la Chambre des Métiers.

Au total, 626 personnes ont conclu un contrat d'apprentissage pour adultes au cours de l'année 2016.

Pour ce qui est des formations continues, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'une aide à la formation professionnelle est prévue et permet aux demandeurs d'emploi désireux de suivre une formation dans quel domaine que ce soit, y compris l'artisanat, de se voir rembourser une partie du coût d'une formation professionnelle sous certaines conditions.

De plus, dans le cadre d'une collaboration rapprochée entre l'ADEM et la Chambre des Métiers, le service «formation continue» de la

Chambre des Métiers met à disposition des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM un certain contingent de places de formation figurant dans son catalogue. Dans ce sens, tout demandeur d'emploi ayant déterminé un projet professionnel réaliste en concertation avec son conseiller référent pourra introduire une demande d'inscription en formation et ainsi accéder à une liste de formations gratuites.

Ce catalogue de formations inclut des domaines variés tels que la gestion et l'organisation d'entreprise, l'alimentation, la construction, la mécanique et le secteur regroupant la mode, la santé et l'hygiène.

Finalement, des formations spécifiques répondant directement aux besoins des entreprises sont également proposées par l'ADEM en collaboration avec d'autres instituts de formation comme p. ex. le Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) ou l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB).

Il convient de signaler en particulier la formation Fit4GreenJobs en collaboration avec l'IFSB dans les professions du domaine de la construction et une formation «Aide-chantier électricien» organisée en collaboration avec le CNFPC, qui débutera en septembre, et qui sont cofinancées par le Fonds social européen (FSE).

La Chambre des Métiers est partenaire de l'ADEM dans le programme Fit4Entrepreneurship, également cofinancé par le FSE, qui permet aux demandeurs d'emploi qui souhaitent se lancer dans la création de leur entreprise dans le domaine de l'artisanat de bénéficier d'un suivi compétent.

La deuxième série de questions vise la formation professionnelle continue ainsi que la reconversion professionnelle.

Toutes les formations existantes sont accessibles aux adultes et aux personnes en reconversion professionnelle sous réserve de remplir les conditions d'accès en matière scolaire.

Conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, tous les lycées techniques ainsi que le CNFPC proposent des formations à trois niveaux, visant:

- soit le Certificat de capacité professionnelle - CCP (qui remplace les anciens CIP et CCM), durée normale de formation: trois ans;

- soit le Diplôme d'aptitude professionnelle - DAP (qui remplace l'ancien CATP), durée normale de formation: trois ans;

- soit le Diplôme de technicien - DT, durée normale de formation: quatre ans.

Les titulaires d'un DAP peuvent faire un brevet de maîtrise auprès de la Chambre des Métiers.

Depuis l'introduction de la VAE (Validation des acquis de l'expérience) en 2008, l'État luxembourgeois considère les expériences professionnelles antérieures pour l'acquisition d'un diplôme.

De 2010 à janvier 2017, 2.063 demandes ont été introduites, dont 1.531 ont été jugées recevables. De ces 1.531 demandes déclarées recevables, 668 dossiers de validation sur le fond (deuxième étape de la procédure) ont été analysés par les commissions compétentes. 213 candidats ont obtenu une validation totale, 54 une validation partielle et 353 un refus.

Ces cinq dernières années, le nombre de dossiers de l'apprentissage pour adultes n'a pas cessé d'augmenter, culminant à 1.849 pour l'année scolaire 2016-2017.

La formation continue revêt d'une grande importance dans notre société actuelle et dans un monde du travail en mutation permanente, aussi bien en termes de compétitivité des entreprises que d'employabilité des individus. La nécessité d'une formation qui va au-delà de la formation initiale est une réalité à laquelle les individus se trouvent confrontés à tout moment de leur vie professionnelle ou privée. En vue de répondre au maximum à cette nécessité, 8.735 formations sont dispensées dans 220 organismes tout au long de l'année.

Les cours de l'apprentissage initial et les cours pour adultes sont offerts toutes les années scolaires et des classes supplémentaires sont ouvertes selon le besoin. Les durées normales des formations ne peuvent pas être comprimées ou réduites.

Il y a lieu finalement de constater que la reconversion professionnelle est une voie de qualification qui rencontre un succès croissant. Au vu du nombre de nouveaux postes de travail créés chaque année, il apparaît cependant clairement que la reconversion professionnelle ne saurait suppléer seule le manque de main d'œuvre résidente dans le secteur de l'artisanat.

Question 3116 (06.07.2017) de M. Léon Gloden (CSV) concernant le trafic de poids lourds dans le centre de Wasserbillig:

Lors d'une séance d'information organisée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures à Wasserbillig le 4 juillet dernier, plusieurs personnes présentes ont exprimé leur mécontentement, d'ailleurs soutenues par les autorités locales, qu'un trafic important de poids lourds traverse le centre de Wasserbillig alors que ces poids lourds seraient en transit et dès lors ne sont pas autorisés de sortir du réseau autoroutier.

Dans ce contexte, l'idée a été formulée de fermer le pont transfrontalier à Wasserbillig pour les poids lourds dépassant un certain tonnage. La discussion a porté ensuite sur les avantages et les désavantages d'une telle mesure sans que les désavantages aient été explicités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels seraient les désavantages d'une fermeture du pont transfrontalier pour les poids lourds dépassant un certain tonnage?

2. Est-ce que le ministre considère que les désavantages primeront sur les avantages qui résulteraient d'une fermeture pour les poids lourds d'un certain tonnage, à savoir l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Wasserbillig ainsi qu'une amélioration de la qualité d'air?

3. Est-ce que le ministre est disposé à faire en sorte que des contrôles plus réguliers concernant le transit soient opérés?

4. Est-ce que lors de la coopération entre les autorités allemandes et luxembourgeoises, dans le cadre de la Grande Région, le Gouvernement luxembourgeois a récemment insisté à nouveau sur l'importance de l'avancement du dossier «Moselaufstieg»?

Réponse (05.09.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

De prime abord, j'estime utile de rappeler les principales dispositions en matière d'itinéraires de transit telles qu'elles ressortent, dans le contexte de la présente question parlementaire, du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique.

Au sens de ce règlement grand-ducal, la circulation de transit est définie dans son article 1^{er} comme:

(...) tout mouvement de véhicule automoteur dont le poids total maximum autorisé, avec ou sans remorque, dépasse 3.500 kg et qui est destiné au transport de choses effectué dans les deux sens entre l'Allemagne et la Belgique, entre la France et la Belgique ou entre l'Allemagne et la France à travers le Grand-Duché de Luxembourg, ce mouvement étant caractérisé par le fait que le véhicule en question ne fait l'objet d'aucune rupture de charge sur le territoire du Grand-Duché.

(...)

Le règlement grand-ducal s'applique également

(...)

- aux véhicules en provenance de l'Allemagne, de la France ou de la Belgique qui se rendent au pôle européen de développement,

- aux véhicules qui traversent le Luxembourg en provenance de la Rhénanie-Palatinat et en direction de la Sarre et vice versa.

L'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 énonce les itinéraires à suivre obligatoirement par les véhicules de poids lourd en transit. En général, les poids lourds en transit doivent obligatoirement emprunter ou rejoindre par le chemin le plus court le réseau autoroutier et continuer par celui-ci jusqu'à un point frontière autoroutier pour y sortir du territoire du Grand-Duché. Le chemin le plus court pour rejoindre l'itinéraire obligatoire doit s'effectuer par le réseau des routes nationales (N).

Le but recherché par le règlement grand-ducal du 5 mai 1994 est donc de dévier les poids lourds en transit sur le réseau routier d'ordre supérieur en vue de minimiser les nuisances dans les agglomérations.

Le contrôle du respect de ces dispositions n'est ni de la compétence de l'Administration des ponts et chaussées, ni de celle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Suivant son article 5, les infractions aux dispositions du règlement grand-ducal du 5 mai 1994 sont punies conformément aux dis-

positions de l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la circulation sur toutes les voies publiques.

Pour autant qu'il ne s'agisse pas de transports effectués en contradiction avec les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique, il faut admettre que les poids lourds qui passent par le pont frontalier portant la N1 sur la Sûre à Wasserbillig et qui n'assurent pas de desserte locale, ont comme point de départ ou comme destination l'importante zone d'activités située à l'ouest de Trèves (Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise) et rejoignent respectivement quittent l'autoroute A1 par l'échangeur Mertert.

En ce qui concerne les conséquences d'une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig, il faut souligner que généralement toute limitation du tonnage aura comme conséquence la déviation du trafic lourd par les agglomérations avoisinantes, ce qui entraînera sans doute d'autres problèmes et mécontentements.

En considérant que tant le CR141B, reliant la N10 en face de Langsur à l'A1 au point-frontière de Wasserbillig, que la B51 (Bitburger Straße), descendant au Kahlenberg de l'A64 vers la B53 sur la rive gauche de la Moselle et constituant un des accès principaux au centre de Trèves, sont interdits aux poids lourds, deux trajets alternatifs sont imaginables pour rejoindre le réseau autoroutier depuis la zone d'activités «Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise»:

1) Trier - Euren par la B49, B51, B53 jusqu'à Trier-Ehrang pour y rejoindre l'A64.

2) Trier - Euren par la B49 jusqu'au pont «Konrad-Adenauer-Brücke», remonté le long de la Moselle par la B51 et la B419 jusqu'à Wellen, passage par le pont frontalier de Grevenmacher et le centre de Grevenmacher pour accéder soit à l'échangeur de Potaschberg, soit à l'échangeur de Mertert sur l'autoroute A1.

Il faut s'attendre à ce que les conducteurs des camions en provenance et en direction de l'Allemagne optent pour le trajet 1) alors que le trafic venant du Luxembourg et se dirigeant vers le Luxembourg passerait par le trajet 2).

La conséquence principale d'une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig serait donc que le trafic qui passe actuellement par le centre de Wasserbillig passerait par le centre de Grevenmacher. Ce transfert du trafic améliorerait certainement la qualité de vie des résidents de Wasserbillig mais irait au détriment de la qualité de vie des habitants de Grevenmacher.

Comme alternatives à une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig, plusieurs projets d'infrastructures routières sont actuellement débattus:

1) Solution «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier»

Ce projet, dont les origines remontent aux années 1980, consiste dans une liaison entre la B419 à proximité de l'embouchure de la Sarre à Konz (en rive droite de la Moselle) et l'autoroute A64 proche de la localité de Herresthal avec un échangeur donnant accès sur la B49 et ainsi à la zone d'activités «Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise». Cette liaison nécessite donc la construction d'un pont sur la Moselle et d'importants travaux de terrassement sur la rive gauche de la Moselle avec passage par un vaste domaine boisé.

Bien que ce projet soit également très controversé au niveau régional, il figure sur le programme «Bundesverkehrswegeplan 2030» du Gouvernement allemand.

2) Pont sur la Moselle au droit du Port de Mertert

Cet ouvrage serait construit en prolongement de la N1D menant actuellement de l'échangeur de Mertert vers la N1 et donnant accès au port de Mertert. Sur la rive allemande, il rejoindrait le réseau allemand sur la B419 à la hauteur de Temmels.

Comme il donnerait un accès direct depuis la B419 sur le réseau autoroutier luxembourgeois, les habitants de Temmels et des localités situées entre Temmels et Trèves s'y opposent puisqu'ils craignent une augmentation notable du trafic et une dégradation de leur qualité de vie.

3) Solution «Zwei-Brücken + Tunnel»

Ce projet prévoit la construction d'une route franchissant la Moselle par un pont à construire en aval de Wasserbilligerbrück, passant par un tunnel à creuser au nord de cette même localité et aboutissant au sud de Langsur sur la B418 sur la rive allemande de la Sûre. La Sûre serait franchie par un deuxième pont donnant, sur le territoire luxembourgeois, accès à la N10 et en-

suite, par le CR141B qui serait à adapter pour permettre de supporter le trafic lourd, accès sur l'autoroute A1 à l'échangeur de Wasserbillig.

Il semble qu'à l'heure actuelle le rapport coût-efficacité de ce projet s'oppose à sa réalisation.

Je soutiens donc la solution 1 dite «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier», puisqu'elle est élaborée dans la philosophie d'une bonne structuration du réseau routier primaire, en solutionnant le problème à son origine du côté allemand, alors que les deux autres alternatives sont à l'issue d'un manque d'initiative allemand et nécessiteraient un apport financier important du Luxembourg. Le «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier» permettrait également de parer le plus facilement à d'éventuelles entraves engendrant une coupure (partielle) de l'autoroute A1.

Question 3130 (12.07.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les produits vendus dans les écoles:

Eng gesond Ernährung an de Schoulen ass wichteg fir eis Kanner. Regional Produkter verstärkt an eise Schoulen asetzen ass wicteg fir eis Landwirtschaft: De Ministère huet dofir säit e puer Joer verstärkt regional Produkter an eise Schourestauranten agesat. Mir leie säit Kuerzem Informatiounen, datt ab der Rentrée am September 2017 just nach frësch Mëlch a frësch Schockelasmëlch an de Luxlait-Automate vun de Schoulen dierfte verkaaft ginn. Aner Produkte wéi UHT-Schockelasmëlch, Bannanen- an Aerdbierschaken dierften net méi verkaaft gi mam Argument vun der Lutte géint lwwergewicht, well ze vill Zocker an dese Produiten dra wier.

Op där anerer Säit stinn awer nach wie vor Automate mat Séissegkeeten, Cola an esou weider an eise Schoulen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Bildung an dem Här Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

- Kann de Minister fir Bildung dës Informatiounen bestätegen?

- Firwat huet den Här Minister dës Decisioun op Käschte vu regionale Produkter geholl, obvwuel an de Schoule souwuel gezéckert Gedränks wéi och Séissegkeeten an Distributiionsautomaten offéiert ginn?

- Hunn d'Schoulen a puncto Offer an Distributiionsautomaten eng gewëssen Autonomie?

- Wat ass d'Positioun vum Här Minister fir Landwirtschaft an deem Dossier?

Réponse commune (05.09.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Eng gesond an equilibréiert Ernährung an de Schoulen ass der Regierung genee esou wichteg wéi eng Promotioun vun eiser regionaler Produktioun vu qualitativ héichwäertge landwirtschaftleche Produkter. Et muss een och direkt éinnersträchen, datt zu kengem Moment een Distributiionskontrakt mat der Luxlait gekënnegt ginn ass. Au contraire, de Schoulmëlchprogramm, en europäesche Programm fir d'Promotioun vu Mëlch a Mëlchprodukter an de Schoulen, gëtt et zanter 1977 an d'Luxlait war vun Ufank un de Partner an deem Programm. Och BIOG huet am leschte Schouljoer bei der Verdeelung vu Mëlch an de Schoule matgemaach.

Am Joer 2015, énnert der lëtzebuergescher Présidence, gouf de Programm vun der Schoulmëlch alignéiert op de Programm vum Schoulleebst. Deementspriedend gëtt dem Aspekt vun enger gesonder Ernährung méi Rechnung gedroen a frësch Produkter solle Prioritéit kréien. Edukativ Begleetmoosname sollen de Kanner de Stelleväert an d'Origine vu landwirtschaftleche Produkter erklären. Domat ugefaangen hu mir an de Schoulen 2014 mat der „Semaine thématique du lait“ am Enseignement secondaire an 2015 an 2016 mat der „Woch vun der Mëlch“, wou Kanner a landwirtschaftlech Betriber kënnen kucken, wou a wéi d'Mëlch hiergestallt gëtt.

Mat dem neie Schoulmëlchprogramm konnt och erreicht ginn, datt e bedeitend méi héije Budget zur Verfügung steet wéi virun: 193.000 € un EU-Fonges si fir de lëtzebuergesche Schoulmëlchprogramm vun elo u pro Schouljoer virgesinn. All Fournisseur vu Mëlch, dee bei der éffentlecher Ausschreibung

matmécht an den Zouschlag kritt, kann also vu véiermol méi Bähëllefle benefisséiere wéi an de vieregte Joren. Am Verglach: fir d'Schouljoer 2015-2016 si 47.900 € Bähëllef fir Schoulmël-lech ausbezuelt ginn. An hei hu Luxlait oder BIOG genau wéi jidder aner Mël-lechfournisseur all hir Chance, fir den Zouschlag ze kréien.

Och dowéinst wäert sech vum Schouljoer 2017-2018 un d'Veerdeelung am Enseignement fondamental op wäiss Mël-lech beschränken. D'Kanner sollen erëm mam Goût vun der Mël-lech vertraut ginn. Fir datt mer dëst Zil besser erreechen, gëtt dëse Programm am Enseignement fondamental gratis zur Verfügung gestallt. D'Gemenge mussen also net wéi bis elo en Deel vum Präis vun der Mël-lech bezuelen, mä déi Fraisé wäerten integral vum EU-Budget, dee fir Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt gëtt, iwwerholl ginn. D'Regierung encouragéiert all Gemengen a Schoulsyndikater, bei dësem Programm matzemaachen; e Courier ass de 27. Juli erausgaange fir dorop hinczewiesen. Jee no-deem wéi grouss den Interêt ass, kéinten nieft der Drénkmël-lech och wäisse Kéis a Jughurte verdeelt ginn.

Fir den Enseignement secondaire solle frësch Produkter wéi wäiss Mël-lech a Schockelasmël-lech esou wéi Jughurte weiderhin zu engem subventionéierten Tarif verkaaft ginn. Hei ass et also net gratis, well d'Schüler an engem Alter sinn, wou se ufänken, Responsabilitéiten ze iwwerhuelen a si sollen de Stellerwäert vu Mël-lech a Mël-lechprodukter schätze léieren. Och hei soll duerch e gënschtege Präis an enger méi héijer Visibilitéit wäiss Mël-lech méi attraktiv fir d'Schüler gemaach ginn.

Des Weidere war den 31. Mee am Service d'économie rurale eng Entrevue mat Verrieder vun der Luxlait an der BIOG, fir sech mat hin-nen ze consultéieren, wéi de Schoulmël-lech-programm wäert an Zukunft ausgesinn, fir déi nei Virgabe vum EU-Reglement ze erfëllen. Méiglech Piste si virbruecht ginn, ouni datt eng Stellungnam dozou vu Säite vun den Operateure komm ass, am Kontext vun der neier Ap-proche am Schoulmël-lech-programm.

Eng gesond equilibriert Ernährung an de Schou-len ass e grouss Uleies, och wat d'Schoulres-tauranten an d'Distributeuren ugeet. D'Regierung ass ëmmer beméit, net nëmmen déi ideal Choixen unzebidden, mä wëllt och Responsabi-litéiten an der Education iwwerhuelen. D'Leit-linne si kloer en faveur vu regionalen a lokale Produkter a fir eng ofwieslungsraich Ernährung.

Mël-lechprodukter stinn an der Ernährungspyra-mid u véierter Plaz a liwwere virun allem wich-teg Nährstoffer esou wéi Eewäiss a Kalzium, mä och vill Vitaminnen, Mineralien an Nährstoffer. Duerch den Ultrahéich-Erhéizungsprozess an den UHT-Produkter geet e groussen Deel vun dësen Inhaltsstoffer verluer, wat bei der Pasteu-risatioun net de Fall ass. D'Argument fir frësch Mël-lechprodukter a géint UHT-Produkter läit deemno an éischer Linn um Nährwäert. D'Uleies ass et, eng Sensibiliséierung an Opklärung fir frësch Mël-lechprodukter ze maa-chen, andeems déi méi ugebuede ginn, a keng UHT-Produkter, wou Nährstoffer duerch den Hierstellungsprozess zerstéiert goufen.

Wat d'Veerkafe vu séissem Gedréns ugeet, re-commandéiert d'Regierung ëmmer de gudder Choix: unhand vum Arrêté ministériel gëtt ge-regelt, wat am Automat ugebuede ka ginn a wat net. Et ass allgemeng gewosst, datt all Zort Soda a séisst Gedréns nëmmen eng niewe-sächlech Roll an der alldeeglecher Ernährung sollte spillen. Wat d'Sodaen an d'séisst Gedré-nks ugeet, ass fir d'Rentrée 2017-2018 bei Res-topolis eng „Quinzaine thématique“ geplangt, wou sech alles ëm dëst Thema dréint.

Question 3136 (17.07.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant les trottinettes en libre service:

Récemment la SNCF a inauguré sa première borne de trottinettes en libre service. L'objectif est de faciliter les déplacements des voyageurs à la sortie des gares au bureau ou au domicile. Il s'agit actuellement d'une expérimentation. Si l'expérience est concluante, 50 à 100 stations seront installées dans les gares d'Île-de-France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre face à cette idée?

- Un tel concept pourrait-il également offrir des trottinettes électriques?

- Au vu du nombre important d'utilisateurs des transports en commun passant par la gare de Luxembourg et de la multitude d'emplois localisés à proximité de celle-ci, est-ce qu'un tel projet pourrait être envisagé à cet endroit?

Réponse (07.09.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les conclusions du projet pilote des SNCF de proposer, pendant six mois à partir de juillet 2017, des bornes de trottinettes en libre service auprès de certaines gares en Île-de-France mériteront certainement d'être analysées.

En effet, même à Luxembourg-ville, l'on observe de plus en plus de navetteurs qui utilisent quotidiennement la trottinette, surtout électrique, pour le «last mile». Ce qui pose problème, c'est que dans la pratique, ils sont nombreux à emprunter le trottoir, où, par leur vitesse, ils gênent les piétons, voire les mettent en danger.

Il faut savoir que d'après le Code de la route, les trottinettes sans moteur sont à considérer comme des cycles. Les trottinettes sont à considérer comme cycles électriques tant que la puissance nominale continue maximale du moteur électrique ne dépasse pas 0,5 kW et que la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 25 km/h. Dans ce cas, les règles de circulation ainsi que celles relatives à l'équipement sont celles applicables aux cycles et cycles électriques; partant, la circulation sur les trottoirs et autres parties de la voie publique, réservées aux piétons, est interdite. Pour ce qui est de trottinettes qui sont dotées d'un moteur encore plus puissant, elles sont assimilées au cyclomoteur, ce qui leur interdit l'utilisation d'infrastructures cyclables telles que les pistes cyclables, les voies cyclables et les chemins obligatoires pour cyclistes et piétons.

Pour ces raisons, le projet pilote en Île-de-France intéressera sans doute autant les communes concernées que les prestataires de services de mobilité.

Question 3137 (17.07.2017) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant les classes anglophones au Lycée Michel Lucius:

Selon les informations de la presse, il s'avère qu'une partie des enseignants du Lycée Michel Lucius donnent des cours dans les classes anglophones du lycée, alors qu'ils ne disposeraient pas des compétences linguistiques adéquates.

Dans la mesure où ni le système luxembourgeois ni la formation des enseignants ne prévoient la langue anglaise comme langue véhiculaire des cours, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle situation provoquera à la longue une détérioration de la qualité scolaire?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir à cet état des choses?

- Le ministre envisage-t-il de recourir à des ressources humaines supplémentaires afin de garantir le bon fonctionnement des nouvelles offres scolaires?

Réponse (05.09.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Je ne mets point en doute la qualité de l'enseignement dispensé au Lycée Michel Lucius; les enseignants donnant des cours dans les classes anglophones disposent bien des compétences linguistiques requises et la direction confie une telle tâche exclusivement à des enseignants ayant exprimé dans leurs desiderata la volonté d'y enseigner.

Afin de soutenir les enseignants dans ces nouvelles missions, des mesures de formation continue seront offertes et dans le domaine des capacités linguistiques et en didactique des A-levels. D'ailleurs, les professeurs visés par le communiqué ont réagi de manière consternée face aux reproches formulés.

En général, la mise en place de classes à régime linguistique spécifique engendre des besoins particuliers dans le contexte des ressources humaines, surtout au niveau des enseignants, mais également en ce qui concerne le personnel socio-éducatif et administratif. Voilà pourquoi mon département se penche sur la question et je vais présenter sous peu un modèle d'affectation du personnel tenant compte des dites spécificités.

Question 3141 (17.07.2017) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le brevet de natation:

Eng ausgeglache physesch Aktivitéit ass wichteg fir d'Entwécklung vun eise Kanner. Et huet sech an de leschte Jore leider erauskristalliséiert, dass vill Kanner net méi richtig schwamme kënnen. Während Vakanzenaktivitéiten oder wann d'Eltere selwer mat de Kanner an d'Vakanz fueren, stinn oft Aktivitéiten am Waasser um Programm. Eng Studie an Däitschland, déi vun der „Deutsche Lebens-Rettungs-Gesellschaft“ an Optrag gi ginn ass, huet elo eraus-fonnt, dass bei eisen Noperen 59% vun den zéngjärege Kanner kee Fräischwëmmer hunn. Dësen ass noutwendeg, fir sech als séchere Schwëmmer auszezeechen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Bildung an dem Här Minister fir Sport dës Fro stellen:

- Wéi vill Prozent vun eise Kanner hunn de Certificat vum Fräischwëmmer vun der FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) gemaach hei am Land?

- Ginn et Tendenzes, dass d'Erreche vun esou engem wichtegen Ofzeeche erofgeet? Wa jo, wat gedanken déi zoustänneg Ministeren dogéint ze ënnerhuelen?

- Ënnerhëlt d'Regierung speziell Moosname virun der grousser Vakanz, fir dass eis Kanner sécher schwamme léieren?

- Offrëieren eis Schwämme genuch Schwamm-coursen, fir d'Ofzeeche vum Fräischwëmmer ze maachen, dëst a Kollaboratioun mam FLNS?

- Hunn d'Eltere genuch Informatiounen, fir hir Kanner an engem Schwammkurs unzemellen?

Réponse commune (05.09.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

Zu der parlamentarischer Fro vun der Madam Arendt iwwert den eventuelle Réckgang vu séchere Schwëmmer hei zu Lëtzebuerg a méi konkret d'Unzuel vun de Kanner, déi e Certificat vum Fräischwëmmer hunn, kënnen de Minister Schneider an ech folgend Informati-one ginn.

Hautzedaags stellt kee méi a Fro, datt eng ausgeglache physesch Aktivitéit, wouzou och d'Schwamme gehéiert, wichteg fir d'Entwéck-lung vun de Kanner ass an dat vu Klengem un. Dowéinst leet dës Regierung och e grouse Wäert drop, datt eis Kanner vu jonkem Alter u konsequent motoresch gefërdert ginn.

Wat elo konkret d'Erlaange vum Fräischwëm-mer-Certificat ugeet, ass ze ernimmen, datt esou Certificaten net ausschliisslech vun der FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) ausgestallt ginn. Do derbäi kënn, datt eleng d'Unzuel vun esou Certificaten net onbedéngt déi reell Situatioun um Ter-rain vu séchere Schwëmmer zréckgëtt, well och vill Kanner fräigeschwomm sinn, ouni awer esou en Ofzeechen ze hunn, an dat not-tamment duerch d'Schoulschwammen.

Déi konkret Zuelen iwwert d'Ausstelle vun de Fräischwëmmer-Certificate vun deene verschid-denen Intervenante konnte mir leider net ze-summendroen an där kuerzer Zäit.

D'Regierung huet awer keen Afloss drop, wéi eng respektiv wéi vill Coursen d'Federatioun, d'Veräiner oder d'Schwämme selwer ubidden, si kann och d'Informatiounspolitik vun dësen net matbestimmen.

Dat, wat d'Regierung awer ka maachen an och mécht, ass derfir suergen, datt am nonforma-len esou wéi am schoulesche Beräich d'Bewe-gung am Allgemengen an och d'Schwamme ganz seriö geholl a gefërdert gëtt an datt am reng sportleche Beräich an de Veräiner d'Kan-ner vu qualifizéierten Trainer betreit ginn.

Déi zwee concernéiert Ministere si sech deemno der Problematik, wat Schwammleieren ugeet, bewosst a sinn amgaangen eng Enquête auszewäerten, fir eng lwwersiicht ze kréie vun der Organisatioun vum Schoulschwammen.

Question 3154 (21.07.2017) de M. Max Hahn (DP) concernant les lampes à diode électroluminescente (LED):

Ces dernières années, la technologie de lampes à diode électroluminescente (LED) a connu un succès considérable. Elle s'avère écologiquement efficace et elle est promue dans le cadre du pacte climat.

Au vu des avantages que présente cette nouvelle technologie, certaines autorités publiques

locales n'ont pas tardé à équiper certaines routes communales avec ce nouveau type d'éclairage. Cette technologie est également en phase d'essai sur un certain nombre de routes nationales.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Considérant que les communes sont actuellement subsidiées pour investir dans la technologie LED, combien de communes ont profité de ces aides et quel est le montant des subsides accordés?

2. Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un premier bilan de la phase d'essai des lampes LED sur les routes nationales?

3. Monsieur le Ministre entend-il équiper les routes nationales nouvellement construites avec la technologie LED?

4. Monsieur le Ministre juge-t-il utile de remplacer toutes les ampoules actuelles par un modèle LED?

5. Dans l'affirmative, quel en serait le prix d'acquisition et de remplacement?

6. Est-il possible de chiffrer les économies en coûts d'entretien des ampoules LED?

7. Quel serait le potentiel d'économie d'énergie de la technologie LED si elle était installée sur tout le réseau routier national?

8. Est-ce que l'éclairage du type LED peut également contribuer à limiter la pollution lumineuse?

Réponse (28.08.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1. Les communes sont subsidiées au moyen du Fonds pour la protection de l'environnement (FPE) institué par la loi modifiée du 31 mai 1999. Le montant accordé pour le renouvellement d'un point lumineux s'élevait actuellement à 100 euros. Depuis août 2014, une cinquantaine de projets à environ 2.300 points lumineux ont été subsidiés et une trentaine de communes ont profité de ces aides.

ad 2. Les premiers luminaires à diodes électroluminescentes (LED) ont été installés il y a deux ans environ; le recul n'est pas suffisamment important et la durée d'essai est trop courte pour pouvoir dresser un bilan.

ad 3. Les routes nouvellement construites seront équipées de luminaires à LED, comme par exemple le nouveau quartier «Ban de Gaspe-rich» et les aires de service le long des auto-routes.

ad 4. Parmi les ampoules actuelles le long du réseau routier étatique, on distingue deux technologies de lampes à vapeur de sodium:

- les lampes à vapeur de sodium sous haute pression (appelées également SON-T, SHP ou HPS), et

- les lampes à vapeur de sodium sous basse pression (appelées également SOX ou LPS).

Le remplacement des luminaires à lampes à vapeur de sodium sous haute pression (SON-T) n'est actuellement pas prévu, vu que leur rendement est presque identique à celui des luminaires à LED actuels.

Par contre, le remplacement des luminaires à lampes à vapeur de sodium sous basse pression (SOX) est devenu inévitable par l'augmentation du prix d'achat des lampes qui a doublé depuis les dernières trois années.

ad 5. Afin de remplacer les quelques 15.500 luminaires à sodium basse pression (SOX), le budget d'acquisition pour les luminaires LED serait de 6,2 mio d'euros (400 euros par luminaire). Cependant, le budget annuel pour l'acquisition de tout le matériel pour l'éclairage public s'élevait actuellement à 2.120.000 euros par an.

ad 6. L'économie en ce qui concerne les frais d'entretien n'est pas très importante, car un nettoyage tous les quatre ans ainsi qu'un contrôle de la sécurité électrique doivent également être exécutés pour les lampes à technologie LED. Néanmoins, les frais pour le rechange des lampes peuvent être épargnés qui s'élevaient à environ 100 euros pour les lampes SOX et 30 euros pour les lampes SON-T.

ad 7. L'économie d'énergie pour le remplacement des luminaires avec lampes sodium à basse pression (SOX) est de 0%, celle pour le remplacement des luminaires sodium haute pression (SON-T) peut être évaluée à environ 20 à 30%. Le potentiel d'économie d'énergie peut être évalué à environ 15% de la consommation actuelle totale qui est de l'ordre de 10.000.000 kWh. Le montant de la consommation actuelle totale se chiffre à 1.400.000 d'euros par an.

ad 8. Si les luminaires à LED sont dimensionnés d'une façon correcte, une partie de la pollution lumineuse peut être évitée, respectivement réduite.

Question 3164 (26.07.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich»:**

La presse nationale s'est faite l'écho des plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich» (voir édition du «Journal» du 25 juillet). Selon les plans graphiques, une route à deux voies est prévue de passer derrière le centre douanier Luxembourg-Howald.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de donner des précisions concernant la nature de cette route (connexion, dimensions, trafic estimé)?

- Il semble que cette route soit destinée à passer sur le parking actuellement utilisé par le personnel du centre douanier. Est-ce qu'un tel tracé est prévu ou passera-t-elle, le cas échéant, par un pont de sorte que le parking actuel soit utilisable dans le futur?

Réponse (28.08.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La route à deux voies, en grisé sur les plans reproduits dans la presse, à laquelle se réfère Monsieur le Député ne fait pas partie des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich».

Il s'agit d'une nouvelle voirie planifiée dans le cadre du projet «Prolongement du boulevard Raiffeisen/CR231 vers la Z.A. Howald, modification des échangeurs Hesperange (B3/CR231) et Croix de Gasperich, aménagement des infrastructures de transport routières du nouveau quartier Midfield».

Cette voirie représente deux nouvelles bretelles de sortie, l'une de l'autoroute A1 en provenance d'Allemagne, l'autre des autoroutes A3 et A6 en provenance de France et de Belgique respectivement.

Le papier de discussion du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État (24.10.2012) n°6452 du 13 novembre 2012 a présenté ces projets, d'ailleurs toujours à l'état d'étude de faisabilité, de la manière suivante:

«(...)

Le prolongement du boulevard Raiffeisen/CR231 vers la Z.A. Howald devra assurer le raccordement autoroutier ainsi qu'un croisement performant avec la nouvelle N3 (carrefour avec feux tricolores priorisant les bus). Il permettra également la mise en place d'un triangle performant constitué par le boulevard Raiffeisen, la rue des Scillas et le boulevard Kockelscheuer constituant l'épine dorsale de desserte interne des nouveaux quartiers Midfield, Ban de Gasperich et Z.A. Howald. Le projet comprend par ailleurs la modification des échangeurs de Hesperange et de la Croix de Gasperich ainsi que l'aménagement des infrastructures de transport routières du nouveau quartier „Midfield“.

L'estimation très sommaire des coûts s'élève à un total de 94.400.000 d'euros.

Suite à la présentation concomitante des deux projets sous rubrique, il a été précisé qu'ils ne sont en aucun cas définitifs et que le tracé des routes tel que projeté actuellement n'est qu'une ébauche et pourra, le cas échéant, se révéler très différent lors de sa concrétisation.

Suite à une question afférente, il est encore précisé qu'en dehors du quartier Midfield où sera évidemment et par la force des choses construit une nouvelle voirie, aucune capacité supplémentaire pour le trafic individuel n'a été prévue: l'élargissement des voies est uniquement engendré par les besoins du futur tram.»

Je fais remarquer que l'estimation très sommaire des coûts concerne l'ensemble des mesures décrites dans le papier de discussion du 13.11.2012 et que 40.700.000 d'euros concernent la seule modification de l'échangeur n°1 Hesperange et de la Croix de Gasperich.

Ce projet s'inscrit dans le long terme et la réalisation concrète dépend d'éléments inconnus tels l'utilisation future du parking relais P&R Sud ou encore du Centre douanier.

Question 3165 (26.07.2017) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant les **installations de biogaz:**

Depuis le 1^{er} janvier 2014, une prime de lisier est accordée aux centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz, si le biogaz est pro-

duit avec une quote-part minimale de 70% d'effluents d'élevage. Cette prime doit contribuer à l'utilisation de substrats qui n'entrent pas en concurrence avec la chaîne alimentaire pour la production d'énergie.

1. Combien d'installations de biogaz au Luxembourg sont en mesure de bénéficier de la prime de lisier?

2. Quels sont les autres substrats utilisés au Luxembourg pour la production du biogaz? Dans quelle mesure des céréales propres à la consommation humaine sont-elles utilisées pour la production de biogaz?

3. Quelle proportion des surfaces agricoles est utilisée pour des cultures destinées à la production énergétique? En comparaison aux années précédentes, cette proportion est-elle en diminution?

Réponse commune (30.08.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Conformément à l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, le producteur d'énergie doit faire parvenir annuellement et au plus tard pour le 1^{er} mai de l'année suivant l'exercice écoulé au gestionnaire de réseau concerné une déclaration pour pouvoir bénéficier de la prime de lisier.

Pour les années 2014 à 2016, le nombre d'exploitations ayant remis la déclaration mentionnée ci-dessus et remplissant les conditions prévues par l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables se présente comme suit:

2014: 10 exploitations sur 30 exploitations;

2015: 12 exploitations sur 28 exploitations;

2016: 13 exploitations sur 25 exploitations.

ad 2. Conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, 20 installations de biogaz ont indiqué dans leur rapport annuel d'avoir accepté, à part du lisier, d'autres substrats dans leurs installations en 2015. Les autres substrats étaient par ordre décroissant: déchets organiques en provenance de tiers, maïs, fumier, herbes, herbes ensilées, plantes entièrement ensilées, seigle vert, maïs à grains, céréales, mélange herbes/maïs, betteraves, sorgho, tournesol, aliments pour animaux, herbes de Soudan.

Au total 55.940 tonnes de déchets organiques et 93.515 tonnes de substrats (hors lisier) ont été fermentés dans ces installations en 2015.

En 2015, 2.478 tonnes de céréales ont été traitées dans ces installations de biogaz. Il ne ressort pas des rapports annuels si les céréales étaient propres à la consommation humaine ou non. En règle générale, on peut affirmer que l'utilisation de céréales sous forme de grains aptes à la consommation humaine est plutôt marginale, mais plus souvent dans le cadre de l'ensilage de la plante entière (GPS).

ad 3. Concernant les surfaces agricoles utilisées pour des cultures énergétiques, le Service d'économie rurale recense annuellement dans les déclarations de surfaces les superficies en question. Pour les années 2017 et 2012 (année de comparaison), la situation se présente comme suit: (*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

À cet égard, il faut cependant souligner que:

- Il s'agit de données déclarées qui peuvent ne pas refléter dans tous les cas la réalité. En effet, la décision si une culture est utilisée comme culture énergétique peut très bien être changée en fin de culture. Ainsi, dans une année qui connaît une période de sécheresse continue (comme cette année), un maïs initialement déclaré comme culture énergétique peut finalement être utilisé comme plante fourragère pour combler les pertes encourues dans la production d'herbe.

- La liste des cultures énergétiques recensées est limitée. Ainsi, les céréales propres à la consommation mais utilisées à des fins énergétiques ne sont pas recensées comme telles (sachant que les céréales ensilées sont généralement des céréales fourragères).

Question 3169 (27.07.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le «**littering**»:

Le Ministère de l'Environnement vient de lancer une campagne de sensibilisation au nom de «Petits déchets - grande pollution» par rap-

port au phénomène du «littering». Un premier bilan positif a été dressé ces jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) L'Administration des douanes et accises dispose de deux brigades (à Diekirch et à Frisange) qui interviennent afin de garantir la protection de l'environnement. Combien d'avertissements taxés ces unités ont-elles établis pour cause de «littering», ces dernières années et depuis le début de cette année?

2) Comment ces agents sont-ils impliqués dans les efforts de sensibilisation de la part du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de l'environnement?

Réponse commune (07.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

ad 1) Les attributions légales de l'Administration des douanes et accises (ADA) en la matière découlent notamment de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que, le cas échéant, des règlements grand-ducaux y relatifs.

Conformément au règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi visée, l'ADA, dans le cadre de ses contrôles, a décerné des avertissements taxés dans 25 cas depuis le début de l'année 2017.

Dans trois autres cas en la matière, l'ADA a dressé un procès-verbal avec transmis au parquet compétent.

ad 2) Selon les dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012, les agents de l'Administration des douanes et accises sont également autorisés à rechercher et à constater des infractions contre les dispositions de ladite loi. Les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal sont donc également habilités à surveiller et contrôler l'abandon incontrôlé de déchets et de le sanctionner par des avertissements taxés.

L'Administration de l'environnement et l'Administration des douanes et accises ont signé en décembre 2015 une convention de coopération en matière d'inspections et de contrôles environnementaux. Cette convention prévoit entre autres l'organisation par l'Administration de l'environnement de formations pour les agents de l'Administration des douanes et accises dans les domaines auxquels ces agents sont appelés à faire des inspections et des contrôles.

En ce qui concerne plus particulièrement les campagnes d'information et de sensibilisation de la population et des différents milieux publics et privés en matière de prévention et de gestion des déchets, cette obligation est à charge de la Ministre de l'Environnement par le biais de l'Administration de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi modifiée du 21 mars 2012.

Ainsi, la campagne d'information et de sensibilisation antilittering «Petits déchets - grande pollution» menée depuis le 4 juillet 2017 est réalisée et mise en place sur initiative de l'Administration de l'environnement.

Il est à noter que sur simple demande, les affiches sont mises à disposition de tout établissement et institution intéressés. Ainsi, plusieurs acteurs ont déjà contacté l'Administration de l'environnement pour contribuer à cette action, dont notamment les communes, les parcs naturels, des stations-service, des restaurateurs).

Question 3170 (27.07.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant l'**introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État:**

L'accord salarial du 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la CGFP prévoit entre autres l'introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État.

Les agents étatiques (fonctionnaires, employés et salariés de l'État) engagés auprès des ministères, administrations et services de l'État peuvent déjà profiter de cette mesure. Les agents engagés auprès des établissements publics doivent s'adresser directement à leur employeur.

Selon mes informations, les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État Luxembourg ne peuvent pas encore profiter des nouvelles conditions pour le M-Pass vu que la banque étatique refuse de transposer cette

mesure alors que cette dernière a déjà fait l'objet de transposition dans d'autres établissements publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les instructions données par le Gouvernement aux établissements publics, en général, et à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État Luxembourg en particulier pour faire profiter leurs agents du M-Pass au tarif réduit de 150 €?

Réponse commune (04.09.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

En réponse à la question de l'honorable Député, nous tenons tout d'abord à l'informer que l'accord du 5 décembre 2016 concerne tous les fonctionnaires et employés de l'État, les stagiaires ainsi que les volontaires de l'armée et de police. Par conséquent, l'ensemble des mesures, dont entre autres l'introduction d'un M-Pass à tarif réduit, s'appliquent également aux agents des établissements publics, sous réserve des spécificités sectorielles, ayant le statut de fonctionnaire ou d'employé de l'État.

Concernant la gestion et les commandes du M-Pass, le Département de la fonction publique, ensemble avec l'Administration du personnel de l'État (APE), a mis en place un système centralisé moyennant la signature d'une convention avec le Verkeiersverbond et une démarche sur le portail MyGuichet. Conformément à l'accord salarial qui prévoit que «la contribution annuelle à fournir par les agents intéressés sera de 150 €, le solde étant pris en charge par l'État», une partie de la contribution sera prise en charge directement par l'État, tandis que l'autre partie, à charge de l'agent, sera déduite de sa rémunération.

Le Gouvernement en conseil a retenu dans sa séance du 27 janvier 2017 que les communes et les établissements publics qui en font la demande auprès du Verkeiersverbond pourront profiter des mêmes conditions favorables que l'État pour en faire bénéficier leurs agents le cas échéant.

L'accord salarial s'applique aux établissements publics, et plus spécifiquement à la BCEE, sous réserve des spécificités sectorielles. Les établissements publics sont eux-mêmes responsables de leur gestion et organisation administratives, ainsi que du calcul et de la gestion des rémunérations de leurs agents. Ceci vaut a fortiori pour la BCEE, qui est un établissement public autonome. Par conséquent, une gestion centralisée des démarches relatives au M-Pass à l'instar du secteur public étatique n'est pas possible dans ce contexte.

Question 3173 (28.07.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **traitements contre l'arthrose:**

Selon mes informations, les injections à base d'acide hyaluronique préconisées dans le traitement de l'arthrose du genou ne sont plus remboursées par la Caisse nationale de santé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce déremboursement?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir une liste des produits concernés par le déremboursement?

- Combien de patients reçoivent un tel traitement contre l'arthrose?

- Les ministres ne jugent-ils pas que ce déremboursement des injections d'acide hyaluronique risque d'augmenter le nombre d'interventions pour des poses de prothèses, coûtant plus chères que des injections?

Réponse (28.08.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les injections à base d'acide hyaluronique, qui sont utilisées dans le traitement de l'arthrose

du genou, ne sont plus remboursées par la Caisse nationale de santé (CNS) depuis le 1^{er} octobre 2016 pour des raisons médicales.

Ainsi, les produits de viscosupplémentation, inscrits sous les codes V98B et V98BX et dont le fichier indiquant la liste des produits concernés se trouve en pièce jointe, ont été exclus du fichier B1 des dispositifs médicaux et ne sont donc plus pris en charge par l'assurance maladie depuis le 1^{er} octobre 2016.

Cette décision se base sur un avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), lui-même basé sur plusieurs avis récents provenant des autorités étrangères et des sociétés savantes sous-mentionnées. Il ressort de ces avis que l'intérêt thérapeutique de la viscosupplémentation est insuffisamment établi.

En effet, la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDiMTS) de la Haute autorité de santé dans son avis concernant le renouvellement de l'inscription d'Ostenil sur la liste des produits à charge de la sécurité sociale française précise que «l'intérêt thérapeutique d'Ostenil n'étant pas établi, son intérêt de santé publique ne peut être déterminé». La CNEDiMTS estime que «les données disponibles ne permettent pas de justifier la prise en charge d'Ostenil par la collectivité»¹.

En outre, le National Institute for Health and Care Excellence (NICE) fait valoir dans ses recommandations de ne pas avoir recours aux injections intra-articulaires d'acide hyaluronique pour la prise en charge de l'arthrose².

Dans le même ordre d'idées, le Medizinischer Dienst des Spitzenverbandes Bund der Krankenkassen explique que: «[e]s konnten ungewöhnlich viele Studien identifiziert werden, die meisten der Studien sind allerdings von schlechter Qualität. [...] Gleichzeitig treten nach einer Hyaluronsäure-Injektion leichte unerwünschte Ereignisse an der Injektionsstelle häufiger auf. [...] Es kommen jedoch noch schwerwiegende unerwünschte Ereignisse hinzu, die statistisch häufiger auftreten als in den Kontrollgruppen. Da Schäden nur in einem Teil der Studien erfasst und berichtet wurden, ist unserer Ansicht nach nicht ausgeschlossen, dass vor allem die schwerwiegenden Schäden noch häufiger sind. In der Gesamtschau fallen am Ende die unerwünschten Ereignisse verbunden mit der Unsicherheit über die wahre Höhe möglicher Schäden schwerer ins Gewicht als der geringe Nutzen, weshalb wir die Hyaluronsäure-Injektion bei Kniearthrose insgesamt als „tendenziell negativ“ bewerten»³.

Finalement, selon l'avis de l'American Academy of Orthopaedic Surgeons (AAOS), l'utilisation d'acide hyaluronique pour les patients atteints d'arthrose symptomatique du genou ne peut pas être recommandée⁴.

Par conséquent, le CMSS conclut que l'efficacité est au mieux modeste et doit être mise en balance avec un risque non négligeable d'effets indésirables graves liés au caractère invasif du mode d'administration ainsi qu'avec un coût relativement élevé du traitement en cause.

Partant, ces produits ne vérifient pas les critères de l'article 23 du Code de la sécurité sociale portant sur les prestations à charge de l'assurance maladie.

En réponse à la question sur le nombre de patients ayant obtenu un remboursement par la CNS pour ce type de traitement, celui-ci est d'environ 5.700 patients pour l'année 2015.

Quant à la dernière question, il convient de préciser que les risques d'effets indésirables graves liés au traitement par injections à base d'acide hyaluronique sont considérables et que dès lors l'état de santé des patients peut être fortement impacté par le recours à ce type de traitement. Or, comme l'intérêt thérapeutique de cette mesure n'est pas avéré suivant l'expertise médicale récente, d'autres mesures ou tra-

tements sont à préconiser en faveur du bien-être du patient.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3182 (31.07.2017) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le colportage:

Depuis avril 2014, le Luxembourg a remplacé l'interdiction légale du colportage par une nouvelle réglementation conforme au droit européen qui fixe un cadre restrictif à cette forme de commerce. Il y est notamment prévu que les consommateurs peuvent s'opposer à tout démarchage à domicile en apposant une notice sur leur boîte à lettres ou à l'entrée. Ainsi le colportage devient illicite.

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, le ministère avait lancé une campagne d'information destinée aux consommateurs, accompagnée de la production de stickers relatifs au refus du colportage.

Comme le phénomène du colportage a pris de l'ampleur ces derniers temps et que beaucoup de gens se sentent importunés par ces démarchages à domicile, il me paraît utile de relancer cette campagne d'information publique.

- Est-ce que le Gouvernement partage ce point de vue?

- Dans l'affirmative, quand le Gouvernement entend-il prendre une telle initiative?

Réponse (29.08.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

D'après l'honorable Député, le phénomène du colportage aurait pris de l'ampleur ces derniers temps. Au vu des indications recueillies auprès de la Police grand-ducale, l'Union luxembourgeoise des consommateurs et le Centre européen des consommateurs, je ne peux toutefois pas confirmer cette appréciation. Il n'empêche qu'une nouvelle sensibilisation du grand public quant au thème du démarchage à domicile telle celle lancée en 2014 par mon département avec la réalisation et la diffusion des autocollants «Colportage Nee Non Nein Merci!» peut toujours s'avérer utile. Je me concerterai avec les parties intéressées afin qu'elles remettent prochainement le sujet à l'ordre du jour dans leur communication (brochures, sites Internet...).

Question 3185 (31.07.2017) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant la fermeture de bureaux de poste:

Die Verantwortlichen der Raiffeisen-Bank haben kürzlich mitgeteilt, dass drei Filialen in den nächsten Monaten geschlossen werden sollen, davon auch diejenige in Wormeldingen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Auch POST Luxembourg hat mehrere Filialen über Land geschlossen, diejenige in Wormeldingen war nicht davon betroffen. Während, dass POST Luxembourg bei ihren Bankaktivitäten seit einiger Zeit eng mit der Raiffeisen-Bank zusammenarbeitet, so wäre es demnach angebracht, dass die Postfiliale in Wormeldingen von den Schließungen auch in Zukunft ausgeschlossen bleibt.

Da noch mehrere Filialschließungen von Postbüros in Aussicht gestellt wurden, teilt der Herr Minister die Meinung, dass das Büro in Wormeldingen hiervon ausgeschlossen bleiben soll, um somit den Kunden wenigstens die Basis-Bank-Dienste zu erhalten?

- Haben die Schließungen der Raiffeisen-Filialen Wormeldingen, Noerdingen und Clerf einen Einfluss auf etwaige angedachte Schließungen von Postfilialen?

- Da die Filiale Wormeldingen der Sparkasse ebenfalls geschlossen wurde, teilt die Regierung die Meinung, dass eine gewisse Dienstleistung an Basis-Bank-Diensten im ländlichen Raum auch vor Ort, und nicht nur online, gewährleistet sein muss?

Réponse (29.08.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Im Einklang mit der verabschiedeten Strategie ist es Aufgabe der Postdirektion die Struktur des Vertriebsnetzes und der dazugehörigen Postbüros in regelmäßigen Abständen zu überprüfen, um den Dienst am Kunden zu verbessern. Etwaige Schließungen von Postfilialen müssen vom Verwaltungsrat der POST Luxembourg gutgeheißen werden. Die Post arbeitet

in der Tat seit geraumer Zeit eng mit der Raiffeisen-Bank zusammen im Bereich der Bankaktivitäten.

In diesem Zusammenhang kann ich Ihnen mitteilen, dass zu diesem Zeitpunkt keine konkrete Absicht besteht von Seiten der POST Luxembourg, die Filiale in Wormeldingen zu schließen.

Question 3186 (01.08.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la fin de l'argent liquide:

D'après mes informations, le Gouvernement bulgare aurait adopté une loi limitant les paiements en espèces à environ 2.500 euros à partir du 1^{er} janvier 2018. Il serait également prévu de baisser ce seuil à 500 euros à partir de 2020, à l'instar de ce qui se fait actuellement déjà en Grèce. Les adeptes de cette mouvance mettent en exergue que cela permettrait de moderniser l'économie et de faire reculer l'économie parallèle.

À noter enfin que dans ses conclusions du 12 février 2016 ayant trait à la lutte contre le financement du terrorisme, le Conseil «Affaires économiques et financières» de l'Union européenne a demandé à la Commission européenne d'analyser s'il y a lieu d'imposer des restrictions aux paiements en espèces dépassant certains seuils.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de pays de l'Union européenne imposent des restrictions en matière de paiements en espèces? Quels sont ces pays et quelles sont les limites imposées?

- Où en sont les discussions au niveau de l'Union européenne?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille restreindre les paiements en espèces?

Réponse (04.09.2017) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

Il ressort d'un rapport publié en juin 2017 par la Commission européenne et portant sur l'évaluation des risques de blanchiment dans le marché intérieur et dans des situations transfrontalières (COM (2017) 340 final) que 16 États membres ont introduit des plafonds aux paiements en espèces variant de 420 euros (en Slovaquie) à 15.000 euros (en Pologne et, pour les personnes physiques, en République tchèque). Ont introduit de tels plafonds - qui peuvent varier selon que les paiements sont effectués par des personnes physiques ou entreprises ou par des résidents ou non-résidents - la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, la Lettonie, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la République tchèque.

La proposition de directive que la Commission européenne a présentée le 6 juillet 2016 et ayant pour objet de modifier la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et la directive 2009/101/CE, ne prévoit pas de limite pour les paiements en espèces.

Le projet de loi n°7128 portant transposition de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux pouvoirs des autorités de contrôle, n'introduit pas de limite pour les paiements en espèces. Il ne semble en effet pas nécessaire d'aller au-delà du texte de la directive en imposant une telle limite au Luxembourg.

Question 3187 (01.08.2017) de M. Roy Reding (ADR) concernant l'immatriculation d'avions historiques:

Eng DC-3 aus Südafrika, déi däitsche Geschäftsleit gehéiert, ass elo an Irland ugemellt ginn, well dëst zu Lëtzebuerg trotz intensive Beméigungen (Artikel am Luxemburger Wort vum 29. Juli 2017) net méiglech war. Si flitt do an den historesche Fuerwen als Maschinn vun der irescher Fluchgesellschaft. Ech hätt an deem Zesummenhang e puer Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Kann den zoustänneg Minister confirméieren, datt esou eng Maschinn aus Südafrika net konnt zu Lëtzebuerg ugemellt ginn? Wat waren d'Grënn fir déi Blockad?

2. Wéi verfiert Lëtzebuerg mam Umelle vun historesche Fligere?

3. Wéi erkläert sech, datt eng Maschinn vun der IAA (Irish Aviation Authority) eng Aggregatioun kritt, an net zu Lëtzebuerg?

4. Huet all Land seng eege Regeln oder ass dëst europäesch geregelt? Sinn d'Regelen zu Lëtzebuerg eventuell méi streng wéi an anere Länner a wéi eventuell EU-Reglementatiounen?

5. Hätt den Asaz vun esou enger Maschinn ënner Lëtzebuerg Fändel dem Land net eng flott Attraktioun geliwert fir den Tourismus?

6. Hätt net och d'Lëtzebuerg Wirtschaft, a besonnesch Luxair a Cargolux, vun esou enger Maschinn fir Reklammszwecker kenne profitéieren?

7. Wäre bei deem evidenten touristeschen a wirtschaftlechem Interêt net eng méi kulant Haltung bei der Umellung vun deem Fliger ugerode gewiescht?

Réponse commune (08.09.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Den honorabelen Deputéierten huet e puer Froen zu enger historescher DC-3, déi anscheinend, laut engem Wortartikel vum 29. Juli, net konnt zu Lëtzebuerg enregistriert ginn.

D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet confirméiert, datt se zu kengem Zäitpunkt, weder formell nach informell, vun engem vun deenen zwee am Artikel genannte Fluchtransporteuren ugeschwat ginn ass am Kader vun enger kommerzieller Exploitatioun vum Fliger vum Typ DC-3C-SC3G.

Duerch d'Kombinatioun vum Artikel 4, Paragraph 4 an der Annexe II vum „règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne, et abrogeant la directive 91/670/CEE du Conseil, le règlement (CE) n°1592/2002 et la directive 2004/36/CE“ fällt de Fliger net ënnert d'Kompetenz vun der Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) a kann deemno keng Certificatioun oder Approbatioun op europäeschem Niveau kréien.

Historesch Fligere oder Fligere mat engem ofensichtlechen historeschen Interêt leien exklusiv am Domän vun der nationaler Kompetenz, déi a priori nëmme bannent dem Fluchraum vun deem jeeweilege Stat gëllt, bei deem de Fliger ugemellt ass. Et existéiert keng géigesäitig automatesch Unerkennung duerch d'Memberstaaten.

Fir e Fliger mat historeschem Charakter kommerziell bedriewen ze kënnen, brauch et eng national explizit juristesche Basis, déi zu Lëtzebuerg ganz feelt an déi fir d'Éischt hätt misse kreéiert ginn. Et ass ganz wahrscheinlech, datt d'Republik Irland an deem Kader schonn iwwer national Regele verfüügt huet, déi et erlaben, eng national Certificatioun auszustellen. Dës gëllt allerdéngs nëmme op hirem Territoire.

Den Dossier ass also net um Niveau vun der DAC blockéiert ginn, mä wéinst legalen Onsécherheeten an Obstakelen (eng ad hoc-Reglementatioun kreéieren) sinn d'Proprietairé vum Fliger aneren Optiounen nogaangen.

Dobäi muss awer gesot ginn, datt an der Fligerei d'Sécherheet ëmmer déi iewescht Prioritéit bleift an datt an deem Beräich keng „Kulanz“ méiglech ass. D'Konsequenz vun engem Tëscheffall, och op de Fluchbetrieb an op d'Wirtschaft, kéinten esou déif gräifend sinn, datt ee kee Sécherheitsrisiko agoen dierf.

Fir ofzeschlëssen, bleift mer nach op de Kaméidi vun enger DC-3 hinczewisen, dee besonnesch bei Start a Landung wéi och bei nidderge Flich net den héije Kaméidismen zu Lëtzebuerg entsprécht.

Question 3189 (01.08.2017) de Mme Diane Aehm (CSV) concernant la presse en ligne:

Le Conseil de Gouvernement du 9 décembre 2016 a approuvé l'introduction d'un régime de promotion transitoire de la presse en ligne via règlement publié au Mémorial le 13 janvier 2017. Ledit règlement prévoit l'institution d'un mécanisme de subventionnement annuel de la presse en ligne sur base de certains critères. Il prévoit également la mise en place d'une commission auprès du ministère ayant les médias dans ses attributions dont la mission consiste à

conseiller le ministre lors de l'évaluation des demandes de subventionnement.

Une telle aide constitue une aide importante et une réelle reconnaissance des médias digitaux qui jouent un rôle de plus en plus important.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias:

1. La commission «presse en ligne» telle que prévue par le règlement sub-mentionné a-t-elle déjà été instituée?

2. Dans l'affirmative, qui en sont les membres? Combien de fois s'est-elle déjà réunie?

Toujours dans l'affirmative, combien de demandes de subventionnement a-t-elle avisées? Combien de demandes ont été avisées positivement? Combien de demandes ont reçu un avis négatif? En cas d'avis négatif, quelles sont les raisons principales qui ont amené la commission «presse en ligne» à formuler un avis négatif?

Ladite commission s'est-elle dotée d'une procédure à suivre en matière d'application des critères prévus par le règlement grand-ducal pour l'attribution de l'aide à la «presse en ligne»? Dans le cadre des demandes d'ores et déjà avisées la commission «presse écrite» s'est-elle éventuellement basée sur d'autres critères que ceux figurant dans le règlement voire a-t-elle dû interpréter lesdits critères?

Combien d'avis ont été suivis par le ministre de tutelle? En cas de divergences, quelles en sont les raisons?

3. Dans la négative, quelles sont les raisons du retard de la mise en place d'une telle commission? Quand une telle commission pourra-t-elle raisonnablement voir le jour? Un tel retard ne risque-t-il pas de porter préjudice aux médias digitaux qui ont procédé à des changements, restructurations et autres réorganisations et qui sont en attente de ladite aide?

Réponse (07.09.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

La commission prévue à l'article 5 du règlement du Gouvernement en Conseil du 13 janvier 2017 concernant l'introduction d'un régime de promotion transitoire en ligne a été instituée par arrêté ministériel du 30 mai 2017.

Ses membres sont:

- Monsieur Raymond Bausch, inspecteur des finances à l'Inspection générale des finances;

- Monsieur Pierre Goerens, conseiller au Service des médias et des communications au Ministère d'État;

- Monsieur Jean-Paul Hoffmann, représentant le groupe des éditeurs;

- Monsieur Roger Infalt, représentant les organisations de journalistes;

- Monsieur Raphaël Kies, représentant le milieu académique;

- Monsieur Jean-Claude Olivier, conseiller au Service information et presse au Ministère d'État.

La commission s'est réunie en date du 21 et du 27 juillet 2017. Elle a analysé les cinq demandes présentées à cette date quant à leur conformité par rapport aux critères prévus par le règlement grand-ducal. Elle est en attente de pièces supplémentaires des éditeurs et pourrait rendre son avis sur les dossiers complétés lors de la prochaine réunion de la commission, prévue au 26 septembre 2017. Entre-temps une sixième demande a été introduite.

Comme le montant du subside sera attribué pour l'ensemble de la période éligible à partir du jour de la demande, ce temps nécessaire pour analyser et compléter les dossiers ne porte pas préjudice aux médias éligibles.

Question 3190 (01.08.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'Agence bancaire européenne (ABE):

Hier, le Gouvernement luxembourgeois a officiellement déposé sa candidature pour accueillir l'ABE. Dans ce contexte, le Gouvernement a fait éditer une brochure et une vidéo. Dans sa brochure, le Gouvernement indique e. a. qu'il mettra gratuitement à disposition de cette agence un bâtiment.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement compte acheter le bâtiment et à quel prix?

- Le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà signé un contrat de réservation avec le promoteur?

Dans l'affirmative, que se passera-t-il si la candidature du Luxembourg n'était pas retenue?

- À défaut, le Gouvernement a-t-il trouvé un autre arrangement avec le promoteur (loyer, etc.)? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus de détails à ce sujet?

- Quel est le coût de la campagne?

Réponse (01.09.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

En date du 31 juillet 2017, le Luxembourg a déposé son offre formelle pour accueillir l'Autorité bancaire européenne (ABE). La préparation du dossier a été l'œuvre collaborative de plusieurs intervenants dont notamment le Ministère d'État, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère des Finances et l'Agence Luxembourg for Finance. Les frais afférents ont été imputés sur les budgets prévus pour la promotion de la place.

Parmi les critères applicables au transfert des agences au transfert de l'Agence européenne des médicaments et de l'Autorité bancaire européenne dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union (document XT 21045/17 du 22 juin 2017) figure notamment «la disponibilité, en temps voulu, d'espaces de bureaux appropriés permettant à l'agence d'exercer ses fonctions sur le nouveau site à la date de retrait».

L'immeuble «Moonlight», actuellement en construction au 271, route d'Arlon à Luxembourg, correspond à ces critères. Aucun contrat de bail n'a été signé, étant donné que l'immeuble est en construction. Toutefois, une lettre d'intention portant sur sa location a été finalisée entre l'État et le propriétaire. Le prix de location par m² fixé lors des négociations avec le propriétaire est en concordance avec les loyers payés par l'État pour des immeubles similaires sur le territoire de la ville de Luxembourg. Il ne sera dû qu'après achèvement des travaux de construction.

Au cas où l'ABE ne serait pas relocalisée vers le Luxembourg, l'immeuble pourra être utilisé pour héberger d'autres services étatiques, vu les demandes de logement dont est actuellement saisi le Service des domaines du Ministère des Finances.

Question 3194 (02.08.2017) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les risques sanitaires et autres liés aux émissions de particules et de NO_x par les véhicules routiers:

Le trafic routier est à l'origine de l'émission de nombreux polluants de l'air. Il constitue ainsi l'un des principaux émetteurs de particules et de NO_x. À noter qu'en juin 2012, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé les effluents d'échappement des moteurs diesel comme cancérigènes certains et les émissions des moteurs essence comme cancérigènes probables pour l'homme. Au niveau de l'émission des NO_x, le transport routier était en 2011, avec 56% des émissions nationales en France, le premier secteur émetteur de NO_x. Au niveau des particules, il est généralement distingué entre les particules primaires émises à l'échappement des véhicules sur lesquelles une emprise est possible et les particules secondaires qui se forment dans l'air à partir de gaz, tels les NO_x.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données statistiques concernant la présence de NO_x dans l'air et qui sont attribuables au trafic routier? Existe-t-il une cartographie reprenant les niveaux en fonction de zones plus densément urbanisées et autres? Quelles sont les zones à risques?

2) Le Luxembourg a-t-il toujours respecté les niveaux d'exposition aux particules fines préconisés par l'Union européenne? Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement peut-il nous fournir des données détaillées quant aux dépassements des taux autorisés (niveau enregistré, lieu et durée)?

3) Le Gouvernement peut-il m'expliquer les raisons ayant amené le Gouvernement à ne pas tenir compte des émissions NO_x dans l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature résultant de la mise à la disposition d'une voiture à un salarié? Le Gouvernement entend-il procéder à des adaptations en la matière pour l'année 2018? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (31.08.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Dans le contexte de l'élaboration d'un programme national de qualité de l'air une analyse des sources d'émissions responsables aux emplacements, présentant un dépassement potentiel de la valeur limite annuelle pour le NO₂ dans l'air ambiant, a été réalisée pour l'année 2015. Tous les emplacements critiques identifiés sont situés le long de grands axes routiers. Le trafic routier est la source d'émission la plus importante de la formation de NO₂ dans l'air ambiant.

La contribution moyenne en provenance directe du trafic routier le long de la route concernée est de l'ordre de 81%. Les installations de chauffage contribuent en moyenne à raison de 5% et les industries (sources ponctuelles industrielles majeures) à raison de seulement 1%. La pollution de fond de l'ordre de 13% est composée de plusieurs parties: d'une part la pollution de fond régionale, due au transport à longue distance de polluants dans la région; d'autre part la pollution de fond locale non attribuée, dont notamment la pollution en provenance du trafic routier générée par les autres routes à proximité de l'emplacement en question ou des petites entreprises non couvertes par les sources ponctuelles industrielles majeures.

En ce qui concerne le trafic routier, l'analyse montre que les voitures et camionnettes sont la source dominante avec en moyenne 77%. Le diesel est responsable de 94% de l'impact des voitures et camionnettes. Les camions et les bus contribuent en moyenne à raison de 12% respectivement 11% du trafic routier.

Une modélisation sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour visualiser et mettre en évidence l'impact du trafic routier généré le long des grands axes a permis de cartographier pour l'année 2010 les éventuels points critiques en ce qui concerne le NO₂. Les résultats ont montré que la valeur limite annuelle de 40 µg/m³ pour le NO₂ est potentiellement dépassée à plusieurs emplacements critiques, qui par la suite ont fait l'objet de mesurages d'orientation de la teneur en NO₂ dans l'air ambiant. Les mesurages ont pu confirmer le risque de dépassement de la valeur limite annuelle pour le NO₂ à plusieurs emplacements situés le long de routes à circulation intense dans les communes suivantes:

- Luxembourg et Walferdange;

- Bascharage, Differdange/Niedercorn, Esch-sur-Alzette, Pétange, Tétange et Kayl;

- Remich, Wasserbillig et Mertert;

- Diekirch et Ettelbruck.

Une mise à jour de la cartographie des points critiques en ce qui concerne le NO₂ est en cours de réalisation.

Dans ce contexte, il est important de signaler que le Gouvernement a la ferme volonté d'améliorer la qualité de l'air et vient d'adopter le «programme national de qualité de l'air», regroupant un large éventail de mesures ciblées, visant à atteindre les valeurs limites pour le NO₂. Ce document peut être téléchargé à partir du site emwelt.lu.

ad 2) Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10¹) dans les différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement a évolué d'un niveau de 27 µg/m³ en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 12 et 23 µg/m³ selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m³.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m³ à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Au Luxembourg, le nombre de jours avec dépassement varie entre un et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

ad 3) Il s'agit d'une affirmation incorrecte. En effet, dans le cadre de la réforme fiscale, le recours à des véhicules moins polluants est encouragé dans le contexte des voitures de fonction.

La réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de fonction attribuées aux voitures émettant moins de NO_x un avantage fiscal: pour la même quantité d'émission de CO₂, il existe une différenciation en faveur des voitures à essence.

Une évaluation des mesures prises est en cours. Il est encore trop tôt pour conclure si des adaptations seront nécessaires.

¹ Particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur à dix micromètres

Question 3197 (03.08.2017) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant la procédure en matière de législation fiscale:

Dans l'édition du 28 juillet 2017 du «Land», un ancien directeur général de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) accorde un entretien à cet hebdomadaire.

Répondant à une question relative au processus législatif en matière de législation fiscale (question du journaliste: «La législation financière naît donc d'un processus informel et très hybride?»), le haut fonctionnaire en retraite déclare: «Ce que je ne trouve vraiment pas bien, c'est que le Ministère des Finances fasse écrire des projets de loi par des études d'avocats ou des firmes d'audit. Au cours des dernières années, cette pratique s'est malheureusement répandue.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette affirmation?

2) Si oui, peut-il indiquer quels projets de loi adoptés ou en cours ont été entièrement ou partiellement rédigés par des études d'avocats ou des firmes d'audit?

3) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons d'une telle externalisation du travail législatif?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle pratique est justifiable et justifiée? Ne pense-t-il pas qu'elle est nuisible à l'intérêt général dans le sens qu'elle permet à un secteur déterminé d'influencer grandement la législation dans le sens de ses intérêts particuliers?

5) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mettre un terme à cette pratique?

Réponse (04.09.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

La rédaction des projets de loi relève des agents du ministère et de ses services, sous l'autorité et la responsabilité du ministre.

Au regard de la pratique suivie par le Ministère des Finances au cours de l'actuelle période de législature, on ne peut que s'étonner des propos cités par l'honorable Député.

Les affirmations faites par un fonctionnaire retraité ayant quitté le ministère en 2009 n'engagent que lui.

D'une manière générale, il est à noter qu'en vertu de l'article 46 de la Constitution, «l'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi» et que les députés sont libres de présenter des amendements ou des propositions de loi alternatives aux projets de loi préparés par les ministères.

Question 3198 (03.08.2017) de MM. Alexander Krieps et Edy Mertens (DP) concernant les travaux préalables à l'installation d'appareils IRM supplémentaires:

Contrairement à l'opinion répandue et renforcée par la question parlementaire n°3181 de Madame Aehm et Monsieur Roth, il nous revient que les quatre appareils IRM dont question n'ont pas encore été installés. Par conséquent, la promesse d'extension du parc IRM ne pouvait pas, jusqu'à présent, permettre de réduire les délais d'attente.

Par ailleurs, il nous revient que les travaux des infrastructures préalables à l'installation des appareils susmentionnés ne s'avèrent non seulement plus compliqués, mais sont aussi nettement plus coûteux qu'initialement prévus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quel est le prix d'acquisition des quatre appareils IRM? De quel(s) modèle(s) s'agit-il exactement? Qu'en est-il des frais d'entretien?

- S'agit-il d'un achat groupé ou seront-ils achetés au fur et à mesure de l'avancement des travaux susmentionnés?

- À combien s'élèvent les frais d'infrastructures? De quels travaux s'agit-il exactement?

- Les ministres peuvent-ils confirmer que les frais d'infrastructures sont nettement plus importants qu'initialement prévus?

- Dans l'affirmative, quel(s) groupe(s) hospitalier(s) est (sont) concerné(s)? À combien se chiffrent les coûts imprévus? Quelles sont les raisons pour cette divergence? Qui prendra en charge les coûts additionnels?

- Selon les ministres, quand est-ce que les nouveaux appareils IRM pourront être opérationnels dans les différents hôpitaux?

- Qu'en est-il des quatre installations CT-scans, dont on avait envisagé la suppression?

Réponse (07.09.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Il convient de noter qu'il s'agit des appareils IRM 1,5 tesla dédiés pour les examens ostéo-articulaires. Le prix de ces appareils est estimé à 600.000 € et les frais d'entretien sont limités à 10% du prix d'investissement par année.

En l'espèce, il convient de souligner qu'un achat groupé est souhaité par la Commission technique d'investissement et les montants accordés couvrent souvent uniquement l'investissement avec des économies réalisées par un achat en commun.

Les frais d'infrastructures ont été estimés en moyenne par hôpital entre 400.000 € et 1.500.000 € et diffèrent en fonction de l'infrastructure propre à chaque établissement. Pour les quatre établissements hospitaliers, l'enveloppe supplémentaire pour garantir l'installation des appareils IRM serait d'environ trois millions d'euros. Les appareils IRM 1,5 tesla nécessitent une infrastructure conséquente, que ce soit en termes de statique (cinq tonnes), de blindage (cage de Faraday), de refroidissement (eau ou hélium), de surface d'implantation (30 à 35 mètres carrés) et de sécurisation (sécurisation des lignes de gauss, mise en place du système Quentch, etc.).

Les groupes hospitaliers CHL, CHEM, HRS et CHdN sont concernés par ces appareils IRM. Les frais d'infrastructures supplémentaires se chiffrent à environ trois millions d'euros. En cas d'un accord pour financer les frais d'infrastructures, ceux-ci sont financés à 80% par des subventions du Ministère de la Santé et à 20% par la CNS.

À noter également que la CNS avait initialement marqué son accord pour l'acquisition de quatre appareils IRM supplémentaires pour les quatre centres hospitaliers. Cet accord portait néanmoins clairement sur des équipements ayant des caractéristiques nettement moins performantes et par conséquent aussi sensiblement moins chers au niveau de l'acquisition et des frais de fonctionnement. Ces appareils IRM initialement prévus n'avaient de même pas besoin d'une infrastructure si complexe et les frais correspondants étaient à négliger. Néanmoins, ces types d'appareils initialement prévus ne sont plus commercialisés.

Ainsi, la CNS a proposé à la FHL d'acheter dans un premier temps deux appareils IRM, de faire ensuite une analyse de l'impact de ces deux appareils et de procéder seulement, le cas échéant, à l'acquisition de deux appareils supplémentaires. Les discussions quant à la démarche proposée par la CNS sont pour le moment encore en cours.

En ce qui concerne la procédure d'acquisition, la CNS et la FHL doivent actuellement trouver un accord au niveau de la Commission technique d'investissement précitée. En ce qui concerne les travaux d'infrastructures, les accords relèvent de la compétence du Ministère de la Santé sur base d'un avis de la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH).

Dans une hypothèse optimiste et sur base de la ligne de conduite actuellement poursuivie par la CNS, un accord portant sur l'acquisition de deux appareils IRM pourrait être donné en octobre 2017 et lesdits appareils pourraient être opérationnels fin 2018. L'étude d'impact par rapport à l'opportunité d'autorisation de deux appareils IRM supplémentaires pourrait se faire fin 2019. Cependant, il convient de noter que le temps nécessaire pour les accords et négociations est difficile à estimer. Il est dès lors possible que les quatre appareils IRM seraient seulement opérationnels en 2022 ou que l'analyse montre que deux appareils IRM supplémentaires suffiraient pour couvrir les besoins du Luxembourg.

À noter que le projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, actuellement sur la dernière ligne droite de la procédure législative, stipule à l'article 14,

alinéa 2 que dans le futur la procédure d'acquisition de tels équipements passe exclusivement par la CPH et par le Ministère de la Santé. Le mécanisme actuel via la Commission technique d'investissement arrêté au niveau conventionnel entre la CNS et la FHL deviendrait ainsi sans objet.

Quant à la dernière question, en cas d'un accord pour un appareil IRM supplémentaire, la suppression d'un CT-scan est prévue pour le site du Kirchberg. Quant à la question du besoin effectif en équipement d'imagerie médicale, il y a lieu de soulever que suivant l'OECD (Health at a Glance 2016), le Luxembourg figure en 2014 en troisième position pour le nombre d'examens IRM par mille habitants et en première position pour le nombre d'examens CT par mille habitants. De même, un audit réalisé sur initiative du Ministère de la Santé et présenté le 31 mai 2017 laisse apparaître que d'un côté, un grand nombre de demandes d'examens formulés par les médecins prescripteurs se basent sur des justificatifs insuffisants, et que d'un autre côté, les examens correspondants ont quand même été réalisés par les médecins radiologues malgré des doutes par rapport à la conformité, l'utilité et la nécessité des demandes. À titre d'exemple, le taux de conformité par rapport aux examens justifiés sur base de l'information disponible sur la demande s'élève uniquement à 61% pour les examens CT et à 79% pour les examens IRM.

À partir de telles indications, et tout en étant conscient de certains délais pour les demandes d'examens IRM ou d'autres considérations d'ordre pratique ou technique (telles que la question des urgences, l'aspect de la radioprotection ou le risque de continuité en cas de défaillance d'un équipement), la CNS considère que sa proposition de l'acquisition de deux équipements supplémentaires devrait largement pouvoir répondre aux besoins effectifs au niveau national. Sachant que l'allocation de ces équipements sur base de critères objectifs et appropriés sera difficilement faisable et se verra certainement confrontée à des pressions lobbyistes et régionalistes, il faudra néanmoins considérer que l'allocation d'un tel équipement supplémentaire à chacun des quatre centres hospitaliers dépasse largement l'utile et le nécessaire et mènera à terme à une croissance prononcée des examens réalisés sur base du principe largement avéré que l'offre crée la demande dans ce domaine. L'impact financier pour l'assurance maladie-maternité sera considérable.

Question 3199 (04.08.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)**:

Le 31 mars 2017, le Conseil de Gouvernement a approuvé les comptes annuels du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) en mettant en avant que le fonds a recours à un placement prudent, 57% de l'argent ayant été investi dans des actions, 40% dans des obligations et 3% dans des liquidités.

1) Monsieur le Ministre peut-il définir ce qu'il faut comprendre par un placement prudent de l'argent et comment la tolérance élevée au risque du FSIL se justifie par rapport à un objectif minimal de rendement de 0% corrigé en fonction de l'inflation?

2) Vu les immobilisations financières des comptes annuels du FSIL renseignant un portefeuille titres au 31 décembre 2016 composé exclusivement de fonds, en l'occurrence d'ETF et de SICAV, est-il correct:

a) d'affirmer que le FSIL est un fonds à qualifier du type «Fund of funds» (FOF) et ce au moins pour une durée de cinq ans?

b) qu'il ne convient donc pas d'affirmer que le FSIL a investi à 57% dans des actions et 40% dans des obligations?

Suivant les restrictions d'investissement de la politique générale du FSIL, il est interdit au fonds d'investir dans des actions et des obligations pendant cinq années à partir de la date de sa création. Selon la stratégie d'investissement du FSIL, ce choix est guidé par la décision du fonds de ne pas avoir recours à des mandats de gestion («gestion active»), mais que l'investissement en produits passifs de type ETF est approprié pour leur facilité de gestion, pour leur transparence, pour leur efficacité en termes de «tracking» d'une classe d'actifs et pour leur avantage de coût.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes:

3) Pourquoi le FSIL a-t-il décidé de ne pas avoir recours à la structure existante de la gestion ac-

tive de l'État qui gère déjà la SICAV du FDC dont les gérants de portefeuille sont d'ailleurs en partie les mêmes que les émetteurs des ETF dans lesquels le FSIL investit?

4) Si l'investissement en ETF est le plus approprié pour le FSIL, pour quelle raison une somme de 34 millions d'euros, soit 27% du portefeuille, a-t-elle été investie dans des SICAV; 27% du portefeuille n'étant pas un investissement que l'on puisse qualifier d'accessoire.

5) En comparant l'investissement en ETF soit à un investissement du FSIL par le biais de la structure existante de la gestion active de l'État ou à un investissement direct dans des actions et obligations:

a) En quoi l'investissement du FSIL en ETF est-il plus transparent?

b) Comment expliquer l'efficacité des ETF en termes de «tracking» d'une classe d'actifs?

c) Monsieur le Ministre peut-il me remettre une copie de l'analyse des coûts du FSIL ainsi qu'une liste des tarifs des onze ETF/SICAV dans lesquels le FSIL est investi?

Les restrictions d'investissement du FSIL ne prévoient aucune exclusion de sociétés et d'entreprises ne respectant pas les conventions et les normes internationales ratifiées par le Grand-Duché qui ont comme but d'assurer une politique d'investissement socialement responsable et durable. Il s'ensuit que le FSIL participe au financement de sociétés et d'entreprises connues pour ne pas respecter l'environnement, la responsabilité sociale et solidaire ou les droits de l'homme et le droit du travail.

5) Pouvez-vous confirmer que certains ETF, dont le FSIL a acquis des parts, détiennent des obligations ou des actions d'entreprises produisant des bombes à sous-munition. Si oui, n'êtes-vous pas d'avis que le FSIL enfreint l'article 3 de la loi du 4 juin 2009 portant approbation de la convention sur les armes à sous-munitions qui stipule que: «Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives»?

6) Quand est-ce que la stratégie d'investissement du FSIL va-t-elle être amendée de la sorte qu'elle permette un investissement socialement responsable et durable et qu'elle ne viole plus la législation nationale, notamment en ce qui concerne la convention d'Oslo contre les munitions à dispersion et l'accord de Paris sur le climat?

Le FSIL applique la mesure de la «value at risk» (VAR) pour évaluer la situation de risque du fonds.

7) a) Quelle est la méthode de calcul de la VAR que le FSIL utilise?

b) Quels risques matériels sont couverts par la gestion des risques du FSIL? Quelle est la fréquence de calcul ou, le cas échéant, de l'évaluation de l'exposition aux risques pour les types de risques encourus?

c) Monsieur le Ministre peut-il me remettre une copie des procédures de gestion des risques du FSIL?

Réponse (08.09.2017) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Contrairement à ce qu'affirme l'honorable Député, le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg n'est pas investi à raison de 57% dans des actions et à raison de 40% dans des obligations. En effet, la politique générale et la stratégie d'investissement du FSIL, qui sont publiées sur le site Internet du Ministère des Finances, renseignent clairement que le quota stratégique de l'univers d'investissement réservé aux actions est de 40% et celui réservé aux obligations est de 57%. Le choix de ces quotas résulte de la limitation à 20% de la valeur à risque (VAR), soit le pourcentage de perte en capital à ne pas dépasser sur un an avec une probabilité de 99%.

Il résulte de ces quotas que la performance anticipée sur base des informations historiques serait de 2,8% par an, ce qui dépasse la valeur supérieure au plus élevé des deux taux suivants:

- le niveau-cible d'inflation de la BCE qui est proche, mais inférieur à 2% sur le moyen terme;

- le taux d'intérêt d'un emprunt obligataire de l'État luxembourgeois à dix ans.

Au vu du montant à investir relativement faible pendant la phase de démarrage du fonds, le comité directeur a décidé, dans une première phase, de ne pas investir directement dans des actions ou des obligations d'entreprises par l'intermédiaire de gestionnaires d'actifs, pour ainsi éviter la lourde procédure liée à la sélection

des gestionnaires d'actifs et d'une banque dépositaire/agent comptable au moyen de souscriptions publiques européennes.

À cet effet, le comité d'investissement a sélectionné pour chaque classe d'actifs de l'univers d'investissement (à savoir les obligations en EUR, les obligations en USD, les actions européennes et les actions des pays développés) des instruments de type «exchange traded funds» (ETF) et de manière accessoire des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) qui ne sont pas des ETF (pour le cas où des ETF satisfaisant les critères de sélection du FSIL ne seraient pas disponibles) qui reproduisent l'évolution de l'indice de référence de chaque classe d'actifs. Parmi les instruments sélectionnés figure un seul OPCVM non ETF, avec un poids de 9%.

Comme le FSIL gère actuellement 183 millions d'euros, on ne peut pas le comparer au Fonds de compensation, qui est également un établissement public autonome, mais gère plus de 16 milliards d'euros. L'investissement en ETF est transparent dans la mesure où l'on peut reproduire l'évolution des quatre indices de référence de l'univers d'investissement avec seulement onze instruments financiers. Comme ces ETF ont pour finalité de suivre l'évolution des indices de référence, il en résulte une «tracking error» très faible.

Comme les ETF sont des instruments financiers distincts des titres qui composent les indices de référence, on peut affirmer que le FSIL n'est formellement pas directement lié à des entreprises figurant dans les indices de référence.

Ce n'est qu'après la phase de démarrage du FSIL, fixée prévisionnellement à cinq ans, que la politique générale et la stratégie d'investissement seront réanalysées et, le cas échéant, adaptées.

La méthode de calcul de la valeur à risque (VAR) est une formule statistique faisant intervenir la moyenne pondérée du rendement escompté de chaque classe d'actifs, la moyenne pondérée de la volatilité historique de chaque classe d'actifs, la somme cumulée de la distribution gaussienne à 99% et la durée de l'intervalle considéré.

Les procédures de gestion des risques figurent à l'annexe de la politique générale.

Question 3204 (07.08.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**excision**:

Der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) no, liewen 2017 méi wéi 200 Milliounen Meedercher a Fraen - aus 30 Länner an Afrika, dem Mëtteren Osten an Asien, wou déi weiblech Beschneidung zum Deel Bestanddeel vun de Bräich ass - mat enger Beschneidung vum weibliche Genitalorgan. Laut Schätzung vum der Weltgesundheitsorganisatioun stierwe gutt e Véirel vun de betraffene Fraen un de Folge vun esou enger Beschneidung. Dës Prozedur, déi ouni medezinnesch Grënn an dacks ënner onhygieschen a primitive Bedéngungen duerchgefouert gëtt, ass eng Verletzung vun de Mënscherechter vu Meedercher a Fraen.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Regierung:

1) Goufe bis haut Fäll gemellt oder bekannt, bei deenen eng Beschneidung vum weibliche Genitalorgan, vu Medezinner oder vu Privatleit, zu Lëtzebuerg praktizéiert gouf? Wa jo, wéi vill sinn dat der?

2) Presseberichter iwwert d'Evolutionen am Zesummenhang mat der Migratiounskris an Däitschland behaupten, datt eng Rees an d'Heemechtsland ka genotzt ginn, fir esou Prozeduren duerchféieren ze loosser. Wat geschitt an deem Fall, wou dëst duerch kloer Signaler am Schoulëmfeld oder an effentleche Betreuungstrukture festgestallt gëtt? Ass d'Personal fir dëse Sujet sensibiliséiert a si si verpflichtet, esou Fäll ze signaliséieren? Wa si esou e Fall mellen, wat geschitt dann?

3) Ass de Gynäkologen an aneren Dokteren hei am Land versécher, datt si - wa si constatéieren, datt hir Patientin an deem Fall ass - esou ee Fall signaliséieren kënnen, ouni mat hire gesetzleche Verpflichtungen a Konflikt ze gerdnen?

4) Goufen d'Gynäkologen hei am Land an deem Kontext fir dëse Sujet sensibiliséiert? Wann neen, gesäit d'Regierung hei eng Noutwendegkeet?

5) Gouf dru geduecht, den Elteren, deenen hiert mannrjäregt Meedchen - an dar Zäit, an där et hei am Land leeft - Affer vun esou enger Genitalverstümmelung gëtt, d'Garde vum Mannerjäregen ofzehuelen?

6) Lafen hei am Land Opklärungscampagnen zum Sujet Genitalverstümmelung, déi sech



spezifesch un d'Migranten an un d'Flüchtlinge riichten? Wann net, sinn der da geplangt a gëtt et schonn e Konzept dofir?

Réponse commune (07.09.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) Bis haut si weder de Justizautoritéiten nach de Gesondheitsautoritéite Fäll bekannt, wou Beschneidunge vun weibleche Genitalorganer vu Medezinner oder vu Privatleit hei zu Lëtzebuerg sollte praktizéiert gi sinn.

ad 2) No eiser Gesetzgebung hei am Land, war et de Magistraten nach ëmmer erlaabt, all Forme vu Mutilatioun stroferechtlech ze verfolge. Mir verweisen hei op den Artikel 400 vum Code pénal.

Am Kader vun der Ratifikatioun vun der Istanbul-Konventioun, ass d'Regierung elo op de Wee gaangen, d'Mutilatioun vun weibleche Genitalorganer explizit, als eegestänneg Infraktioun, ze bestrofen. Mir verweisen hei op de Gesetzesprojet Nummer 7167, deen den 10. August deposéiert ginn ass.

D'Personal an esou Strukturen ass sensibiliséiert a wann en deementspriedende Verdacht op e Gesetzesverstouss virläit, gëtt dee Verdacht dem Parquet gemellt.

D'Signalement vun engem Mannerjärege, deen a Gefor ass, ka sougutt dem Jugendrichter wei och dem Parquet gemellt ginn. Schutzmoossname gi vum Jugendgericht geholl. Ier eng adaptéiert Moossnam ka geholl ginn, freet de Jugendrichter respektiv de Parquet kompletar Informatiounen iwwert de Mannerjärege, entweder bei der Police, a Form vun engem „rapport de moralité“, oder beim Service central d'assistance sociale, a Form vun engem „enquête sociale“, un.

D'ONGen, déi mam Chancëgläichheitsministère konventionéiert sinn, hu souwuel Berodungsservicer wei och Betreiuungsstrukture fir Fraen a Männer an Nout, mat oder ouni Kanner. Iwwert dës Strukture gi prioritär Affer vun haislecher Gewalt, awer och Affer vun alle Formen vu Gewalt, déi sech op d'Geschlecht bezitt, ofgedeckt. Dorënner falen och weiblech Affer vu Beschneidungen.

Am Kader vun hire Prestatiounen mussen déi eenzel Gestioniärer souwuel fir d'Gläichheet zwësche Fraen a Männer agéiere wei och fir d'Bekämpfung géint all Forme vun Diskriminatiounen zwësche Fraen a Männer, an deemno och géint all Gewaltforme präventiv a kurativ agéieren. Niefert der Betreiuung vun den Affer, muss si och iwwert déi negativ Stereotypen a schiedlech Praktiken, Coutumen an Traditiounen opklären an aktiv sensibiliséieren. D'Personal ass deementspriedend am Beräich vun alle Forme vu Gewalt, y compris Mutilations génitales féminines, forméiert.

ad 3) Wann e Gynäkolog oder en aneren Dokter feststellt, datt esou Praktiken hei am Land duerchgefouert ginn, ass e verpflichtet dat ze melden. Dat verstéisst net géint seng gesetzlech Verplichtungen an ass eng gesetzlech Obligatioun.

ad 4) D'Associatioun vun de Gynäkologen an de Planning familial hu Sensibiliséierungscampagnen zu deem Sujet duerchgefouert.

De Conseil national des femmes au Luxembourg (CNFL) huet eng Broschür „NON aux mutilations génitales des femmes“ erausginn, zesummen elaboréiert mam Chancëgläichheitsministère, dem Gesondheitsministère, der ASBL „Initiativ Liewensufank“ an dem Planning familial, déi un Internetsite Santé.lu ze fannen ass: <http://www.sante.public.lu/fr/publications/n/non-mutilations-genitales-femmes/non-mutilations-genitales-femmes.pdf>. Dës Publikatioun richt sech un de grouse Public a klärt iwwert d'Existenz, d'Definitiounen, d'Incriminatioun an d'Risikopopulatioun zu Lëtzebuerg an am Ausland vun der Beschneidung vun de weibleche Genitalorganer op.

De 6. Februar ass all Joer weltwäit eng Journée internationale contre les mutilations génitales.

ad 5) Eng Decisioun iwwert d'Garde vu Mannerjärege ennerläit der Kompetenz vum Jugendrichter, deen an aller Onofhängegkeet vun anere Statsgewalten handelt.

ad 6) Esou Informatiounen sinn Deel vum allgemengen Oplärungsprogramm fir Asylbewerber an déi enner Punkt 4 ernimmte Campagnë ginn och op déi Themen ausgehend.

Mir verweisen enner anerem hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2752 vum 8. Februar 2017 vun der Madamm Nancy Arendt:

«Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont menées dans les foyers d'accueil auprès de la population concernée pour lutter et éviter ces pratiques et prendre en charge les victimes?»

Avant l'afflux massif de 2015, les demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg étaient majoritairement originaires des Balkans et le problème des mutilations génitales féminines ne se posait pas. Il n'y a donc pas eu de campagne spécifique menée dans les structures d'hébergement pour DPI.

Depuis l'afflux massif de 2015, la situation a changé; les femmes originaires de pays comme l'Érythrée, la Somalie ou l'Irak sont plus exposées à des risques de mutilations génitales féminines. C'est pourquoi l'OLAI est en train de développer une formation, en coopération avec le „Groupe pour l'abolition des mutilation sexuelles féminines (Belgique)“, formation qui est destinée aux assistants sociaux et aux éducateurs qui accompagnent les demandeurs de protection internationale ainsi qu'aux collaborateurs du Ministère de la Santé. L'objectif de cette coopération est de développer des outils de sensibilisation pour les professionnels concernés.»

Zënter dëser Äntwert sinn déi Formatiounen organiséiert ginn, an eng Majoritéit vun de Mataarbechter vum OLAI huet drun deelgeholl. Weider Sessioune ginn an den nächste Wochen a Méint organiséiert.

D'Bekämpfung an d'Präventioun vun de Beschneidunge vun de weibleche Geschlechtorganer sollen och am Kader vum „Programme national de promotion de la santé affective et sexuelle“ thematiséiert ginn, deen 2013 vu véier Ministären (de Gesondheitsministère, de Chancëgläichheitsministère, de Familljeministère an den Erzéiungsministère) ausgeschafft ginn ass. De Gesondheitsministère huet de Lead. Et ass prioritär all d'Erwuessen an all Kanner vum jéngsten Alter un op déi sexuell an affektiv Sexualitéit ze informéieren an ze erzéien am Hibleck op:

- psychesch a physesch Integritéit;
- der Gläichheet zwësche Meedercher a Jongen, Fraen a Männer;
- respekt- a verantwortungsvoll Relatiounen zwësche Meedercher a Jongen, Fraen a Männer.

Jiddweree soll e Recht hunn op eng gesond a verantwortungsvoll Sexualitéit an op den Accés op eng sexuell an affektiv Erzéiung.

De Programm soll och zu engem Mentalitéits- a Verhalenswiessel féieren, dee sexuell a relationnell Gewalt, Gewalt, déi sech op d'Geschlecht bezitt, an all aner schiedlech Praktiken an Traditiounen, wéi z. B. d'Mutilatiounen, bekämpft.

Question 3208 (09.08.2017) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant le **marquage routier**:

À en croire les statistiques concernant les accidents de la route de l'année 2016, il s'avère qu'un nombre élevé d'accidents ont lieu durant la saison estivale. Il en ressort de plus que les motocyclistes risquent particulièrement d'être les victimes d'accidents routiers.

Des analyses menées par le Gouvernement régional de Kärnten (Autriche) ont révélé que les motocyclistes ont tendance à conduire leur véhicule le long de la bande médiane de la voie routière lorsqu'ils entrent un virage à gauche. Or, dans une telle situation, l'inclinaison du motocycle fait en sorte que la tête du chauffeur se trouve effectivement au-delà de cette bande médiane. Les autorités autrichiennes ont par la suite appliqué des marquages additionnels dans les virages à gauche pour inciter les motocyclistes à utiliser le milieu de leur côté. Cette mesure a mené à un recul très significatif des accidents sur les tronçons concernés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques concernant le nombre d'accidents de motocyclistes dans des virages à gauche?
- Monsieur le Ministre a-t-il pu prendre connaissance du type de marquage routier appliqué en Autriche à l'intention des motocyclistes?
- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ce type de marquage pourrait mener à une baisse nette des accidents au Grand-Duché?
- Monsieur le Ministre serait-il disposé à mettre en place un projet pilote sur la route N25 entre Wiltz et Kautenbach, un tronçon sinueux qui

s'est avéré particulièrement dangereux pour les motocyclistes ces dernières années?

Réponse (07.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°3208, les honorables Députés s'interrogent sur l'opportunité d'apposer des marquages additionnels sur les routes afin d'éviter des accidents de motocyclistes dans des virages à gauche.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les statistiques d'accidents impliquant des motocyclistes se présentent comme suit: (tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À la lecture de ces chiffres, l'on constate que la majorité des accidents impliquant des motocyclistes n'a pas eu lieu dans des virages à gauche et que le chevauchement de la ligne de sécurité semble uniquement jouer un rôle marginal en ce qui concerne les causes présumées des accidents. Il ressort par contre, à l'instar de ce qui est le cas pour l'ensemble des accidents graves et mortels de la route, que la vitesse excessive et non adaptée en soit la cause principale.

En ce qui concerne les questions relatives à de nouveaux types de marquage horizontal, les experts autrichiens ont entamé le combat contre les accidents mortels des motocyclistes en essayant différents marquages dans les virages à gauche. Ce projet pilote actuellement en cours en Autriche a été présenté au sein du dernier groupe de travail «motos» de la Commission de circulation de l'État en date du 30 mai 2017 par l'Administration des ponts et chaussées. Ce principe a également été présenté au groupe de travail «Audits de sécurité» du 27 juin 2017 et les prochaines démarches ont été discutées. Afin d'étudier davantage la mise en place de marquages spéciaux pour les motocyclistes, les experts autrichiens ont été contactés afin de recevoir de plus amples détails sur ce type de marquage.

L'initiative autrichienne semble effectivement inciter les motocyclistes à utiliser des rayons de courbure plus grands pour emprunter les virages et mes services suivront de près les résultats de ce projet pilote avant toute décision dans ce dossier.

Au sujet de la route N25 entre Wiltz et Kautenbach, un projet pilote a été envisagé, mais reste à concrétiser. Toutefois, l'inspection de sécurité de ce tronçon figure sur la liste des routes à examiner par le groupe de travail «Audits de sécurité».

Question urgente 3280 (08.09.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **traite des êtres humains**:

Selon les informations diffusées sur «rtl.lu», un camionneur provenant de France aurait alerté les autorités hier matin après avoir découvert sur l'aire de Berchem quatre personnes cachées illégalement à bord de sa cargaison. D'après les personnes en question, elles auraient été acheminées par un passeur dans ce camion. Alors que les autorités ont laissé repartir le chauffeur après l'avoir interrogé, les personnes se trouvant à bord ont été appréhendées. Selon les mêmes sources, il s'agirait de requérants d'asile provenant de l'Iran qui se sont vu refuser leurs demandes en France et qui se trouveraient donc en situation irrégulière. Le Centre de rétention affichant complet, les clandestins auraient cependant été relâchés par la suite dans la nature. La presse fait encore savoir qu'il ne s'agirait pas d'un cas isolé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les allégations faites par le site «rtl.lu»?
2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les autorités judiciaires ont été informées de cet incident et ont donné, le cas échéant, leur accord quant à la remise en liberté tel que décrit ci-dessus?
3. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il y a eu d'autres cas similaires ces derniers mois et me dire de combien de personnes il s'agit, le cas échéant?
4. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'affirmer que le Centre de rétention est régulièrement saturé au point de ne plus pouvoir accueillir d'autres demandeurs d'asile en cas de nécessité?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. La Police grand-ducale, après avoir été avertie par un chauffeur de camion, a trouvé en date du 7 septembre 2017 quatre personnes à l'intérieur d'une remorque de camion. Les quatre personnes originaires de l'Iran ont été emmenées au commissariat de police où une fouille corporelle fut effectuée ainsi que la prise des empreintes digitales.

Contrairement à ce qui a été rapporté par la presse, et tel qu'indiqué déjà lors d'une prise de position du Ministre de l'Immigration et de l'Asile à la chaîne de télévision RTL, les quatre personnes n'étaient pas des demandeurs de protection internationale déboutés en France.

Un placement en rétention n'a pas été décidé au vu des capacités libres au niveau du Centre de rétention, mais également au vu de la finalité d'un tel placement. Il convient de rappeler qu'une mesure de placement entraîne une privation de liberté et doit être appliquée dès lors de manière restrictive. L'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration permet le placement en rétention en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement. Or, un retour en Iran s'avère de facto très difficile, voire impossible.

À noter également que les quatre personnes n'ont pas présenté de demande de protection internationale au Luxembourg.

ad 2. Dans le cadre du service de permanence assuré par le parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le parquet a bien été informé de ce qu'un chauffeur de camion en provenance d'Italie a entendu, lors de sa pause à l'aire de Berchem, des bruits suspects en provenance de sa remorque et qu'il a aussitôt averti la Police grand-ducale. La police a ainsi découvert quatre personnes de nationalité iranienne cachées dans la remorque du camion.

Dans la mesure où les faits auraient pu constituer une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les concernés ont été interrogés et ont fait l'objet d'une vérification d'identité.

Les intéressés n'ayant finalement commis aucune infraction, le parquet n'a pas fait procéder à leur arrestation.

Il n'existe aucun élément permettant de conclure que le chauffeur de camion ait joué un quelconque rôle dans les faits.

ad 3. Le parquet n'a pas été informé de faits similaires au cours des derniers mois.

ad 4. Il convient de préciser d'emblée que le Centre de rétention est destiné d'abord au placement administratif de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement, ceci en tant qu'ultime mesure au cas où les mesures alternatives à la rétention telles que prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration ne seraient pas applicables. Le placement de demandeurs de protection internationale n'est pas prévu d'office, mais uniquement sous certaines hypothèses limitativement prévues par l'article 22 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Concernant les capacités du Centre de rétention, il convient de remarquer qu'entre le 1^{er} janvier et le 10 septembre 2017 (253 jours), la capacité maximale de 45 places des hommes célibataires fut atteinte seulement 17 fois, ce qui correspond à 6,7% de la période analysée. Parmi les 14 chambres réservées aux familles et aux femmes célibataires, la capacité maximale ne fut jamais atteinte pendant cette période précise.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que la capacité du Centre de rétention a été récemment augmentée par une réorganisation interne (fusion des unités pour femmes célibataires et familles, et ouverture subséquente d'une unité supplémentaire pour hommes célibataires) et que l'ouverture de la Structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg en tant qu'alternative à la rétention a permis de désengorger davantage le Centre de rétention.